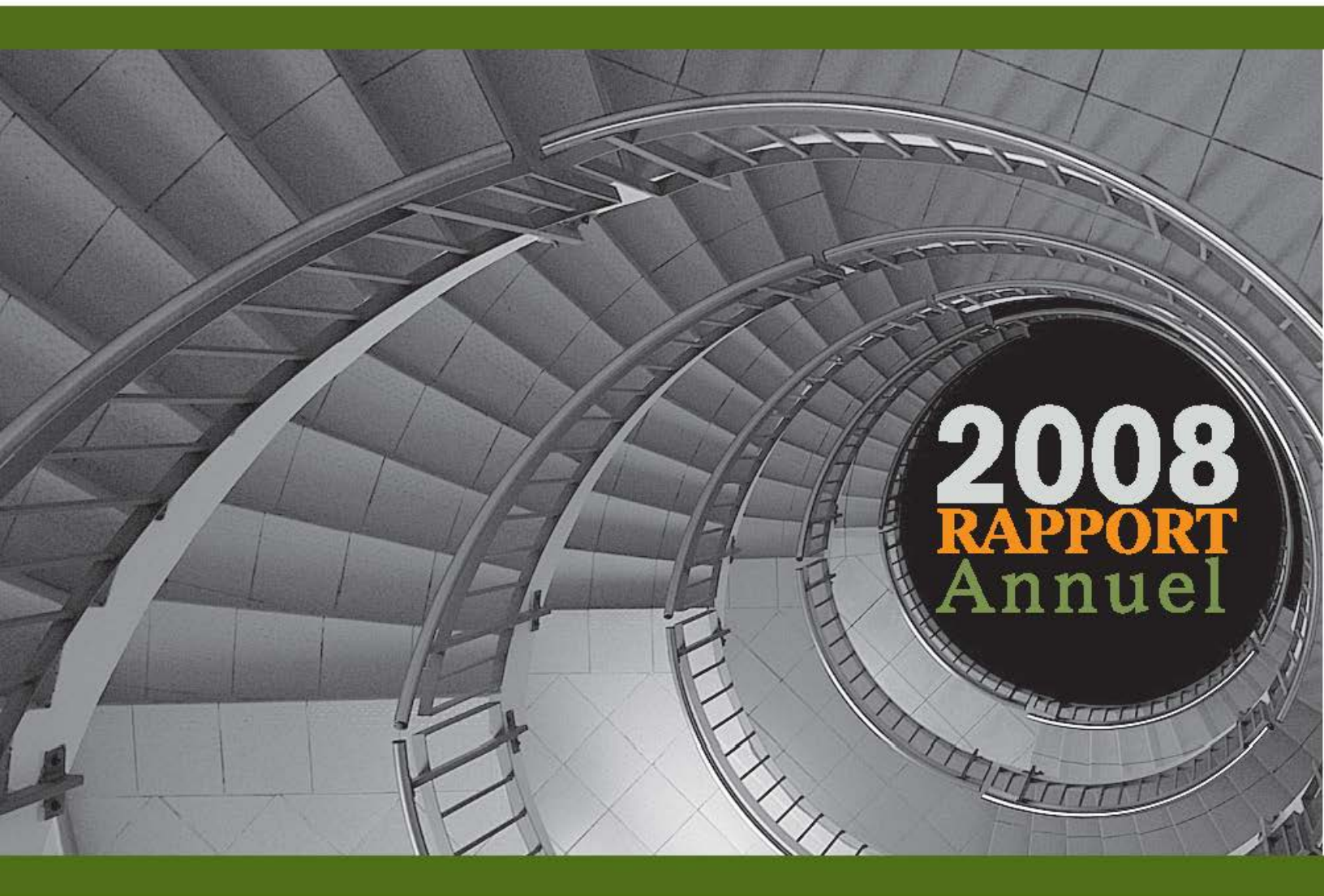




BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI



CONSEIL D'ADMINISTRATION

CHARLES CASTEL
Gouverneur

PHILIPPE W. LAHENS
Gouverneur-Adjoint

MARC HEBERT IGNACE
Directeur Général

RÉMY MONTAS
Membre

FRITZ DUROSEAU
Membre

ORGANIGRAMME

Conseil d'Administration

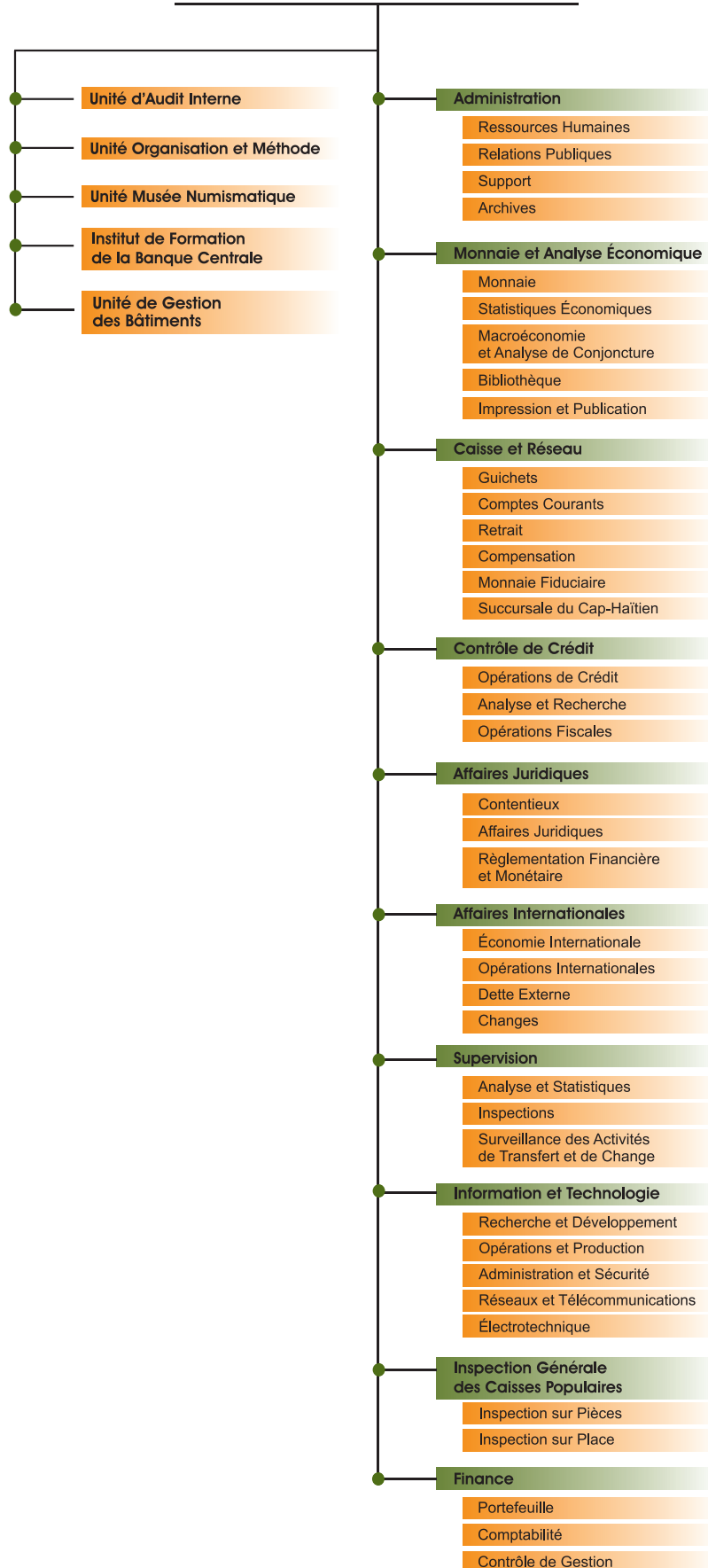


TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS DU GOUVERNEUR	12
----------------------------------	----

A. L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN 2008

I- LE SECTEUR RÉEL	18
I.1 Valeur ajoutée par secteur d'activité	19
I.2 Évolution des prix à la consommation en 2008	21
I.3 Aperçu de la situation de l'emploi en 2008	22

II- LA MONNAIE ET LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

II.1 La politique monétaire en 2008	24
II.1.1 Les instruments de la politique monétaire en 2008	24
II.1.1.1 Les bons BRH	24
II.1.1.2 Les taux de réserves obligatoires	25
II.1.2.3 Intervention de la BRH sur le marché des changes	26
II.1.2 Les résultats	27
II.1.2.1 Les résultats intermédiaires	27
II.1.2.2 Les résultats finals	27
II.2 Évolution des agrégats monétaires en 2008	29
II.2.1 Contreparties de M3 et financement de l'économie	30

III- LES FINANCES PUBLIQUES

III.1 Recettes	31
III.2 Dépenses	33
III.3 Financement de l'Administration Centrale en 2008	35

IV- LA BALANCE DES PAIEMENTS D'HAÏTI EN 2008

IV.1 La Balance des transactions courantes	35
IV.2 Les mouvements de capitaux	38

V- LA DETTE PUBLIQUE EXTERNE

V.1 L'encours de la Dette Publique Externe	39
V.1.1 Les créances bilatérales	39
V.1.2 Les créances multilatérales	39
V.1.3 Composition de l'encours	39
V.1.4 Répartition de l'encours par secteur économique	40
V.2 Décaissements, service de la dette et arriérés de paiements	40
V.3 État d'avancement de l'allègement PPTE	41

B. ÉVOLUTION DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2008

VI- LE SYSTÈME BANCAIRE : VUE D'ENSEMBLE	.42
VI.1 Le système bancaire: Établissements et Environnement Concurrentiel	.44
VI.2 Structure du système bancaire	.45
VI.3 Distribution du crédit bancaire en 2008	.47
VI.4 Parts de marché individuelles	.49
VII- LES ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DU SYSTÈME BANCAIRE	.51
VII.1 Activités bancaires	.51
VII.2 Structure financière et qualité de l'actif	.56
VII.3 Résultats des activités bancaire	.59
VIII- LA SURVEILLANCE DES BANQUES	.64
VIII.1 Activités de surveillance	.64
VIII.2 Autres	.65
IX- LES ACTIVITÉS GÉNÉRALES D'INSPECTION DES CAISSES POPULAIRES	.66

C. LA BRH EN 2008

X- GESTION DES AVOIRS EXTÉRIEURS DE LA BRH EN 2008	.68
X.1 Composition des avoirs extérieurs de la BRH	.68
X.1.1 Rendement du portefeuille	.68
X.1.2 Rendement des fonds placés sur le marché du loyer au jour le jour (Repos)	.69
XI- QUELQUE FAITS SAILLANTS RELATIFS AU CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE EN 2008	.69
X1.1 Évolution du taux de change	.69
X1.2 Évolution des spreads bancaire et informel	.70
XII- LA MONNAIE FIDUCIAIRE ET LA MONNAIE SCRIPTURALE	.72
XII.1 Billets et monnaie divisionnaire	.72
XII.1.1 Émission, destruction et remplacement de monnaie	.72
XII.1.2 Circulation fiduciaire au sens strict	.73
XII.1.3 Circulation fiduciaire au sens large	.73
XII.1.4 Composition de l'encours des billets	.73
XII.1.5 Billets contrefaits retenus aux guichets de la BRH	.73
XII.2 Les chèques	.75
XII.3 Dépôts et tirages des banques commerciales.	.79
XII.4 Services à l'Etat	.80
XII.4.1 Banquier de l'Etat	.80
XII.4.2 Caissier de l'Etat	.83
XIII- SITUATION DU SUPPORT D'INFORMATION ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DE LA BRH	.84
XIII.1. Activités de développement et d'entretien	.84
XIII.1.1 Système d'informations financières - Développement	.84
XIII.1.2 Système d'informations financières – Entretien	.84
XIII.1.2.1 Module Change	.84
XIII.1.2.2 Module Incidents de paiement	.84
XIII.1.3 Système de paiement Interbancaire Haïtien (SPIH)	.84
XIII.1.4 Bureau de crédit	.84
XIII.1.5 Rapports Réserves Internationales Nettes	.84
XIII.1.6 Crédit-direct	.84
XIII.1.7 Swift	.85
XIII.1.7.1 Version Actualisée 5.4 A 6.0	.85
XIII.1.7.2 Migration Swiftnet Phase 2	.85

XIII.1.7.3 Migration Swiftnet Phase finale	.85
XIII.1.8 Requêtes de mise à jour de l'application GRH	.85
XIII.1.9 Assurance Qualité Logiciel (AQL)	.85
XIII.1.10 Inspection des Banques (Volet Informatique)	.86
XIII.1.11 Workflow	.86
XIII.1.12 Portail Web BRH	.86
XIII.1.13 Sensibilisation a la Sécurité	.86
XIII.1.14 Commission de licences	.86
XIII.1.15 Réseau Télématique Financier	.86
XIII.1.16 Centre de Technologie	.87
XIII.2 Gestion des équipements électromécaniques	.87
XIII.2.1 Introduction	.87
XIII.2.2 Parc des équipements gérés par l'Electronique	.87
XIII.2.3 Champ d'action du Service Electrotechnique	.87
XIII.2.4 Activités du Service Electrotechnique	.88
XIII.2.4.1 Production d'énergie	.88
XIII.2.4.1.1 Au Siege Central	.88
XIII.2.4.1.2 A Boutilliers	.88
XIII.2.4.1.3 Au Cap-Haitien	.88
XIII.2.4.2 Alimentation des charges critiques	.88
XIII.2.4.2.1 Au siège central	.88
XIII.2.4.2.2 Au Cap-Haitien	.88
XIII.2.4.3 Climatisation	.88
XIII.2.4.3.1 A Port-au-Prince	.88
XIII.2.4.3.2 Au Cap-Haitien	.88
XIII.2.4.4 Broyeur	.89
XIII.2.4.5 Divers	.89
XIII.2.4.5.1 Inverseur Automatique	.89
XIII.2.4.5.2 Entretien des Ascenseurs	.89

XV - LES RESSOURCES HUMAINES DE LA BRH EN 2008	.90
XIV.1 Ventilation des employés actifs et réguliers de la BRH en 2008	.91
XIV.2 Formation du Personnel	.92
XIV.3 Gestion du Parc immobilier de la BRH	.93

D. ÉTATS FINANCIERS ET ANNEXE JURIDIQUE

ÉTATS FINANCIERS	.97
LISTE DES CIRCULAIRES	.147
ANNEXE JURIDIQUE	.148

E. ANNEXE STATISTIQUE

I.1	Produit intérieur brut par branche d'activité économique	.157
I.1a	Contribution à la valeur ajoutée du PIB réel	.158
I.1b	Taux de croissance du PIB réel	.159
I.2	Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes 1986-1987)	.160
I.2a	Structure du PIB nominal (en millions de gourdes 1986-1987)	.161
I.3	Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes 1986-1987)	.162
I.3a	Structure du PIB réel (en millions de gourdes 1986-1987)	.163
I.3b	Compte du produit intérieur brut (Variation en pourcentage)	.164
I.3 c	Structure de la croissance du PIB réel (Variation en pourcentage)	.165
I.3d	Contribution à la croissance du PIB réel (en pourcentage)	.166
I.4	Indice des prix à la consommation (IPC) - Ensemble du pays	.167
I.4a	Indice des prix à la consommation (IPC) - Ensemble du pays	.168
I.5	Taux d'inflation (Variation de l'IPC en pourcentage)	.169
I.5 suite	Taux d'inflation (Variation de l'IPC en pourcentage)	.170
I.5a	Taux d'inflation (Variation de l'IPC en glissement annuel)	.171

I.6	Taux de change à Port-au-Prince	172
I.7	Composantes et contreparties de l'agrégat M3	173
I.8	La base monétaire et ses sources	174
I.9	Bilan de la BRH	175
I.10	Bilan consolidé des banques commerciales 1/	176
I.11	Bilan consolidé des banques commerciales	177
I.12	Résumé des opérations financières de l'Administration Centrale 1/	178
I.13	Résumé des opérations financières de l'Administration Centrale	179
I.14	Résumé de la balance des paiements d'Haïti	180
I.15	Position extérieure globale d'Haïti	181
I.16	Exportations d'Haïti par produits	182
I.17	Exportations aux USA (FOB) (à base de matières premières locales)	183
I.18	Exportations des industries d'assemblage aux USA (FOB) (à base de matières premières importés)	184
I.19	Importations totale d'Haïti par catégorie de produits	185
I.20	Importations de produits pétroliers	186
II.1	Chiffres clés du bilan par banque	187
II.2	Chiffres clés des résultats par banque	188
II.3	Ratios financiers par banque	189
II.4	Ratios financiers par banque - Ratios de rentabilités	190
II.5	Bilan par banque	191

LISTE DES SIGLES	192
-------------------------	-----

TABLEAUX

1	Salaire réel au 30 septembre 2008	23
2	Recettes internes par institutions	32
3	Évolution de la structure des recettes	33
4	Allègement de la dette	41
5	Indicateurs financiers clés pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008	43
6	Établissements bancaires fonctionnant en Haïti au 30 septembre 2008	44
7	Nombre de succursales et agences autorisées	44
8	Évolution du nombre de succursales autorisées par établissement bancaire	44
9	Poids des principaux établissements bancaires au 30 septembre 2008.	45
10	Poids des différentes catégories d'établissements bancaires au 30 septembre en %	46
11	Indicateur de concentration Herfindhal-Hirschman au 30 septembre 2008	46
12	Répartition de l'encours des prêts par secteur d'activité au 30 septembre	47
13	Répartition de l'encours des prêts par tranche au 30 septembre (prêts de 75 000 gourdes ou plus)	48
14	Répartition du nombre de prêts par emprunteur au 30 septembre	49
15	Parts de marché et rang en termes d'Actif total et portefeuille de prêts bruts au 30 septembre	50
16	Parts de marché et rang en termes de dépôts totaux et dépôts en dollars ÉU au 30 septembre	50
17	Bilan du système bancaire au 30 septembre en millions de gourdes	51
18	Principaux postes du bilan du système bancaire au 30 septembre (variation en pourcentage)	51
19	Composition des postes du bilan du système bancaire au 30 septembre en pourcentage	52
20	Composition des liquidités du système bancaire au 30 septembre	53
21	Liquidités du système bancaire en pourcentage de l'actif total	53
22	Position nette interbancaire du système en millions de gourdes et en pourcentage	53
23	Variation en pourcentage des dépôts du système	54
24	Composition des dépôts du système bancaire au 30 septembre en MG et en pourcentage	54
25	Évolution des dépôts en dollars ÉU du système au 30 septembre, en MG	55
26	Respect des normes de suffisance de fonds propres au 30 septembre	57
27	Prêts improductifs du système bancaire au 30 septembre en MG et en pourcentage	58
28	Taux d'improductifs par catégorie de prêts du système au 30 septembre 2008	58
29	Couverture des prêts improductifs bruts par les provisions pour créances douteuses	58
30	Prêts improductifs nets en pourcentage des fonds propres au 30 septembre en MG	59
31	Importance des prêts accordés aux apparentés au 30 septembre 2008	59
32	Revenus nets d'intérêt pour l'exercice terminé au 30 septembre en MG	61

33	Produit net bancaire pour l'exercice terminé au 30 septembre en MG et en pourcentage	62
34	Coefficient d'exploitation pour l'exercice terminé au 30 septembre	62
35	Rémunération moyenne des dépôts pour l'exercice terminé au 30 septembre en MG et en pourcentage	63
36	Rendement moyen des prêts, pour l'exercice terminé au 30 septembre	63
37	Productivité par employé au 30 septembre en milliers de gourdes et en pourcentage	64
38	Cours moyen de la gourde par rapport au dollar ÉU	71
39	Variation en pourcentage du cours moyen de la gourde par rapport au dollar ÉU	71
40	Destruction, remplacement et émission de la monnaie en milliers de billets et de pièces	72
41	Faux billets de dollars ÉU retenus au Service de la Compensation en 2008	74
42	Faux billets gourdes retenus au Service de la Compensation en 2008	74
43	Nombre de chèques en gourdes présentés et reçus par les banques en 2008	75
44	Nombre de chèques en dollars ÉU présentés et reçus par les banques en 2008	75
45	Résultat de la compensation par banque des chèques en gourdes en 2008	76
46	Résultat de la compensation par mois des chèques en gourdes en 2008 (MG)	76
47	Résultat de la compensation par banque des chèques en devises en 2008	77
48	Résultat de la compensation par mois des chèques en devises en 2008 en millions de dollars ÉU	77
49	Dépenses en gourdes du Trésor Public enregistrés à la chambre de compensation en 2008 (MG)	78
50	Compensation pour les opérations en gourdes au cours des cinq dernières années	78
51	Compensation pour les opérations en dollar ÉU au cours des cinq dernières années	78
52	Dépenses du Trésor Public au cours des cinq dernières années	79
53	Tableau comparatif des dépôts pour les exercices fiscaux 2007 et 2008	79
54	Tirage des banques commerciales sur leurs comptes en gourdes détenus à la BRH en 2008 en MG	79
55	Chèques imprimés en 2008	80
56	Chèques certifiés en 2008	81
57	Ordres de virement en 2008	81
58	Évolution des soldes des comptes des institutions financières en millions d'unités monétaires	82
59	Dépôts collectés en 2008	82
60	Chèques encaissés et payés pour le compte du Trésor Public en 2008	83
61	Chèques du Trésor Public honorés aux guichets en 2008	83
62	Equipements placés sous la responsabilité du Service ET	87
63	Répartition de l'effectif des employés au service de la BRH	90
64	Mouvement du personnel de la BRH en 2008	90
65	Ventilation des employés actifs et régulier	91
66	Rotation du personnel de la BRH en 2008	91
67	Répartition des participants aux formations par direction	92
68	Répartition des stagiaires par direction	93
69	Unité de Gestion des Batiments - Dépenses pour l'exercice 2007 - 2008	92

GRAPHIQUES

1	Évolution de l'inflation globale et de l'inflation sous-jacente calculée à partir de la méthode d'exclusion	21
2	Taux moyens pondérés (TMP) des bons BRH de différentes maturités	24
3	Composition de l'encours des bons BRH	25
4	Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes	25
5	Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en monnaie étrangère	26
6	Position moyenne de réserve en MG	26
7	Composantes de la base monétaire en milliards de gourdes	27
8	Taux d'intérêt pratiqués par les banques commerciales (opérations en gourdes)	28
9	Taux d'intérêt pratiqués par les banques commerciales (opérations en dollars)	29
10	Évolution des agrégats monétaires en milliards de gourdes	30
11	Contreparties de M3 et financement de l'économie	30
12	Projets et programmes par secteur	34
13	Solde des opérations courantes	36
14	Parts relatives des principales importations en pourcentage du total	37
15	Parts relatives des principales exportations en pourcentage du total	37
16	Réserves brutes en mois d'importation	38
17	Encours de la dette publique externe en millions de dollars ÉU	39
18	Structure du portefeuille de la dette externe par devises	40
19	Repartition de la dette extérieure par secteur d'activités économique	40

20	Evolution des décaissements et des arriérés de paiements en millions de dollars ÉU	41
21	Evolution des décaissements, des amortissements, du service de la dette et des flux nets en millions de dollars ÉU	41
22	Répartition en pourcentage et selon l'échéance de l'encours des prêts de 75 000 gourdes ou plus au 30 septembre	49
23	Liquidités du système bancaire au 30 septembre en millions de gourdes	52
24	Croissance des dépôts du système bancaire au 30 septembre en millions de gourdes	54
25	Portefeuille de prêts bruts du système bancaire au 30 septembre en millions de gourdes	55
26	Volume des achats et des ventes de dollars ÉU en millions de dollars ÉU	56
27	Position nette en devises du système bancaire en pourcentage des fonds propres au 30 septembre	56
28	Évolution des fonds propres du système bancaire au 30 septembre en millions de gourdes	57
29	Évolution du bénéfice net pour l'exercice terminé le 30 septembre en millions de gourdes	59
30	Rendement de l'actif (ROA) pour l'exercice terminé le 30 septembre, en pourcentage	60
31	Rendement de l'avoir des actionnaires (ROE) pour l'exercice terminé le 30 septembre en pourcentage	60
32	Évolution des autres revenus pour l'exercice terminé au 30 septembre en millions de gourdes	61
33	Évolution des dépenses d'exploitation et de leurs composantes pour l'exercice terminé au 30 septembre	62
34	Évolution du nombre d'employés du système bancaire au 30 septembre	64
35	Évolution des intérêts versés sur les Bons BRH au 30 septembre	65
36	Évolution des réserves brutes de la BRH en millions de dollars ÉU	68
37	Évolution du Taux de change Moyen Mensuel (HTG/\$ÉU)	69
38	Évolution du Spread bancaire et informel	71
39	Remplacement de billets et composition de l'encours par coupure	73
40	Nombre de participants par direction	92
41	Repartition des stagiaires dans les différentes directions de la BRH	93

AVANT PROPOS

Conformément à la loi, le Conseil d'Administration de la Banque de la République d'Haïti (BRH) présente le rapport annuel 2007–2008. Ce rapport se veut un outil d'analyse permettant au public de s'informer de l'évolution de l'économie à travers le secteur réel, la conduite de la politique monétaire, la gestion des finances publiques (y compris la situation de la dette publique externe) et la balance des paiements. Il examine en outre l'évolution du système financier ainsi que les opérations de la BRH, notamment en ce qui a trait au fonctionnement du système de paiement et la gestion des avoirs extérieurs.

L'année 2008 devait se situer dans le prolongement des avancées de l'exercice fiscal 2007, de manière à consolider les acquis en matière de croissance et de stabilité du cadre macroéconomique. Cependant, l'économie a été soumise aux aléas d'une conjoncture économique mondiale nettement défavorable et à des chocs en cascade sur le plan national. La conjugaison de ces facteurs a été à l'origine de fortes tensions inflationnistes et de pertes en capital qui ont entravé l'objectif de stabiliser les prix et de maintenir la croissance du PIB au dessus de celle de la population. Selon l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI), l'exercice s'est terminé avec un taux d'inflation proche de 20 % et le taux de croissance de l'économie s'est établi à 1,3 %, lequel taux est nettement en dessous de celui du PIB potentiel, c'est-à-dire le taux historiquement le plus élevé d'utilisation des capacités de production.

Sur le plan international, le prix moyen du baril de pétrole Brent s'est envolé à la hausse durant les trois premiers trimestres de l'exercice, passant de 77 dollars ÉU en septembre 2007 à 135 dollars ÉU en juin 2008 dans un marché caractérisé par une extrême volatilité. Les prix des denrées alimentaires ont suivi la même tendance d'autant plus que l'offre des produits céréaliers se raréfiait en raison de leur utilisation alternative à la production de biocarburants. Sur la période sous étude, on a observé un renchérissement de 78 % du baril de Brent de septembre 2007 à septembre 2008 et une croissance des prix moyens mondiaux de 130 % pour le blé, 74 % pour le riz et 30 % pour le maïs. Il s'en est suivi une propagation rapide de la hausse des prix internationaux à l'économie intérieure et l'inflation des produits locaux s'est accélérée au fur et à mesure que les anticipations s'ajustaient.

Parallèlement à cette situation, la crise du crédit immobilier aux États-Unis s'était emballée au point que les craintes de récession de l'économie américaine devenaient de plus en plus justifiées. Comme conséquence pour Haïti, les transferts privés sans contrepartie ont affiché en moyenne une progression modérée puis une tendance à la stagnation, provoquant un ralentissement du rythme de la consommation intérieure confirmé par la baisse du chiffre d'affaires des compagnies de téléphonie mobile, considéré comme l'un des indicateurs de l'évolution des activités dans le secteur tertiaire.

Sur le plan local, l'inflation augmentait en glissement annuel depuis le début de l'exercice, mais ne dépassait pas son taux historique en moyenne trimestrielle. Les pressions inflationnistes les plus fortes ont été observées à partir de janvier 2008 marquant une rupture totale de tendance par rapport à la situation qui prévalait jusqu'en septembre 2007. L'inflation s'est ensuite accélérée pour atteindre un niveau qui a poussé les autorités à revoir l'objectif d'une inflation de 9 % avec toutes les conséquences que cela impliquait pour la cohérence monétaire du programme financier liant les Autorités monétaires et fiscales au FMI.

Les ouragans Dean et Noel ont été les premiers chocs internes subis par l'économie au premier trimestre avec un bilan de quatorze (14) mille familles sinistrées et douze (12) mille habitations endommagées. Les dégâts ont été limités sur le plan des pertes en vies humaines, mais la destruction partielle du bétail et des plantations agricoles a contribué à alimenter l'inflation locale, ce qui est venu exacerber les effets de la crise alimentaire et énergétique mondiale. Les prix des produits domestiques s'ajustaient à la hausse en fonction de la raréfaction de l'offre d'une part, et d'autre part les termes de l'échange étaient devenus de plus en plus défavorables en raison du fait qu'Haïti est un importateur net de denrées alimentaires.

L'inflation en glissement annuel passait de 7,87 % à 9,96 % de septembre à décembre 2007. Dans le même temps, on observait une baisse de 1,2 % en glissement trimestriel et de 2,7% en glissement annuel de la production industrielle, suite aux mauvais résultats enregistrés dans les secteurs de l'agroalimentaire, de la métallurgie, de l'imprimerie et de l'artisanat.

Les pressions inflationnistes se sont ainsi progressivement intensifiées au premier trimestre et l'inflation a connu une véritable accélération à partir du deuxième trimestre pour atteindre 16,32 % en mars 2008. Parallèlement à cette évolution, on observait une nouvelle chute de la production industrielle tant en variation trimestrielle qu'en variation annuelle. Le secteur industriel était donc apparu techniquement en récession avec un taux de croissance négatif durant deux trimestres consécutifs. Dans les secteurs de l'Énergie et de la Construction, l'activité était en hausse en glissement annuel, mais en baisse ou en stagnation en glissement trimestriel. L'activité commerciale était le seul secteur à connaître une progression forte et continue de septembre 2007 à mars 2008 même s'il faut ajouter que l'accroissement du chiffre d'affaires de ce secteur a été largement favorisé par l'inflation interne et l'inflation importée en raison du caractère inélastique de la demande pour les produits alimentaires et pétroliers.

Le troisième trimestre a commencé avec des troubles sociopolitiques qualifiés d'émeutes de la faim qui ont occasionné de nombreuses pertes en capital et en heures de travail au mois d'avril. Ce nouveau choc a débouché sur la démission du Premier Ministre, le ralentissement des afflux d'aide externe, la paralysie de l'activité économique et l'attentisme des investisseurs potentiels. La crise gouvernementale d'une durée approximative de quatre mois a beaucoup pesé sur l'économie en privant le pays d'un gouvernement légitime, ce qui a handicapé le partenariat avec les bailleurs de fonds internationaux, retardant du coup la mise en œuvre des projets élaborés dans le cadre de la coopération internationale avec Haïti. À l'incertitude sur l'issue de la crise politique s'ajoutait le blocage institutionnel puisque le gouvernement démissionnaire était dépourvu des moyens légaux de s'ajuster à la crise par la présentation au parlement d'une loi de finances rectificative en vue de l'application des mesures d'urgence appropriées.

L'économie ne s'était pas encore relevée des chocs précédents qu'un nouveau choc est apparu au quatrième trimestre avec deux tempêtes tropicales et deux ouragans qui ont frappé le pays entre le 16 août et le 7 septembre 2008. Ces catastrophes naturelles ont considérablement affecté le rendement à l'hectare dans le secteur agricole et aggravé la situation du pays sur le plan du logement et de la sécurité alimentaire. Selon un rapport publié par la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA), au moins 2,8 millions de personnes se trouvent en situation d'insécurité alimentaire et les pertes en capital enregistrées dans l'agriculture sont estimées à cent quatre vingt dix (190) millions de dollars ÉU, ce qui représenterait près de 3 % du PIB projeté pour 2008.

Parallèlement, on a assisté à la ratification d'un nouveau premier ministre à l'issue de négociations qui ont duré quatre mois, c'est-à-dire le tiers de l'exercice. Ces délais ont eu des conséquences directes sur la mise en œuvre administrative et l'exécution financière de la loi de finances rectificative qui devait fournir au nouveau gouvernement les moyens de renforcer les mesures prises par le gouvernement démissionnaire pour mitiger les effets de la crise alimentaire et énergétique ainsi que de faire face aux chocs enregistrés durant le dernier trimestre de l'exercice.

La BRH est intervenue à plusieurs reprises au cours de l'exercice pour limiter l'impact des chocs sur la stabilité interne et externe de la monnaie. Tous les instruments de politique monétaire ont été mis à contribution pour faire face aux aléas de la conjoncture. Tenant compte de l'évolution à la hausse du taux de change au premier trimestre, la BRH a modifié graduellement le mode de constitution des réserves obligatoires sur les passifs en devises dès le début du deuxième trimestre pour contraindre les banques davantage en gourdes et desserrer par la même occasion l'offre de dollars. Cette décision a été couplée d'une mesure prudentielle consistant à ramener la position de change structurelle de 8 % à 1 % par rapport aux fonds propres comptables. L'objectif visé était de renverser les comportements spéculatifs découlant des anticipations de dépréciation de la gourde susceptibles d'avoir des effets indésirables sur l'inflation.

Ces mesures ont permis de maintenir le taux de change à l'intérieur d'une fourchette stable, mais la flambée des prix des produits pétroliers et céréaliers sur le marché international continuait d'alimenter l'inflation importée. La hausse des prix mondiaux s'est maintenue tout au long de l'exercice au point qu'il devenait de moins en moins pertinent de considérer l'inflation fondamentale comme repère pour l'orientation de la politique monétaire. Face à cette situation, la BRH a joué à la fois sur le prix et le volume des liquidités en gourdes en mettant en œuvre un dispositif destiné à lutter contre l'inflation et à lisser les fluctuations du taux de change. Ce dispositif comprenait les mesures suivantes :

- a) Le relèvement des taux d'intérêt sur les bons de toutes maturités;
- b) des ventes nettes de plus de 50 millions de dollars américains;
- c) la création d'un nouveau bon d'une maturité de 182 jours non renouvelable avec des taux d'intérêt compris entre 12 % et 14 %.

Les chocs externes ont donc été transmis à l'économie nationale à travers la hausse des taux d'intérêt, la déperdition partielle des réserves de change et l'accroissement de l'encours des bons BRH. L'essentiel du déficit budgétaire a été financé par l'aide externe et la croissance de la masse monétaire est restée inférieure à celle du PIB nominal. Les autorités monétaires ont contenu la progression de la base monétaire en combinant l'utilisation des réserves de change et les opérations d'open-market à travers les bons BRH. Cette politique a eu pour effet de réduire les avoirs intérieurs de la BRH et d'augmenter l'encours des bons BRH pour le porter à 9,4 milliards de gourdes. Mais, en dépit du relèvement des taux sur les bons, les taux d'intérêt réels du marché monétaire sont restés négatifs sans que cela ait provoqué une réallocation systématique du portefeuille des agents en faveur des actifs libellés en dollars par rapport aux actifs libellés en gourdes.

La particularité de l'exercice 2008 est que les développements relatifs aux cours des produits de base ont eu des conséquences significatives au niveau macroéconomique en réduisant notamment la capacité des autorités monétaires à stabiliser l'inflation. En effet, l'inflation courante s'est accélérée en raison du poids des denrées alimentaires et des produits pétroliers dans le panier de consommation, mais la hausse persistante du prix du pétrole a aussi entraîné une progression significative de l'inflation sous-jacente par les effets de second tour, c'est-à-dire la contagion des hausses de prix dans le secteur pétrolier à toute l'économie. Cependant, ces effets se sont surtout manifestés dans le contexte haïtien davantage à travers la répercussion des hausses de coûts par les entreprises dans la mesure où il n'y a pas eu d'augmentation du salaire minimum.

Par ailleurs, la compétitivité hors prix est demeurée un problème majeur pour le secteur industriel, mais en l'absence d'augmentation des salaires réels, on ne peut pas affirmer que le déclin des exportations dans l'industrie de la sous-traitance est lié à un problème de compétitivité-prix. En effet, contrairement à la situation observée en 2007, on ne plus parler de hausse continue du coût d'opportunité pour les producteurs de biens exportables dans la mesure où les prix des biens échangeables ont augmenté plus vite que ceux des biens non échangeables et compte tenu du fait que l'écart de variation entre le change et l'inflation n'a pas joué en faveur d'une appréciation du taux de change réel.

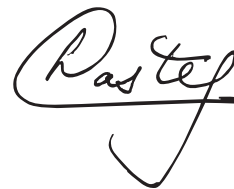
Haïti en tant que pays importateur net de pétrole et de denrées alimentaires a ainsi connu un choc majeur des termes de l'échange qui s'est traduit par un transfert de revenu vers nos partenaires commerciaux, représentant un pourcentage de plus en plus important du PIB pour chaque hausse du cours du baril et du cours des produits céréaliers.

Ces chocs ont fait l'objet d'une dotation budgétaire dans le cadre d'un programme d'urgence post-désastre à hauteur d'un financement de 197 millions de dollars ÉU provenant des fonds de Petro Caribe. Autrement dit, le dernier trimestre de l'exercice a été dominé par un accroissement important des dépenses publiques, mais inférieur à 3% du PIB projeté pour 2008. Toutefois, ces fonds n'ont pas eu beaucoup d'impact sur l'exercice 2008, ils contribueront surtout à relancer l'investissement public en 2009 puisqu'ils seront prioritairement orientés vers la reconstruction des infrastructures agricoles détruites et l'entretien et la rénovation des infrastructures routières et industrielles endommagées lors du passage des ouragans.

La BRH a su mitiger les effets de la crise en adoptant une posture qui a contribué à modérer son impact inflationniste sans aggraver les pertes de croissance par rapport à l'objectif visé dans le Programme « Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC) ». Cet exercice était d'autant plus difficile que le risque d'accroissement des improductifs lié à une mauvaise conjoncture risquait, d'une part, d'affecter potentiellement l'ensemble du portefeuille du crédit brut du système bancaire (soit 31% d'un actif total de plus de 100 milliards de gourdes) et d'autre part d'exercer un effet de contagion de la récession à tous les secteurs de l'économie.

Par ailleurs, en dépit du fait que le comportement prudent des banques dans leurs placements à l'étranger ait mis l'économie à l'abri de la crise des crédits immobiliers à risque, leurs fonds propres comptables se trouvent en 2008 plus exposés au risque de crédit sur le plan interne. Ainsi, le contrôle bancaire a été exercé à travers huit missions d'inspection générale et cinq missions d'inspection ponctuelle.

Dans un contexte où la trajectoire de l'inflation et les phases de récession deviennent de plus en plus difficiles à prévoir, la BRH continuera de renforcer les dispositifs de surveillance du système financier ainsi que les tests de résistance pour éviter que les risques de taux de change et de taux d'intérêt aient un impact négatif sur la sphère réelle de l'économie.



A - L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN 2008

L'exercice fiscal 2007-2008 s'est achevé sur un taux de croissance de 1,3 % contre 3,20 % un an plus tôt, résultat des différents chocs internes et externes auxquels a été soumise l'économie. Avec comme toile de fond le Document National Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (DNSCRP) au titre du deuxième volet de la FRPC, la politique macroéconomique s'est articulée autour de la réduction des pressions inflationnistes à travers les interventions des autorités monétaires et fiscales.

En 2008, l'économie haïtienne a été affectée sur le plan interne par des catastrophes naturelles et une conjoncture socio-politique défavorable, ce qui a contrarié la poursuite de la consolidation des acquis des exercices antérieurs. La faible disponibilité alimentaire due au passage de l'ouragan Noël au premier trimestre, ajoutée à la hausse continue sur le marché international des prix de produits pétroliers et de base, notamment du riz et du blé, ont eu des conséquences immédiates sur les prix des produits locaux. La décision du gouvernement de subventionner certains produits pétroliers et alimentaires a entraîné une augmentation des dépenses publiques à 33 726 million de gourdes (MG), non-contrebalancée par celle des recettes évaluées à 26 962 MG au 30 septembre 2008, et ce en dépit des mesures prises pour une meilleure collecte des taxes.

Le passage des intempéries en fin d'exercice a réduit une bonne partie des efforts de relance de la production agricole, accentuant l'insécurité alimentaire et s'est accompagné de pertes évaluées à 229 millions de dollars ÉU. Dans cette conjoncture marquée par l'insuffisance de l'offre et un financement monétaire positif, le taux d'inflation s'est inscrit à 19,8% en 2008 contre 7,87 % en 2007. Cette accélération considérable de la variation annuelle de l'IPC a été enregistrée en dépit de multiples efforts des autorités monétaires pour éviter l'envolée des prix dans l'économie. Entre autres, la Banque Centrale a procédé à quatre relèvements des taux d'intérêt directeurs, plusieurs modifications du mode de constitution des réserves sur les passifs en devises, l'élargissement du marché des Bons BRH et l'introduction en fin de période d'un titre d'une échéance plus longue.

Malgré la détérioration du pouvoir d'achat des ménages et le ralentissement de la progression des transferts privés sans contrepartie de 2 %, une croissance modeste a été observée, soutenue en grande partie par la demande interne, notamment par la consommation qui a crû de 3 % et les investissements de 1,5 % en termes réels. La progression de 1,3 % du PIB réel a été stimulée par le secteur des services à plus de 167%. Elle est principalement due aux activités des compagnies de téléphonie mobile, mais les emplois créés dans le secteur de la construction où le nombre d'emplois générés a augmenté de 8 %, y ont aussi grandement contribué.

Dans le reste du monde, le contexte a été marqué par la crise financière internationale qui a donné lieu à une récession dans la plupart des pays de l'OCDE et au ralentissement de la croissance dans les économies émergentes. Ainsi, l'économie mondiale a connu une croissance de 3,4 % contre 4,90 % en 2007, avec un taux de 1,3 % pour l'économie américaine.

La baisse en volume de la demande externe en raison d'un contexte international difficile et l'entrée en récession des États-Unis, a été à la base du recul des exportations de 37,1 % à 31 milliards de gourdes contre une augmentation des importations de 20 % à plus de 103 milliards de gourdes d'où le creusement de la balance commerciale de 72 milliards de gourdes, contre 52 milliards, en dépit d'un taux d'ouverture de 47 %, plus faible que celui de 2007. Les opérations de la balance des paiements de l'économie haïtienne se sont aussi soldées négativement à 208 millions de dollars (MD) ÉU en raison de la détérioration de la balance des transactions courantes. Les interventions de la BRH de 89 millions de dollars ÉU ont tout de même pu contenir la dépréciation de la gourde à 40 Gourdes/ÉU contre 36 Gourdes / ÉU en début d'exercice. L'accumulation des réserves nettes de change s'en est toutefois ressentie, celles-ci se sont chiffrées à 295 MD contre 259 MD en 2007, en hausse de 36 MD ÉU contre 138 MD ÉU précédemment.

I. LE SECTEUR RÉEL

L'exercice 2008 a démarré sur de très bonnes perspectives, dans le sillon de l'exercice 2007 qui a été très favorable à l'économie haïtienne. En effet, en 2007, l'inflation a atteint son niveau le plus bas depuis trois ans, la croissance économique s'est renforcée, le niveau des réserves de la banque centrale a augmenté, la gourde a évolué de manière relativement stable par rapport au dollar américain, pour ne citer que ces faits. De plus, la plupart des critères quantitatifs et structurels prévus au programme appuyé par la FRPC ont été respectés. Cette bonne posture de l'économie a permis à la Banque centrale de ramener à la baisse les taux directeurs de façon à accompagner les efforts de consolidation de la croissance de l'activité économique. Cependant, à partir de la fin du premier trimestre de l'exercice fiscal 2008, l'économie haïtienne a été exposée à une succession de chocs négatifs qui ont sévèrement affecté les fondamentaux macroéconomiques. Sous l'influence de ces chocs, l'inflation s'est accélérée de près de 12 points de pourcentage pour s'afficher à 19,80 % en septembre 2008. Il a fallu l'intervention à la vente des Autorités monétaires sur le marché des changes, pour soutenir la valeur externe de la gourde qui était sous le coup d'une dépréciation imminente. Quant à la croissance économique, projetée initialement à 4,50 % pour la fin de l'exercice, elle a été révisée à la baisse en trois occasions, ce qui l'a portée à 3,70 %, puis à 2,50 % et enfin à 1,50 % suite aux chocs internes et externes qu'a connus le pays de novembre 2007 à septembre 2008. Enfin, selon les dernières informations fournies par l'IHSI, le Produit Intérieur Brut (PIB) n'a crû, en volume, que de 0,8 % contre 3,30 % en 2007.

L'évolution du secteur réel en 2008 a été largement influencée par cette série de chocs internes et externes ci-dessus mentionnés, lesquels ont fait de cet exercice l'une des périodes les plus difficiles de l'économie haïtienne au cours de ces cinq dernières années. Ainsi, il est important de passer en revue les principaux chocs ayant affecté l'économie en 2008.

LES CHOCS INTERNES

1) Les fortes pluies et inondations occasionnées par la tempête tropicale Noël en novembre 2007 causant des dégâts considérables dans le secteur agricole, lesquelles intempéries ont affecté l'offre de denrées alimentaires locales au deuxième trimestre de l'exercice.

2) Les émeutes de la faim consécutives à la hausse des prix des produits alimentaires en avril 2008 ont paralysé les activités économiques, notamment à la capitale et dans le sud du pays. Cette situation a contraint le gouvernement à instituer pour six mois une subvention de neuf pour cent (9 %) sur le prix du riz importé et une réduction effective de la taxe sur le carburant pour éviter une augmentation immédiate du prix à la pompe, ce qui a entraîné des manques à gagner de recettes estimées à plusieurs dizaines de millions de dollars américains.

3) La démission du gouvernement au cours du mois d'avril 2008 a entraîné la suspension temporaire des dépenses publiques qui devaient en quelque sorte donner une impulsion positive à l'économie. Le vide gouvernemental a duré jusqu'en septembre 2008, soit quatre mois.

4) Les cyclones Fay, Gustav, Hanna et Ike qui se sont succédés en l'espace d'un mois, représentant dans l'ensemble l'une des plus grandes catastrophes naturelles qu'a connues le pays depuis plusieurs décennies, avec plus de 1000 pertes en vies humaines, plus de 10 000 maisons détruites, une dizaine de ponts emportés, des milliers d'hectares de culture endommagés et des dizaines de milliers d'animaux perdus. Les dégâts causés par ces intempéries sont évalués par les instances nationales et internationales à 229 millions de dollars américains. Dans le seul secteur agricole, les dégâts sont estimés à 95 millions de dollars américains, soit 41 % de l'ensemble des dégâts des intempéries.

LES CHOCS EXTERNES

1) L'envolée des cours du pétrole a frôlé les 150 dollars américains le baril en juillet 2008, dopée par la progression de la demande mondiale, les incertitudes géopolitiques et la spéculation. En effet, le prix du brut a augmenté de 47,40 % en 2007 et d'environ 61,20 % de septembre 2007 à juin 2008.

2) La forte augmentation des prix des produits alimentaires sur le marché international, notamment le riz et la farine de blé. Cette ascension abrupte des prix alimentaires a déclenché un bond du niveau général des prix dans presque tous les pays et pire dans les pays importateurs nets de denrées alimentaires comme Haïti. A titre d'exemple, le prix du riz a doublé en six mois d'octobre 2007 à mars 2008 et a augmenté de 50 %, en variation mensuelle, en avril 2008. Celui du blé était de 120 % plus élevé en mars 2008 que 12 mois auparavant.

3) La crise financière aux États-Unis a provoqué la récession de l'économie américaine et conséquemment le ralentissement de l'économie mondiale. Les prévisions de croissance de presque tous les pays ont été révisées à la baisse pour 2008. Les conséquences pour Haïti se traduisent par une réduction des exportations vers les États-Unis, son principal partenaire commercial et un ralentissement de la progression des transferts sans contrepartie des haïtiens vivant aux États-Unis.

En effet, la valeur des exportations haïtiennes libellées en dollars américains s'est contractée de 37,13 % à 490,2 millions de dollars en 2008 contre 779,8 millions un an plus tôt. Quant aux transferts sans contrepartie en provenance de la diaspora haïtienne, leur rythme de croissance a ralenti de 2,68 points de pourcentage par rapport à 2007, à 12,18 % en 2008. Cette situation a entraîné, entre autres, une forte détérioration du compte des transactions courantes de la balance des paiements dont le déficit est passé d'un niveau de 7,64 millions de dollars ÉU en octobre 2007 à 207,86 millions en septembre 2008. Les conséquences de cette dégradation du compte courant ont été défavorables pour la stabilité du change dont le taux moyen mensuel s'est établi à plus de 40 gourdes pour un dollar américain à la fin de l'exercice contre 36 gourdes au début de l'exercice, soit une dépréciation de près de 10 % sur un an.

La demande interne, dont les dépenses de consommation des ménages et les investissements, reste le principal soutien de cette croissance. Les dépenses de consommation ont augmenté de 3 %, alors que les investissements ont progressé de 1,54 %. L'amélioration de la situation de l'emploi, notamment dans le secteur de la construction dont la valeur ajoutée a progressé de plus de 5 % en 2008, a certainement contribué à l'augmentation de la consommation. L'indice du nombre d'employés dans le secteur de la construction a augmenté de près de 8 % au cours de l'exercice. La réalisation de travaux à haute intensité de main d'œuvre un peu partout dans le pays a occasionné la création de beaucoup d'emplois et la distribution de revenus à des individus appartenant aux couches vulnérables ayant une forte propension marginale à consommer. De plus, les transferts privés, malgré le ralentissement de leur rythme de croissance, ont contribué à la vigueur de la consommation privée puisqu'ils ont augmenté de plus de 108 millions de dollars en 2008. Quant à la demande extérieure, elle s'est accélérée à 3,21 % malgré le ralentissement de l'économie américaine (les États-Unis étant notre principal partenaire commercial). Cependant, la performance de la demande externe s'explique particulièrement par « l'effet taux de change » (la gourde s'est dépréciée de 10 % par rapport au dollar en 2008) puisque la valeur des exportations haïtiennes libellées en dollar américain s'est repliée de 37,13 % en 2008 à 490 millions de dollars ÉU contre 780 millions en 2007.

I.1 VALEUR AJOUTEE PAR SECTEUR D'ACTIVITE

Le ralentissement de l'activité économique au cours de l'exercice 2008 s'est manifesté dans tous les secteurs d'activité et est surtout fortement ressenti dans le secteur agricole qui s'est contracté de 5,68 % contre une progression de 2,65 % en 2007. Le secteur secondaire a progressé de 2,27 % contre 2,45 % en 2007. Le secteur tertiaire a connu un accroissement de 4,12 % en 2008 contre 4,26 % en 2007.

Un indicateur de l'importance des différents secteurs est la contribution de chacun d'entre eux à la croissance du PIB. Il s'agit de mesurer en points de croissance l'apport de chaque secteur au PIB. Au cours de l'exercice 2008, le secteur des services avec un poids relatif de 53,18 %, est à l'origine de 167,44 % de la croissance du PIB. Le secteur secondaire dont le poids relatif est établi à 15,81 % a contribué à 27,81 % à la croissance du PIB. Le secteur primaire (23,50 % du PIB en 2008) a contribué négativement à la croissance à hauteur de 112,79 %. Le secteur des Administrations publiques compte pour 7,51 % du PIB et représente en 2008 une contribution de 17,54 %, sous forme d'impôts et subventions.

SECTEUR PRIMAIRE AGRICULTURE SYLVICULTURE, ÉLEVAGE ET PÊCHE

La saison d'Automne avait été très mauvaise, en raison surtout des tempêtes tropicales et des cyclones qui avaient frappé le pays vers la fin de la saison (novembre 2007). Cependant, la récolte des cultures de printemps (maïs, haricot, arbre véritable) qui a eu lieu entre juin et août 2008, est à peu près égale à celle de la même période de l'année dernière et est estimée bonne à travers le pays d'après un rapport de la CNSA.

A cause des conditions climatiques, les efforts de relance de la production agricole du gouvernement pour faire face à la crise alimentaire ont été compromis par le passage des cyclones et ouragans dévastateurs entre les mois d'août et septembre 2008 qui ont détruit une bonne partie des superficies emblavées dans les grandes régions agricoles du pays.

En mai 2008, à la suite des émeutes de la faim, le pays a reçu un don de 13 000 tonnes d'urée et d'engrais complets qui ont été vendus aux agriculteurs à un prix subventionné jusqu'à 80 % de la valeur marchande. Le département de l'Artibonite par le biais de l'ODVA qui appuie la culture du riz a, à lui seul, consommé plus de 50 pour cent de cette disponibilité. En outre, la FAO à travers son projet d'urgence a pris un ensemble de mesures pour accompagner les agriculteurs dans quatre départements (Sud, Sud-est, Ouest et Grand Anse) dans la campagne agricole d'automne. A cet effet, elle a distribué environ cinq tonnes de semences maraîchères, 40 tonnes de semences de haricot dans les zones irriguées du pays, 75 000 kits d'outils agricoles, et effectué des dépenses de l'ordre d'un million de dollars américains dans les infrastructures agricoles. Plusieurs autres organismes nationaux et internationaux ont réalisé des investissements considérables dans le secteur agricole dans le but d'augmenter l'offre alimentaire en vue de soulager la situation des ménages haïtiens qui font face à des prix alimentaires trop élevés comparativement à leur niveau de revenu.

L'ensemble des initiatives mises en place par le gouvernement, les Organisations Non Gouvernementales (ONG) et les Organisations Internationales pour augmenter l'offre de denrées alimentaires ont subi le contrecoup des catastrophes naturelles, en ce sens que toutes les cultures locales ont été sévèrement endommagées par les inondations provoquées par les dernières intempéries. En outre, une bonne partie des engrais et autres intrants agricoles non encore utilisés et disponibles dans la vallée de l'Artibonite, ont été emportés par les eaux.

D'après les évaluations effectuées par les services et institutions œuvrant sur le terrain, les superficies et cultures affectées sont estimées à 63 777 hectares, ce qui correspond à environ 6 % de la superficie totale emblavée. En ce qui concerne les cultures endommagées dans les zones les plus affectées, la superficie en bananiers endommagés a été estimée à 4 481 hectares, soit le cinquième de la production nationale. Les cyclones et tempêtes tropicales ont causé la perte de nombreuses têtes de bétail, estimées par le Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) à plus de 100 000, soit 3 % de l'effectif total. La valeur des pertes en élevage a été estimée à cinq millions de dollars américains. Le coût total des dégâts agricoles (cultures, élevage, infrastructures agricoles) est définitivement fixé à 95 millions de dollars américains. Ce coût représente 6,2 % du PIB agricole et 1,5 % du PIB global.

SECTEUR SECONDAIRE

Le secteur secondaire s'est bien comporté puisque sa valeur ajoutée a crû de 2,3 % contre 2,45 % en 2007. Cette modeste croissance a été surtout soutenue par la hausse de 5,5 % de la branche Bâtiment et Travaux Publics, la tendance des industries manufacturières étant à la baisse.

L'activité de construction a maintenu son dynamisme en 2008. En effet, l'indice des activités de construction a affiché un accroissement en glissement annuel de 5,6 % et 2,6 % au premier et deuxième trimestres respectivement. En général, la valeur ajoutée de la branche a augmenté, à prix constant, de plus de 5 % en 2008. Le gouvernement a accordé la priorité au Ministère des Travaux Publics qui a reçu la plus grande part du budget pour l'exercice 2008. En effet, de vastes chantiers ont été mis en place pour la construction de routes nationales, la réfection de voies urbaines et la réalisation de travaux d'aménagement urbain au cours de l'exercice.

SECTEUR TERTIAIRE

Le secteur tertiaire a crû en volume de 4,12 % en 2008 contre 3,37 % un an auparavant. Cette croissance est principalement tirée par l'évolution du secteur des télécommunications, l'activité commerciale et le tourisme.

Le commerce interne dont le poids dans le secteur tertiaire a été de 6,1 % en 2007, s'est bien comporté en 2008. En effet, en glissement annuel, l'activité commerciale est en hausse de 25 % au cours du premier trimestre et de 33 % au cours du deuxième trimestre par rapport aux mêmes trimestres de l'année dernière. En variation trimestrielle, ce sous-secteur a affiché un accroissement de 6,1 % et 5,7 % au premier et deuxième trimestres respectivement. Pour une meilleure idée de l'évolution du secteur tertiaire, il faut des données qui reflètent l'orientation des grands contributeurs à la croissance tels que le secteur des transports et communications.

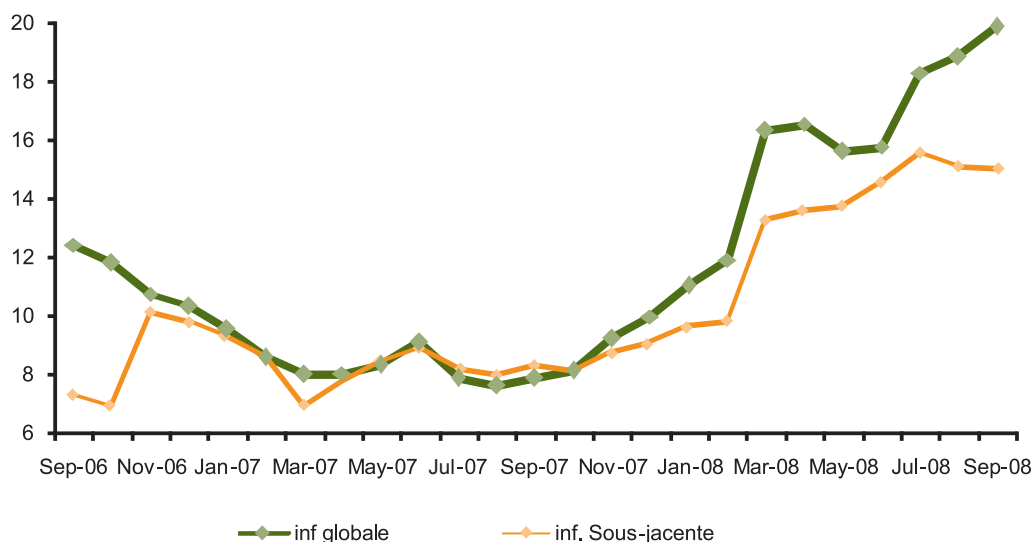
Pour les trois derniers exercices fiscaux, le secteur des télécommunications a rapporté au trésor public près de six milliards de gourdes (150 millions de dollars américains) d'après certaines informations rendues publiques par la Direction Générale des Impôts. Cette contribution témoigne de la santé et du dynamisme de ce secteur qui est devenu un pilier important de l'économie nationale.

Malgré les doutes quant à l'évolution de l'économie mondiale, le secteur touristique a progressé de 5 % de janvier à avril 2008 par rapport à la même période de l'année dernière suivant un rapport de l'Organisation Mondiale du Tourisme. Haïti ne se démarque pas de cette tendance à la hausse observée dans le secteur touristique à l'échelle mondiale. En effet, les données recueillies à partir des fiches d'immigration montrent qu'il y a une amélioration significative par rapport à 2007. Au deuxième trimestre fiscal 2008, environ 77 850 touristes sont arrivés en Haïti dont 31,89 % sont des haïtiens vivant à l'étranger et 33,66 % sont des touristes d'origine haïtienne. En termes de taxes perçues par l'Etat, ce nombre de touristes susmentionné a rapporté 2 335 500 dollars américains au fisc. Si l'on compare le premier trimestre 2008 avec celui de 2007 (70 970 touristes), et tenant compte de la progression des années 2005, 2006, et 2007, on est en mesure de dire qu'il y a une tendance à la hausse qui s'affiche pour le secteur.

I.2 ÉVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION EN 2008.

L'exercice fiscal 2007-2008 a confirmé le retour de l'inflation dans l'économie après une période de désinflation qui remonte à 2004 au cours de laquelle le taux d'inflation annuelle est passé d'un pic de 40 % environ (septembre 2003) pour se replier à 7,6 % (août 2007). En effet, en septembre 2008, l'inflation mesurée par la variation annuelle de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) s'est établie à 19,8 %, soit une accélération de plus de 10 points de pourcentage par rapport à son niveau d'octobre 2007 (8,1 %). L'inflation en fin d'exercice a dépassé de près de quatre points de pourcentage la cible d'inflation révisée de 16 % prévue dans le cadre du programme financier conclu entre le gouvernement haïtien et le FMI. L'indice des prix des aliments et du carburant qui représente plus de 60 % de l'indice général, ont contribué à l'intensification des pressions inflationnistes en Haïti.

Graphique 1- Évolution de l'inflation globale et de l'inflation sous-jacente calculée à partir de la méthode d'exclusion (en %)



De plus, la même tendance à la hausse est observée pour l'inflation de base ou sous-jacente (hors alimentation et énergie), ce qui montre que l'inflation touche désormais tous les secteurs de l'économie. Il est important de noter que cette tendance à la hausse des prix n'est évidemment pas une particularité haïtienne puisque la majorité des pays pâtiennent de l'inflation sous l'effet de la flambée des prix pétroliers et alimentaires sur les marchés internationaux. Ce sont, entre autres, ces mêmes chocs externes négatifs qui ont surtout alimenté les pressions inflationnistes en Haïti en contribuant à éliminer les efforts accomplis en matière de désinflation entre 2004 et 2007.

L'accélération du rythme de progression du niveau général des prix s'est manifestée dans presque toutes les composantes de l'IPC à l'exception des postes « Loisirs, spectacles, enseignement et culture » et « Loyer du logement, énergie et eau » dont les indices ont affiché un recul de 2,8 et 2,4 points de pourcentage respectivement. Le taux de croissance de l'indice du poste « alimentation, boisson et tabac » dont la contribution à l'indice général est de 50,3 %, est passé à 26,6 % contre 7,5 % un an plus tôt. Celui du poste « Transport » dont le poids dans l'indice général est de 13,74 %, s'est établie à 16,3 % contre -0,2 % l'année dernière. Celui du poste « Autres biens et Services » est passé à 11,9 % contre 5,8 % en septembre 2007. Cela a permis de confirmer que la hausse des prix des biens échangeables s'est diffusée aux biens non-échangeables en particulier les services.

En rythme mensuel, l'indice des prix à la consommation a progressé de 1,50 % en moyenne, supérieur de 87 points de pourcentage par rapport à l'année dernière et de 50 points de pourcentage par rapport à sa moyenne historique. L'inflation mensuelle la plus forte a été enregistrée en mars 2008 (4,5 %). C'est cette évolution brusque et exagérée des prix qui a occasionné les émeutes de la faim d'avril 2008.

En variation trimestrielle, la tendance décroissante de l'inflation observée en 2007 s'est renversée en 2008, avec une accélération du taux d'inflation à 9,1 % au premier trimestre, 13,06 % au deuxième, 15,9 % au troisième et 18,96 % au quatrième. Cette amplification des pressions inflationnistes en 2008 s'explique par la persistance des effets de propagation directs et indirects des prix de produits de base et du pétrole.

D'octobre 2007 à juin 2008, l'inflation tendancielle ou inflation sous-jacente a suivi la même évolution à la hausse que l'inflation globale tout en restant en-dessous de celle-ci pendant tout l'exercice. A partir de juillet, l'inflation globale a continué sa progression accélérée alors que l'inflation sous-jacente s'est repliée. Ces mouvements démontrent que ce sont les principales composantes volatiles de l'indice des prix à la consommation (alimentation et énergie) qui sont responsables de l'évolution et de la persistance de l'inflation en Haïti. S'inscrivant à 8,12 % en octobre 2007, elle a atteint 15,05 % en septembre 2008. Notons que l'inflation tendancielle reflète la tendance fondamentale des prix en faisant abstraction des perturbations résultant des chocs d'offre temporaires. Elle renvoie surtout à la hausse des prix qui est susceptible d'être influencée par la politique monétaire.

De l'analyse des contributions des différentes fonctions de consommation, il ressort que la progression des prix provient essentiellement du poste « Alimentation » qui, d'ailleurs, a toujours été la principale source d'inflation en Haïti. L'inflation alimentaire qui s'est inscrite à 26,8 % en septembre 2008 contre 7,5 % un an plus tôt, a nettement dépassé l'inflation générale pendant tout l'exercice. Le poids de la composante alimentaire dans l'IPC est de 50,35 % et sa contribution aux tensions inflationnistes s'est inscrite à 67,91 %. Cette observation confirme la loi d'Engel selon laquelle la part du revenu alloué aux dépenses alimentaires est d'autant plus faible que le revenu est élevé. Dans une telle situation, la montée des prix alimentaires signifie une érosion de la capacité des ménages à satisfaire leurs besoins fondamentaux.

Les causes du renchérissement brusque et brutal des denrées alimentaires sur le marché haïtien sont complexes et résultent d'une combinaison de facteurs qui ont affecté les marchés internationaux (hausse des cours pétroliers et des prix des denrées alimentaires de base importés) et dont les effets ont été transmis sur le marché local (faiblesse de la production, incidents climatiques, dépréciation de la gourde par rapport au dollar américain). En effet, les prix mondiaux du blé, du riz et du maïs ont plus que doublé entre 2006 et 2007 et ont poursuivi leur envolée en 2008 en rivalisant avec les hausses successives des prix pétroliers. Parallèlement à l'augmentation des prix des denrées de base sur le marché international, la gourde a subi une dépréciation de près de 10 % par rapport au dollar américain en 2008, en passant d'un niveau de 36,3813 gourdes pour un dollar américain en septembre 2007 à 40,0095 gourdes pour un dollar en fin d'exercice. En outre, il est important de signaler que la production nationale ne couvre même pas la moitié des besoins du pays, en particulier pour les céréales les plus consommées dans le pays comme le riz et le maïs. Les prix élevés des aliments, dans une conjoncture économique marquée par la faible création d'emplois, expliquent pourquoi les ménages peinent à satisfaire leurs besoins alimentaires, alors que les prix des autres biens et services (transport, santé, éducation, logement) ne cessent d'augmenter.

De plus, la contribution à l'inflation des principaux produits alimentaires de base a augmenté considérablement entre octobre 2007 et juillet 2008.

Le poste «Transport» dont le poids dans l'indice général est de 13,74 % est la deuxième composante de l'IPC, après l'alimentation, qui a affiché la plus forte hausse en fin d'exercice, soit 16,3 % et est aussi le deuxième plus grand contributeur à l'inflation (11,27 %). Il est important de souligner qu'à chaque augmentation du prix du gallon de carburant à la pompe en Haïti dû à l'évolution à la hausse du cours du pétrole sur le marché international, les tarifs du transport en commun sur les différents circuits urbains et inter-urbains sont révisés à la hausse. Quoique le prix du pétrole sur le marché international ait été en chute libre depuis juillet 2008, le gouvernement haïtien a décidé de maintenir les prix à la pompe au même niveau jusqu'à la fin de l'exercice.

L'une des conséquences de cette montée de l'inflation en Haïti est la détérioration du pouvoir d'achat des ménages, celle-ci entraînera une baisse de la consommation qui est un pilier important de la croissance économique. Une autre conséquence de l'accélération de l'inflation est l'abandon de la politique de détente monétaire en application depuis octobre 2007, qui a porté le taux directeur à son niveau le plus bas (3,70 % au 5 décembre 2007) depuis le lancement des bons BRH en 1996. En effet, les autorités monétaires ont dû relever les taux sur les bons BRH progressivement pour contrecarrer les tensions inflationnistes. Les taux sur les bons de 91 jours sont passés à 4 % en fin de décembre, 7 % en fin de mars et à 8 % d'avril à août 2008.

I.3 APERÇU DE LA SITUATION DE L'EMPLOI EN 2008

Pour l'exercice 2008, les indicateurs de conjoncture fournis par l'IHSI ont révélé que l'indice du nombre de salariés dans le secteur de la construction a progressé de 2,5 % au premier trimestre et de 5,1 % au deuxième trimestre.

Les données sur les offres d'emplois collectées dans le quotidien «Le Nouvelliste» ont fait état d'une augmentation des offres d'emplois de 2 % en 2008 par rapport à 2007. La plupart de ces emplois se concentrent dans les domaines de la gestion ou administration, l'économie, la finance, la comptabilité et dans le secteur agricole.

En août 2008, l'effectif de la fonction publique s'est chiffré à 59 376 employés, une hausse de 13,7 % par rapport à septembre 2007.

Durant les trois premiers trimestres de l'exercice 2008, on a dénombré un total de 2 183 emplois créés dans les nouvelles entreprises recensées par l'OFATMA. Cet effectif est tout à fait proche de celui de la même période de l'année dernière. Notons que le nombre d'emplois créés par les nouvelles entreprises inscrites à l'OFATMA a progressé de 177 % de 2006 à 2007.

ÉVOLUTION DU POUVOIR D'ACHAT EN 2008

Le salaire journalier de base fixé à 70 gourdes depuis l'exercice 2003 est resté encore en vigueur en 2008, malgré les tentatives des instances concernées (gouvernement, secteur privé, syndicats des travailleurs) pour le modifier à la hausse au cours de cet exercice. Cette stagnation du salaire nominal, jointe à l'augmentation soutenue du niveau général des prix, ont contribué au recul du salaire réel de l'ouvrier haïtien depuis 2004. Avec les fortes tensions inflationnistes qui se sont développées en 2008, le pouvoir d'achat des ménages a diminué en moyenne de 16,56 % au cours de cet exercice contre 7,29 % un an plus tôt. Ainsi, le salaire nominal de 70 gourdes correspond à un salaire réel de 41 gourdes en 2008 alors qu'il équivalait 50 gourdes en 2007. Cette détérioration de pouvoir d'achat a amplifié celle des conditions de vie déjà précaires de la population haïtienne.

Table 1- Salaire Réel Au 30 Septembre 2008

	Indice des prix à la consommation (IPC) ¹	Taux d'inflation (en %)	Salaire nominal (gourdes)	Salaire réel (gourdes)	Variation du salaire réel (en %)
2001	22,00		36	65,45	
2002	60,80	10,55	36	59,21	-9,54
2003	84,15	38,40	70	83,18	40,49
2004	102,40	21,69	70	68,36	-17,82
2005	117,60	14,84	70	59,52	-12,93
2006	132,20	12,41	70	52,95	-11,04
2007	142,60	7,87	70	49,09	- 7,29
2008	170,90	19,80	70	40,95	-16,56

Source : IHSI/BRH-MAE

(1) Base août 2004

II- LA MONNAIE ET LE FINANCEMENT DE L'ECONOMIE

Contrairement à l'exercice précédent, l'année fiscale 2008 a été dominée par une certaine fragilisation des fondamentaux de l'économie, accompagnée d'une expansion monétaire. Il a été constaté un retour des tensions inflationnistes, particulièrement au cours du deuxième semestre, avec des taux d'inflation qui dépassent sensiblement les prévisions du programme macroéconomique et financier du gouvernement. La politique économique s'est donc déroulée dans un contexte assez difficile tant sur le plan des conditions macroéconomiques internes que celui du choc de prix externe, conjugué à la crise énergétique et financière à laquelle s'est retrouvée confrontée l'économie mondiale.

En effet, au cours 2008, on a assisté à un ralentissement du processus de redressement du cadre macroéconomique amorcé depuis la fin de 2004, en ce qui concerne, notamment, l'évolution des prix et du change. Dès le premier trimestre 2008, les opérations financières de l'Administration Centrale se sont soldées par un besoin de financement (net des comptes spéciaux) de près de 884,7 MG. Sur l'ensemble de l'exercice, ce besoin de ressources financières est évalué à 4 863,8 MG environ. Le recours du Trésor au guichet de le BRH pour le financement de ce déficit s'est traduit par un élargissement de la base monétaire et une accélération de la monnaie en circulation.

Cette évolution de la situation monétaire combinée à une décélération du rythme de progression des flux nets entrants de devises, tant du côté des bailleurs de fonds internationaux que des transferts sans contrepartie, s'est reflétée sur la valeur de la monnaie nationale, qui s'est dépréciée de près de 10% sur 12 mois.

II.1- LA POLITIQUE MONÉTAIRE EN 2008

Au cours de l'exercice fiscal 2008, la politique monétaire a été conduite dans le contexte de la deuxième année d'application de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC) devant prendre fin le 30 septembre 2009. L'exécution de ce programme dans lequel sont définies les grandes orientations de la politique macroéconomique du gouvernement, a confronté des difficultés liées aux contraintes socio-politiques internes et à l'impact des chocs enregistrés sur les marchés financiers et des matières premières.

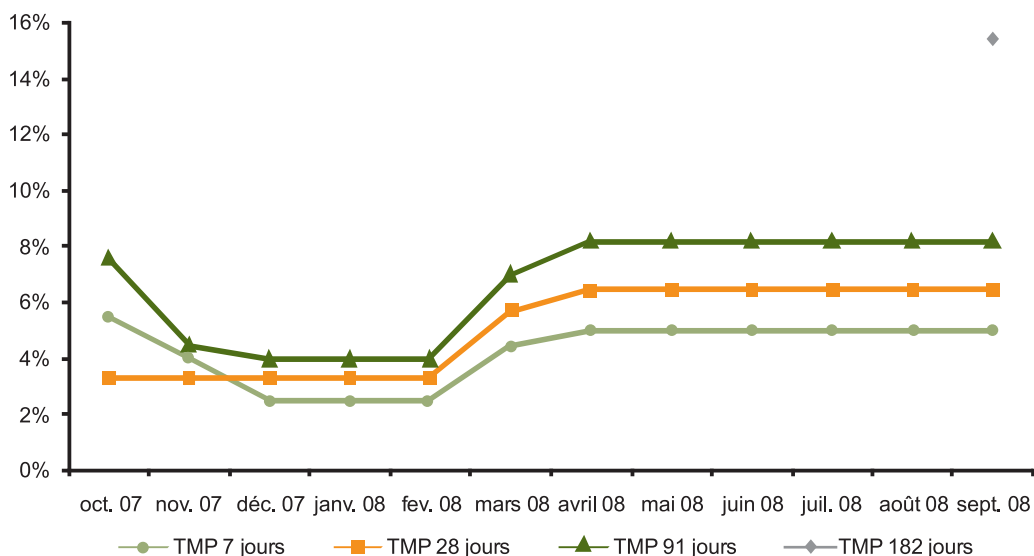
Tout en gardant les objectifs ultimes du programme, les Autorités ont dû ajuster l'orientation de la politique monétaire en fonction des nouveaux défis qui tendaient à fragiliser la stabilité du cadre macroéconomique. Ainsi, fort des acquis de l'exercice antérieur, la BRH a maintenu sa politique de détente des taux d'intérêt jusqu'à la fin du premier trimestre fiscal 2008 ; puis avec l'assouplissement progressif de la politique de rigueur budgétaire du Gouvernement Central et les anticipations d'inflation subséquentes, la Banque Centrale a procédé à un resserrement graduel des conditions monétaires.

II.1.1- LES INSTRUMENTS DE POLITIQUE MONÉTAIRE EN 2008

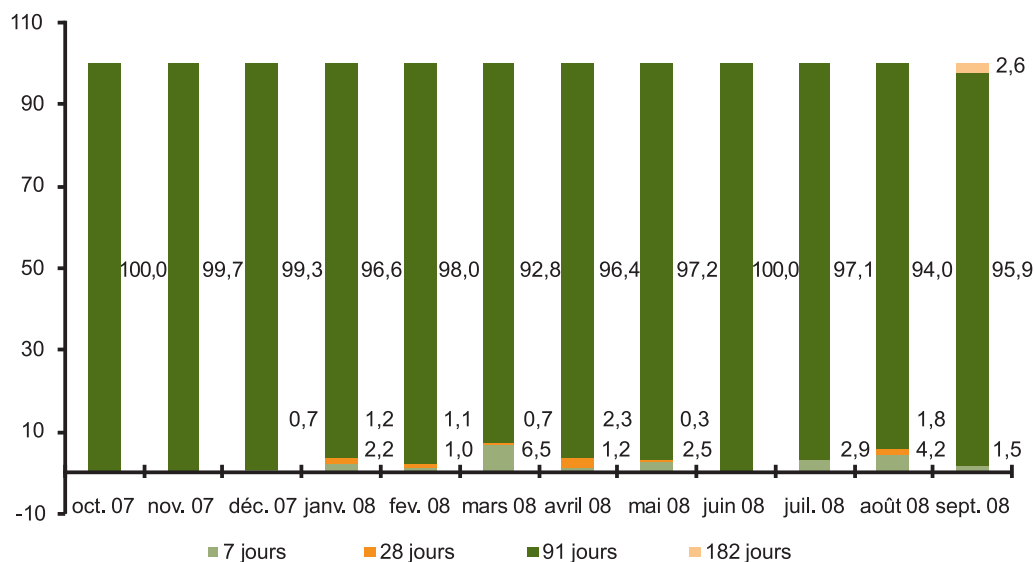
II.1.1.1- LES BONS BRH

Le mois de novembre 2007 a ramené la onzième année depuis la mise sur le marché des bons BRH qui, jusqu'à présent, se sont confirmés comme le principal instrument de politique monétaire. Son utilisation a même été renforcée, avec l'introduction en fin d'exercice (septembre 2008) d'une nouvelle maturité (les bons de 182 jours), ce qui, à cette date, a porté l'encours total à 9,5 milliards de gourdes dont les bons à 91 jours comptent pour 96,83 %. Après avoir terminé l'exercice précédent à 8,64 %, le taux de rendement moyen pondéré (TMP) sur cet instrument a baissé progressivement, passant à 7,68 % en octobre, puis à 5,91 % en novembre avant d'atteindre 3,89 % en décembre, soit son niveau le plus bas depuis novembre 1996. A partir du deuxième trimestre, en raison du renversement de la situation sur le plan fiscal et de la réapparition d'une certaine tendance inflationniste, ces taux ont été ajustés à la hausse afin de garantir un certain seuil de taux d'intérêts réels. Le graphique ci-dessous retrace l'évolution des taux d'intérêts nominaux sur les bons BRH des différentes maturités au cours de l'exercice 2008.

Graphique 2- Taux moyens pondérés (TMP) sur les bons BRH des différentes maturités



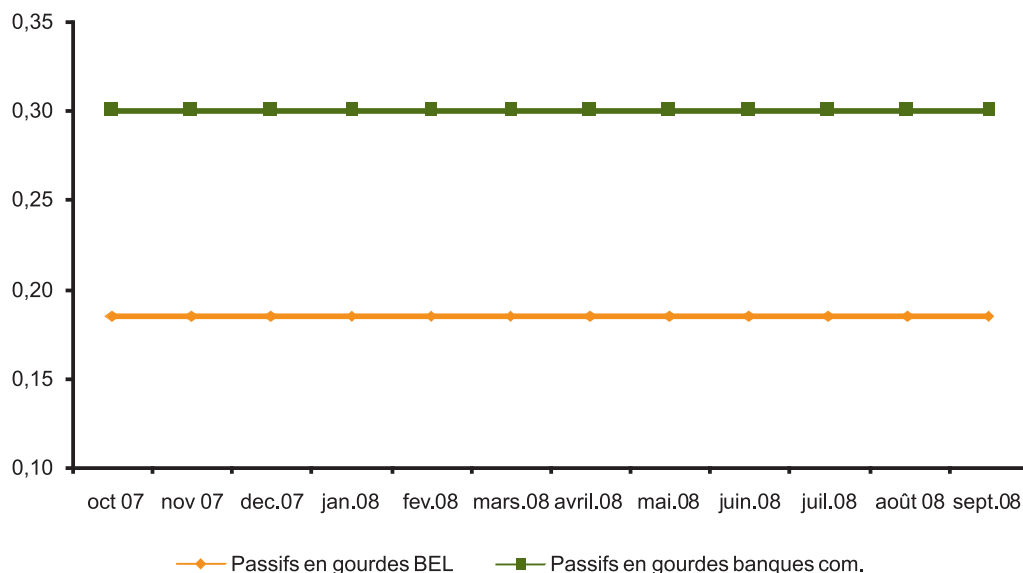
Graphique 3- Composition de l'encours des bons BRH (en %)



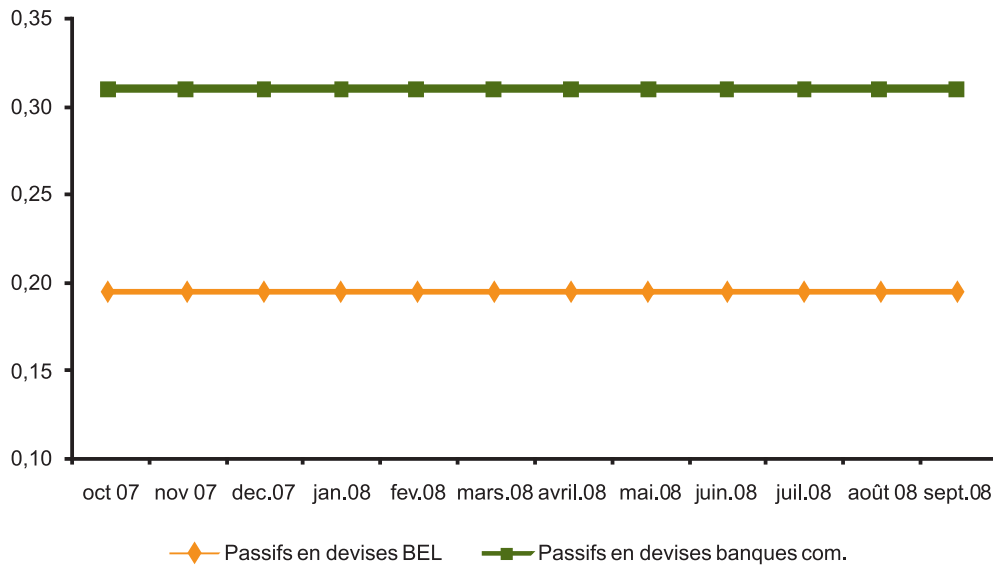
II.1.1.2- LES TAUX DE RÉSERVES OBLIGATOIRES

Au cours de l'exercice fiscal 2008 la fréquence d'utilisation des taux de réserve obligatoire (TRO) en tant qu'instruments de politique monétaire n'a pas beaucoup changé. Toutefois, compte tenu des responsabilités de la Banque Centrale en matière de stabilité du change, la couverture des passifs libellés en monnaies étrangères pour les différentes catégories d'institutions bancaires a été modifiée sensiblement. En effet, le 16 octobre 2007, la BRH a mis en application la circulaire 86-12G, faisant passer les TRO de 31 % à 30% pour les banques créatrices de monnaie (BCM) et les Filiales non bancaires (FNB) d'une part et 19,50 % à 18,50 % pour les banques d'épargne et de logement (BEL) d'autre part. Par cette même circulaire, la couverture des passifs libellés en monnaies étrangères a varié entre 27 % et 30 %. Elle est redevenue à 30 % le 1^{er} février 2008, puis à 32,50% le 16 février, à 35 % le 1^{er} avril, à 37,50 % le 16 juin, avant de s'inscrire à nouveau à 30 % le 30 juillet 2008.

Graphique 4- Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes

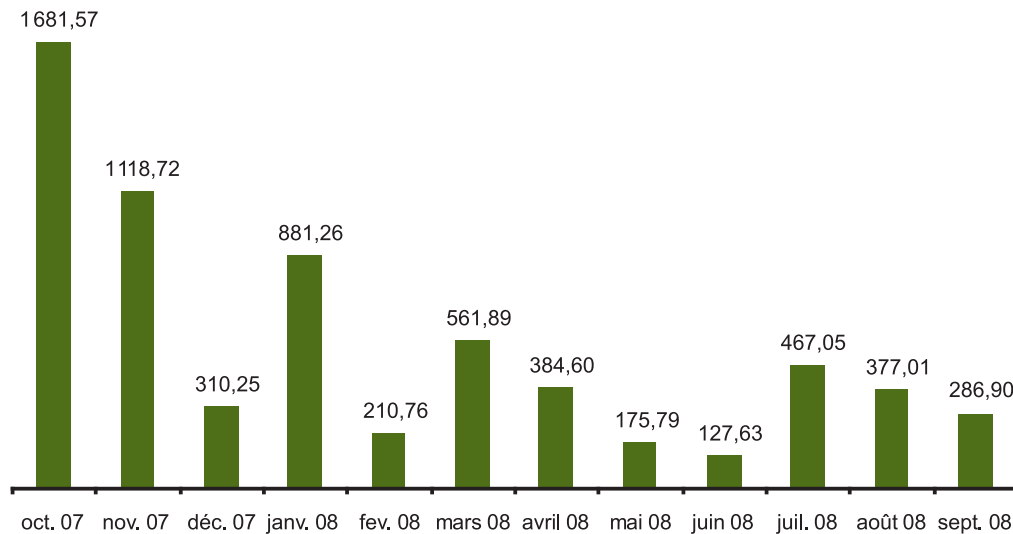


Graphique 5- Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en monnaie étrangère



La position moyenne de réserve (PMR) des banques a évolué autour de 548,6 MG. Contrairement à l'exercice précédent, le système bancaire a enregistré un surplus de réserves tout au cours de l'année. La position moyenne de réserve a ainsi varié entre un maximum de 1 681,6 MG en octobre 2007 et un minimum de 127,6 MG en juin 2008.

Graphique 6- Position moyenne de réserves en MG



II.1.1.3- LES INTERVENTIONS DE LA BRH SUR LE MARCHÉ DES CHANGES

Durant tout le premier semestre, la BRH a adopté une attitude relativement prudente sur le plan de ses interventions sur le marché des changes. Tout en profitant des acquis de la stabilisation du marché des changes enregistrée au cours de l'exercice antérieur, elle a modéré ses interventions de routine dans le cadre de la reconstitution de ses réserves, en vue de limiter les tensions sur l'offre de devise dans l'économie et du même coup prévenir une hausse accélérée du taux de change dont les impacts sont susceptibles de se répercuter directement sur l'inflation étant donné un coefficient de « pass-through » assez important. Ce n'est qu'à la fin du deuxième trimestre qu'elle a procédé timidement à des interventions sporadiques pour acheter quelques 2,5 millions de dollars EU (de février à avril 2008). A partir du mois de mai, la Banque Centrale a dû intervenir plus activement sur le marché mais ces interventions ont été des injections nettes, visant à lisser la tendance à une trop grande fluctuation du change. Aussi, de mai à septembre 2008, la BRH a-t-elle procédé à la vente nette d'environ 57 Millions de dollars EU.

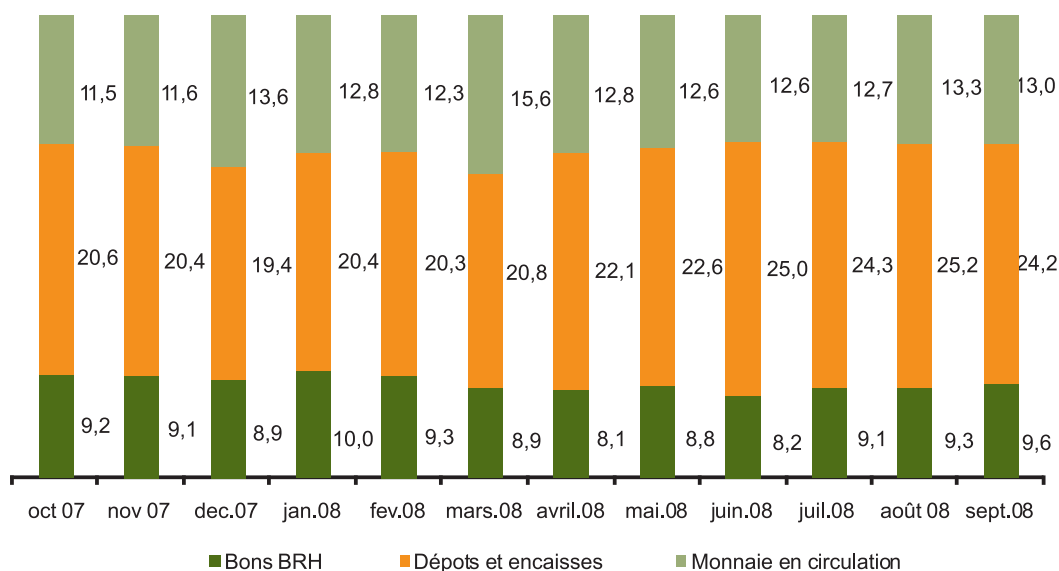
II.1.2- LES RÉSULTATS

Les résultats des décisions de politique monétaire se sont inscrits dans la lignée de ceux de l'exercice précédent malgré une progression plus rapide des agrégats monétaires. En dépit d'un resserrement des conditions monétaires à partir du deuxième semestre, le taux de croissance annuelle de la monnaie en circulation a plus que triplé en fin d'exercice, soit 13 %. La même tendance a été observée pour les autres agrégats monétaires, y compris la masse monétaire au sens strict (M1), l'agrégat monétaire intermédiaire (M2), et la masse monétaire au sens large (M3).

II.1.2.1- LES RÉSULTATS INTERMÉDIAIRES

Au cours de l'exercice 2008, la base monétaire au sens large a crû de 15,36% pour atteindre 49 460,3 MG, soit une accélération de 4,1 points de pourcentage par rapport à 2006-2007. Ces résultats reflètent au passif, l'effet combiné d'une progression de 21,80 % des dépôts des banques et de 6,52 % des bons BRH dont les poids respectifs dans la base monétaire s'élèvent à 45,11 % et de 19,41 % au 30 septembre 2008. A l'actif, l'expansion rapide de la base monétaire résulte d'une augmentation de 25,10 % des avoirs extérieurs nets (42,60% de la base) mais a été légèrement atténuée par une contraction de 0,72 % des créances nettes sur le gouvernement central (40,23 % de la base monétaire) en fin d'exercice. En fin de compte, on a enregistré un renversement de tendance au niveau de l'évolution du multiplicateur monétaire, qui s'est inscrit à 1,98 contre 1,84 à la fin de l'exercice précédent, résultat d'une progression plus que proportionnelle de la masse monétaire par rapport à la base monétaire. Le graphique qui suit montre l'évolution mensuelle de la base monétaire et de ses composantes au cours de l'exercice.

Graphique 7- Composantes de la masse monétaire (en milliards de gourdes)



II.1.2.2 LES RÉSULTATS FINALS

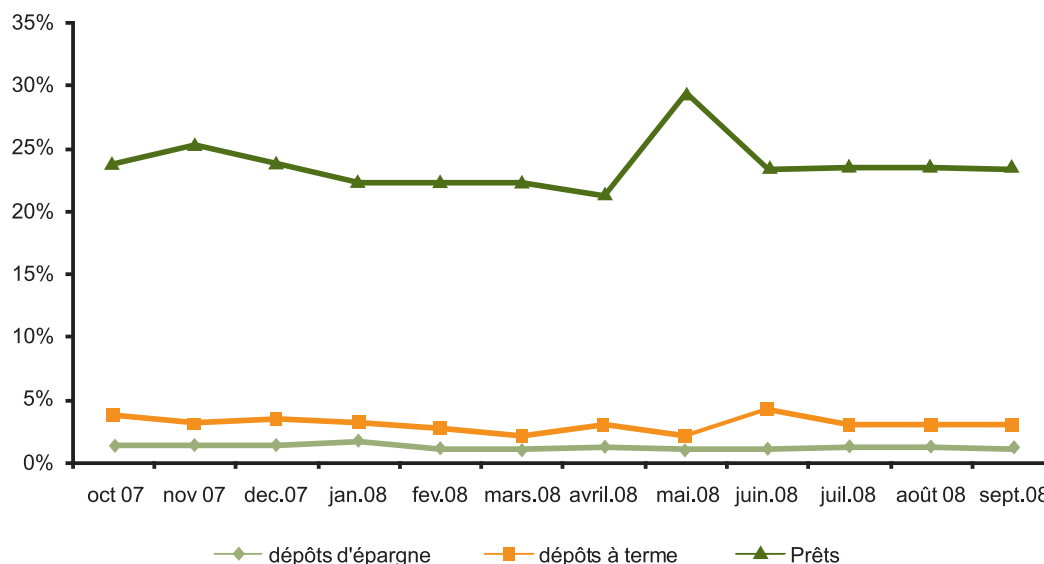
LES OPÉRATIONS EN GOURDES

L'analyse de l'évolution des taux d'intérêt pratiqués par le système bancaire, notamment en ce qui concerne les prêts, montre que ces derniers varient beaucoup plus au rythme des conditions liées à la structure du marché bancaire qu'à celui du comportement des taux directeurs de la BRH. En effet, à très court terme, on remarque un certain mésalignement des taux débiteurs par rapport aux taux de rémunération des instruments les plus couramment utilisés par la Banque Centrale; en raison des contraintes structurelles auxquelles est confronté le système financier haïtien, les banques reçoivent avec une certaine prudence les signaux envoyés par les autorités monétaires et les incorporent dans leurs décisions avec un certain délai. Aussi, pendant tout l'exercice, les taux sur les prêts en gourdes n'ont-ils varié d'un mois à l'autre que de quelques points de base, (excepté au mois de mai 2008), empruntant parfois une tendance inverse à celle des taux sur les bons BRH.

De 23,50 % en moyenne en octobre 2007, ils sont passés à 25,13 % en novembre, puis à 23,85 % à la fin du premier trimestre, tandis que les taux sur les bons BRH de 91 jours ont été ajustés de 7,68 % à 5,91 %, puis à 3,89 % sur la même période. Soulignons toutefois qu'en fin d'exercice, les taux d'intérêt débiteurs sur les opérations en gourdes ont enregistré une baisse substantielle par rapport à leurs niveaux en fin d'exercice passé, à 22,97 % contre 30,93 %.

Les taux d'intérêt créditeurs sur les opérations en gourdes, au cours du premier trimestre, se sont plus ou moins alignés aux taux directeurs, notamment en ce qui a trait à la rémunération des dépôts à terme. De 3,56 % en octobre, cette dernière est passée à 3,34 % en novembre, puis à 3,28 % en décembre 2007, suivant la même tendance des bons de 91 jours. A partir de janvier 2008, elle a fluctué dans une fourchette très restreinte, indépendamment de la tendance des taux directeurs qui, après avoir gagné quelque 0,93 point de pourcentage en moyenne entre janvier et avril 2008, se sont stabilisés à 8,16 %, à partir de mai 2008 jusqu'à la fin de l'exercice. En général, les taux d'intérêt sur les dépôts d'épargne en gourdes ont évolué de manière stable, autour d'une moyenne mensuelle de 1 %. Le spread de taux d'intérêt sur les opérations en gourdes s'est chiffré en moyenne à 20,76 %.

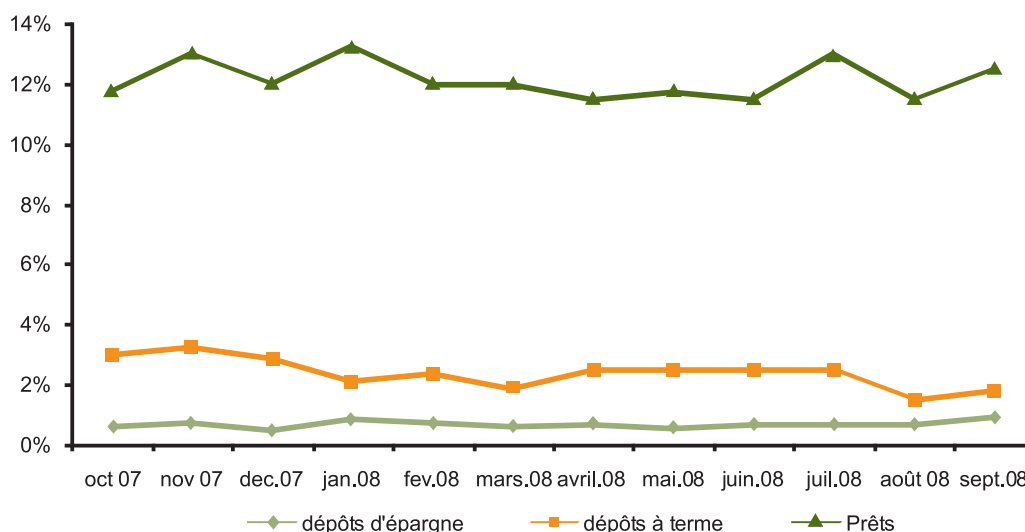
**Graphique 8- Taux d'intérêt pratiqués par les banques commerciales
(Opérations en gourdes)**



LES OPÉRATIONS EN DEVISES

Les clients du système bancaire continuent d'afficher une certaine préférence pour les transactions en devises, tant du côté des dépôts que de celui des prêts. Contrairement à la nette stabilité observée au niveau des taux d'intérêt sur les opérations en devises au cours de l'exercice antérieur, cette année a plutôt été caractérisée par une certaine dynamique de ces taux tant du côté débiteur que créditeur. De 12,69 % en octobre 2007, les taux d'intérêt sur les prêts en dollars sont passés à 12,94 % en novembre, avant de reculer à 12,20 % en décembre, soit la même tendance observée pour les taux sur les prêts en gourdes par rapport à l'évolution des taux des bons BRH de maturité 91 jours. La moyenne mensuelle de ces taux pour l'ensemble de l'exercice s'est inscrite à 12,18 %, tandis que celle des taux d'intérêt sur les dépôts en dollars ÉU s'est élevée à 2,49 %, soit un spread de plus 9 points de pourcentage. Les graphiques suivants retracent l'évolution des taux d'intérêt sur les opérations en gourdes et en devises au cours de l'exercice fiscal 2008.

**Graphique 9- Taux d'intérêt pratiqués par les banques commerciales
(Opérations en dollars Eu)**



II.2- ÉVOLUTION DES AGRÉGATS MONÉTAIRES EN 2008

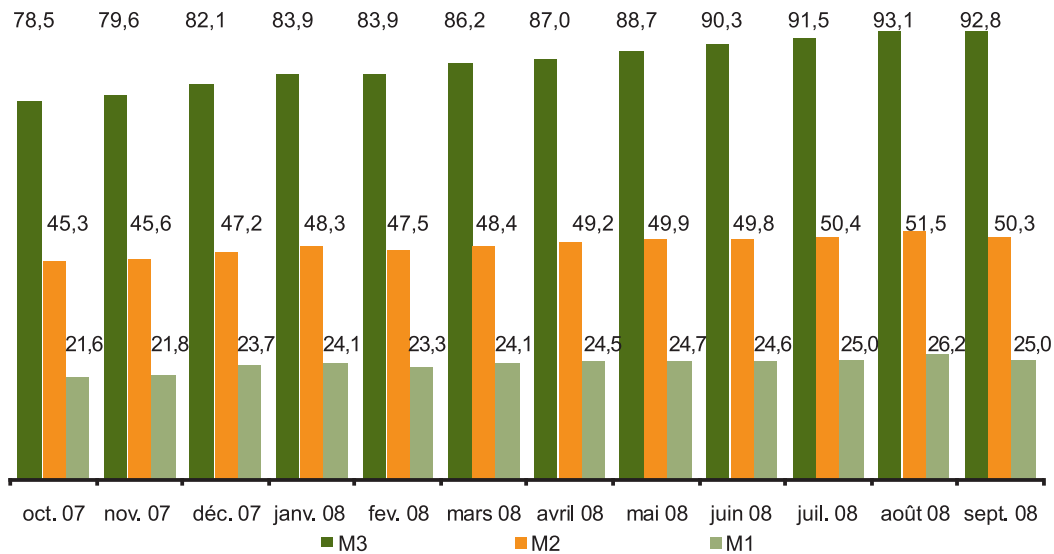
Contrairement à la situation observée en 2007, les agrégats monétaires ont affiché une nette tendance à la hausse en 2008, sous l'influence de la politique de détente des taux d'intérêt. En effet, les taux directeurs ont chuté tout au long du premier trimestre, atteignant une moyenne de 5,52% entre octobre 2007 et septembre 2008.

Évaluée à 24,77 milliards de gourdes, la masse monétaire au sens restreint, M1, a progressé de 16,53 % en glissement annuel, soit un rythme deux fois plus accéléré que celui de l'exercice précédent. Cette progression reflète l'évolution de la monnaie en circulation (13 %) et les dépôts à vue (21,04 %). La rapide progression de ces derniers s'explique par la baisse des taux sur les dépôts à terme et d'épargne qui ont incité une préférence pour la liquidité. En ce qui a trait à la monnaie en circulation, elle a connu une forte expansion, soit plus que le triple du taux de croissance de 2007, en raison d'une augmentation des besoins d'encaisse liés à l'inflation notamment.

L'agrégat M2 a progressé de 11,82 %, soit une accélération de 7 points de pourcentage par rapport à l'année antérieure. Cet accroissement tient à l'incidence de la croissance de M1 et de celle de la Quasi-monnaie (7,56 %) qui résulte d'une augmentation substantielle des dépôts d'épargne de 17,57 %, alors que les dépôts à terme se sont contractés de 7,24 %.

En dehors de la contraction de 0,40 % observée au mois d'octobre 2007, la masse monétaire au sens large (M3) a progressé de manière continue en 2008 pour atteindre 97,99 milliards de gourdes, soit un accroissement de 24,27 % contre 4,75 % en 2007. Outre l'évolution de M2, cette forte progression a découlé principalement de la hausse de 40,60 % des dépôts en dollars convertis en gourdes contre 5,31 % en 2007. A noter que la dépréciation de la gourde, notamment au dernier trimestre, a gonflé en partie les dépôts en dollars convertis.

**Graphique 10- Évolution des Agrégats monétaires
(en milliards de gourdes)**



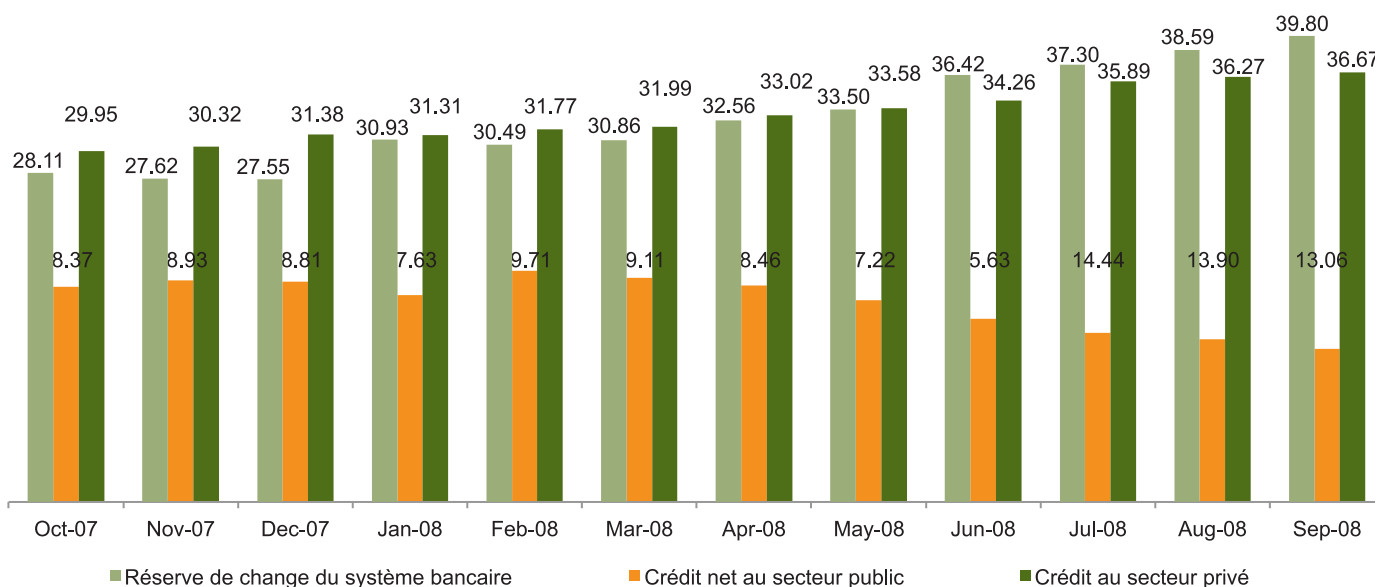
II.2.1- CONTREPARTIES DE M3 ET FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

La forte progression de la masse monétaire au sens large est attribuable particulièrement à l'accroissement des réserves nettes de change du système bancaire conjugué à une hausse des créances sur le secteur privé.

S'agissant des réserves nettes de change, elles ont enregistré une croissance de 12,42 % en décembre 2007 contre 39,02 % sur douze mois. L'expansion des réserves nettes de change a reflété la hausse significative de 60,6 % des avoirs extérieurs des banques commerciales. Exprimés en dollars, les avoirs extérieurs nets ont été évalués à 757 millions de dollars ÉU, en hausse de 28 % par rapport à 2007.

Le crédit intérieur net du système a totalisé 58 873 MG, s'inscrivant en hausse de 16,02 % par rapport à 2007. Par ailleurs, induit par la baisse des taux d'intérêt débiteurs, le crédit au secteur privé a connu sur douze mois une hausse de 23,55 %, soit le double du taux de croissance de 2007. En effet, il a atteint environ 40 milliards de gourdes et a été supporté en grande partie par le crédit en dollars, dopé par la dépréciation du taux de change. A la fin d'exercice, le crédit en dollar représente plus de la moitié du crédit total.

**Graphique 11- Contreparties de M3 et financement de l'économie
(en milliards de gourdes)**



III- LES FINANCES PUBLIQUES EN 2008

La politique budgétaire de l'exercice 2007-2008 a été exécutée dans un environnement très défavorable, marqué par la flambée des prix des produits alimentaires et pétroliers. Pour faire face à cette conjoncture difficile et pour préserver la stabilité sociale suite aux manifestations de rues qui se sont produites un peu partout dans le pays en début d'avril 2008, le gouvernement a pris un ensemble de mesures consistant entre autres, en la mise en œuvre d'un programme de subventions pendant un semestre de manière à stabiliser le prix du riz à partir d'avril et la suspension pendant deux mois de l'ajustement automatique des prix à la pompe, en fonction de l'évolution des cours mondiaux du baril.

Comme pour l'exercice précédent, l'action gouvernementale s'est orientée vers le maintien de la stabilité macroéconomique dans le cadre de la loi de finances votée par le parlement et du programme financier triennal (FRPC) échéant au 30 septembre 2009, signé entre le Gouvernement haïtien et le FMI. Les autorités gouvernementales se sont aussi engagées à mettre en œuvre pour l'exercice 2008 le Document de Stratégie Nationale pour la Croissance et pour la Réduction de la Pauvreté (DSNCRP) élaboré en collaboration avec la société civile et les partenaires d'Haïti pour le développement.

Au premier semestre de l'exercice 2008, les recettes courantes se sont établies à 13 860 MG, en hausse de 18 % par rapport au premier semestre de l'exercice antérieur. Ce niveau de recettes demeure toutefois inférieur à la cible du programme fixée à 15 291 MG. Cette contre-performance peut s'expliquer en partie par le ralentissement du rythme de croissance de l'activité économique. De leur côté, les dépenses effectuées par l'Administration Centrale pendant la même période ont totalisé 14 220 MG contre un plafond de 17 179 MG prévu dans le programme. Ce résultat peut être attribué à un meilleur contrôle des dépenses courantes qui se sont stabilisées autour de 10 897 MG pendant le premier semestre. Quant au financement de la BRH à l'Administration Centrale, il a été inférieur aux prévisions. Le gouvernement central s'est désendetté de la Banque Centrale pour un montant de 65 MG au premier semestre de l'exercice 2008.

Pour répondre efficacement à la crise alimentaire du début d'avril et faire face aux catastrophes naturelles qui se sont abattues sur le pays vers la fin du quatrième trimestre, le gouvernement s'est doté d'un budget rectificatif en vue de dégager des fonds supplémentaires lui permettant de venir en aide aux populations les plus touchées. Par voie de conséquence, les critères quantitatifs du programme ont été révisés. Le gouvernement s'est toutefois gardé de recourir à tout financement de la Banque Centrale.

Suite aux difficultés auxquelles le pays s'est trouvé confronté, la situation des finances publiques s'est détériorée en fin d'exercice fiscal 2008 en dépit de la bonne performance des recettes fiscales et douanières. Au 30 septembre 2008, les opérations financières du gouvernement se sont soldées par un déficit global de 5 39,7 MG, ce qui a entraîné une augmentation des créances sur le trésor public de 744,90 % par rapport à l'exercice antérieur. Les recettes totales ont crû de 12,70 % pour s'établir à 26 674 MG, soit un niveau supérieur à la cible révisée du programme fixée à 25 336 MG. Les dépenses, qui n'ont augmenté que de 6,6 % par rapport à l'exercice passé, ont totalisé un montant de 30 346 MG contre 24 652 MG prévu dans le programme révisé.

III.1- RECETTES

Au cours de l'exercice 2007-2008, les autorités gouvernementales, dans le cadre de l'effort fiscal déployé depuis l'exercice précédent, ont adopté un ensemble de mesures relatives aux modalités de perception des impôts. Entre autres, on peut citer l'uniformisation du système de gestion des perceptions et l'interconnexion des directions départementales des impôts. Ainsi, les recettes fiscales totales, chiffrées à 26 674 MG 30 au septembre 2008, ont augmenté de 12,70 % en glissement annuel contre 16 % au cours de l'exercice précédent. Elles ont représenté près de 90 % des prévisions établies pour l'exercice 2007-2008. La pression fiscale a diminué de 0,11 point de pourcentage, passant de 10,75 % en 2007 à 10,64 % en 2008.

En raison des perturbations sociales du mois d'avril et des catastrophes naturelles qui ont secoué le pays à la fin du mois d'août et au début de septembre 2008, les autorités ont décidé de réviser à la baisse les recettes fiscales dans le cadre de l'élaboration du budget rectificatif voté par le parlement à la fin de l'exercice sous-étude

RECETTES INTERNES

Élevées à 18 025,5 MG à la fin de l'exercice 2007-2008 (6,90 % du PIB), soit une croissance de 15 % en glissement annuel, les recettes internes ont affiché un résultat inférieur aux projections de 20 421,6 MG du budget révisé. L'évolution des recettes internes peut être expliquée par la hausse simultanée de deux de ses trois principales composantes, notamment les Taxes sur le Chiffre d'Affaires (TCA) qui ont augmenté de 20 % en glissement annuel et de l'Impôt sur le Revenu (ISR) qui a accusé une hausse de 17 %. En raison de la décision des autorités gouvernementales de subventionner les produits pétroliers, les recettes au titre des droits d'accise ont chuté de 28 %. Les prix des produits pétroliers ont été modifiés en dix-neuf occasions dont dix-huit ajustements à la hausse au cours de l'exercice 2007-2008. Les ratios des revenus perçus

sous forme d'impôts, de droits et de taxes sur les prix à la pompe des différents produits pétroliers ont régressé par rapport à l'exercice précédent. De septembre 2007 à septembre 2008, ces ratios ont perdu 0,08 point de pourcentage (pp) pour la gazoline 95; 0,10 pp pour la gazoline 91; 0,21 pp pour le gasoil et 0,19 pp pour le kérosène. En effet, ils sont passés respectivement de 37,30 % en 2007 à 29,33% en 2008, de 37,54 % en 2007 à 27,38 % en 2008, de 9,52 % en 2007 à -11,06 % en 2008 et de 6,20 % en 2007 à -12,91 % en 2008.

Quant à l'impôt sur le revenu, il continue de donner des résultats satisfaisants suite aux mesures adoptées durant l'exercice précédent, relatives à la régularisation des déclarations mensuelles par les contribuables, à savoir:

- 1) L'exigence du quitus fiscal comme condition préalable à toute requête adressée à l'administration fiscale ;
- 2) L'application du taux unique de 30 % dans le calcul de l'impôt sur les sociétés et la hausse de l'impôt forfaitaire.

Passant de 6 844 MG en 2007 à 8 206,9 MG en 2008, la Taxe sur le chiffre d'affaires (TCA) a augmenté de 20 %, ce qui représente une bien meilleure performance par rapport à l'exercice précédent où elle avoisinait les 16 %. De son côté, l'Impôt sur le revenu (ISR) a augmenté de 17,19 %, passant de 4 361,2 MG en 2007 à 5 111,1 MG en 2008. Toutefois, il est à noter que la part relative des recettes internes dans les recettes courantes a augmenté de 0,70 point de pourcentage, passant de 66,15 % en 2007 à 66,85 % en 2008, contre une progression de 1,76 point de pourcentage en 2007.

RECETTES DOUANIÈRES

Dans le cadre de la lutte contre la fraude (contrebande ou sous-facturation), l'Administration Générale des Douanes (AGD) a renforcé au cours de l'exercice 2007-2008 les différentes mesures adoptées au début de l'exercice écoulé. Il s'agit de l'optimisation des ressources humaines pour mieux contrôler les postes frontaliers et la formation continue sur mesure des agents (brigades d'inspection) afin de mieux contrôler le flux réel de marchandises dans le pays et de les rendre moins dupes face à la sous-facturation. Ces dispositions ont permis à l'AGD de réaliser des recettes de l'ordre de 7 917,3 MG en 2008 contre 6 924,1 MG en 2007, soit une progression de 14,35 % contre 3 % l'exercice précédent. La performance des principaux postes frontaliers du pays justifie la cohérence des mesures prises par les Autorités douanières. En effet, les bureaux de Malpasse, Ouanaminthe et Belladère ont, respectivement, contribué à 4,35 %; 1,11 % et 1,41 % dans les recettes totales de la Douane en 2008 contre 2,99 %; 0,60 % et 0,61 % en 2007, soit une croissance en rythme annuel de 69 %; 115 % et 170 % respectivement. Par ailleurs, les principales composantes des recettes douanières telles que les droits de douane et les frais de vérification ont accusé chacune une augmentation de 15,04 % et 14,12 % en glissement annuel.

PERFORMANCE INSTITUTIONNELLE

Depuis le début de l'exercice précédent, les institutions telles que la DGI, la Douane et l'UGCF ont placé au cœur de leurs stratégies la modernisation du système de gestion des impôts et taxes. Les efforts entrepris ont donné, au 30 septembre 2008, des résultats satisfaisants. En effet, les recettes internes sont passées de 15 656,9 MG en 2007 à 18 025,5 MG en 2008, soit une croissance de 15,13% contre 19,11% pour l'exercice écoulé. Le total des recettes (impôts et taxes) perçues par l'UGCF est chiffré à 6 770,7 MG en 2008 contre 5 380,9 MG en 2007, soit une progression de 25,82%. L'apport de l'UGCF au total des recettes internes en 2008 est de 37,50% contre 34% en 2007. Pour l'AGD, la contribution est passée de 40% en 2007 à 38,50% en 2008, soit une baisse de 1,5 point de pourcentage. Malgré ce résultat, l'AGD est demeurée pour la deuxième année consécutive le meilleur point de perception des recettes internes. De son côté, la Direction Générale des Impôts (DGI), à travers son Bureau Central et ses différentes directions régionales, continue d'améliorer de manière significative sa performance en collectant 2 648,76 MG en 2008 contre 1 642,81 MG en 2007, portant ainsi sa contribution à 14,70%, soit une hausse de 61,23%. Les tableaux ci-dessous donnent le niveau des recettes par institution et l'évolution de la structure de ces recettes par catégorie.

Tableau 2 : Recettes Internes par Institutions

	Encours 2006-2007	%du Total des Recettes	Encours 2007-2008	%du Total des Recettes	Var. %
Bureau Central	1 642,8	10	2 648,8	14,70	61,23
UGCF	5 380,9	34	6 770,7	37,50	25,82
Douane	6 191,7	40	6 955,6	38,50	12,33
Autres	2 441,4	16	1 650,5	9,30	-32,40
Total	15 656,9	100	18 025,5	100,00	15,13

Source : BRH / Direction Contrôle de crédit

Tableau 3- Évolution de la structure des recettes

	2006	2007	2008
Recettes totales	100,00	100,00	100,00
Impôts directs sur le revenu et les bénéfices	20,00	29,70	31,65
Particuliers	4,54	5,33	18,96
Sociétés	13,26	13,10	11,94
Acompte	2,20	0,04	0,76
Impôts indirects à la consommation	68,15	65,71	64,57
TCA	28,86	28,92	30,34
TCA sur importations	20,89	19,50	21,47
TCA interne	7,98	9,42	8,96
Accises	6,26	7,54	4,76
Recettes douanières	33,03	29,26	29,36
Autres	11,84	4,59	3,78

Source : BRH / Direction Contrôle de crédit

Les impôts indirects sur les activités liées à la consommation de biens et services sont essentiellement la source principale de revenus fiscaux en Haïti, avec 64,57 % du total des recettes fiscales de l'Administration Centrale en 2008. L'analyse de la structure des recettes indique que les impôts directs sur le revenu et les bénéfices n'y ont contribué qu'à 31,65 % contre 29,70 % en 2006-2007. En dépit de la croissance des recettes provenant des douanes et de la TCA, les impôts indirects ont perdu 1,14 point de pourcentage suite à la baisse significative des droits d'accise. Cette baisse s'explique surtout par la décision des autorités gouvernementales de subventionner temporairement les produits pétroliers sur le marché, après les émeutes d'avril 2008.

III.2- DÉPENSES

Les dépenses exécutées par l'Administration Centrale dans le cadre du budget de l'exercice 2007-2008 ont accusé un montant de 30 346,2 MG, correspondant à une croissance de 6,6 % par rapport à l'exercice 2006-2007. Ces dépenses représentent 10,8 % du PIB contre des projections de 16,80 % du programme économique du gouvernement. Comme pour l'année précédente, elles sont restées en dessous des prévisions établies à 17 179 MG pour le premier semestre en raison des contraintes liées aux sous-dotations budgétaires de certaines institutions. Toutefois, faute de gouvernement durant tout le troisième trimestre, aucun budget rectificatif n'a pu être voté par le parlement en fin d'exercice, lequel devrait remédier à cette situation par une réallocation des ressources disponibles.

La structure des dépenses publiques a cependant évolué favorablement. Au cours de l'exercice 2007-2008, les dépenses d'investissement financées par les ressources intérieures ont augmenté de manière significative par rapport à l'exercice 2006-2007.

DÉPENSES COURANTES

Les dépenses effectuées par le gouvernement haïtien en vue de faire face à ses obligations courantes ont totalisé 24 300,2 MG en 2008, ce qui représente une croissance de 8,35 % en glissement annuel. Celles-ci sont réparties de la manière suivante: 90,3 % alloués à la consommation publique, 3 % au service de la dette et 6,69 % aux subventions et transferts. La moyenne mensuelle des dépenses courantes a été de 2 025,0 MG en 2008 contre 1 869 MG en 2007. L'augmentation de 8,35 % des dépenses courantes a été enregistrée sous la poussée de la hausse des dépenses sur biens et services de 8 %, en dépit d'une baisse de 2,74 % en rythme annuel affichée par le service de la dette et celle des subventions et transferts de 19,3 %.

En ce qui concerne la masse salariale, elle est passée de 8 830,80 MG en 2007 à 12 855,6 MG en 2008, soit une croissance annuelle de 45,58 %. Cette évolution s'explique par l'effet conjugué du relèvement des salaires de 35 % au début de l'exercice et des nouveaux recrutements. Ainsi, l'effectif de la Fonction Publique a enregistré une hausse de 13 % en 2008 contre 7 % en 2007, passant de 52 210 à 59 376 employés.

Les dépenses d'intérêts sur la dette publique ont baissé de 2,74 % en raison des accords relatifs à la consolidation de la dette externe signés avec le Club de Paris afin de renforcer sa soutenabilité. A cet effet, le gouvernement de la République

d'Haïti avait pris l'initiative, au début de l'exercice précédent, de solliciter de tous ses créanciers externes des conditions d'allègement et de rééchelonnement de sa dette. La régularité affichée par l'État haïtien dans le cadre de ces accords au cours de l'exercice 2007-2008 lui a valu l'annulation d'une première tranche de 23 millions de dollars.

Les dépenses de transferts et de subventions ont augmenté de 19,29 % par rapport à l'exercice précédent, totalisant 1 626,2 MG en 2008 contre 1 363,2 MG en 2007. De ces dépenses, la contre-valeur en gourdes de 29,21 millions de dollars ÉU a été transférée à l'EDH pour l'achat de carburant entre autres et 24,6 millions de dollars ÉU aux compagnies Alstrom et Sogener pour le paiement des frais de service.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses de capital exécutées dans le cadre du programme d'investissement public ont atteint, au cours de l'exercice fiscal 2007-2008, 6 707 MG environ contre 7 429,12 MG en 2006-2007, affichant ainsi une hausse de 22,94 %. Cet accroissement des dépenses d'investissement financées par les ressources internes découle des décaissements importants de fonds externes en appui à la composante « Projets et programmes ».

Au Ministère de l'Économie et des Finances qui a reçu 3,28 % du programme d'investissement, le Gouvernement a opté (en priorité) pour l'amélioration de la perception des recettes publiques, le renforcement des capacités du Ministère en matière de contrôle fiscal, la modernisation de la gestion du fonds de pension, l'orientation de la politique économique de l'État, l'allègement des procédures d'exécution des dépenses et l'efficacité de la gestion des finances publiques.

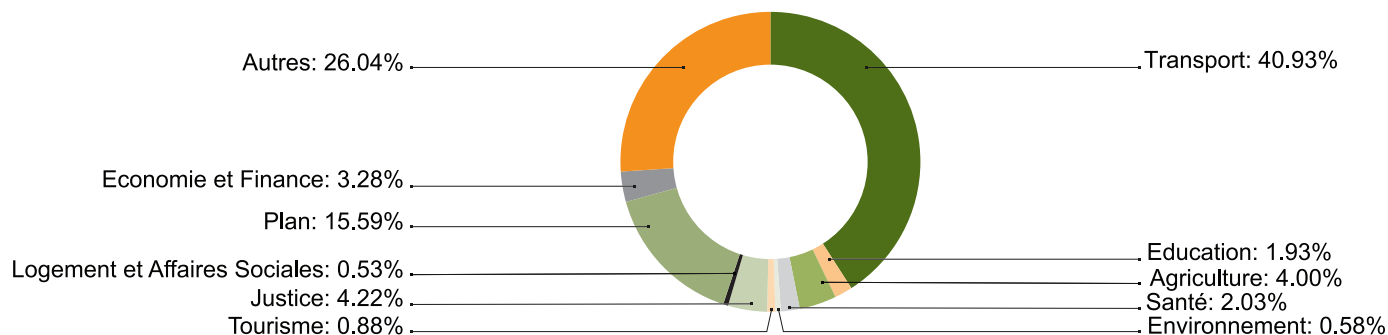
Au Ministère de la Planification a été alloué 15,59 % du programme, dont une partie a été consacrée à l'élaboration et la mise en œuvre du Document de Stratégie Nationale pour la Croissance et la réduction de la Pauvreté (DSNCRP), à assurer la régulation et l'efficacité du processus de budgétisation annuelle du Programme d'Investissement Public (PIP), et à encadrer les Collectivités Territoriales.

Au Ministère des Travaux Publics qui a bénéficié de 40,93 % des fonds d'investissement, les dépenses visaient la réhabilitation des routes dans les zones rurales, la réparation des dégâts causés par les intempéries, le réaménagement des ports et aéroports du pays et l'entretien des infrastructures existantes.

Au Ministère de la Justice où les investissements ont représenté 4,22 % des dépenses totales en capital, une bonne partie de celles-ci a été effectuée, entre autres, pour reformer la justice et l'État, lutter contre la détention prolongée, rénover et moderniser le système d'enregistrement et de transcription d'acte civil. Et, finalement les ministères suivants ont eu respectivement les parts suivantes:

- 4,00 % au Ministère de l'agriculture afin d'augmenter principalement la production et la productivité de ce secteur,
- 1,93 % au Ministère de l'éducation nationale pour accroître l'offre d'éducation et améliorer sa qualité à tous les niveaux,
- 2,03 % au Ministère de la santé pour étendre la couverture sanitaire et contrôler l'hygiène de l'environnement,
- 0,88 % au Ministère du tourisme en vue de valoriser les ressources touristiques du pays et promouvoir l'investissement dans ce secteur,
- 0,53 % au Ministère des Affaires Sociales afin de financer le programme de restaurants communautaires, renforcer les structures d'accueil et des centres d'hébergement pour la réinsertion sociale, gérer les problèmes liés au travail et le parc de logements sociaux,
- 0,58 % au Ministère de l'environnement pour rénover le Système National de Gestion de l'environnement et promouvoir la conservation des sols et la protection des bassins versants,
- 26,04 % aux autres Ministères pour procéder, entre autres, à une redynamisation de leurs structures.

Graphique 12- Projets et programmes par secteur



III.3- LE FINANCEMENT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE EN 2008

Au 30 septembre 2008, les opérations financières du gouvernement central se sont soldées par un déficit global de 539,7 MG, contre un surplus de 1 033,2 MG dégagé en 2007. Ce résultat peut être attribué à l'amélioration des recettes fiscales et douanières ainsi qu'à un meilleur contrôle des dépenses.

FINANCEMENT EXTERNE

Le financement externe qui est constitué principalement de dons en appui au budget a accusé un solde négatif de 781,1 MG contre un financement de 2 736 MG prévu dans le budget. Ceci est dû au fait que les amortissements de la dette ont été nettement supérieurs aux dons reçus en appui au budget, lesquels se sont chiffrés à 361,1 MG pour l'ensemble de l'exercice.

FINANCEMENT INTERNE

Au niveau interne, le solde des créances nettes de la Banque Centrale sur le gouvernement s'est inscrit à -348,3 MG. Globalement l'encours de ces créances a diminué de 600,7 MG par rapport à l'exercice antérieur. A la fin de l'exercice, la position nette des comptes du trésor public a enregistré un surplus de 3 311,3 MG, bien que représentant une réduction de 52,60 % par rapport à l'exercice précédent. Les dépôts nets se sont chiffrés à 3 339,9 MG, en baisse de 42,30 % par rapport à l'année dernière tandis que le cumul des arriérés d'intérêt s'est inscrit à 1,8 MG. Les rubriques aux titres d'Autres créances et les comptes spéciaux ont accusé respectivement un solde négatif de 79,7 MG et de 241,7 MG.

EVALUATION DU PROGRAMME POUR L'EXERCICE FISCAL 2008

La performance de la politique budgétaire du gouvernement a été évaluée à travers le suivi du programme économique et financier signé avec le FMI, au moyen de repères et de critères quantitatifs. Malgré la situation conjoncturelle difficile dans laquelle le pays s'est retrouvé suite aux chocs externes et au passage des cyclones Fay, Hanna, Gustave et Ike dans différentes régions du pays, les objectifs de ce programme ont été atteints dans leur grande majorité. Les autorités gouvernementales n'ont pas recouru au crédit de la BRH qui accuse un solde négatif de 348,3 MG, induisant un remboursement en faveur des Autorités monétaires. En ce qui concerne les recettes collectées en faveur du trésor pour l'ensemble de l'exercice, elles ont dépassé les prévisions révisées d'un montant de 1 078 MG alors que les dépenses effectuées n'ont pas pu être contenues en dessous du plafond prévu par le programme, ayant dépassé les repères quantitatifs de plus de 23 %.

IV- LA BALANCE DES PAIEMENTS

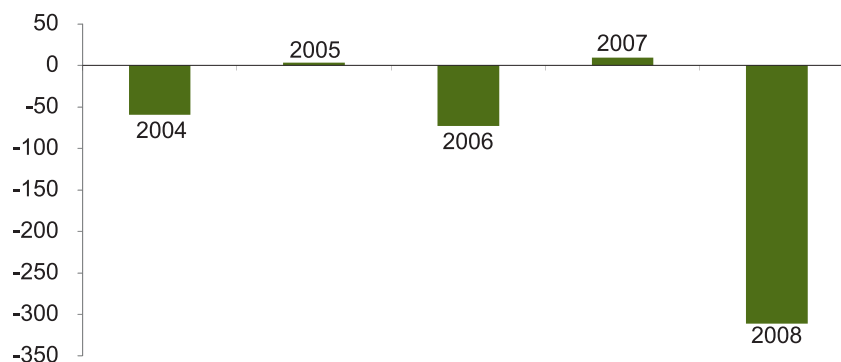
En 2008, les transactions courantes font apparaître un déficit de 315,5 millions de dollars EU, soit 4,61 % du PIB. Ce résultat obtenu dans un contexte international marqué par la flambée des cours du pétrole et des matières premières, ainsi qu'un ralentissement des activités économiques aux États-Unis qui s'est traduit par la hausse du chômage et une diminution de la consommation. Sur le plan interne, d'une part, la hausse accentuée des cours pétroliers a alourdi la facture pétrolière, et d'autre part, l'augmentation des prix des denrées alimentaires a fait grimper les prix sur le marché local, y compris ceux des produits locaux.

Au niveau des opérations financières, les flux entrants des administrations publiques et du secteur non bancaire ont conforté le solde malgré une sortie de capitaux de 141,04 millions de dollars du secteur bancaire. Ce contexte général a favorisé une accumulation de réserves officielles brutes de 170,51 millions de dollars et une balance globale positive de 98,19 millions de dollars EU.

IV.1- LA BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES

L'aggravation du déficit courant (315,46 millions de dollars) est principalement due à l'élargissement du déficit de la balance commerciale. Poussé par la montée des prix des produits pétroliers et les denrées alimentaires sur le marché international, le déficit commercial s'est creusé pour atteindre le niveau record de 1 617,01 millions de dollars. Le compte courant reste dominé par les transferts courants sans contrepartie qui ont couvert à plus de 81,2 % les importations de biens et à 59,6 % les importations de biens et services en 2008.

Graphique 13- Solde des Opérations courantes (en Millions de dollars EU)



LE SOLDE DES BIENS ET SERVICES

Le déficit des transactions sur biens et services résulte de la détérioration de celui des échanges de biens qui est passé de -1 511,7 millions de dollars ÉU en 2007 à -2 038 millions de dollars ÉU en 2008. L'accélération des cours du pétrole et des produits alimentaires dont le riz sur le marché international en est à l'origine. Le déficit des échanges de services est resté stable en 2008. Par ailleurs, ce résultat est lié au poids du solde du commerce extérieur dans la balance des biens et services (79,34 %). Ceci reste conforme au faible niveau de développement de l'économie haïtienne et traduit sa grande dépendance de l'extérieur pour satisfaire la demande interne de produits de base. Ces importations de biens sont majoritairement financées par des transferts courants qui représentent généralement des fonds destinés à couvrir des dépenses incompressibles.

Le taux d'ouverture de l'économie, désignant le niveau de dépendance de l'économie par rapport aux échanges extérieurs et mesuré par le ratio de la somme des exportations et importations de biens et services rapporté au Produit Intérieur Brut, a varié de 0,47 en 2007 à 0,50 en 2008. Le taux de couverture de l'économie, calculé par le ratio des exportations rapportées aux importations a considérablement baissé, soit de 23,26% en 2008 contre 32,27 % en 2007. Cette diminution s'explique par l'effet combiné de la chute de 6,11 % des exportations et de la progression de 30,23 % des importations à 2 107,2 millions de dollars ÉU.

LA BALANCE COMMERCIALE D'HAÏTI (TRANSACTION SUR BIENS)

La balance commerciale a accusé un déficit de 1 617,01 millions de dollars ÉU contre 1 096 millions en 2007, soit une détérioration de 47,6 %. Cette dégradation provient essentiellement de la hausse des importations comparativement à une contraction des exportations au cours de l'exercice.

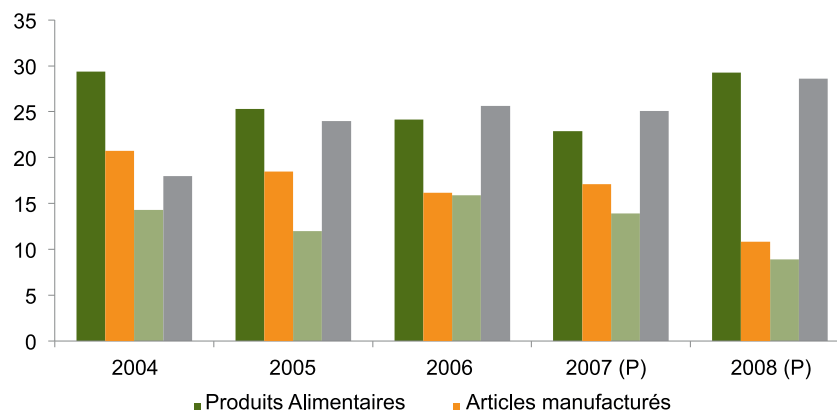
Cette méforme au niveau du commerce extérieur montre que le pays n'a pas encore bénéficié pleinement des avantages attendus de la loi HOPE. A la baisse des exportations est associé le retard mis par les opérateurs dans l'industrie d'assemblage à se conformer aux nouvelles exigences des donneurs d'ordre étrangers. Entre autres difficultés, le secteur a aussi expérimenté des retards dans la livraison des intrants.

LES IMPORTATIONS DE MARCHANDISES

La croissance de 30,2 % enregistrée au niveau de la valeur des importations reflète globalement le comportement des produits pétroliers et des produits alimentaires qui ont augmenté respectivement de 48 % et de 67 %. Les variations observées au niveau de ces deux catégories de produits représentent l'essentiel de la hausse des importations totales et sont expliquées par la hausse considérable des cours mondiaux du pétrole et des denrées alimentaires.

Les deux autres groupes de produits les plus importants à savoir les «Machines et matériel de transport » et les «Articles manufacturés» ont connu des variations moins significatives. Le groupe machinerie a reculé de 16,5 % en 2008. Le groupe articles manufacturés a évolué en dents de scie au cours des trois dernières années pour atteindre le niveau le plus bas, soit 227,7 millions de dollars ÉU, soit une contraction de 17,6 % par rapport à l'an passé. Pour les cinq dernières années, les parts relatives des principaux produits d'importation ont évolué tel que décrit par le graphique suivant:

**Graphique 14- Part relative des principales importations
(En pourcentage du total)**



LES EXPORTATIONS DE MARCHANDISES

Les exportations en valeur ont enregistré une baisse de 6,1 % par rapport à l'exercice antérieur. Ce recul est dû à un ralentissement de la demande de textile aux États-Unis d'Amérique pendant la période sous étude. Les articles de vêtement exportés par les industries de la sous-traitance vers les États-Unis ont représenté 86,3 % des exportations totales d'Haïti. Les exportations traditionnelles constituées de café, cacao, mangues, huiles essentielles, langoustes et autres produits primaires ont amélioré leur performance affichant une valeur de 44,81 millions de dollars EU contre 34,47 millions de dollars EU pour l'exercice précédent. Les exportations de café ont progressé au cours de l'exercice mais génèrent moins de devises que celles du cacao qui, avec une croissance de 17,8 %, ont atteint 7,27 millions de dollars de recettes. Malgré une reprise tardive des exportations en 2008, les exportations de mangues ont crû de 26,1 %. Après avoir été suspendues en 2007 à plusieurs reprises pour manque de conformité aux normes phytosanitaires, ces exportations ont connu un regain pour se situer autour de 10 millions de dollars.

Au niveau des exportations traditionnelles, les valeurs les plus significatives ont été réalisées dans les huiles essentielles avec une augmentation de 37,3 % pour un montant d'exportations de 18,01 millions de dollars EU.

**Graphique 15- Part relative des principales exportations
(En pourcentage du total)**



LES TRANSACTIONS SUR SERVICE

Les exportations de services constituées majoritairement par les dépenses des touristes dans l'économie ont accusé une hausse de 32,83 % en 2008. En effet, le nombre de visiteurs arrivant au pays a augmenté de 39,29 %, passant de 168 000 à 234 000 en 2008. Cette amélioration des flux entrants du poste de voyage a permis d'obtenir une très faible progression du solde du compte Services, soit de 1 %. Quant aux importations de services, elles ont connu une progression de 13,30 %. Avec un poids de 62,61 % dans le compte Service, le transport constitué du fret et des dépenses de billets a crû de 20,57 %. Le fret a évolué dans le même sens que les importations de marchandises tandis que la hausse des prix des billets d'avion et du nombre de voyageurs laissant le pays explique la montée des dépenses des résidents.

LES TRANSFERTS COURANTS

Les flux entrants de transferts courants, constitués principalement par les envois de fonds des travailleurs haïtiens émigrés ont crû de 12,74 %. Les dons totalisant un montant de 458,25 millions de dollars ÉU ont progressé de 16,9 %. Les transferts vers l'étranger ont totalisé 117,08 millions de dollars ÉU pour l'exercice 2008 contre 96,41 millions de dollars en 2007.

LE SOLDE DES REVENUS

Les flux nets de revenus sont excédentaires de 11,59 millions de dollars, suite à l'enregistrement des flux entrants constitués par les intérêts versés aux banques commerciales et à la Banque Centrale sur leurs placements à l'extérieur. Les paiements de revenus au titre des intérêts versés sur la dette publique ont totalisé 18,66 millions de dollars ÉU en 2008 contre 21,56 millions de dollars en 2007.

IV.2- LES MOUVEMENTS DE CAPITAUX

LE COMPTE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Le compte d'opérations financières s'est soldé par une entrée nette de capitaux de 261,32 millions de dollars ÉU, malgré une forte sortie de capitaux du secteur bancaire. Cette progression marquée provient essentiellement de fonds bénéficiés au titre de l'accord PETROCARIBE et de l'augmentation des concours de la BID à titre de financement de projets.

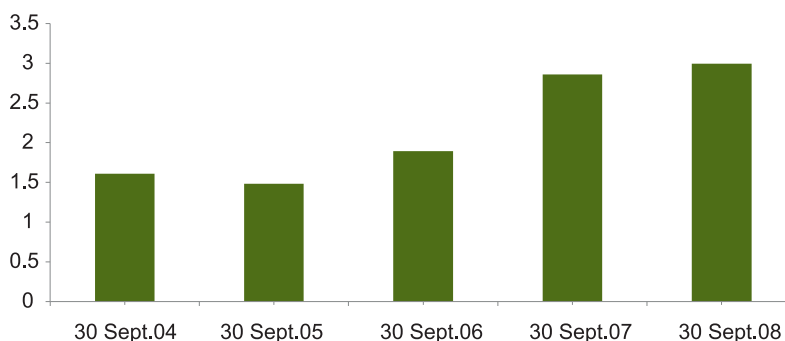
LES INVESTISSEMENT DIRECTS ETRANGERS

Au cours de l'exercice fiscal, les flux des investissements directs ont été de 29,80 millions de dollars ÉU, montant nettement inférieur au niveau exceptionnel de l'année 2006 qui a vu l'arrivée de nouveaux opérateurs dans le secteur des télécommunications.

LES RÉSERVES BRUTES

Les réserves officielles brutes ont accumulé plus de 170,51 millions de dollars ÉU au cours de l'année 2008. Le financement net en provenance du FMI a été évalué à 51 millions de dollars ÉU. A la fin de septembre 2008, les réserves brutes correspondent à 2,8 mois d'importations.

Graphique 16- Réserves brutes en mois d'importations

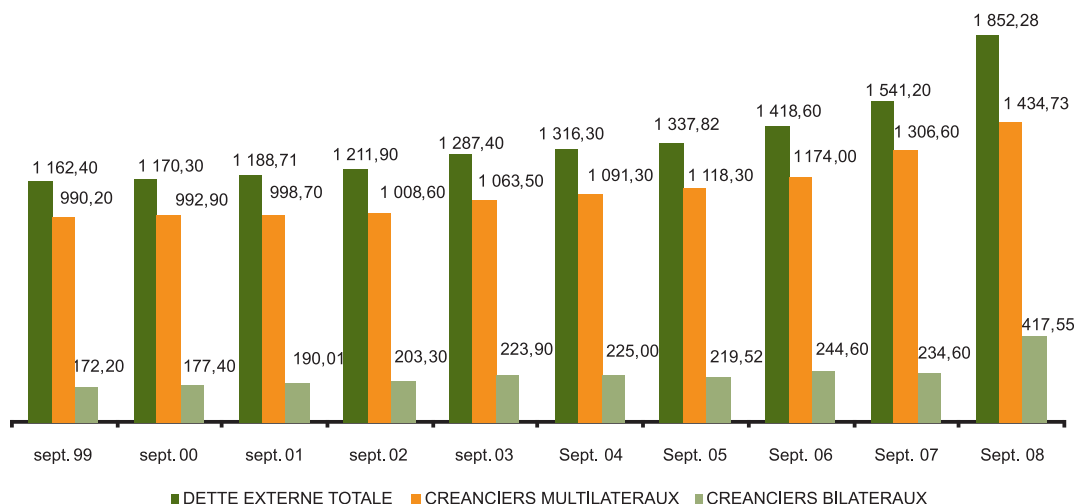


V- LA DETTE PUBLIQUE EXTERNE

V.1- L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERNE

L'encours de la dette publique externe a progressé de 20,18 % pour atteindre 1,9 milliard de dollars ÉU en septembre 2008. Cet accroissement est essentiellement imputable aux décaissements nets positifs enregistrés au cours de cette période. Rapporté au PIB, il s'élevait à 26,83 % en septembre 2008 contre 25,55 % en 2007.

**Graphique 17- Encours de la Dette Publique Externe
(en millions de dollar EU).**



V.1.1- LES CRÉANCES BILATÉRALES

Les créances bilatérales représentaient 22,5 % de la dette externe à la fin de l'exercice 2008. Elles ont donc augmenté de 77,9 % par rapport à 2007, pour se chiffrer à 417,55 millions de dollars ÉU. Cette augmentation s'explique par les nouveaux financements obtenus du Venezuela en vertu de l'accord Petro Caribe, d'un nouveau prêt octroyé par la Chine et des rééchelonnements de dette de certains créanciers bilatéraux.

Parmi les principaux créanciers bilatéraux figurent le Venezuela, la Chine, la France, l'Italie, et l'Espagne avec des parts respectives de 32,3 %; 22 %; 18,5 %; 14,1 % et 9,5 % suivent les Etats-Unis avec 3,1 % et le Canada 0,5 %.

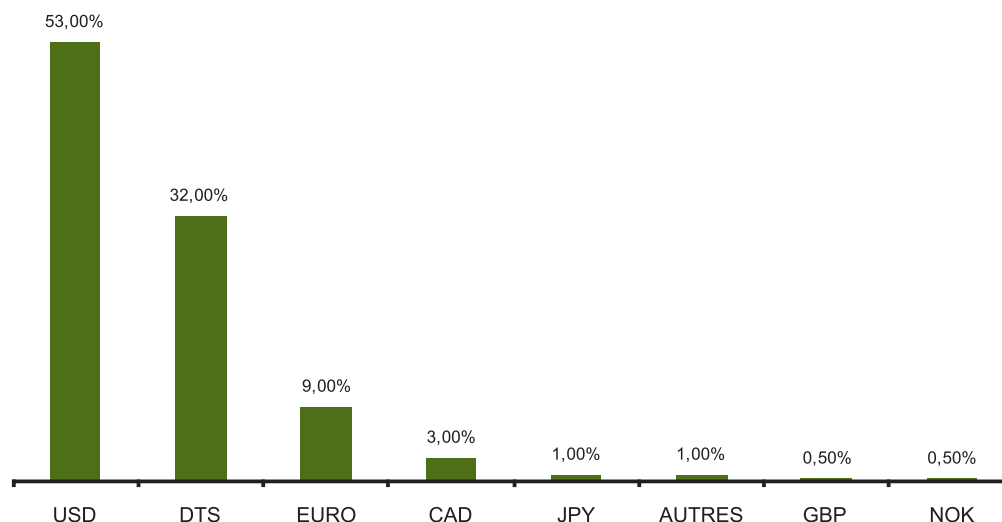
V.1.2- LES CRÉANCES MULTILATÉRALES

Le stock de la dette envers les multilatéraux a augmenté de 9,8 %, passant de 1 306,6 millions de dollars ÉU en 2007 à 1 434,9 millions de dollars ÉU en 2008 alors que son poids par rapport à l'encours total a diminué affichant 77,5 % à la fin de l'exercice 2008 contre 84,78 % en 2007. Cette diminution résulte du fait que le poids des bilatéraux dans l'encours total a augmenté. Toutefois, la structure de la dette publique externe d'Haïti confirme la prépondérance des créances multilatérales dans le portefeuille total. La Banque Interaméricaine de Développement (BID) avec 41,8 % et le groupe de la Banque Mondiale avec 27,7 %, sont les principaux créanciers du pays, les autres dont notamment le Fonds Monétaire International (FMI), et FIDA, partagent 8 % de l'encours total.

V.1.3- LA COMPOSITION DE L'ENCOURS EN DEVISES

Au 30 septembre 2008, le portefeuille de la dette publique externe est libellé en dollars à 53 %, en Droits de Tirage Spéciaux à 32 %, en d'autres devises à 15 %. Le DTS, déterminé à partir d'un panier de monnaies majeures largement utilisées pour le commerce international et les marchés financiers, est lui-même constitué en dollar qui intervient pour 45 %, aux côtés de l'Euro (29 %), le Yen (15 %) et la livre sterling (11 %).

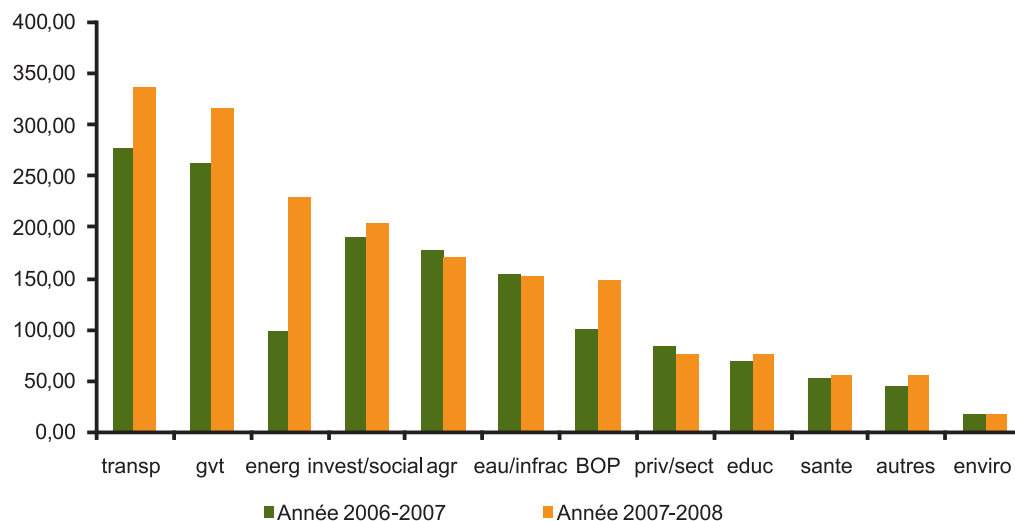
Graphique 18- Structure du Portefeuille de la dette externe par devises



V.1.4- RÉPARTITION DE L'ENCOURS PAR SECTEUR ÉCONOMIQUE

La répartition de l'encours par secteur économique fait ressortir une structure graphique à peu près semblable à celle de l'année fiscale 2006-2007. Elle montre l'importance des secteurs : Transport, Gouvernement, Energie, Investissement Social, Agriculture, Eau et Infrastructure et la Balance des paiements dans la répartition des ressources obtenues par voie d'endettement tout en mettant l'accent sur une nette augmentation de la dette relative au secteur de l'énergie. Ces secteurs ont mobilisé un peu plus de 84 % de la dette accumulée à la fin de septembre 2008. Les autres secteurs comme l'Education, la Santé, le Secteur privé et l'Environnement ne partagent que 16 % de la dette.

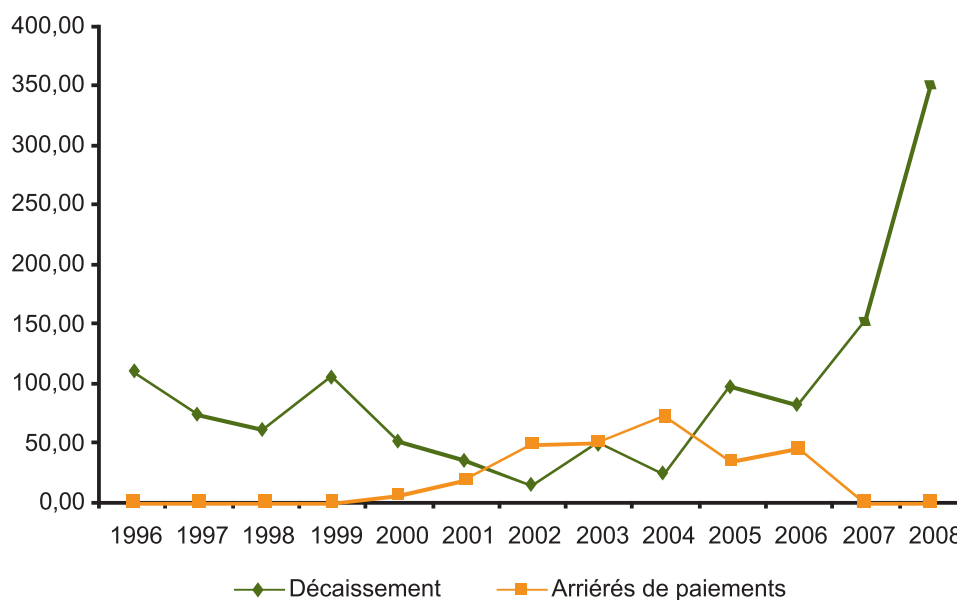
Graphique 19-Répartition de la dette externe par Secteur d'activité économique



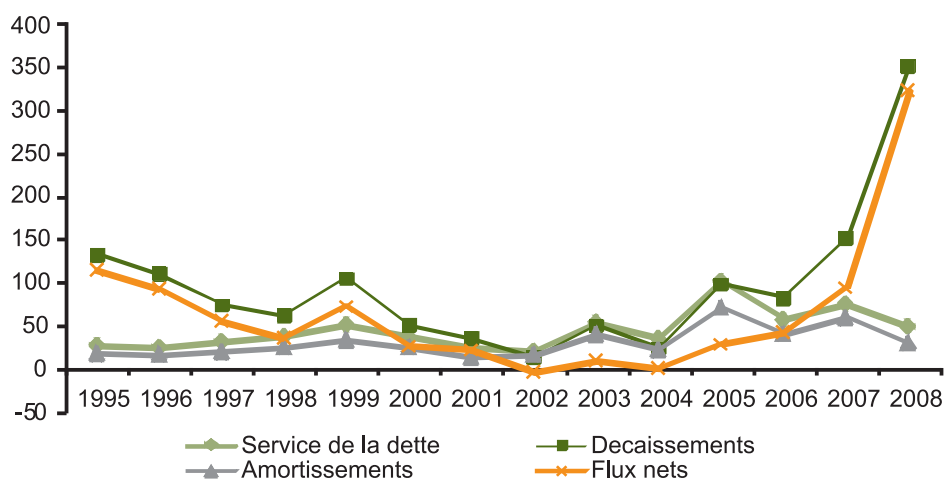
V.2- DÉCAISSEMENTS, SERVICE DE LA DETTE ET ARRIÉRÉS DE PAIEMENTS

Les décaissements totaux sur les prêts pour l'exercice 2007-2008 ont plus que doublé par rapport à l'année précédente pour atteindre 352,37 millions de dollars ÉU. A noter que comparativement à l'exercice fiscal 2006-2007 où le support des créanciers bilatéraux a surtout porté sur les dons, cette année il y a eu un pourcentage élevé de décaissement de leur part. En effet, du montant total décaissé les bilatéraux occupent un pourcentage de 52,5 % contre 47,5 % des institutions multilatérales. Les décaissements ont été au profit des secteurs : Energie (38 %) Transport (21 %) Balance des Paiements (14 %) et les autres secteurs se sont partagés les 27 % restants. Parallèlement, au titre du service de la dette, le Trésor Public a versé 49,24 millions de dollars ÉU pour honorer les obligations de la dette publique externe. La Banque Interaméricaine de Développement s'est vue rembourser 49 %, suivi du groupe de la Banque mondiale 36 %. Les autres ont bénéficié des 15 % restants.

Graphique 20- Evolution comparée des décaissements et des arriérés de paiement



Graphique 21-Evolution des décaissements, des amortissements, du service de la dette et des flux nets (en millions de dollars ÉU)



Rapporté à la valeur des exportations, le service de la dette représente 10,36 % en 2007-2008, contre 14,32 % en 2006-2007 en raison des effets conjugués de la baisse du service de la dette et des exportations. Le ratio du service de la dette/décaissements, de son côté est passé de 49,36 % à 13,99 % pour l'année fiscale 2007-2008 vu la croissance plus forte des décaissements par rapport au service de la dette qui se trouve baisser après les allègements reçus.

V.3- ÉTAT D'AVANCEMENT DE L'ALLÈGEMENT PPTE

Haïti, dans le cadre de l'initiative PPTE, a bénéficié d'un allègement de 22,8 millions de dollars ÉU, soit 18,6 millions de dollars ÉU en réduction du service de la dette et 4,2 millions de dollars ÉU de rééchelonnement pour l'année fiscale 2007-2008.

Tableau 4- L'allègement de la dette reçu pour l'année fiscale 2007-2008 (En millions de dollars ÉU)

	Bilatéraux	Multilatéraux	Total
Réduction/Serv. Dette	4.2	14.4	18.6
Rééchelonnement/Service dette	4.2	0.0	4.2
Total	8.4	14.4	22.8

Source : BRH/DAI-Dette externe

LE POINT D'ACHÈVEMENT

L'atteinte du point d'achèvement est prévue en juin 2009. A cette date, le pays sera admissible à de nouveaux allègements qui porteront sur un montant substantiel de l'encours de la dette envers des créanciers multilatéraux. L'annulation au titre de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM) portera sur un montant approximatif d'un milliard de dollars ÉU et concerne principalement la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et la Banque Mondiale.

B- ÉVOLUTION DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2008

Au terme de l'exercice 2008, suite à l'enchaînement d'événements et de situations défavorables, le système bancaire a réalisé un résultat net inférieur de 10,5 MG à celui de 2007. Suite aux changements survenus dans le nombre de banques commerciales, le système a progressé faiblement. Le repli des indicateurs de rentabilité, le ROA et le ROE de 0,27 % et 6,17 % respectivement, témoigne d'une baisse de la profitabilité du système. Ce résultat moins probant que l'exercice antérieur est la conséquence immédiate d'une augmentation plus significative des dépenses d'exploitation et des charges fiscales que celle du produit net bancaire.

En 2008, l'actif bancaire a connu sa plus forte croissance depuis 2004, soit 25,75 %. Il a doublé au cours de ces cinq dernières années, franchissant le seuil de 100 milliards de gourdes. Au 30 septembre 2008, cette croissance marquée de l'actif a été financée à hauteur de 84,47 % par les dépôts et de 6,49 % par l'Avoir des actionnaires. Cette performance non contrebalancée par celle des fonds propres a entraîné une détérioration de l'assise financière.

Dans l'ensemble, le système a été imprégné par une meilleure intermédiation bancaire. Le relèvement des taux sur les bons s'est répercuté particulièrement dans les dépôts qui ont enregistré leur plus forte augmentation en cinq ans de 28 %, enclenchée par celle de 63 % des dépôts à vue. La baisse du taux d'improductifs de 29 points de base et celle du taux de couverture de 19,26 % permettent d'attester d'un système moins exposé au risque de crédit et d'une meilleure qualité de l'actif.

Le degré de concentration du système bancaire (10 banques au total) s'est renforcé en 2008 au niveau de tous les segments de marché. Les trois principaux établissements bancaires détiennent à la fin de l'exercice plus de 80 % des actifs et des dépôts totaux du système. Parallèlement, le ralentissement observé dans le cadre de l'expansion du réseau bancaire durant les deux derniers exercices s'est poursuivi; seulement quatre nouvelles succursales et un nouveau guichet ont été ouverts et mis en opération.

En ce qui concerne les activités bancaires, le total de l'actif du système s'est accru de 15,8 % en glissement annuel, dont 54,7 % représente les actifs en devises convertis en gourdes. Au passif, une progression significative de plus de 26 % a été enregistrée, propulsée par celle de près de 50 % des obligations à terme. Par ailleurs, la politique monétaire restrictive de la BRH depuis avril n'a pas entraîné une baisse de l'encours des bons, dont les revenus d'intérêt ont décliné de 50,21 %.

VI- LE SYSTÈME BANCAIRE : VUE D'ENSEMBLE

Au 30 septembre 2008, l'actif du système bancaire se chiffre à 100,30 milliards de gourdes, soit une hausse de 25,75 % (+20,54 milliards de gourdes) par rapport à la fin du précédent exercice. Le taux de dollarisation de l'actif bancaire, renforcé de 5,75 points de pourcentage en 2008, s'est fixé à 54,75 %. En effet, sous l'impulsion d'une légère appréciation du dollar américain par rapport à la gourde (le taux de change est passé de 39,1292 HTG/USD en septembre 2007 à 39,9535 HTG/USD en septembre 2008), une plus grande croissance des actifs libellés en devises convertis (40,51 %) que celle du volume d'actifs en dollars américains (37,61 %) a été enregistrée pour la période. Les actifs en gourdes ont crû de 11,57 % (+4,71 milliards de gourdes), à 45,39 milliards de gourdes à la fin de l'exercice.

L'activité bancaire s'est encore intensifiée en 2008. En effet, à la fin de l'exercice, le volume des dépôts totaux captés a progressé de 28,31 %, à 84,72 milliards de gourdes représentant 84,46 % de l'actif bancaire. Il en est de même du portefeuille de crédit brut, chiffré à 31,19 milliards de gourdes par suite d'une variation à la hausse de 26,42 %. En outre, la qualité du portefeuille s'est améliorée, favorisant la baisse des provisions constituées pour pallier le risque de crédit. En effet, le taux d'improductifs est passé de 9,98 % à 9,69 % tandis que le taux de couverture a chuté de 19,26 points de pourcentage, passant de 85,54 % en septembre 2007 à 66,28 % en septembre 2008.

En nette décélération depuis 2006, l'encours des Bons BRH, a crû de 4,31 % en 2008 (contre une croissance de 17,24 % en 2007) pour s'établir à 9,40 milliards de gourdes. Les taux accordés sur ces bons ont fléchi au cours de l'exercice (les taux sur les bons à échéance de 7, 28 et 91 jours ont baissé respectivement de 0,5 ; 1,49 et 0,80 points de pourcentage par rapport à septembre 2007). Ainsi, en dépit de l'augmentation de leur encours (+388,36 millions de gourdes), ces titres ont généré des revenus d'intérêt en baisse de 50,21 % (-590,46 millions de gourdes) par rapport à l'exercice précédent. L'appréciation de 4,63 % des revenus d'intérêts sur prêts à la faveur de faciliter par l'amélioration de la qualité du portefeuille de crédit, de la baisse de 34,03 % des dépenses d'intérêt et de la progression de 26,49 % des autres revenus, a permis au

système de renforcer son Produit Net Bancaire (P.N.B) de 10,32 % qui s'établit à 6,42 milliards de gourdes en fin d'exercice. Cependant, à cause de l'augmentation des dépenses d'exploitation de 10,77 % et de celle des charges fiscales de 13,72 %, le bénéfice net enregistré en 2008 a reculé de 0,82 % pour se fixer à 1,27 milliards de gourdes (contre 1,28 milliards en septembre 2007). Cette baisse de performance a occasionné un repli du ROA et ROE respectivement de 27 points de base et de 6,17 points de pourcentage.

A la fin de l'exercice 2008, les fonds propres comptables du système bancaire se trouvent plus exposés au risque de crédit du fait que le taux d'exposition a plus que doublé, pour s'établir à 15,64 %. En outre, la plus forte croissance de l'actif (25,75 %) par rapport à celle des fonds propres (16,57 %) a affecté négativement l'assise financière du système. En effet, le ratio « Avoir des actionnaires en % de l'actif » a perdu 52 points de base pour terminer l'exercice à 6,49 %.

Tableau 5- Indicateurs financiers clés au 30 septembre 2008 (MG)

(en millions de gourdes)	2008	2007	2006	2005	2004
BILAN					
Actif	100 304,61	79 764,26	72 519,41	65 810,65	55 931,02
Bons BRH	9 396,74	9 008,38	7 683,51	5 527,10	3 543,78
Prêts nets	29 183,84	22 564,58	20 486,60	20 724,02	17 059,24
Dépôts	84 724,66	66 030,67	61 311,22	56 771,15	48 057,16
Avoir des actionnaires	6 514,29	5 588,50	3 840,37	3 296,08	2 947,50
RÉSULTATS					
Revenus nets d'intérêt	4 736,39	3 643,21	2 511,28	2 517,87	2 732,66
Autres revenus	2 749,27	2 173,54	1 788,41	1 790,25	1 400,70
Dotation à la Prov. pour Créances douteuses	157,39	38,48	297,61	298,51	299,04
Frais d'exploitation	4 704,24	4 246,98	3 461,68	3 469,97	3 303,28
Bénéfice net (perte nette)	1 268,61	1 279,10	1 219,33	398,80	428,81
STRUCTURE FINANCIÈRE					
Avoir des actionnaires en % de l'actif	6,49	7,01	5,30	5,01	5,27
Dépôts en % de l'actif	84,47	82,78	84,54	86,26	85,92
QUALITÉ DE L'ACTIF					
Prêts improductifs bruts en % des prêts bruts	9,69	9,98	11,14	12,38	6,92
Provisions pour créances douteuses en % des prêts improductifs bruts	66,28	85,54	89,32	49,09	88,94
Prêts improductifs nets en % de l'actif	15,64	6,37	7,05	42,19	4,72
RENTABILITÉ					
Rendement de l'actif (ROA)	1,41	1,68	1,76	0,66	0,80
Rendement de l'actif des actionnaires (ROE)	20,96	27,13	34,17	12,77	15,10
Revenus nets d'int. en % des revenus d'intérêt	77,44	69,22	72,24	71,83	55,11
Rendement moyen des prêts	12,64	14,23	14,01	1,78	19,74
Rémunération moyenne des dépôts	1,42	2,54	2,30	1,88	4,89
Dépenses d'exploitation en % du produit bancaire	73,31	73,01	70,66	80,54	79,92
Produit net bancaire par employé (en milliers de gourdes)	1 654,55(*)	1 489,20	1 462,78	1 153,75	1 209,12
Nombre d'employés	3 888,00(*)	4 063,00	3 749,00	3 936,00	3 532,00

Source : BRH / Direction de la supervision des banques et des institutions financières
a) Dépôts moyens de la période, y compris les dépôts à vue. (*) Données au 30 juin 2008.

VI.1- LE SYSTEME BANCAIRE: ÉTABLISSEMENTS ET ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

ÉTABLISSEMENTS

Au terme de l'exercice fiscal 2008, le statu quo est maintenu quant au nombre d'établissements bancaires composant le système. Les dix (10) établissements évoluant en Haïti, dépendant de leurs activités principales et de leurs sources de capitaux, peuvent être classifiés comme suit : deux (2) banques commerciales d'État, deux (2) succursales de banques étrangères, six (6) banques à capitaux privés haïtiens dont cinq (5) banques commerciales une (1) banque d'Épargne et de Logement.

Tableau 6- Établissements bancaires fonctionnant en Haïti
(au 30 septembre 2008)

Banques commerciales d'État	Banque Nationale de Crédit (BNC) Banque Populaire Haïtienne (BPH)
Succursales de banques commerciales étrangères	Bank of Nova Scotia (Scotiabank) Citibank N.A. (CBNA)
Banques commerciales à capitaux privés haïtiens	Société Générale Haïtienne de Banque (Sogebank) Unibank Capital Bank Banque de l'Union Haïtienne (BUH) Banque Industrielle et Commerciale d'Haïti (BICH)
Banques d'épargne et de logement à capitaux privés haïtiens	Société Générale Haïtienne de Banque d'Épargne et de Logement (Sogebel)

Source : BRH / Direction de la supervision des banques et des institutions financières

ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

Depuis l'absorption des réseaux de l'ex-Promobank et de l'ex-Socabank respectivement par la Sogebank et la BNC, la BRH n'a pas eu à traiter beaucoup de requêtes d'ouverture de succursales. Ainsi, pour l'exercice 2008, elle a autorisé seulement l'ouverture de deux nouvelles succursales (contre 3 en 2007) et de deux nouveaux guichets (contre 5 en 2007). D'une manière générale, le réseau bancaire s'est agrandi de cinq unités de services : deux à Port-au-Prince (une succursale et un guichet) et trois au niveau des villes de provinces. A la fin de l'exercice 2008, 169 unités de service desservent la population haïtienne (contre 164 en septembre 2007) dont 59 dans les villes de provinces.

Tableau 7- Nombre de succursales et agences autorisées

	2008	2007	2006	2005	2004
Succursales et agences autorisées	+4	+8	0	+1	+6

Source : BRH / Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Tableau 8- Évolution du nombre de succursales autorisées par établissement bancaire

Établissements	2008			2007			Variation ^d		
	Nombre de succursales et agences autorisées ^a			Nombre de succursales et agences autorisées ^a					
	P-AU-P environs ^b	&	Villes de province	P-AU-P environs ^b	&	Villes de province	P-AU-P environs ^b	&	Villes de province
BICH	1		0	1		0	-		-
BNC	19		18	19		18	-		-
BPH	5		0	5		0	-		-
BUH	5		7	5		7	-		-
Capital Bank	10		4	10		3	-		+1
Citibank	1		0	1		0	-		-
Scotiabank	4		0	4		0	-		-
Sogebank	32		14	32		12	-		+2
Sogebel	3		0	3		0	-		-
Unibank	30		16	28		16	+2		-
Total	110		59	108		56	+2		+3

Source : BRH / Direction de la supervision des banques et des institutions financières

- a) Par agence, on entend une unité qui offre des services bancaires limités et qui ne jouit pas d'une autonomie de fonctionnement.
- b) Englobe la ville de Port-au-Prince et les régions périphériques: Pétion-ville, Laboule, Delmas, Carrefour, la Plaine du Cul-de-sac et Croix-des-bouquets. Au cours de l'exercice, la BRH n'a reçu aucune demande formelle d'agrément pour l'octroi de licence en vue de l'intégration d'une nouvelle banque sur le marché.

VI.2- STRUCTURE DU SYSTEME BANCAIRE

La tendance à la forte concentration observée depuis plusieurs années au niveau du système bancaire s'est encore maintenue en 2008. L'indice de concentration Herfindhal-Hirschman ainsi que le renforcement du poids des trois principaux établissements bancaires au niveau de tous les segments de marché traduisent cette réalité.

POIDS DES TROIS PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES

A la fin de l'exercice 2007-2008, les parts de marché des trois principales banques du système en terme d'actifs possédés, de prêts accordés et de dépôts totaux captés ont respectivement progressé de 2,53; 2,06 et 1,69 points de pourcentage pour s'établir respectivement à 80,96 %; 71,39 % et 81,78 %. Du côté des dépôts en dollars américains, ces trois leaders occupent une part plus alléchante : à eux seuls, ils ont capté 81,94 % des dépôts libellés en devises américaines contre 79,45 % à la fin du précédent exercice.

Tableau 9- Poids des principaux établissements bancaires au 30 septembre 2008 (en %)

	Actif Total	Portefeuille de prêts	Dépôts Totaux	Dépôts en dollars EU
2008 (10 établissements)				
Les trois premiers établissements	80,96	71,39	81,78	81,94
2007 (10 établissements)				
Les trois premiers établissements	78,43	69,33	80,09	79,45
Variation 2008/2007				
Les trois premiers établissements	2,53	2,06	1,69	2,49

Source : BRH / Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Le poids des deux banques d'Etat dans l'actif du système s'est consolidé d'exercice en exercice depuis tantôt cinq ans. Avec une augmentation de 4,31 points de pourcentage par rapport à septembre 2007, leur part de marché en terme d'actif (22,22 %) affiche la meilleure progression pour l'exercice. Les cinq (5) banques commerciales à capitaux privés haïtiens, possédant 67,82 % de l'actif du système en septembre 2008, ont perdu 3 points de pourcentage sur leur part de marché. Il en est de même pour la Sogebel, seule banque d'épargne et de logement du système, et les deux succursales de banques étrangères qui ont vu leur part d'actif passer respectivement à 3,33 % et 6,63 % (contre 3,42 % et 7,84 % en septembre 2007).

Sur les trois autres segments de marché (portefeuille de prêts, dépôts totaux et dépôts en dollars EU), les cinq (5) banques commerciales privées haïtiennes ont également perdu des parts de marché. Au 30 septembre 2008, elles ont octroyé 64,23 % des prêts, capté 68,92 % des dépôts totaux ainsi que 69,37 % des dépôts libellés en devises (contre respectivement 64,67 % ; 74,34 % et 78,98 % en septembre 2007). A l'inverse, les deux banques d'Etat ont progressé respectivement de 2,62 ; 5,71 et 10,46 points de pourcentage sur ces mêmes segments de marché. Leur part de marché en termes de dépôts en dollars américains captés a plus que doublé, passant de 10,34 % en 2007 à 20,80 % en 2008.

Les parts de marché des deux (2) succursales de banques étrangères ont baissé à tous les niveaux. La Sogebel a surtout renforcé sa position sur le marché du crédit où ses parts détenues ont crû de 11 points de base pour s'établir à 4,73 %.

Tableau 10- Poids des différentes catégories d'établissements bancaires au 30 septembre (en %)

Catégories de banques	Actif Total	Portefeuille de prêts	Dépôts Totaux	Dépôts en dollars EU
2008				
5 Banques commerciales privées haïtiennes	67,82	64,23	68,92	69,37
2 Succursales de banques étrangères	6,63	12,07	5,99	5,67
2 Banques d'État	22,22	18,97	22,09	20,80
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	3,33	4,73	3,00	4,16
Le système bancaire hormis BRH	100	100	100	100
2007				
5 Banques commerciales privées haïtiennes	70,82	64,67	74,34	78,98
2 Succursales de banques étrangères	7,84	14,36	6,29	6,47
2 Banques d'État	17,91	16,35	16,38	10,34
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	3,42	4,62	2,99	4,22
Le système bancaire hormis BRH	100	100	100	100
2006				
6 Banques commerciales privées haïtiennes	77,64	75,49	80,03	82,1
2 Succursales de banques étrangères	7,85	12,90	7,80	8,92
2 Banques d'État	11,64	7,25	10,21	5,17
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	3,15	4,31	2,85	3,80
Le système bancaire hormis BRH	100	100	100	100,
2005				
7 Banques commerciales privées haïtiennes	77,4	76,6	80,2	84,2
2 Succursales de banques étrangères	7,9	11,2	7,5	7,8
2 Banques d'État	10,9	6,9	9,1	3,9
2 Banques d'épargne et de logement privées haïtiennes	3,8	5,3	3,2	4,1
Le système bancaire hormis BRH	100	100	100	100
2004				
7 Banques commerciales privées haïtiennes	77,0	80,4	80,0	84,9
2 Succursales de banques étrangères	7,8	10,2	6,8	5,9
2 Banques d'État	10,2	5,0	8,6	3,8
2 Banques d'épargne et de logement privées haïtiennes	5,0	4,4	4,6	5,4
Le système bancaire hormis BRH	100	100	100	100

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

INDICATEUR DE CONCENTRATION HERFINDHAL-HIRSCHMAN

Quoique en baisse sur les segments des dépôts totaux et des dépôts en devises américaines par rapport à sa valeur en septembre 2007, l'indice de concentration Herfindhal-Hirschman témoigne d'une forte concentration du secteur bancaire haïtien sur tous les segments de marché pour l'exercice 2008. La baisse la plus significative du degré de concentration s'est manifestée au niveau du marché des dépôts en dollars américains où l'indice a diminué de 245,98 bien que le système reste le plus fortement concentré au niveau de ce marché avec une valeur de 2 392,83 pour l'indice.

Tableau 11 - Indicateur de concentration Herfindhal-Hirschman au 30 septembre

	Actif total	Portefeuille de prêts	Dépôts Totaux	Dépôts EU
2008	2 307,90	1 923,86	2 356,98	2 392,83
2007	2 283,94	1 897,70	2 428,34	2 638,81
2006	2 122,23	1 797,62	2 266,63	2 463,09
2005	1 760,10	1 501,90	1 863,20	2 150,90
2004	1 627,10	1 477,20	1 744,80	2 027,30

Source : BRH / Direction de la supervision des banques et des institutions financières

VI.3- DISTRIBUTION DU CRÉDIT

Au cours de l'exercice 2008, les parts de crédit allouées aux secteurs d'activité «Electricité, Gaz et Eau», «Commerce de gros et de détail» et «Industries manufacturières» ont connu une hausse plus importante que celles des autres secteurs. Parallèlement, à la fin de juin 2008, l'encours des prêts à brève échéance a totalisé la moitié du portefeuille de crédit global du système bancaire.

RÉPARTITION DE L'ENCOURS DES PRÊTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Au terme du troisième trimestre de l'exercice 2008, le crédit bancaire est alloué à 76,25 % (contre 75,8 % en septembre 2007) aux quatre secteurs d'activité suivants: «Commerce de gros et de détail », « Services et autres », « Industries manufacturières » et «Immobilier résidentiel et commercial». Ce renforcement de leur part de crédit est surtout dû au poids plus important dans l'encours total de crédit dont bénéficient les secteurs « Commerce de gros et de détail » (29,36 % ; +0,56 point) et « Industries manufacturières » (14,91 % ; +0,51 point).

Contrairement à 2007, le secteur «Electricité, Gaz et Eau», avec une meilleure progression de sa part de crédit (5,31 % ; +3,01 points), a dépassé très largement le secteur «Transport, Entrepôt et Communication» (2,69 % ; -1,81 points) en terme de part de crédit bénéficiée. Le secteur «Agriculture, sylviculture et pêche», en dépit d'une augmentation de 174,10 % (+53,78 MG) du volume de crédit qui lui a été octroyé, jouit de la plus faible part du crédit bancaire total, soit 0,25 %.

Tableau 12- Répartition de l'encours des prêts par secteur d'activité au 30 juin
(en MG et en %)

Secteurs d'activité	2008		2007		Variation Point
	Montant ^a	%	Montant ^a	%	
Commerce de Gros et Détail	9,868.41	29.36%	7,723.11	28.8%	+0.56
Services et autres	6,595.11	19.62%	5,323.93	19.8%	-0.18
Industries manufacturières	5,012.30	14.91%	3,855.07	14.4%	+0.51
Prêts aux particuliers	3,165.21	9.42%	2,458.72	9.2%	+0.22
Immobilier résidentiel et commercial	4,155.30	12.36%	3,432.21	12.8%	-0.44
Transport, Entrepôt et Communication	903.07	2.69%	1,198.84	4.5%	-1.81
Bâtiments et travaux publics	2,042.49	6.08%	2,176.58	8.1%	-2.02
Électricité, Gaz et Eau	1,785.44	5.31%	630.35	2.3%	+3.01
Agriculture, Sylviculture et Pêche	84.67	0.25%	30.89	0.12%	+0.13
Total	33,612.00	100,0	24,761.37	100,0	

Source : BRH / Direction de la supervision des banques et des institutions financières

a: Comprend aussi des engagements hors-bilan

RÉPARTITION DE L'ENCOURS DES PRÊTS PAR TRANCHE

En 2008, 6,39 % des emprunteurs du système bénéficient d'environ 80 % de l'encours des prêts accordés. Comparativement à la fin de l'exercice antérieur, le poids des emprunteurs se regroupant dans la tranche de prêts à plus faible encours (75 000 à 249 999 gourdes) a augmenté de 22,33 points de pourcentage alors que celui des emprunteurs bénéficiant d'un prêt de 5 000 000 gourdes ou plus est en baisse de 3,44 points de pourcentage. Au terme du troisième trimestre, la majorité des emprunteurs, soit 65,25 % se sont fait octroyer des prêts dont l'encours varie entre 75 000 et moins de 500 000 gourdes. Cette tranche représente à cette date une très faible part du portefeuille de crédit global du système, soit 3,70 % (contre 1,86 % en 2007). Ainsi, malgré une augmentation de 77,48 % du nombre d'emprunteurs (13 196 en juin 2008 contre 7 218 en septembre 2007), l'encours total de crédit n'a crû que de 20,19 %, s'établissant à 27,74 milliards de gourdes au 30 juin 2008.

A la même date, le poids des emprunteurs est en baisse dans toutes les tranches de prêts par rapport à septembre 2007, sauf dans celle de 75 000 à moins de 500 000 gourdes. La tranche de prêts comprise entre 2 500 000 et moins de 5 000 000 gourdes contient le nombre le moins élevé d'emprunteurs (461), soit 3,49 % du total (contre 5,89 % en 2007) et bénéficie de 5,88 % (6,72 % en 2007) du crédit total, soit 1,63 milliard de gourdes.

Tableau 13- Répartition de l'encours des prêts par tranche au 30 juin
(prêts de 75 000 gourdes ou plus)

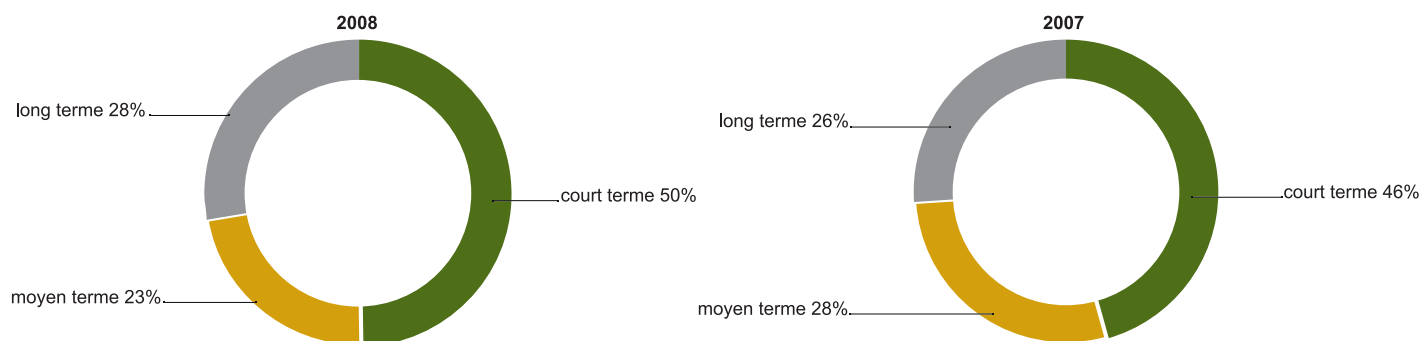
Tranches de prêts	Nombre d'emprunteurs	Nombre d'emprunteurs en %	Encours des prêts, en millions de gourdes	Encours des prêts, en %
2008				
75 000 à 249 999	8 611	65,25	1 027,54	3,70
250 000 à 499 999	1 359	10,30	481,83	1,74
500 000 à 999 999	1 039	7,87	734,89	2,65
1 000 000 à 2 499 999	883	6,69	1 412,00	5,09
2 500 000 à 4 999 999	461	3,49	1 630,61	5,88
5 000 000 ou plus	843	6,39	22 449,89	80,94
Total	13 196	100	27 736,76	100
2007				
75 000 à 249 999	3 191	42,92	429,80	1,86
250 000 à 499 999	1 277	17,18	446,60	1,94
500 000 à 999 999	983	13,22	693,58	3,00
1 000 000 à 2 499 999	815	10,96	1 285,66	5,57
2 500 000 à 4 999 999	438	5,89	1 550,71	6,72
5 000 000 ou plus	731	9,83	18 669,42	80,9
Total	7 435	100	23 075,77	100
2006				
75 000 à 249 999	3 263	45	426,11	2,00
250 000 à 499 999	1 248	17	447,90	2,10
500 000 à 999 999	853	12	598,27	2,80
1 000 000 à 2 499 999	743	10	1 185,09	5,60
2 500 000 à 4 999 999	422	6	1 509,94	7,10
5 000 000 ou plus	689	10	17 084,10	80,4
Total	7 218	100	21 251,41	100
2005				
75 000 à 249 999	3 330	46,65	431,76	2,13
250 000 à 499 999	1 101	15,43	395,93	1,96
500 000 à 999 999	861	12,07	618,65	3,18
1 000 000 à 2 499 999	764	10,7	1 228,95	6,05
2 500 000 à 4 999 999	382	5,35	1 367,59	6,84
5 000 000 ou plus	700	9,81	16 700,70	79,83
Total	7 138	100	20 743,60	100
2004				
75 000 à 249 999	2 780	43	379,67	3,24
250 000 à 499 999	1 123	17	400,44	3,41
500 000 à 999 999	874	14	623,16	4,89
1 000 000 à 2 499 999	764	12	1 215,46	8,98
2 500 000 à 4 999 999	326	5	1 147,97	9,07
5 000 000 ou plus	595	9	8 682, 2	68,13
Total	6 462	100	12 743, 7	100

Source : BRH / Direction de la supervision des banques et des institutions financières

RÉPARTITION DE L'ENCOURS DES PRÊTS PAR ÉCHÉANCE

Par rapport à l'exercice 2006-2007, le poids des prêts à court et à long terme a augmenté respectivement de 4 et de 2 points de pourcentage pour s'établir à 50 % et 28 % en juin 2008. Parallèlement, le poids des prêts à moyen terme s'est contracté de 3 points de pourcentage, passant de 28 % à 25 %.

Graphique 22- Répartition en pourcentage et selon l'échéance de l'encours des prêts de 75 000 gourdes ou plus (au 30 septembre)



RÉPARTITION DU NOMBRE DE PRÊTS PAR EMPRUNTEUR

Durant les cinq dernières années, le nombre de prêts octroyés par le secteur bancaire et le nombre d'emprunteurs a globalement évolué à la hausse. Par rapport à l'exercice précédent, le nombre de prêts (61 206) s'est accru de 57,73 % (+22 402 unités) et le nombre d'emprunteurs (13 306) de 75,70 % (+5 733 unités). Il en est résulté une légère baisse (-53 points de base) du ratio «nombre de prêts/emprunteur» qui a encore tourné encore autour de cinq (5) prêts par emprunteur en juin 2008.

Tableau 14- Répartition du nombre de prêts par emprunteur (au 30 juin)

	2008	2007	2006	2005	2004
Nombre de prêts	61 206	38 804	33 106	23 804	22 307
Nombre d'emprunteurs	13 306	7 573	7 218	7 138	6 462
Nombre de prêts/nombre d'emprunteurs	5	5	5	3	3

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

VI.4- PARTS DE MARCHÉ INDIVIDUELLES

Avec 30,56 % de l'actif du système bancaire, la Sogebank demeure le leader du secteur en dépit d'un recul de 2,19 points de pourcentage de ses parts en terme d'actif par rapport à septembre 2007. La baisse moins significative de 29 points de base des parts détenues par la Unibank, deuxième banque du secteur avec 29,54 % de l'actif, a occasionné du même coup la réduction de l'écart entre les deux premières banques du système (1,02 point de pourcentage en 2008 contre 3,50 points de pourcentage en septembre 2007).

La BNC conserve la troisième place avec 20,86 % de l'actif total du système tout en progressant de 4,43 points de pourcentage par rapport à 2007. Il en est de même pour la Capital Bank (4ème place), la Citibank (5ème place), la Scotiabank (8ème place) et la BPH (9ème place) qui ont toutefois perdu quelques points de base de leurs parts de marché. La Sogebel (6ème place) et la BUH (7ème place) détiennent respectivement 3,33 % et 3,05 % de l'actif total du système en septembre 2008.

**Tableau 15- Parts de marché et rang (Actif total et portefeuille de prêts bruts)
(au 30 septembre)**

	Actif Total						Prêts Bruts					
	2008		2007		2006		2008		2007		2006	
	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang
Sogebank	30,56	1	32,75	1	32,77	1	28,84	1	28,98	1	28,23	1
Unibank	29,54	2	29,25	2	30,65	2	25,65	2	25,97	2	25,84	2
Socabank	-	-	-	-	7,21	4	-	-	-	-	11,65	3
BNC	20,86	3	16,43	3	10,62	3	16,90	3	14,38	3	7,80	4
Promobank	-	-	-	-	-	5	-	-	-	-	-	5
Capital Bank	4,76	4	5,07	4	5,24	6	5,73	6	5,03	6	5,64	6
Citibank	3,64	5	4,78	5	5,18	7	6,29	4	7,89	4	7,80	4
BUH	3,05	7	3,75	6	4,16	8	4,01	8	4,69	7	3,77	10
Sogebel	3,33	6	3,42	7	3,26	9	4,73	7	4,12	8	4,34	8
Scotiabank	2,99	8	3,06	8	2,93	10	5,78	5	6,47	5	5,04	9
BPH	1,36	9	1,48	9	1,43	11	2,08	9	1,97	9	2,41	11
Socabel ^a	-	-	-	-	-	12	-	-	-	-	-	12
BICH	-	10	-	10	-	13	-	10	0,00	10	0,00	13
	100,00		100,00		100,00		100,00		100,00		100,00	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

a) La Socabel a démarré ses opérations en novembre 2001 ; elle a été absorbée par la Socabank en juin 2006.

Sur le marché du crédit, les six (6) premières banques ont conservé leur position dans le classement. En dépit d'une baisse de 14 points de base, la Sogebank arrive en tête (28,84 % des parts de marché). Suivent la Unibank (2ème place) et la BNC (3ème place) avec respectivement 25,65 % (-32 points de base) et 16,90 % (+2,52 points de pourcentage) de parts détenues. La Citibank (6,29 %) et la Scotiabank (5,78 %) occupent respectivement les quatrième et cinquième rangs. Après la Capital Bank (5,76 %; 6ème place), arrive la Sogebel (4,73 %) qui, à la faveur d'une faible amélioration de 61 points de base, a ravi la 7ème place à la BUH (4,01 %), reléguée à la 8ème.

Tableau 16- Parts de marché et rang Dépôts totaux et dépôts en dollars ÉU (au 30 septembre)

	Dépôts totaux						Dépôts en dollars ÉU					
	2008		2007		2006		2008		2007		2006	
	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang
Sogebank	31,88	1	34,85	1	33,59	1	31,53	1	36,48	1	33,86	2
Unibank	29,09	2	30,25	2	30,47	2	30,66	2	33,65	2	33,96	1
Socabank	-	-	-	-	6,50	3	-	-	-	-	5,60	3
BNC	20,81	3	14,99	3	8,97	4	19,75	3	9,32	3	4,34	8
Capital Bank	4,61	4	5,09	4	5,14	5	4,86	4	5,71	4	5,14	5
Promobank	-	-	-	-	-	6	-	-	-	-	-	6
BUH	3,34	6	4,15	5	4,33	8	2,31	7	3,14	7	3,00	9
Citibank	3,43	5	3,51	6	4,89	7	4,44	5	5,05	5	7,37	4
Scotiabank	3,43	8	2,78	8	2,91	9	1,22	8	1,42	8	1,55	10
Sogebel	2,56	7	2,99	7	2,85	10	4,16	6	4,22	6	3,80	7
BPH	1,28	9	1,39	9	1,24	11	1,05	9	1,02	9	0,83	11
Socabel ^a	-	-	-	-	-	12	-	-	-	-	-	12
BICH	0,00	10	0,00	10	0,00	13	0,00	10	0,00	10	0,00	13
	100,00		100,00		100,00		100,00		100,00		100,00	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

a) La Socabel a démarré ses opérations en novembre 2001 ; elle a été absorbée par la Socabank en juin 2006.

Les quatre premières banques sur le marché des dépôts totaux ont conservé leur place mais en perdant toutefois des parts de marché à l'exception de la BNC (+5,82 points de pourcentage). La BUH (-0,81 point; 3,34 % du marché) a perdu la 5ème place au profit de la Citibank (3,43 %). La Sogebel, la Scotiabank et la BPH ont maintenu leur 7ème, 8ème et 9ème rang au bas du classement.

Sur le segment des dépôts en dollars américains, toutes les banques gardent la même position occupée en 2007. La Sogebank, la Unibank et la BNC arrivent toujours en tête avec une part totale de 82,77 % des dépôts en devises captés. Toutefois, si les deux premières banques du système au niveau des dépôts en dollars ont perdu des parts de marché, la BNC, quant à elle, a nettement amélioré sa position (+10,43 points de pourcentage).

VII- LES ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2008

VII.1- ACTIVITÉS BANCAIRES

ÉVOLUTION DU BILAN

Cette année, l'actif du système présente un rythme de croissance accéléré (+15,8 points de pourcentage) par rapport à 2007. Évalué à 79 764,26 MG au 30 septembre 2007, l'actif a crû de 25,8 % (+20 540,4 MG) pour atteindre 100 304,6 MG en 2008. Les « Autres placements » ont connu une hausse significative de l'ordre de 44,9 % après s'être contractés en 2007 (-4,4 %). Les disponibilités (+26,6 %), les prêts nets (+29,3 %), les autres actifs (+22,3 %) et les Bons BRH (+4,3 %) ont continué d'évoluer à la hausse ; les Immobilisations nettes connaissent un recul de 3,6 %. Les actifs en devises converties ont valu plus de la moitié de l'encours total (54,75 %), contre 49 % l'année antérieure.

Tableau 17- Bilan du système bancaire au 30 septembre (en MG)

	2008	2007	2006	2005	2004
Disponibilités	35 518,60	28 066,54	25 141,47	162,99	22 453,87
Bons BRH	9 396,74	9 008,38	7 683,50	5 527,10	3 543,78
Autres placements	17 570,61	12 128,58	12 684,07	10 359,55	7 303,93
Prêts nets	29 183,84	22 564,57	20 486,58	20 724,02	17 059,24
Immobilisations nettes	4 266,68	4 425,36	4 305,41	3 409,02	2 810,29
Autres actifs	4 368,14	3 570,81	2 218,35	2 627,95	2 759,91
Actif total	100 304,61	79 764,26	72 519,40	65 810,64	55 931,02
Dépôts	84 724,66	66 030,66	61 311,22	56 771,14	48 057,16
Obligations à vue	3 542,63	4 242,33	2 798,77	2 923,43	2 881,06
Obligations à terme	2 534,54	1 692,29	1 311,33	1 531,73	1 038,02
Autres passifs	2 988,48	2 210,46	3 257,71	1 288,24	1 007,27
Passif total	93 790,32	74 175,76	68 679,03	62 514,63	52 983,52
Avoir des actionnaires	6 514,29	5 588,50	3 840,36	3 296,08	2 947,50
Passif et avoir des actionnaires	100 304,61	79 794,26	72 519,40	65 810,64	55 931,02

Source : BRH / Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Totalisant 93 790,32 MG, le passif du système accuse une hausse de 26,4 % (+19 614,56 MG) par rapport à l'exercice précédent, soit sa plus grande progression pendant les cinq dernières années. Cet accroissement est imputable aux obligations à terme qui ont crû de 49,8 %, aux autres passifs (35,2 %) et aux dépôts totaux (28,30 %). Les obligations à vue ont, par contre, reculé de 16,50 %.

**Tableau 18- Principaux postes du bilan du système bancaire au 30 septembre
(variation en pourcentage)**

	2008	2007	2006	2005	2004
Disponibilités	26,6	11,6	8,5	3,2	18,2
Bons BRH	4,3	17,2	39,9	56,0	-7,2
Autres placements	44,9	-4,4	22,4	41,8	-1,9
Prêts nets	29,3	10,1	-1,1	21,5	5,1
Immobilisations nettes	-3,6	2,8	26,3	21,3	17,7
Autres actifs	22,3	61,0	-15,5	-4,8	35,3
Actif total	25,8	10,0	10,2	17,7	9,8
Dépôts	28,3	7,7	8,0	18,1	11,7
Obligations à vue	-16,5	51,6	-4,3	1,5	-0,8
Obligations à terme	49,8	29,1	-14,4	47,6	-15,3
Autres passifs	35,2	-32,1	152,9	27,9	-1,9
Passif total	26,4	8,0	9,9	18,0	10,0
Avoir des actionnaires	16,6	45,5	16,5	11,8	8,0
Passif et avoir des actionnaires	25,8	10,0	10,2	17,7	9,8

Source : BRH / Direction de la supervision des banques et des institutions financières

En dépit de l'importante décélération de son rythme de croissance (-28,9 points de pourcentage), l'Avoir des actionnaires a crû de 16,57 % (925,79 MG) par rapport à l'année antérieure pour atteindre 6 514,29 MG en 2008. Par conséquent, le ratio Immobilisations sur Avoirs des Actionnaires, inscrit à 65,50 %, s'est retrouvé nettement amélioré par rapport à 2007 (79,19 %).

Tableau 19- Composition des postes du bilan du système bancaire au 30 septembre (en pourcentage)

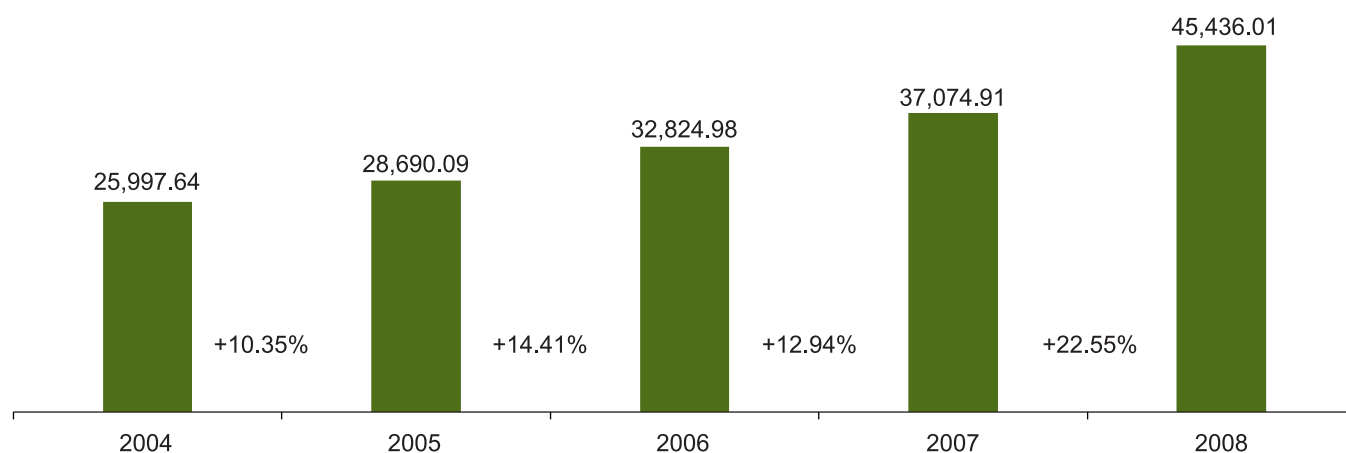
	2008	2007	2006	2005	2004
Disponibilités	35,4	35,2	34,7	35,2	40,1
Bons BRH	9,4	11,3	10,6	8,4	6,3
Autres placements	17,5	15,2	17,5	15,7	13,1
Prêts nets	29,1	28,3	28,2	31,5	30,5
Immobilisations nettes	4,3	5,5	5,9	5,2	5,0
Autres actifs	4,4	4,5	3,1	4,0	4,9
Actif total	100	100	100	100	100
Dépôts	84,5	82,8	84,5	86,3	85,9
Obligations à vue	3,5	5,3	3,9	4,4	5,2
Obligations à terme	2,5	2,1	1,8	2,3	1,9
Autres passifs	3,0	2,8	4,5	2,0	1,8
Passif total	93,5	93,0	94,7	95,0	94,7
Avoir des actionnaires	6,5	7,0	5,3	5,0	5,3
Passif et avoir des actionnaires	100	100	100	100	100

Source : BRH / Direction de la supervision des banques et des institutions financières

LIQUIDITÉS

Les liquidités du système bancaire ont évolué à un rythme plus accéléré (+8,20 points de pourcentage) par rapport à l'exercice précédent. En effet, leur encours est passé de 37 075 MG à 45 436 MG en 2008 (+22,55 %) principalement à la faveur du gonflement de l'encaisse (78,21 % ; 2 368,92 MG). Hormis les Avoirs dans les banques locales et les Bons BRH qui ont reculé respectivement de 0,9 et 3,4 point de pourcentage dans la composition des liquidités, ses autres composantes ont vu leur part croître dans une fourchette de 0,3 à 3,8 point de pourcentage.

Graphique 23- Liquidités du système bancaire au 30 septembre (en MG)



Au 30 septembre 2008, le poids des Disponibilités dans la composition des liquidités s'est inscrit à 79,08 %, soit 3,38 points de pourcentage de plus qu'en septembre 2007. Le gain d'importance des disponibilités s'est réalisé au détriment des Bons BRH dont le niveau a baissé dans les liquidités (20,92 % contre 24,30 %). Les Avoirs à la BRH représentent 62,61 % des disponibilités dont ils demeurent la principale composante. L'Encaisse, troisième composante des disponibilités en 2007, est passée au second rang en 2008 suite à une expansion (+4,41 points de pourcentage) portant son poids à 15,20 %. Suivent les Avoirs à l'étranger (12,88 %), les Avoirs dans les banques locales (4,85 %) et les Autres liquidités (4,47 %).

Tableau 20- Composition des liquidités du système bancaire au 30 septembre (en MG et en %)

	2008		2007		2006		2005		2004	
	MG	%	MG	%	MG	%	MG	%	MG	%
Encaisse	5 397,87	12,0	3 028,95	8,2	3 280,39	10,0	3 131,43	10,9	2 750,7	10,6
Avoirs à la BRH	22 238,17	49,5	18 252,22	49,2	16 312,63	49,7	14 692,43	51,2	16 069,7	61,8
Avoirs à l'étranger	4 575,18	10,2	3 343,81	9,0	3 038,87	9,3	3 130,03	10,9	1 451,1	5,6
Avoirs dans les banques locales	1 721,05	3,8	1 726,47	4,7	1 452,56	4,4	1 204,03	4,2	1 468,02	5,6
Autres	1 586,34	3,5	1 715,07	4,6	1 057,01	3,2	1 005,05	3,5	714,2	2,8
Disponibilités	35 518,61	79,1	28 066,53	75,7	25 141,47	76,6	23 162,99	80,7	22 453,8	86,4
Bons BRH	9 396,74	20,9	9 008,38	24,3	7 683,50	23,4	5 527,10	19,3	3 543,77	13,6
Liquidités	44 915,35	100,0	37 074,91	100,0	32 824,97	100	28 690,09	100,0	25 997,6	100,0

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Fixée à 44,80 % au 30 septembre 2008, la part des liquidités dans l'actif du système bancaire s'est inscrite en baisse par rapport à 2007 (46,5 %). Ce recul provient de la réduction du poids de l'encours des bons BRH (-1,9 point de pourcentage) qui tombe en-deçà de 10 % (soit 9,4 %).

Tableau 21- Liquidités du système bancaire (en pourcentage de l'actif total)
(au 30 septembre)

	2008	2007	2006	2005	2004
Disponibilités	35,4	35,2	34,7	35,2	40,1
Bons BRH	9,4	11,3	10,6	8,4	6,3
Liquidités	44,8	46,5	45,3	43,6	46,5

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

OPÉRATIONS INTERBANCAIRES

Au terme de l'exercice fiscal 2008, le solde des opérations interbancaires a atteint 115 MG contre 250 MG en 2007, soit une réduction de plus de moitié. De même, la moyenne des opérations de fin de mois s'est chiffrée à 32,5 MG, en repli de 70,45 % par rapport à l'année 2007 (110 MG).

Tableau 22- Position nette interbancaire du système (en MG et en %)

	Au 30/9/08	Au 30/9/07	2008/2007	Moyenne mensuelle 2008	Moyenne mensuelle 2007	2008/2007
Prêts / Emprunts	115	250	-53,97%	32,50	110	-70,45%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

a) N'inclut pas les avances accordées par la BRH

OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

DÉPÔTS

Après avoir connu un niveau plancher en 2007, le rythme de croissance des dépôts totaux s'est élevé à 28,3 %, soit sa plus forte augmentation au cours des cinq dernières années. En effet, l'enveloppe des dépôts est passée de 66 030,67 MG en septembre 2007 à 84 724,65 MG au 30 septembre 2008 et a été principalement tributaire de la hausse des dépôts à vue (63,20 % contre 10,60 % en 2007) et celle des dépôts d'épargne (+23,30 %). Quant aux dépôts à terme, leur rythme de croissance a ralenti en 2008 pour atteindre son plus faible niveau (0,80 %).

Graphique 24- Croissance des dépôts du système bancaire (au 30 septembre, en (MG)

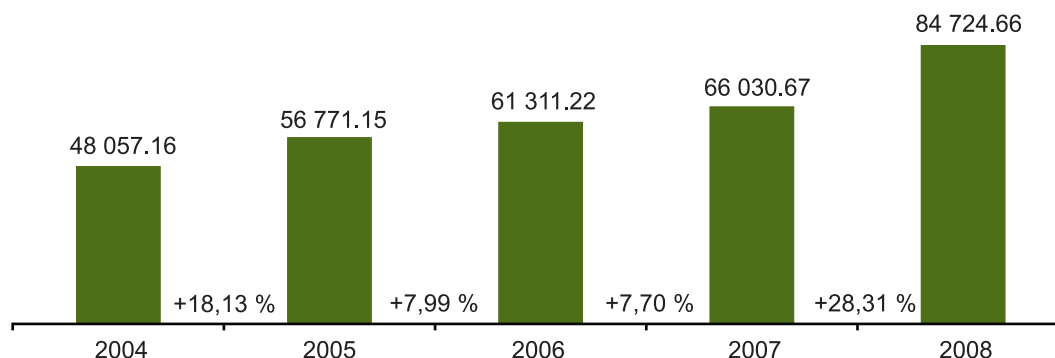


Tableau 23- Variation des dépôts du système

Catégorie	2008	2007	2006	2005	2004
Dépôts à vue	63,2%	10,6%	8,2%	28,4%	17,4%
Dépôts d'épargne	23,3%	4,9%	6,1%	23,8%	6,9%
Dépôts à terme	0,8%	8,5%	10,3%	3,8%	13,0%
Total	28,3%	7,70%	8 %	18,10%	11,70%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Contrairement aux années précédentes, la structure des dépôts totaux a été complètement modifiée en 2008. Les dépôts à vue (38,50 %), minoritaires sur les quatre dernières années, deviennent la composante la plus importante des dépôts totaux après que leur poids dans ces ressources ait crû de 8,2 points de pourcentage. Les dépôts d'épargne (36,90 %), passent du premier au deuxième rang, en termes de poids, suite à la baisse de leur niveau dans les dépôts totaux (-1,5 point de pourcentage). Les dépôts à terme deviennent les moins abondants dans la composition des dépôts totaux (24,6 %). Au 30 septembre 2008, la contribution des dépôts totaux dans le financement de l'actif est de 84,47 %, soit 1,69 point de pourcentage de plus qu'en 2007.

Tableau 24- Composition des dépôts du système bancaire au 30 septembre (en MG et en %)

Catégorie	2008		2007		2006		2005		2004	
Dépôts à vue	32 601,44	38,5%	19 978,07	30,3%	18 071,25	30%	16 697,37	29%	13 002,5	26 %
Dépôts d'épargne	31 279,80	36,9%	25 373,57	38,4%	24 185,08	39%	22 799,13	40%	18 417,1	40 %
Dépôts à terme	20 843,41	24,6%	20 679,01	31,3%	19 054,88	31%	17 274,64	30%	16 637,6	34 %
Total	84 724,65	100%	66 030,66	100%	61 311,21	100%	56 771,15	100%	48 057,2	100%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

En hausse de 5,84 points de pourcentage par rapport à l'année dernière, la part des dépôts en devises dans les dépôts totaux s'est installée à 58,22 %. Cette progression est due à la croissance notable des dépôts en devises converties (42,61 %), plus soutenue que celle des dépôts en gourdes (12,59 %), combinée à l'appréciation du taux de change (39,9535 gourdes pour 1 dollar en septembre 2008 ; 39,1292 gourdes pour 1 dollar en septembre 2007).

Tableau 25- Évolution des dépôts en dollars ÉU du système en MG (au 30 septembre)

Catégorie	2008				2007			
	Dépôts Dollars ÉU	Dépôts dollars ÉU convertis ^a	Dépôts Totaux	Dépôts Dollars Convertis Dépôts totaux	Dépôts Dollars ÉU	Dépôts dollars ÉU convertis ^a	Dépôts Totaux	Dépôts Dollars Convertis Dépôts totaux
Dépôts à vue	536,10	21 747,05	33 585,60	64,75%	299,63	10 901,20	19 978,07	53,76%
Dépôts d'épargne	366,60	14 646,84	30 965,69	46,67%	309,89	11 274,68	25 373,57	43,90%
Dépôts à terme	331,83	13 257,77	20 949,97	63,49%	341,14	12 411,59	20 679,01	59,05%
	1234,53	49 323,70	85 501,26	57,89%	950,33	34 587,48	66 030,66	51,64%

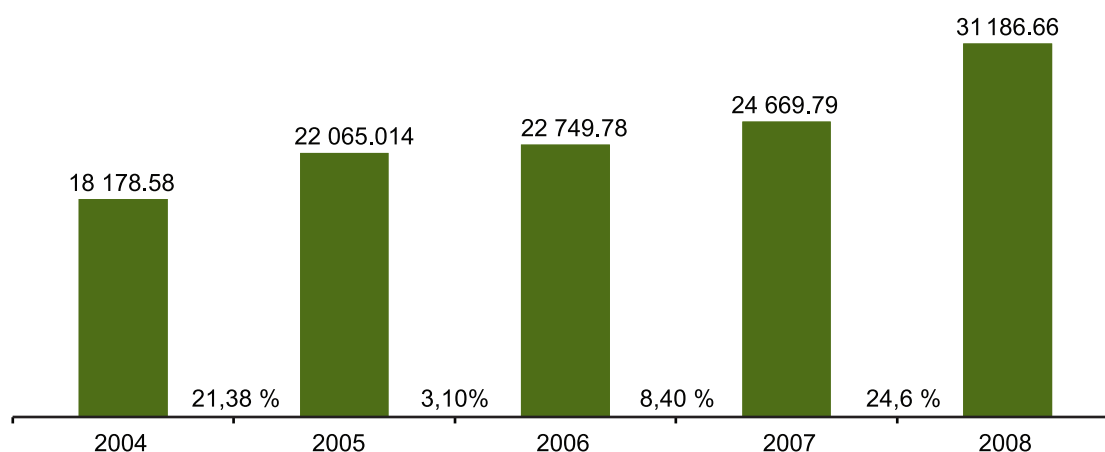
Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

a) Taux de conversion : 39,9535 et 39,1292 gourdes aux 30 septembre 2008 et 2007 respectivement.

EMPLOIS DU SYSTEME

Durant l'exercice 2008, la capacité de financement du système bancaire a augmenté. En fait, le portefeuille de prêts bruts, évalué à 24 669,8 MG en 2007, a atteint 31 186,66 MG (+26,42 %), soit sa plus forte croissance sur les cinq dernières années. Le portefeuille de prêts nets a connu une évolution positive de l'ordre de 29,33 % qui l'a fait varier de 22 564,6 MG en 2007 à 29 183,8 MG en 2008. Son gonflement est causé par la croissance de la composante en gourdes (+32,6 % ; 2 199,12 MG) ayant accusé un repli de 3 % en 2007 et de la composante en devises (+28,0 % ; 4 420,14 MG) dont le poids dans l'encours total du portefeuille net a baissé (70,09 % en 2007; 69,34 % en 2008).

Graphique 25- Portefeuille de prêts bruts du système bancaire au 30 septembre (en MG)



OPÉRATIONS SUR TITRES

Les opérations sur titres désignent les transactions du système bancaire relatives aux bons BRH et aux placements.

BONS BRH

Depuis 2005, le rythme de croissance des Bons BRH connaît un ralentissement continu en raison de la baisse des taux d'intérêt. L'encours des Bons BRH est passé de 9 008,38 MG en Septembre 2007 à 9 396,74 MG en septembre 2008 (+4,3 %), soit 12,9 points de pourcentage de moins que l'année précédente.

AUTRES PLACEMENTS

Les Autres placements ont gagné en importance dans l'actif (17,52 % contre 15,20 %). Ils s'élèvent à 17 570,61 MG en 2008, accusant une hausse soutenue de 44,9 % après avoir subi une baisse en 2007 (-4,40 %). Cette hausse provient de la croissance des «Autres Placements» en devises converties (53,76 %) et de celle des «Autres Placements» en gourdes (18,15 %). Au 30 septembre 2008, les Autres placements en devises converties comptent pour 79,64 % de l'encours total contre 75,04 % pour le dernier exercice.

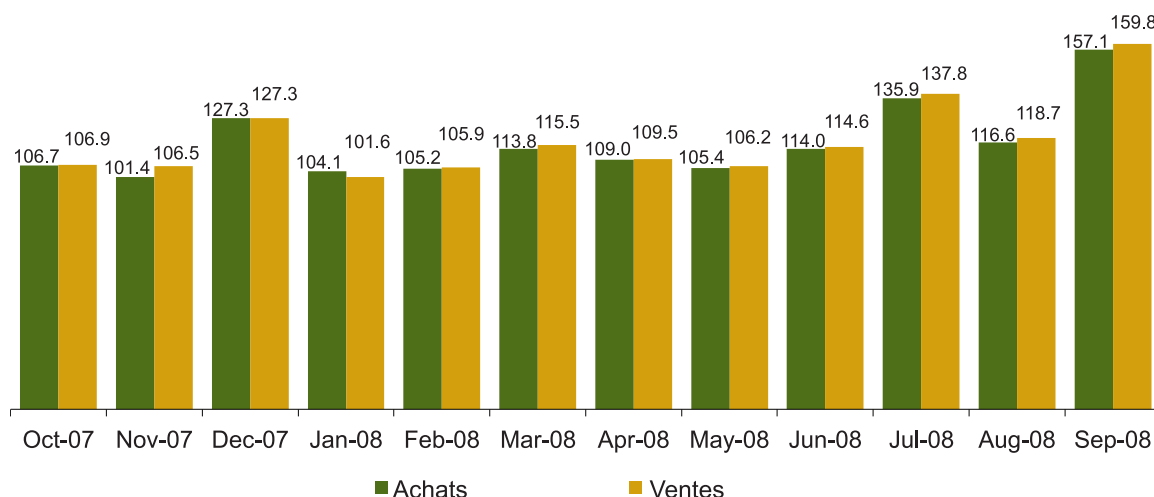
OPÉRATIONS DE CHANGE

Les établissements bancaires interviennent sur le marché des changes tant pour satisfaire les besoins de leurs clients que pour effectuer des transactions pour leur propre compte.

TRANSACTIONS AVEC LA CLIENTÈLE

Cette année, les opérations de change du système bancaire se sont intensifiées. En effet, les achats de devises ont crû de 13,02 % (+160,82 MD ÉU) pour atteindre 1 396,43 millions de dollars ÉU et les ventes en devises (1 410,26 MD ÉU) de 159,96 millions de dollars (12,79 %). Tout comme l'année dernière, les pics de ces opérations ont été enregistrés en septembre 2008 : 157,12 millions de dollars ÉU pour les achats (contre 121,77 millions en septembre 2007) et 159,75 millions de dollars ÉU (contre 122,60 millions l'année dernière) pour les ventes. Le solde cambiste s'est amélioré à -13,83 MD ÉU contre -14,69 MD ÉU.

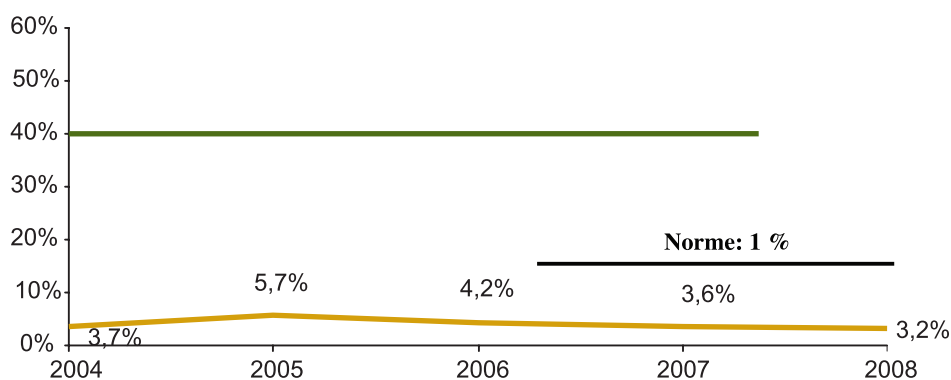
Graphique 26- Volume des achats et des ventes de dollars ÉU (en millions de dollars ÉU)



TRANSACTIONS DES BANQUES POUR LEUR PROPRE COMPTE

Depuis 2005, la position structurelle de change du système bancaire connaît une chute qui s'est poursuivie en 2008. Au 30 septembre 2008, la position nette en devises du système bancaire, exprimée en pourcentage des fonds propres, s'est établie à 3,20 % contre 3,56 % en 2007. Elle excède la limite maximale de 1 % établie par la BRH.

Graphique 27- Position nette en devises du système bancaire en pourcentage des fonds propres (au 30 septembre).

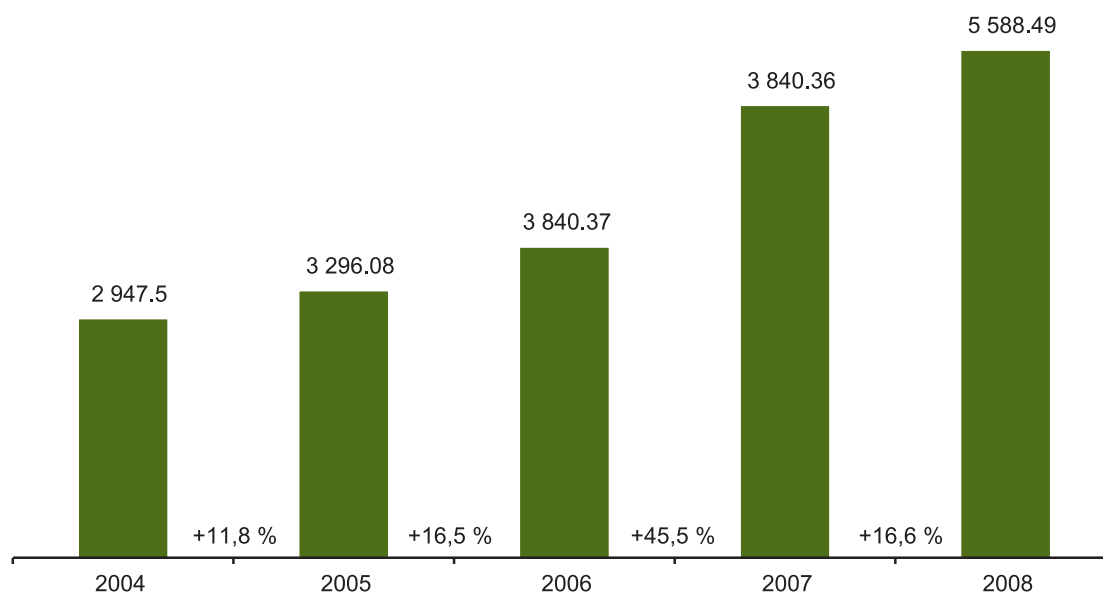


VII.2- STRUCTURE FINANCIERE ET QUALITÉ DE L'ACTIF

ASSISE FINANCIÈRE ET FONDS PROPRES

Ayant affiché un taux de croissance de 45,5 % en 2007, les fonds propres ont continué à se consolider (16,6 % ; +925,79 MG) ; ils valent 6 514,29 MG au 30 septembre 2008. Cette évolution résulte de la hausse des réserves (+33,4 % ; 279,71 MG), des BNR (+19,5 % ; 486,28 MG), du capital versé (+8,7 % ; +154,22 MG) et du surplus d'apport (+1,1 % ; + 5,58 MG). Toutefois, le ratio fonds propres sur actifs, fixé à 6,49 %, est en repli de 0,5 point de pourcentage en raison de la croissance plus soutenue de l'actif (+25,8 %).

Graphique 28- Évolution des fonds propres du système bancaire, au 30 septembre (en MG)



Au 30 juin 2008, les fonds propres du système bancaire se sont révélés suffisants par rapport aux limites réglementaires fixées par la Circulaire 88. Le multiple actif sur fonds propres réglementaires, inscrit à 14,74, demeure inférieur au maximum réglementaire de 20 en dépit de sa hausse de 1,98 unité; le ratio fonds propres réglementaires sur actif à risque (12,64 %), s'est rapproché du minimum de 12 % admissible.

Au 30 juin 2008, les banques commerciales d'État (BPH et BNC) ne se sont pas conformées aux normes de suffisance des fonds propres. Leur multiple actif sur fonds propres (-652,14) et leur ratio fonds propres sur actifs à risque (-0,33 %) se retrouvent en dehors des limites fixées par la Circulaire 88. Cette situation est due aux fonds propres réglementaires négatifs de la BPH et de la BNC. Néanmoins, les Banques à capitaux privés haïtiens et les succursales de banques étrangères sont restées conformes à la réglementation en vigueur sur l'adéquation des fonds propres.

Tableau 26- Respect des normes de suffisance de fonds propres (au 30 juin)

Catégories d'établissement	Actif / fonds propres ^a		Fonds propres / actif à risque ^b	
	Limite réglementaire		Limite réglementaire	
	2008	2007	2008	2007
	Max: 20 %		Min: 12 %	
Banques à capitaux privés haïtiens (9 banques)	12,36	13,11	16,01	17,81
Banques commerciales d'État (2 banques)	-652,14	11,75	-0,33	26,81
Succursales de banques étrangères (2 banques)	0,00	11,95	15,58	18,82
Système	14,74	12,76	12,64	19,04

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

a : Constitue un instrument de mesure de la suffisance des fonds propres compte tenu de l'importance de l'actif et de la croissance de celui-ci

b : Constitue un instrument de mesure de la suffisance des fonds propres compte tenu du risque de contrepartie de chacun des éléments d'actif au bilan et des hors bilan.

QUALITÉ DE L'ACTIF

Au cours de l'exercice 2008, les prêts improductifs se sont accrus de 22,8 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 3 021,71 MG. Néanmoins, la croissance de 26,4 % du portefeuille de prêts bruts, plus soutenue que celle des improductifs, a ramené le taux d'improductifs à 9,69 % (contre 9,98 % en 2007).

Tableau 27- Prêts improductifs du système bancaire au 30 septembre 2008 (en MG et en %)

	2008	Var.	2007	Var.	2006	Var.	2005	Var.	2004	var.
Prêts improductifs bruts	3 021,71	22,8 %	2 461,092	-2,9 %	2 533,88	39,3 %	2 731,66	39,3 %	1 258,5	33,2 %
Prêts bruts totaux	31 186,65	26,4 %	669,79	8,4 %	22 749,77	8,2 %	22 065,01	8,2 %	18 178,6	6,0 %
Taux d'improductifs	9,69%		9,98 %		11,14 %		12,38 %		5,5 %	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

A la fin du troisième trimestre de cet exercice, la part des prêts classés « faibles, douteux et pertes » pour les différentes catégories de prêts a connu des régressions par rapport au 30 septembre 2007, sauf pour les prêts à la consommation (0,96 point de pourcentage). Cette régression a été plus marquée pour les prêts commerciaux (-2,90 points de pourcentage) que pour les prêts à la consommation (-2,39 points de pourcentage). Le taux d'improductifs établi sur la classification « faibles, douteux et pertes » a baissé pour toutes les catégories de prêts. Il est fixé à 13,18 % contre 13,58 % pour les prêts commerciaux, 11,23 % contre 13,63 % pour les prêts à la consommation et 15,92 % contre 17,44 % pour les prêts au logement. Les improductifs des prêts commerciaux représentent 10,38 % du portefeuille brut contre 11,43 % l'année écoulée; ceux des prêts à la consommation et des prêts au logement n'atteignent pas 1,50 %. Les prêts commerciaux sont la catégorie de prêts la plus touchée par le risque de crédit car elle détient 78,69 % du portefeuille risqué total classifié.

Tableau 28- Taux d'improductifs par catégorie de prêts du système au 30 juin 2008

	Consommation	Logement	Commerciaux
Taux d'improductifs (en % du total des prêts de la catégorie)	11,23%	15,92%	13,18%
Taux d'improductifs (en % des prêts totaux du système)	1,38%	1,43%	10,38%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Cette année, les provisions pour créances douteuses et les improductifs ont eu des évolutions contrastées. Les provisions (2 002,82 MG) accusent un retard de 4,9 % par rapport à 2007 tandis que les improductifs se chiffrant à 3 021,71 MG enregistrent une croissance substantielle (+22,8 %). Il en résulte un recul de 19,26 points de pourcentage du taux de couverture, se situant à 66,28 % au 30 septembre 2008.

Tableau 29- Couverture des prêts improductifs bruts par les provisions pour créances douteuses au 30 septembre (en MG)

	2008	Var.	2007	Var.	2006	Var.	2005	Var.	2004	Var.
Provisions pour créances douteuses	2 002,82	-4,9%	2 105,22	-6,9%	2 263,19	68,8%	1 340,99	8,9%	1 119,3	21,9 %
Prêts improductifs bruts	3 021,71	+22,8%	2 461,09	-2,8%	2 533,88	7,2%	2 731,66	39,3%	1 258,5	33,2 %
Taux de couverture	66,28%		85,54%		89,32%		49,09%		88,9%	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Au 30 septembre 2008, les prêts improductifs nets représentent 15,64 % de l'avoir des actionnaires, soit plus du double de ce qu'ils y représentaient au 30 septembre 2007 (6,37 %). Cette escalade du taux d'exposition des fonds propres du système bancaire au risque de crédit découle de l'érosion de la couverture des improductifs (-19,26 points de pourcentage) face à la croissance de l'avoir des actionnaires (+16,6 % ; 925,79 MG).

Tableau 30- Prêts improductifs nets en pourcentage des fonds propres au 30 septembre (en MG)

	2008	2007	2006	2005	2004
Prêts improductifs bruts	3 021,71	2 461,09	2 533,89	2 731,66	1 258,5
moins : provisions pour créances douteuses	2 002,82	2 105,22	2 263,19	1 340,99	1 119,3
Prêts improductifs nets	1 018,89	355,87	270,70	1 390,67	139,2
Fonds Propres Comptables	6 514,29	5 588,50	3 840,36	3 296,08	2 947,5
Proportion des prêts improductifs nets par rapport aux fonds propres	15,64 %	6,37 %	7,05 %	42,2 %	4,7 %

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Au 30 juin 2008, les prêts accordés par les établissements bancaires à leurs apparentés représentent 15,19 % de l'encours total de crédit contre 14,68 % au 30 septembre 2007. A l'exception des banques étrangères dont la part de crédit aux apparentés est en croissance, (0,49 % contre 0,35 %). Par ailleurs, toutes les autres catégories de banques ont vu leur part de prêts octroyés aux apparentés décroître substantiellement par rapport au 30 septembre 2007: banques commerciales d'Etat (0,25 % contre 0,58 %), banques commerciales privées (12,31 % contre 21,69 %), banques d'épargne et de logement (6,17 % contre 10,95 %).

Tableau 31- Importance des prêts accordés aux apparentés au 30 juin 2008

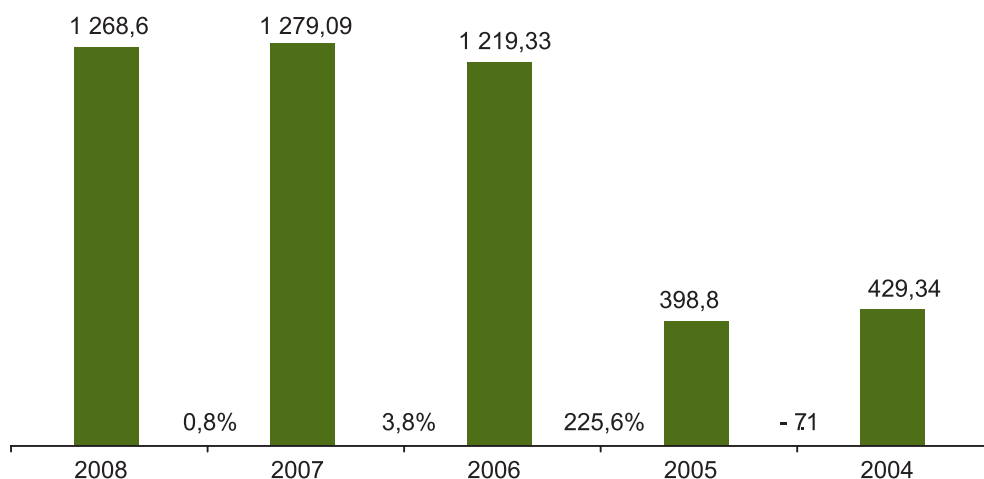
	Banques commerciales d'État	Banques commerciales privées	Banques d'épargne et de logement	Succursales de banques étrangères	Système
Prêts aux apparentés (MG)	15,19	2 313,69	87,64	18,21	2 434,72
Portefeuille de crédit (MG)	6 009,81	18 794,38	1 419,73	3 729,79	29 953,70
En pourcentage du portefeuille de crédit (%)	0,25	12,31	6,17	0,49	8,13

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

VII.3- RÉSULTATS DES ACTIVITÉS BANCAIRES

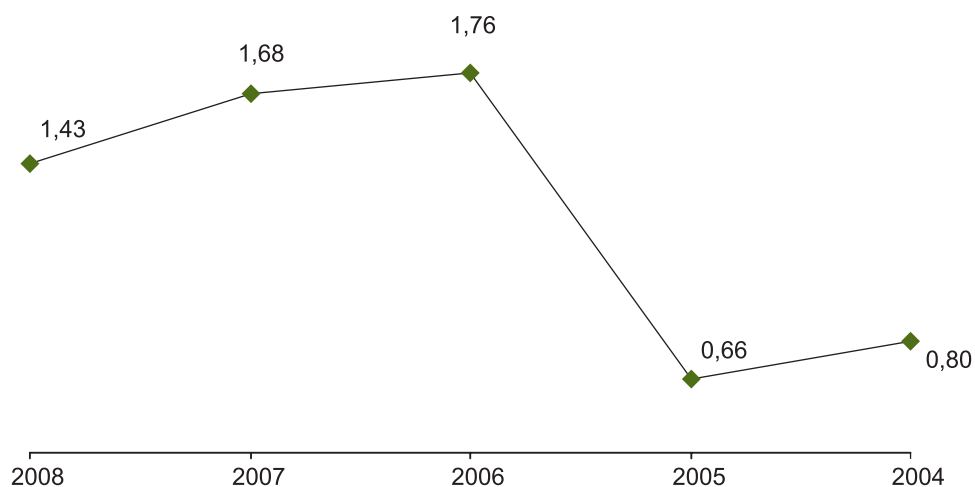
La rentabilité du système bancaire a légèrement diminué au cours de l'exercice 2008. En effet, de 1 279,09 MG en 2007, le bénéfice net est passé à 1 268,6 MG au 30 septembre 2008, soit une baisse de 0,8 %.

Graphique 29- Évolution du bénéfice net du système pour l'exercice terminé le 30 septembre (en MG)



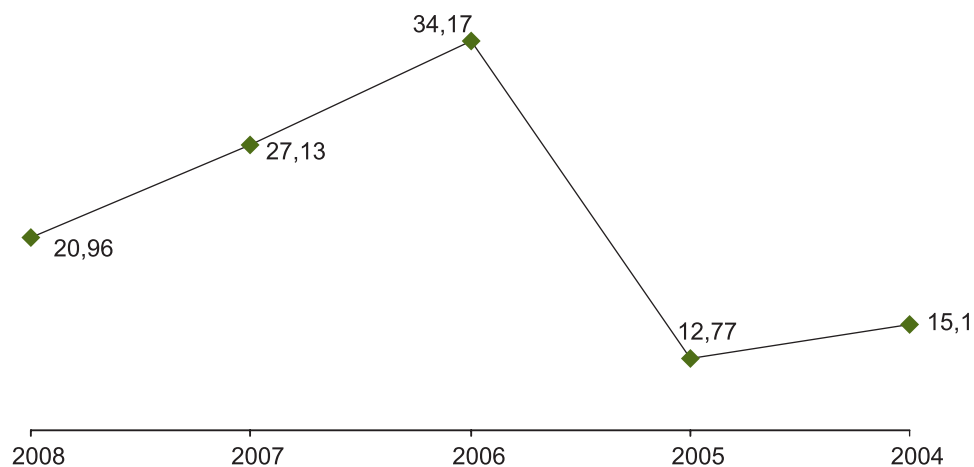
Cette légère contraction s'explique essentiellement par la progression accélérée de la dotation à la provision pour créances douteuses (+309 %), les dépenses d'exploitation (+10,8 %) et le Produit net bancaire (+10,3 %) ayant évolué au même rythme.

Graphique 30- Rendement de l'actif (ROA) pour l'exercice terminé le 30 septembre (en %)



Aussi, la variation à la baisse du bénéfice net conjuguée à la croissance de l'actif (+25,8 %) et à l'augmentation de l'avoir des actionnaires (+16,6 %) a-t-elle affecté négativement l'évolution des ratios de rentabilité. Le rendement net de l'actif (ROA) et celui de l'avoir des actionnaires (ROE) se sont repliés pour s'établir respectivement à 1,43 % et à 20,96 % en 2008 contre 1,68 % et 27,13 % en 2007.

Graphique 31- Rendement de l'avoir des actionnaires (ROE) pour l'exercice terminé le 30 Septembre (en %)



REVENUS NETS D'INTERET

En dépit de la forte contraction des dépenses d'intérêt (-34,03 % ; -551,20 MG), les revenus nets d'intérêt du système bancaire n'ont crû que de 0,67 % (+24,5 MG) pour l'exercice 2008 à 3 667,8 MG, après une modeste amélioration de (3,3%) en 2007. A l'exception des revenus d'intérêt sur prêts (+4,62 %), les autres composantes de la marge d'intermédiation ont évolué à la baisse. Les intérêts sur Bons BRH ont connu la variation la plus marquée (-50,22 %) passant de 1 175,9 MG à 585,4 MG. Ces derniers représentent 12,35 % des revenus d'intérêt contre 22,34 % en 2007. Le ratio revenus nets d'intérêt sur revenus d'intérêt est passé de 69,2 % en 2007 à 77,44 %.

Tableau 32- Revenus nets d'intérêt pour l'exercice terminé au 30 septembre (MG)

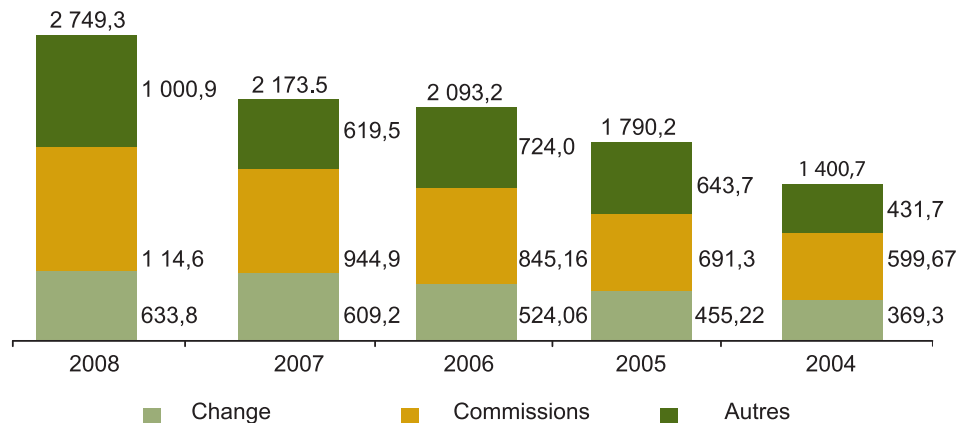
	2008	2007	2006	2005	2004
Revenus d'intérêt	3 529,4	3 373,4	3 138,6	2 773,3	3 486,2
Prêts	585,4	1 175,9	1 090,6	353,4	1 062,2
Intérêts sur bons BRH	621,5	713,7	653,7	378,5	409,8
Autres	4 736,4	5 263,0	4 882,9	3 505,2	4 958,2
Dépenses d'intérêt	1 068,5	1 619,7	1 355,4	987,3	2 225,5
Revenus nets d'intérêt	3 667,8	3 643,3	3 527,5	2 517,9	2 732,7
Revenus nets d'intérêt en % des revenus d'intérêt	77,44 %	69,2 %	72,2 %	71,8 %	55,1 %

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

AUTRES REVENUS

Les autres revenus se sont élevés à 2 749,3 MG, en hausse de 26,5 %, la plus forte progression des quatre derniers exercices. Cette croissance est due principalement à la forte augmentation du poste « Autres » (+61,45 % ; +380,7 MG). Les commissions demeurent toutefois la composante dominante (40,54 %) avec une variation positive de 17,96 %; quant aux gains sur les opérations de change, ils ne se sont améliorés que de 4,04 %. Les autres revenus représentent 42,84 % dans la structure du produit net bancaire contre 37,36 % l'exercice précédent.

Graphique 32- Évolution des autres revenus pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG)



PRODUIT NET BANCAIRE ET PROVISIONS POUR CREANCES DOUTEUSES

Le produit net bancaire a atteint 6 471,1 MG pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008, soit une croissance de 10,3 % par rapport à 2007. Cette progression est imputable à la hausse des autres revenus (+26,5 %). Les revenus d'intérêt qui n'ont crû que de 0,67 %, ont vu leur part dans la composition de la marge bénéficiaire brute en 2008 baisser de 7,4 % pour se fixer à 57,16 %, le plus bas niveau des quatre derniers exercices.

Après avoir enregistré une décroissance de 77 % en 2007, les dotations à la provision pour créances douteuses ont progressé de 309,0 % en 2008, passant de 38,5 MG à 157,4 MG.

Tableau 33- Produit net bancaire pour l'exercice terminé au 30 septembre
(en millions de gourdes et en pourcentage)

	2008		2007		2006		2005		2004	
	MG	%	MG	%	MG	%	MG	%	MG	%
Revenus nets d'intérêt	3 667,8	57,16	3 43,3	61,6	3 527,5	62,7	2 517,9	58,4	2 732,7	66,1
Autres revenus	2 749,3	42,85	2 73,5	38,4	2 093,2	37,3	1 790,2	41,6	1 400,7	33,9
Produit net bancaire	6 417,1	100	5 816,8	100	5 620,7	100	4 133,4	100,0	4 133,1	100
Dotation à la Provision pour créances douteuses	157,4		38,5		167,0		298,5		299,0	
Bénéfice avant dépenses d'exploitation et impôts	6 259,7		5 778,3		5 453,8		4 009,6		3 834,3	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

DEPENSES D'EXPLOITATION

Les dépenses d'exploitation du système bancaire ont évolué à la hausse (10,8 % de croissance) passant de 4 246,98 MG en 2007 à 4 704,2 MG en 2008. Cette évolution résulte essentiellement de la croissance de la masse salariale et avantages sociaux (+14,3 % ; +228,7 MG), des charges d'amortissement (+13,83 % ; +54,2 MG), des frais de locaux (+9,80 % ; +24,8 MG) et des autres dépenses d'exploitation (+7,54 %) ont crû respectivement de 8,50 % et 4,50 % tandis que les frais de locaux ont évolué à la baisse (-5,4 % ; 149,5 MG).

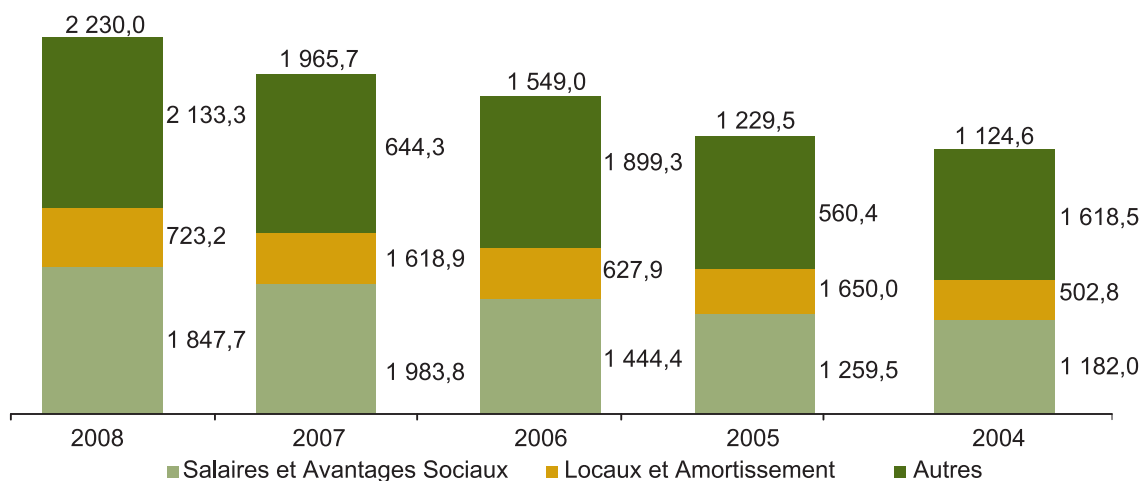
Tableau 34- Coefficient d'exploitation pour l'exercice terminé au 30 septembre

	2008	2007	2006	2005	2004
Coefficient brut d'exploitation (Dépenses d'exploitation / produit net bancaire) ¹	73,3 %	73,0 %	70,7 %	80,5 %	79,9 %
Ratio de couverture des dépenses d'exploitation par les revenus nets d'intérêt (Revenus nets d'intérêt / dépenses d'exploitation)	78,0 %	85,8 %	88,8 %	72,6 %	82,7 %

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Le ratio de couverture des dépenses d'exploitation par les revenus nets d'intérêt a reculé de 7,8 points de pourcentage; la marge nette d'intermédiation n'ayant progressé que de 0,7 % contre 10,8 % pour les frais d'exploitation. Le coefficient brut d'exploitation n'a pas varié. Comme pour l'exercice précédent, le système a dépensé en moyenne 73 centimes pour chaque gourde de revenus générée.

Graphique 33- Évolution des dépenses d'exploitation et de leurs composantes pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG)



TAUX DE RÉMUNÉRATION MOYENNE DES DÉPÔTS ET DE RENDEMENT MOYEN DES PRÊTS

La rémunération moyenne des dépôts et le rendement moyen des prêts ont régressé au cours de l'exercice 2008, perdant respectivement 1,4 et 1,6 points de pourcentage pour s'établir à 2,2 % et à 12,6 %. La contraction de ces taux est attribuable à la diminution des taux directeurs de la BRH. En effet, les Bons BRH de 7, 28 et 91 jours ont affiché une baisse soutenue (-50 %), durant la période de novembre 2007 à mars 2008, entraînant le recul des taux pratiqués sur les comptes de dépôts et de prêts. Ainsi, les taux moyens pondérés offerts sur les prêts en gourdes et en devises sont passés respectivement de 24,41 % à 18,36 % et de 11,50 % à 9,39 %; tandis que les taux offerts sur les dépôts à terme en devises ont évolué en moyenne de 3,38 % à 3 %, ceux sur les dépôts à terme en gourdes de 4,68 % à 1,69 %.

Tableau 35- Rémunération moyenne des dépôts pour l'exercice terminé au 30 septembre
(en millions de gourdes et en pourcentage)

	Dépôts Moyens ^a	Dépenses d'intérêt	rémunération moyenne des dépôts	Variation (point)
2003	26 945,8	1 399,2	5,2 %	-
2004	33 505,2	2 225,5	6,6 %	+1,4
2005	37 564,1	987,3	2,6 %	4,0
2006	38 789,8	1 355,4	3,5 %	+0,9
2007	44 646,3	1 619,7	3,6 %	+0,1
2008	49 087,9	1 068,5	2,2 %	1,4

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

a) Les dépôts moyens représentent la moyenne arithmétique des dépôts de fin et de début de période. Les dépôts à vue ne sont pas considérés.

Tableau 36- Rendement moyen des prêts pour l'exercice terminé au 30 septembre
(en millions de gourdes et en pourcentage)

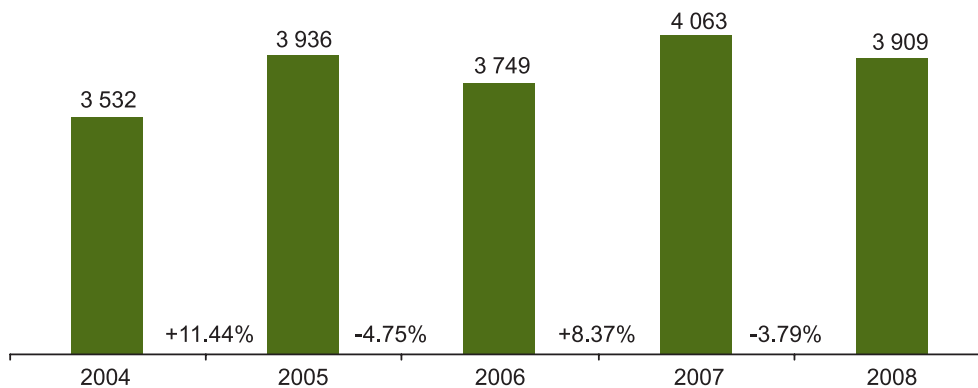
	Prêts bruts Moyens	Revenus d'intérêt sur prêts	Rendement moyen des prêts	Variation (point)
2001	11 839,4	2 431,0	20,5 %	-
2002	12 066,4	2 187,9	18,1 %	2,4
2003	15 007,5	3 120,7	20,8 %	+2,7
2004	17 662,5	3 486,2	19,7 %	-1,1
2005	20 121,8	2 773,3	13,8 %	-5,9
2006	22 260,0	3 138,7	14,0 %	+0,2
2007	23 709,8	3 373,4	14,2 %	+0,2
2008	27 928,2	3 529,4	12,6 %	-1,6

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

EFFECTIF DES BANQUES ET PRODUCTIVITÉ

Au 30 septembre 2008, l'effectif du secteur bancaire s'est établi à 3 909 employés, soit une diminution de 154 employés (3,79 %) par rapport à l'exercice précédent. Les deux (2) principales banques commerciales à capitaux privés haïtiens, la Sogebank et la Unibank, ont augmenté leur effectif respectivement de 77 et 126 employés ; tandis que la BNC a réduit son personnel de 61,65 % (-339 employés), à 545 employés. Les succursales de banques étrangères, de leur côté, ont diminué leur personnel de 11 employés.

**Graphique 34- Évolution du nombre d'employés du système bancaire
(au 30 septembre)**



La croissance de l'actif conjuguée à la baisse du nombre d'employés explique le renforcement de 34,35 % du ratio actif par employé. Il en est de même des autres ratios de productivité prêts bruts par employé (+31,40 %), dépôts par employé (+33,37 %) et PNB par employé (+14,66 %). Malgré le recul de 0,82 % du bénéfice net, le ratio bénéfice net par employé a quand même progressé de 14,66 % en 2008 en raison de la contraction soutenue du nombre d'employés.

**Tableau 37- Productivité par employé (au 30 septembre)
(en milliers de gourdes et en pourcentage)**

	2008	var. en %	2007	var. en %	2006	var. en %	2005	var. en %	2004
Actif/employé^a	26 376,21	+34,35	19 31,90	+1,49	19 343,66	+15,69	16 720,2	+5,59	15 835,5
Prêts	7 978,17	+31,40	6 071,82	+5,93	6 068,22	+8,24	5 605,95	+8,92	5 146,8
Dépôts / employé	21 674,25	+33,37	16 51,70	-0,60	16 54,02	+13,38	14 423,56	+6,01	13 606,23
PNB / employé	1 641,63	+14,66	1 431,70	-4,5	1 499,26	+3,69	1 094,54	-6,47	1 170,2
Bénéfice	324,54	+3,09	314,82	-3,2	325,24	+221,0	101,32	-16,54	121,4

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

a) Nombre d'employés au 30 septembre uniquement.

VIII- LA SURVEILLANCE DES BANQUES

VIII.1- ACTIVITÉS DE SURVEILLANCE

Les activités de surveillance, au cours de l'exercice 2007-2008, ont été réalisées selon les deux modes de contrôle en vigueur: inspection sur place et surveillance sur pièces.

INSPECTIONS SUR PLACE

Au cours de l'exercice 2007-2008, le Service Inspection a réalisé huit (8) missions d'inspection générale au niveau des banques commerciales suivantes : Capitalbank, Sogebel, Sogebank, Citibank, BPH, Scotiabank, BUH, Unibank. Cinq missions d'inspection ponctuelle ont été également menées au cours de cette période. Elles concernaient notamment les Opérations entre la Maison-Mère et les filiales et celles des filiales entre elles (Unibank et Sogebank), la circulaire sur le change # 81.4 (Unibank et Capitalbank), la circulaire sur la compensation # 85-2 (BNC, BUH et Sogebank).

CONTROLE SUR PIECES

La BRH effectue une surveillance permanente à partir des rapports, formulaires et états financiers provenant des différents établissements bancaires. Cette surveillance permet de détecter à temps les irrégularités, lorsqu'elles surviennent, pour éviter tout dérapage au niveau du système bancaire.

De plus, les informations soumises par les banques servent à la production de différents rapports :

- Les rapports externes dont les « Rapports statistiques et indicateurs financiers » produits sur une base trimestrielle et distribués à l'ensemble des décideurs du système financier ;
- Les autres rapports qui sont internes à la BRH et constituant des études analytiques des tendances observées tant pour le système bancaire que pour les établissements qui le composent.

VIII.2-AUTRES

DEMANDES D'AGREMENT

Aucun agrément pour l'ouverture d'une banque, d'une maison de transfert et pour l'exercice de la profession d'agent de change n'a été sollicité au cours de l'exercice 2008.

OUVERTURE DE SUCCURSALES OU DE COMPTOIRS

La BRH a autorisé les banques suivantes à ouvrir des succursales ou des comptoirs : Sogebank (Jérémie, Ouanaminthe), Unibank (Aéroport II, Délimart, Delmas 30-Megamart) et Capitalbank (Cayes).

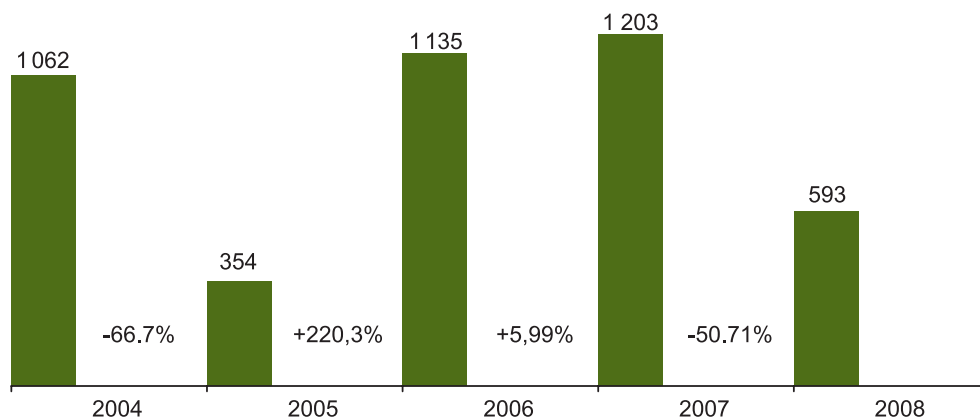
PENALISATION

Après avoir connu un repli de 6,5 % en 2007, le montant des pénalités encourues par les établissements bancaires assujettis au contrôle de la BRH a crû de 249,3 % pour s'établir à 26 196,32 mille gourdes au cours de l'exercice 2008. La pénalisation pour la position nette de change demeure la plus importante (82,6 % ; 21 637,20 mille gourdes) suivie de celle relative au déficit de réserves (16 % ; 4 184,62 mille gourdes). Les pénalités pour les retards dans la soumission de rapports à la BRH et la participation dans les séances de compensation ont totalisé 374,50 mille gourdes.

INTÉRÊTS PAYÉS

La BRH a versé, pour l'exercice 2008, à titre de rémunération des Bons BRH, des intérêts s'élevant à 593 MG contre 1 203 MG en 2007, soit une diminution de 50,70 %. L'évolution à la baisse des taux d'intérêt sur les Bons BRH au cours du premier semestre de l'exercice (respectivement de 6,5 % à 2,5 % ; 8 % à 3,3 % et 8,8 % à 4 % pour les bons de 7 jours, 28 jours et 91 jours) explique en grande partie cette réduction de la rémunération des Bons BRH.

Graphique 35- Évolution des intérêts versés sur Bons BRH (en MG au 30 septembre)



MAI-JUIN 2008

Dans le cadre des exigences du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), un expert international, M. Fernando Barran, ex-Superintendant de la Banque Centrale d'Uruguay a procédé à l'évaluation de la Banque Nationale de Crédit.

AOÛT 2008 À DATE (TRAVAUX EN COURS)

Toujours dans le cadre des exigences du FMI et de la BID, la BRH a fait appel aux services de deux (2) experts internationaux, Monsieur Mario Goeckler et Monsieur Pablo Bazerque en vue de réaliser l'évaluation de la Sogebank et de la Unibank. Monsieur Mario Goeckler, en charge de l'évaluation de la Sogebank, est Responsable du Département de Risques et Régulation de la Superintendance des Assurances de Dépôts en Uruguay. De son côté, Monsieur Pablo Bazerque en charge de l'évaluation de la Unibank, est Responsable du Département d'études de la Superintendance des Institutions d'Intermédiation Financière de l'Uruguay (SIIF).

IX – LES ACTIVITÉS GÉNÉRALES D'INSPECTION DES CAISSES POPULAIRES

Le contrôle et la surveillance des caisses populaires se sont poursuivis au cours de l'exercice 2007-2008. En effet, la Direction de l'Inspection Générale des caisses populaires a déployé des efforts considérables en vue d'atteindre des résultats assez satisfaisants.

Sur le plan de la surveillance, 17 missions d'inspection, 34 missions de diagnostic et 41 missions de suivi aux inspections ont été conduites dans les 10 départements géographiques du pays. En général, ces missions poursuivent les objectifs suivants :

1. S'assurer d'une part du respect de la législation haïtienne sur les caisses populaires et des circulaires de la BRH ;
2. Formuler des recommandations appropriées permettant de corriger les insuffisances constatées ;
3. S'assurer que les recommandations formulées ont été bien suivies par les responsables.

Dans l'ensemble, les lacunes rôdent surtout autour d'une méconnaissance de la loi, de l'ignorance de certains principes de gestion financière et d'une mauvaise lecture des circulaires de la BRH. La DIGCP est en train d'envisager des mesures visant à mieux responsabiliser les dirigeants de ces institutions financières.

Parallèlement, le processus d'agrément s'est poursuivi au cours de l'exercice. Une liste de critères définitifs mise au point par la BRH a été validée par les deux institutions de tutelle à savoir la BRH et le CNC. En ce qui concerne les autorisations de fonctionnement, sur un cumul de 61 dossiers soumis pour avis, 27 avis favorables et 4 avis défavorables ont été émis. 29 rapports réclamant des documents complémentaires ou des corrections ont été adressés au CNC.

D'un autre côté, la publication des normes prudentielles pour le secteur des coopératives d'épargne et de crédit s'est effectuée comme prévue. 9 normes portant sur le niveau de liquidité, les placements, le portefeuille de crédit, le contrôle interne, la vérification externe, la transmission des rapports financiers, l'ouverture de succursales, la charte comptable, la suffisance des fonds propres sont actuellement publiés dans les caisses légalement reconnues.

La révision de la loi a été une priorité pour la DIGCP. Un projet d'amendement qui tient compte des préoccupations des différents partenaires intéressés par la consolidation et l'épanouissement de ce secteur a été déposé au Ministère de la Planification et la Coopération Externe.

La BRH via la DIGCP continue de bénéficier, grâce à un financement de l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI) de l'appui technique de Développement International Desjardins (DID). Cet appui consiste en la mise en place ou l'actualisation des outils d'inspection, la fourniture de certains matériels informatiques, l'installation et l'implémentation d'un logiciel de traitement et d'analyse de données financières des CEC, etc.

La DIGCP s'est également penchée sur la situation des institutions financières non mutualistes. Des pourparlers ont été menés avec l'Agence France de Développement (AFD) en vue de doter ce secteur en pleine expansion d'une loi cadre. Depuis le mois d'avril 2008, la BRH bénéficie de la présence d'un consultant. La première phase des travaux consistant en l'identification des institutions de micro finance opérant sur le territoire vient d'être achevée.

C – LA BRH EN 2008

Durant l'exercice 2008, la BRH a su veiller à une meilleure gestion et une utilisation efficiente de ses ressources matérielles et technologiques, particulièrement en ce qui a trait au système de paiements et aux activités de surveillance. Contrairement à l'exercice écoulé où on a dénoté une absence d'émission monétaire, 17 millions de billets de banque ont été mis en circulation, dont 10 millions de 20 gourdes, dont l'utilisation a été très fréquente au cours de cet exercice. Une plus grande disponibilité des billets à dénomination élevée a permis de combler le manque de billets intermédiaires. En conséquence, leur part dans le volume des billets en circulation s'est accru. Ce dernier a atteint 15,44 milliards de gourdes au 30 septembre 2008, soit 2,3 milliards de plus que l'année écoulée. La mise en circulation des 10 millions de billets de 20 gourdes a été à la base d'un recul dans la circulation fiduciaire des billets de 50 et 100 gourdes, dont les problèmes liés à l'approvisionnement ont également joué dans leur utilisation moins intensive. Le solde des opérations financières entre la BRH et l'État et les institutions financières témoigne d'un ralentissement dans l'intensification de celles-ci. Les 11,54 milliards de gourdes de chèques compensés représentent un recul de 12,5 % par rapport à l'exercice antérieur, tandis que ceux libellés en dollars se sont soldés à 477,4 MD ÉU contre 353,3 MD ÉU un an plus tôt. Au niveau du Trésor Public, les dépenses ont triplé en 4 ans atteignant 13,1 milliards de gourdes. Toutefois, le volume de chèques imprimés a nettement reculé à 318 mille tandis que 9 mille chèques ont été certifiés (dollars et gourdes compris) contre 6 mille en 2007.

En 2008, les avoirs extérieurs de la BRH sont constitués à environ 79,7 % des titres d'agences fédérales contre 78 % l'année précédente, dans l'optique de réduire les risques de contagion associés aux investissements dans les obligations. Une hausse modérée de 32 % de ces avoirs contre 60 % antérieurement, a résulté d'un repli à 2,5 % du rendement du portefeuille des titres de la banque contre 5,86 %.

En ce qui a trait à la gestion interne, les activités de développement et d'entretien ont tourné autour d'un nouveau module Risque du Système d'Informations Financières, dont la mise à exécution est prévue pour le premier trimestre de l'exercice suivant. Des services de maintenance ont été effectués au niveau de certains modules de l'application. Par ailleurs, le Système de Paiement Interbancaire Haïtien, une application qui permet l'exécution de paiements entre les institutions financières par voie électronique, a été mise en production. Des corrections ont également été apportées au rapport sur les « Réserves Internationales Nettes » tandis que le projet Crédit-Direct a été effectif et des mises à jour importantes réalisées dans le logiciel SWIFT.

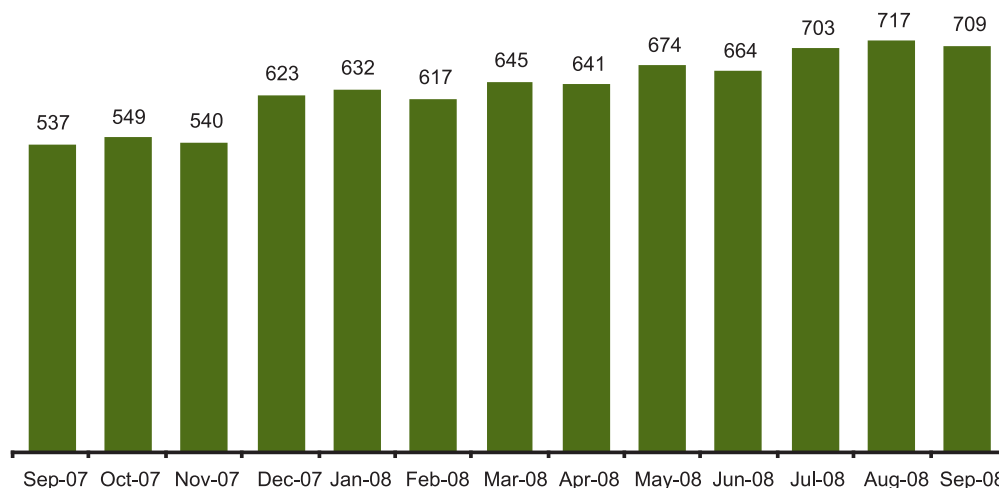
En vue de conscientiser les utilisateurs des systèmes d'information de la Banque en ce qui concerne les risques et pièges actuels de l'insécurité informatique, des séances de sensibilisation ont été réalisées sur le sujet à Port-au-Prince et au Cap-Haïtien. Une gestion efficace des équipements électromécaniques a également été réalisée afin d'assurer le suivi des projets entrepris et les opérations d'entretien.

X- GESTION DES AVOIRS EXTÉRIEURS DE LA BRH EN 2008

Les avoirs extérieurs bruts de la Banque de la République d'Haïti (BRH) ont progressé de 31,96 % en glissement annuel pour atteindre 709 millions de dollars EU au 30 septembre 2008, contribuant ainsi à renforcer d'une part la capacité de la banque centrale à renflouer les déséquilibres de court et de moyen terme de la balance des paiements, et d'autre part, à intervenir sur le marché des changes en vue de maintenir la stabilité de la gourde par rapport au dollar américain. Ainsi, au cours de l'exercice, la BRH a pu intervenir en terme net à hauteur de 58,9 millions de dollars EU pour contrôler les pressions sur la gourde.

Les réserves brutes de change se sont accrues particulièrement à la faveur des acquisitions de devises consenties par la BRH sur le marché des changes et des décaissements de l'aide externe. Les acquisitions de devises ont totalisé 43,6 millions de dollars EU tandis que les décaissements effectués par la communauté internationale se sont élevés à 352,6 millions de dollars EU.

Graphique 36- Évolution des réserves brutes de la BRH en 2008 (en millions de dollars EU)



X.1- COMPOSITION DES AVOIRS EXTÉRIEURS

Au 30 septembre 2008, les réserves internationales de la BRH étaient constituées pour 57,91 % environ par des titres de court et moyen terme, 39,80 % par des placements sur le marché du loyer de l'argent au jour le jour et 1,07 % par des fonds en attente de placement à l'étranger. Le reliquat était constitué d'or, de DTS et d'un placement dans un SICAV monétaire (CILR).

L'allocation du portefeuille de titres de la BRH au 30 septembre 2008 se présente comme suit:

- 0,50 % de bons du trésor américain, contre 2,31 % au cours de l'exercice précédent ;
- 79,77 % d'obligations d'agences fédérales contre 78,99 % l'an dernier ;
- 8,76 % d'obligations de sociétés privées contre 5,95 % durant l'exercice 2007 ;
- 6,99 % de créances hypothécaires titrisées ;
- 3,98 % en liquides ou en équivalents.

Cette allocation du portefeuille de la BRH entre des titres à faible niveau de risque et de notation AAA à A- selon la notation de la firme Standard & Poor (S&P), reflète essentiellement l'optique d'optimisation de la rentabilité sous les contraintes de faible niveau de risque et de disponibilité élevée imposées par le statut d'une banque centrale. Elle est conforme aux termes des contrats de gestion convenus entre la BRH et ses gérants de portefeuille. En effet, ces derniers sont autorisés à en placer au plus 25 % dans des titres émis par des sociétés privées. Les 75 % restants doivent faire l'objet de placements constitués pour l'essentiel d'obligations du trésor américain, d'agences fédérales et de dépôts à vue soumis aux opérations de prises en pension et de créances hypothécaires titrisées.

X.1.1- RENDEMENT DU PORTEFEUILLE

Le portefeuille de titres de la BRH a dégagé un rendement moyen de 2,49 % cette année alors qu'il avait généré 5,86 % au cours de l'exercice précédent. Ce taux de rendement a été en dessous de la performance du repère retenu par la BRH pour le portefeuille de titres, le LIBOR à trois mois sur les dollars EU qui a affiché une moyenne de rendement de l'ordre de 3,88 %. Au cours de l'année, la Fed, motivée par sa volonté de réduire les impacts de la crise financière sur l'économie réelle, a procédé à des rabaissements du taux directeur du marché monétaire américain, le faisant passer de 4,75 % à 1,50 % en septembre 2008.

Cette contre-performance du rendement moyen du portefeuille vis-à-vis du benchmark s'explique par la crise financière internationale qui a favorisé des sous-performances de certains titres du portefeuille confié à l'un des gérants. En effet, celui-ci s'était positionné dans des crédits hypothécaires titrisés et n'avait pas anticipé la crise du crédit, ce qui conséquemment, a contribué à la dépréciation de certains titres du portefeuille, vu l'augmentation du spread sur les obligations concernées.

X.1.2- RENDEMENT DES FONDS PLACÉS SUR LE MARCHÉ DU LOYER AU JOUR LE JOUR (REPOS)

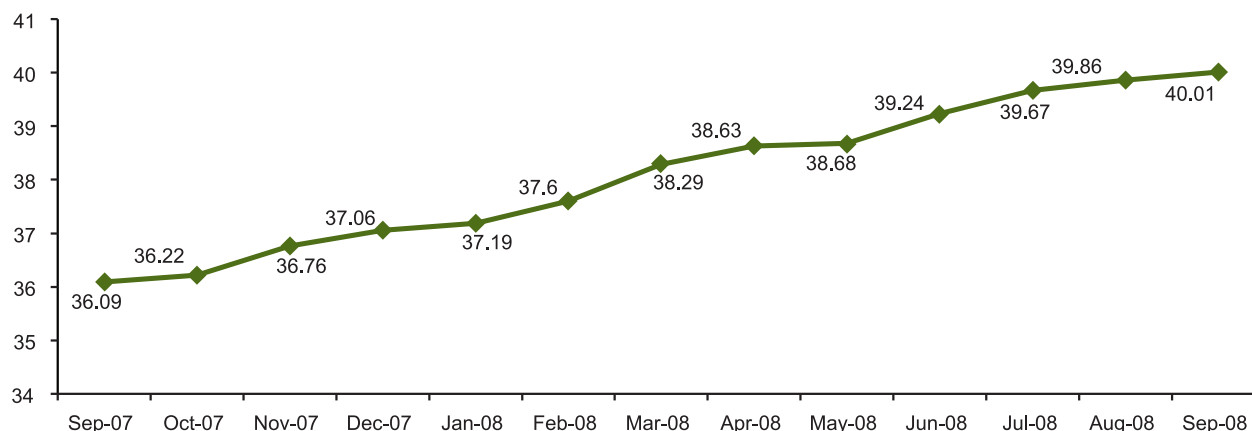
Les flux nets de trésorerie disponibles sur les comptes de transactions de la BRH sont investis à chaque fin de journée et les jours fériés, sur le « Repos Market ». Ces fonds ont généré un rendement moyen de 2,71 % au cours de l'exercice 2008, tandis qu'ils avaient généré 5,02 % l'année antérieure. Cette baisse de performance de 2,31 points de pourcentage résulte de la baisse des taux directeurs décidée par la Réserve Fédérale américaine dans le cadre de la lutte contre les effets pervers que pourraient avoir la crise financière sur l'économie réelle.

XI- QUELQUES FAITS SAILLANTS RELATIFS AU CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE EN 2008

XI.1- ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

Contrairement aux deux exercices précédents au cours desquels la gourde s'est continuellement renforcée par rapport à la devise américaine (réf : tableau en annexe), l'exercice fiscal 2007-2008 a été marqué par une nette dépréciation de la monnaie nationale. En effet, de 36,13 HTG/USD en octobre 2007, le taux de change est passé à 39,95 HTG/USD en septembre 2008, soit une hausse de 10,5 %. Cette dépréciation du taux de change a eu pour effet d'amplifier les chocs externes sur le niveau des prix intérieurs. En effet, le taux d'inflation en glissement annuel est passé de 7,90 % en septembre 2007 à 19,8 % en septembre 2008, soit une accélération de 150,6 %.

Graphique 37- Évolution du taux de change moyen mensuel



Quatre facteurs principaux ont contribué à cette évolution défavorable de la gourde durant l'exercice :

- Le déficit budgétaire cumulé s'est élevé à 3,09 milliards de gourdes en septembre 2008 contre 460,55 millions en octobre 2007, soit 2,63 milliards de plus. Soulignons que malgré l'aggravation du solde budgétaire, le trésor a renfloué son compte au niveau de la BRH pour un montant s'élevant à 477,41 millions de gourdes en septembre 2008.
- Le net recul de nos exportations, l'une des composantes de l'offre de devises sur le marché des changes, qui ont atteint 40 millions de dollars ÉU en moyenne mensuelle contre 44,20 millions pour l'exercice précédent.
- L'environnement international a été caractérisé d'une part par la crise du crédit immobilier aux USA, et d'autre part, par la hausse spectaculaire des prix des produits pétroliers et des matières premières. En effet, le prix moyen du baril de pétrole a crû de 20,23 % passant de 84,84 dollars à 102 dollars d'octobre 2007 à septembre 2008; après avoir atteint un pic de 135,31 dollars en juin 2008. Cette situation a augmenté considérablement la valeur des importations qui ont atteint 212,59 millions de dollars en juin 2008 contre 176,61 millions en octobre 2007 et qui s'est traduite par un accroissement des transactions sur le marché des changes. En septembre 2008, les volumes de transactions à l'achat et à la vente ont progressé respectivement de 47,28 % et 49,42 % par rapport au mois d'octobre 2007 atteignant du côté de l'achat 157,12 millions de dollars en septembre 2008 contre 106,68 millions de dollars en octobre 2007 et du côté de la vente 159,75 millions de dollars en septembre 2008 contre 106,91 millions de dollars en octobre 2007.

- Les anticipations pessimistes des agents économiques liées à la dégradation de l'environnement socio-politique traduite par de violentes manifestations ont eu pour effet de doper la demande de devises sur le marché local des changes. Il en est résulté une progression de la dollarisation de l'économie passant de 50,7 % à 52,2 % d'octobre 2007 à août 2008.

Par contre, d'autres facteurs ont pu contribuer à ralentir le rythme de progression du taux change:

- Les transferts privés reçus de l'étranger, l'une des principales composantes de l'offre, ont augmenté de 12,08 % au cours de l'exercice, totalisant 999,92 millions de dollars américains pour l'année en cours contre 892,12 millions de dollars l'année précédente. Cette hausse est survenue en dépit des licenciements en masse effectués aux USA à cause de la crise du Subprime (des marchés immobiliers).
- Les décaissements provenant des organismes internationaux ont crû de 132,4 % par rapport à l'année dernière atteignant 352,04 millions de dollars EU contre 151,48 millions de dollars.

L'orientation de la politique monétaire marquée par un ensemble de mesures telles que :

- 1) Cinq des six révisions du mode de constitution des réserves obligatoires sur les passifs libellés en monnaies étrangères enregistrées sur la période ont été réalisées en vue de permettre aux banques d'avoir plus de dollars à leur disposition, et de réduire le déséquilibre sur le marché des changes. En effet, le taux est passé de 72,5 % pour la couverture en dollars EU et 27,5 % pour la couverture en gourdes au début de l'exercice à 62,5 % et 37,5 % en juillet 2008.
- 2) L'injonction faite aux banques de ne pas dépasser quotidiennement 1 % de leurs fonds propres contre 8 % antérieurement sur les opérations en devises, minimisant ainsi les possibilités de spéculations des banques commerciales surtout en fin d'exercice;
- 3) Les ventes de devises par les autorités monétaires à hauteur de 102,51 millions de dollars durant l'exercice en vue de réduire le déséquilibre persistant sur le marché des changes, réduisant ainsi les anticipations négatives des agents économiques quant à l'évolution du taux de change;
- 4) La politique d'assèchement de liquidités excédentaires du système bancaire s'est révélée très active à partir du mois d'avril 2008 en raison de la forte volatilité du taux de change. En effet, les taux d'intérêt sur les Bons à 91 jours ont crû de 3,25 points de pourcentage passant de 4,75 % à 8 % de mars à septembre 2008. D'autre part, l'encours des Bons BRH qui se chiffrait à 9,22 milliards de gourdes en octobre 2007 a atteint 7,94 milliards en avril 2008 pour passer à nouveau à 9,45 milliards de gourdes en septembre 2008. Par ailleurs, la mise en place des Bons à 182 jours avec une fourchette de taux variant entre 12 % et 14 % traduit les efforts des Autorités Monétaires en vue de neutraliser les liquidités excédentaires du système bancaire.

A défaut de renverser la tendance, ces différents facteurs ont pu maintenir la volatilité du taux de change au même niveau que l'exercice précédent, soit 1,30.

XI.2- ÉVOLUTION DES SPREADS BANCAIRE & INFORMEL

Contrairement à l'exercice précédent au cours duquel on a observé un net écart au niveau des gains générés sur les opérations cambiales réalisées par les opérateurs du marché local des changes, un certain rapprochement est observé pour ce dit exercice. En effet, le spread moyen mensuel a été estimé à 39 centimes par dollar américain transigé sur le marché bancaire tandis que le spread moyen mensuel informel a été estimé à 56 centimes, soit un écart de 17 centimes. Rappelons que, pour l'exercice précédent, les spreads formel et informel ont été estimés respectivement à 46 et 82 centimes, soit un écart de 36 centimes.

Ce rapprochement s'explique d'une part par la réduction des risques d'attaques spéculatives sur le marché avec les nouvelles dispositions établies par la BRH faisant obligation aux banques d'avoir une position de change structurelle de 1 % par rapport aux fonds comptables contre 8 % initialement ; et d'autre part, par l'amenuisement du déséquilibre entre l'offre et la demande résultant des injections massives de devises par la BRH sur le marché de change.

Graphique 38 Évolution des spreads bancaire et informel
Septembre 2007 - Septembre 2008 (en gourdes)

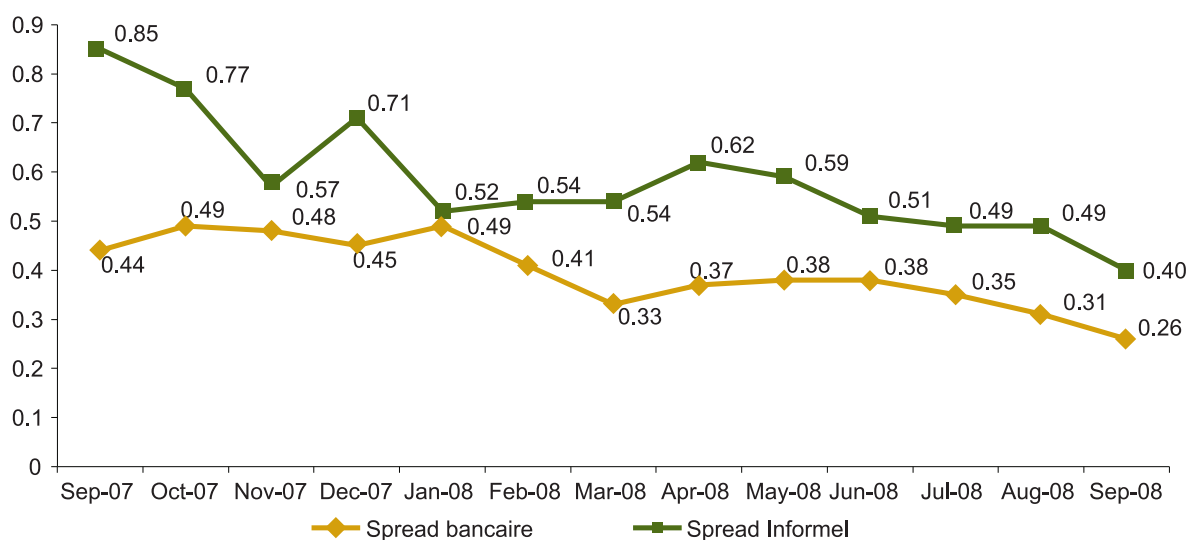


Tableau 38 - Cours moyen de la gourde par rapport au dollars ÉU

	2005/2006	2006/2007	2007/2008
Octobre	42,9885	39,1024	36,2160
Novembre	43,0084	39,0829	36,7582
Décembre	42,9838	38,3144	37,0585
Janvier	43,3674	38,3987	37,1911
Février	43,0526	38,4593	37,6004
Mars	42,6890	37,9979	38,2881
Avril	42,1459	36,9313	38,6261
Mai	39,4874	36,8584	38,6801
Juin	39,5805	36,2805	39,2399
Juillet	39,9010	35,6152	39,6695
Août	39,1030	35,6897	39,8556
Septembre	39,0757	36,0888	40,0095
Moyenne Anuelle	41,4486	37,4016	38,2661

Sources : BRH/DAI

Tableau 39- Variation en % du cours moyen de la gourde par rapport au dollar EU

	2005/2006	2006/2007	2007/2008
Octobre	1,42	0,07	0,35
Novembre	0,05	-0,05	1,50
Décembre	-0,06	-1,97	0,82
Janvier	0,89	0,22	0,36
Février	-0,73	0,16	1,10
Mars	-0,84	-1,20	1,83
Avril	-1,27	-2,81	0,88
Mai	-6,31	-0,20	0,14
Juin	0,24	-1,57	1,45
Juillet	0,81	-1,83	1,09
Août	-2,00	0,21	0,47
Septembre	-0,07	1,12	0,39
Moyenne	-7,87	-7,85	10,37

Sources : BRH/DAI

XII- LA MONNAIE FIDUCIAIRE ET LA MONNAIE SCRIPTURALE

XII.1- BILLETS ET MONNAIE DIVISIONNAIRE

XII.1.1 ÉMISSION, DESTRUCTION ET REMPLACEMENT DE LA MONNAIE

Les turbulences intervenues dans l'approvisionnement des billets de banque pendant l'exercice précédent ne sont pas entièrement résorbées. En effet, contrairement à ce qu'on avait observé, ce sont les coupures intermédiaires, les 100 et les 50 gourdes qui ont fait défaut cette année. Le stock de ces coupures, utilisé de manière intensive à cause de l'indisponibilité des plus grosses, soit les 1 000, 500 et 250 gourdes, s'est épuisé beaucoup plus rapidement pour permettre d'atteindre la livraison des commandes en cours d'impression.

À titre d'illustration, il convient d'ajouter qu'environ 16 millions de billets de 50 gourdes et 9 millions de 100 gourdes inaptes à la circulation ont été détruits mais seulement 4 millions de 50 gourdes et 1,5 million de 100 gourdes ont été remplacés par des billets de même dénomination.

À un degré moindre, une pareille observation a été faite pour les billets de 10 et de 25 gourdes. En effet, 13,4 millions de billets de 10 gourdes et 12,7 millions de 25 gourdes ont été détruits et partiellement remplacés par 9 millions de 10 gourdes et 10 millions de 25 gourdes.

Tableau 40-Destruction, remplacement et émission de la monnaie en 2008 (en milliers de billets et pièces)

Coupures (gourdes)	Destruction	%	Remplacement	%	Emission	%
Billets						
1	20	0%	-	0%	-	-
2	-	0%	-	0%	-	-
5	3	0%	-	0%	-	-
10	13 428	25%	9 000	20%	-	-
20	-	0%	16 250	35%	10 000	57%
25	12 717	24%	10 000	22%	-	0%
50	15 712	29%	4 000	9%	4 000	23%
100	8 737	16%	1 450	3%	2 000	11%
250	1 250	2%	1 600	3%	1 600	9%
500	1 946	4%	2 100	5%	-	0%
1000	26	0%	1 600	3%	-	0%
Total billets (milliers d'unités)	53 839	100%	46 000	100%	17 600	100%
Pièces						
0,05	-		-	0%	-	
0,10	-		-	0%	-	
0,20	-		-	0%	-	
0,50	-		2 520	22%	-	
1	-		9 000	78%	-	
5	-		-	0%	-	
Total pièces			11 520	100%	-	

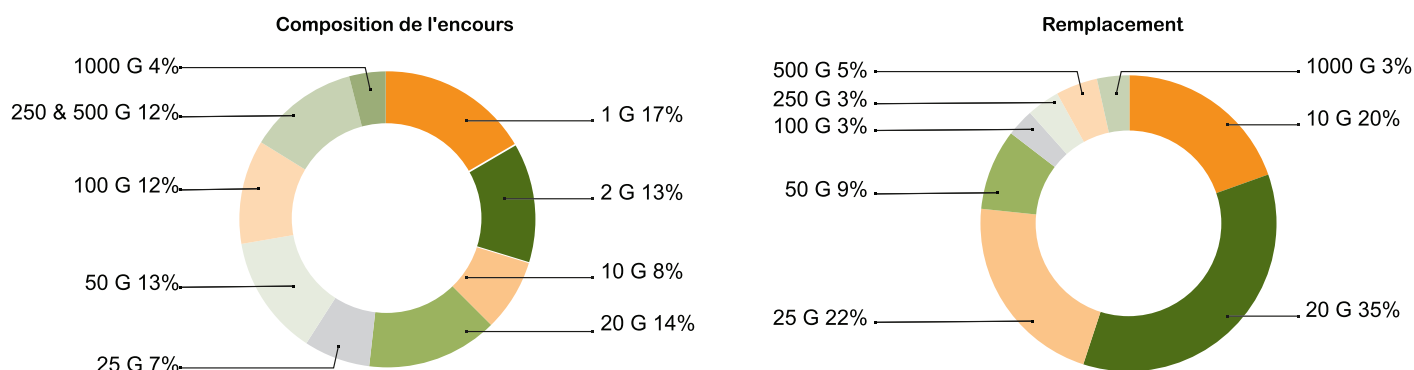
Source : BRH / DCR –Service Monnaie Fiduciaire

Les commandes de coupures de 1 000, 500 et 250 gourdes ayant été livrées au début de l'exercice, elles ont servi à suppléer l'indisponibilité des billets intermédiaires, d'où un accroissement notable de leur part dans la composition de l'encours de billets en circulation. En réalité, le nombre de billets de 250 et 500 gourdes utilisés pour le remplacement des billets détruits a augmenté respectivement de 100 % et de 163 % par rapport à l'exercice précédent. Bien que l'augmentation des billets de 1000 gourdes (+ 25 %) soit moins spectaculaire que celle des billets de 250 et 500 gourdes, elle demeure pour le moins très significative dans un tel contexte.

Au cours du mois de novembre 2007, il a été procédé à la mise en circulation pour la première fois des billets de 20 gourdes, à l'effigie du Général Toussaint Louverture, en commémoration du bicentenaire de la Constitution de 1801.

Au titre de l'émission monétaire, 17,6 millions de billets de banque ont été mis en circulation dont 10 millions de 20 gourdes. En outre, plus de 16 millions de billets de 20 gourdes ont servi au remplacement de billets détruits ; ceci témoigne de l'ampleur de l'utilisation qui a été faite des billets de 20 gourdes au cours de l'exercice 2007-2008.

Graphique 39- Remplacement de billets et composition de l'encours par coupure en 2008



XII.1.2 CIRCULATION AU SENS STRICT

Les signes monétaires en circulation stricte au 30 septembre 2008 ont connu une augmentation importante, soit environ 20 % par rapport à l'exercice précédent. En effet, les billets et les pièces de monnaie en dehors de la BRH et des coffres-forts des banques commerciales sont passés de 11 474 MG à 13 718 MG.

XII.1.3 CIRCULATION FIDUCIAIRE AU SENS LARGE

La valeur globale des billets de banque et pièces de monnaie en circulation a fait un bond de 18 % lorsqu'on compare le niveau de cet exercice à celui de l'exercice précédent : de 13 074 MG au 30 septembre 2007, elle est passée à 15 437 MG en 2008.

XII.1.4 COMPOSITION DE L'ENCOURS

Les billets de 1 000, 500 et 250 gourdes ont vu leur part respective augmenter au cours de l'exercice 2007-2008 au détriment des autres coupures. L'introduction des coupures de 20 gourdes semble avoir causé de fortes diminutions dans la part des autres billets particulièrement ceux de 50 et 100 gourdes qui ont toujours dominé la circulation fiduciaire.

XII.1.5-BILLETTS CONTREFAITS RETENUS AUX GUICHETS DE LA BRH

Le nombre de faux billets de gourde et de dollar ÉU enlevés de la circulation en 2007-2008, s'élève respectivement à 1 659 et 328 billets toutes coupures confondues, contre 1 220 et 228 billets au cours de l'exercice antérieur.

Les coupures de 100, 250 et de 1 000 gourdes font l'objet d'une contrefaçon croissante par rapport à l'exercice de référence, particulièrement celles de 1 000 gourdes dont la part représente 32,0 % du total des faux billets de gourdes. Il en est de même des billets de 20 et de 100 dollars ÉU qui interviennent pour plus de 89,0 % dans l'ensemble des faux billets en dollars retenus aux guichets.

L'observation de la courbe d'évolution mensuelle de saisie de faux billets permet de constater que les faussaires ont été particulièrement actifs en mars et en avril : la proportion de billets saisis pour ces deux mois par rapport à l'ensemble incriminé est de 68,96 % pour la gourde et de 60,67 % pour le dollar américain.

Tableau. 41- Faux billets de dollars ÉU retenus au service de la compensation en 2008.

Coupure	5	10	20	50	100	TOTAL
Octobre 07		1	21	8	25	55
Novembre			1		3	4
Décembre					3	3
Janvier 08					7	7
Février					2	2
Mars		2	11	2	45	60
Avril		6	8	11	114	139
Mai					3	3
Juin			3	2	15	20
Juillet		1	1		18	20
Août			1	1	5	7
Septembre				1	7	8
TOTAL		10	46	25	247	328

Source : BRH / Direction de la Caisse - Service des Guichets

Tableau. 42- Faux billets gourdes retenus au service de la compensation en 2008.

	10	20	25	50	100	250	500	1000	Total
Octobre 07				1	20	1	7	12	41
Novembre					9	3	16	9	37
Décembre				2	3	3	3	6	17
Janvier 08					9	1	16	25	51
Février					2	2	7	17	28
Mars				9	26	41	146	31	253
Avril		1		17	144	143	271	315	891
Mai					3	8	2	6	19
Juin	1			1	5	19	9	28	63
Juillet					20	35	69	44	168
Août				2	1	13	8	11	35
Septembre				3	3	15	11	25	57
TOTAL		1		35	245	284	565	529	1659

Source : BRH / Direction de la Caisse - Service des Guichets

XII.2 LES CHÈQUES LES OPÉRATIONS DE LA CHAMBRE DE COMPENSATION

Au cours de l'exercice fiscal 2007-2008, le nombre de chèques libellés en gourdes compensés par la BRH, a atteint 2 473 767 unités pour un montant de 137 152,6 MG (débit et crédit) soit un accroissement tant en volume qu'en valeur de 5,2 % et de 14,7 % par rapport à l'exercice antérieur. Le solde final de la compensation en gourdes s'est élevé à 11 537,5 MG.

Tableau 43.- Nombre de chèques en gourdes présentés et reçus par les banques en 2008

	Chèques présentés	Chèques reçus	Frais prélevés gourdes*
BRH	173 042	1 019 088	880 251,50
BNC	641 003	208 526	182 172,00
SGHB	605 148	419 051	362 654,50
BPH	81 680	24 501	21 308,00
BUH	66 495	67 779	58 017,50
BNS	75 175	89 746	76 832,00
CBNA	31 101	38 144	32 906,00
CAPITAL	213 990	180 316	155 997,50
SGBL	47 303	59 702	51 431,50
BICH	85	137	108,50
UNBK	538 745	366 752	318 345,50
SOCABK	-	25	12,50
Total	2 473 767	2 473 767	2 140 037,00

Source : BRH/ BRH / Direction de la caisse et du réseau

*Les frais prélevés par chèque (reçu), libellé en gourdes, sont passés de 0 gde 50 à 1 gde à partir du mois de Janvier 2008.

Le nombre de chèques libellés en dollars ÉU compensés par la BRH a été de 493,216 pour un montant de 2,752,5 millions de dollars ÉU (débit et crédit). En termes de solde final, la compensation a accusé une valeur de 477,4 millions de dollars ÉU contre 353,3 pour l'exercice précédent.

Le montant global des frais prélevés sur les chèques s'élève à 2,14 MG et 104,3 milliers de dollars ÉU en 2007-2008. Il faut souligner qu'à partir de janvier 2008, les frais prélevés par chèque reçu ont augmenté de 0,50 à 1,00 gourde et de 0,10 à 0,25 dollar ÉU par chèque libellé respectivement en Gourdes et en dollars.

Tableau 44- Nombre de chèques en dollars EU présentés et reçus par les banques en 2008

	Chèques présentés	Chèques reçus	Frais prélevés US*
BRH	2 139	5 933	1 252,40
BNC	27 673	50 158	10 761,10
SGHB	148 773	147 303	31 080,60
BPH	11 006	8 748	1 874,55
BUH	22 954	17 597	3 629,75
BNS	24 093	23 399	4 912,40
CBNA	33 495	24 291	5 065,20
CBBK 2	159	279	27,90
CAPITAL	64 106	65 034	13 830,00
SGBL	10 428	19 100	3 978,20
BICH	1	3	0,60
UNBK	148 283	131 144	27 914,75
SOCABK	106	227	22,70
Total	93 216	493 216	104 350,15

Source : BRH/ BRH / Direction de la caisse et du réseau

*Les frais prélevés par chèque (reçu), libellé en dollar ÉU, sont passés de \$0.10 à \$0.25 à partir de Janvier 2008.

Tableau 45- Résultat de la compensation par banque sur les opérations en gourdes en 2008 (MG)

	Débit	Crédit	Solde Débiteur	Solde Créditeur
BRH	23 855,51	26 034,09		2 178,58
BNC	15 064,32	16 274,97		1 210,64
SGHB	30 791,71	28 607,20	2 184,51	
BPH	2 233,53	2 208,59	24,94	
BUH	4 847,02	2 871,69	1 975,33	
BNS	4 233,68	4 077,65	156,03	
CBNA	12 772,54	15 432,92		2 660,38
CAPITAL	2,19	0,00	2,19	
SGBL	9 371,45	11 587,66		2 216,21
BICH	1 405,31	2 862,51		1 457,21
UNBK	3,81	2,17	1,64	
SOCABK	32 571,49	27 193,11	5 378,37	
Total	137 152,56	137 152,56	9 723,02	9 723,02

Source : BRH / Direction de la caisse et du réseau

Tableau 46- Résultat de la compensation par mois sur les opérations en gourdes en 2008 (MG)

	Débit	Crédit	Solde Débiteur	Solde Créditeur
Oct. 07	12 098,71	12 098,71	1 044,93	1 044,93
Nov. 07	10 507,34	10 507,34	1 225,12	1 225,12
Dec. 07	12 833,65	12 833,65	1 077,23	1 077,23
Janv. 08	11 325,47	11 325,47	1 349,65	1 349,65
Fevr. 08	11 534,04	11 534,04	1 105,96	1 105,96
Mars 08	11 122,50	11 122,50	938,50	938,50
Avr. 08	9 857,98	9 857,98	621,33	621,33
Mai 08	11 810,22	11 810,22	854,84	854,84
Juin 08	11 365,63	11 365,63	898,98	898,98
Juil. 08	11 693,63	11 693,63	1 071,64	1 071,64
Août 08	10 376,29	10 376,29	713,54	713,54
Sept. 08	12 627,11	12 627,11	635,77	635,77
Total	137 152,56	137 152,56	11 537,49	11 537,49

Source : BRH / Direction de la caisse et du réseau

Tableau 47- Résultat de la compensation par banque sur les opérations en dollars en 2008 (Millions de dollars EU)

	Débit	Crédit	Solde Débiteur	Solde Créditeur
BRH	84,84	51,73	33,11	
BNC	394,40	214,85	179,55	
SGHB	721,76	657,54	64,21	
BPH	50,01	29,29	20,72	
BUH	107,17	70,15	37,01	
BNS	142,70	101,08	41,62	
CBNA	244,91	479,39	0,00	234,48
SGHB 2	1,35	0,43	0,92	
CAPITAL	335,90	241,77	94,13	
SGBL	38,30	62,87		24,57
BICH	0,01	0,00	0,00	
UNBK	629,82	842,64		212,82
BNC 2	1,35	0,77	0,58	
Total	752,51	2 752,51	471,87	471,87

Source : BRH / Direction de la caisse et du réseau

Tableau 48- Résultat de la compensation par mois sur les opérations en dollars en 2008 (Millions de dollars EU)

	Débit	Crédit	Solde Débiteur	Solde Créditeur
Oct. 07	232,01	232,01	46,99	46,99
Nov. 07	193,85	193,85	33,10	33,10
Dec. 07	230,43	230,43	34,62	34,62
Janv. 08	222,85	222,85	43,63	43,63
Fevr. 08	206,55	206,55	34,94	34,94
Mars 08	239,95	239,95	47,55	47,55
Avr. 08	240,77	240,77	21,86	21,86
Mai 08	229,45	229,45	38,53	38,53
Juin 08	242,00	242,00	33,86	33,86
Juil. 08	262,55	262,55	53,64	53,64
Août 08	214,95	214,95	44,42	44,42
Sept. 08	237,15	237,15	44,25	44,25
Total	2 752,51	2 752,51	477,39	477,39

Source : BRH / Direction de la caisse et du réseau

Les dépenses du Trésor Public enregistrées à la Chambre de Compensation sont de l'ordre de 13 129,0 MG : 96 % de ce montant est imputable à Port-au-Prince et 4 % seulement au Cap Haïtien.

Tableau 49- Dépenses en gourdes du Trésor public enregistrées à la chambre de compensation en 2008 (MG)

	Port-au-Prince	Cap-Haïtien	Total
Octobre 2007	1 462,98	66,22	1 529,20
Novembre 2007	795,78	36,87	832,66
Décembre 2007	1 203,42	47,17	1 250,59
Janvier 2008	1 094,66	44,53	1 139,19
Février 2008	887,71	33,84	921,54
Mars 2008	1 054,23	50,21	1 104,44
Avril 2008	663,49	35,37	698,86
Mai 2008	1 030,46	38,00	1 068,46
Juin 2008	1 117,44	47,72	1 165,16
Juillet 2008	1 075,46	49,04	1 124,50
Août 2008	928,56	37,15	965,71
Septembre 2008	1 283,18	45,51	1 328,69
Total	12 597,38	531,62	13 129,00

Source : BRH / Direction de la caisse et du réseau

Au cours des cinq dernières années, les opérations de compensation sur les chèques en gourde sont passées de 92,6 MG à 137,2 MG tandis que le nombre de chèques compensés a évolué en dents de scie.

Tableau 50- Compensation pour les opérations en gourdes au cours des cinq dernière années.

Année	Nombre de chèques compensés	Résultat de la Compensation (MG)
2003/2004	2 425 006	92 602,2
2004/2005	2 521 628	99 446,3
2005/2006	2 408 320	114 279,2
2006/2007	2 351 430	119 558,3
2007/2008	2 473 767	137 152,6

Source : BRH/Direction de la caisse et du réseau

En dollar ÉU, le nombre de chèques compensés et le résultat de la compensation accusent une croissance continue, soit une moyenne annuelle respective de 8,5 % et de 13,3 %.

Tableau 51- Compensation pour les opérations en dollars EU au cours des cinq dernières années (Million de Dollars ÉU).

Année	Nombre de chèques compensés	Résultat de la Compensation (millions de Dollars EU)
2003/2004	356 486	1 672,9
2004/2005	411 218	1 831,9
2005/2006	443 741	2 047,2
2006/2007	486 915	2 414,4
2007/2008	493 216	2 752,5

Source : BRH/Direction de la caisse et du réseau

Les dépenses du Trésor Public en 2007-2008 ont culminé à 13 129,0 MG soit près du triple de leur valeur en 2003-2004 en raison de l'accroissement du poste «Salaire du personnel».

Tableau 52- Dépenses du trésor public au cours des cinq dernières années (MG)

Année	Port-au-Prince	Cap-Haïtien	Total
2003/2004	4 606,0	206,6	4 812,6
2004/2005	6 200,5	267,2	6 467,7
2005/2006	7 251,0	363,7	7 614,7
2006/2007	8 649,8	416,8	9 066,6
2007/2008	12 597,4	531,6	13 129,0

Source : BRH/Direction de la caisse et du réseau

XII.3- DEPOTS ET TIRAGES DES BANQUES COMMERCIALES

Le montant total des dépôts en gourde et en dollar ÉU effectués par les intermédiaires financiers monétaires à la BRH pour l'exercice fiscal 2007-2008, s'élève respectivement à 10 724,63 MG et 319,21 millions de dollars ÉU, soit une diminution de 11,21 % et de 39,93 % des deux variables considérées par rapport à l'exercice précédent.

Les prélèvements des banques commerciales sur leurs comptes en gourde détenus à la BRH ont augmenté en 2007-2008 de 12,9 % pour se fixer à 7 156,78 MG : 79,61 % de ce total représente le montant des tirages effectués par la BNC, la Capital Bank et la Sogebank. Les tirages en dollars ÉU, en hausse de 98,2 % par rapport à ceux de 2006-2007, ont culminé à 23,05 millions de dollars ÉU, dont 50,0 % représentent des prélèvements de la Scotiabank.

Tableau 53 Tableau comparatif des dépôts pour les exercices fiscaux 2007 et 2008

Exercice 2006-2007	Exercice 2007-2008
Montant total des dépôts en Gourdes	Montant total des dépôts Gourdes
12,079,815,027.00	10,724,627,117.00
Exercice 2006-2007	Exercice 2007-2008
Montant total des dépôts en Dollars	Montant total des dépôts en Dollars
531,405,312.00	319,207,000.00

Source : BRH / DCR – Service du Retrait

Tableau 54 Tirage des banques commerciales sur leurs comptes en gourdes détenus à la BRH en 2008

	Oct-07	Nov-07	Dec-07	Jan-08	Feb-08	Mar-08	Apr-08	May-08	Jun-08	Jul-08	Aug-08	Sep-08	TOTAL
Sogebank	65.00	220.00	555.00	20.00	29.00	137.00	20.00	30.00	40.00	121.00	45.00	60.00	1,342.00
Sogebel										-	-	-	0.00
Unibank	-	45.52	290.40	-	-	50.00	-	-	50.00	30.00	120.00	1.00	586.92
BNC	65.00	70.00	480.00	100.00	100.00	350.00	250.00	200.00	200.00	260.00	230.00	180.20	2,485.20
BUH	-	-	20.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20.00
Citibank	30.00	30.00	60.00	25.00	15.00	40.00	-	15.00	15.00	15.00	-	5.00	250.00
Scotia	27.00	31.80	85.10	30.00	10.00	27.40	17.00	16.00	30.00	50.02	30.00	5.10	359.42
BPH	28.10	19.05	28.15	19.08	14.42	9.77	47.74	21.09	13.48	8.44	18.15	15.77	243.24
Capital Bank	140.00	170.00	180.00	80.00	160.00	250.00	190.00	80.00	110.00	220.00	160.00	130.00	1,870.00
TOTAL	355.10	586.37	1,698.65	274.08	328.42	864.17	524.74	362.09	458.48	704.46	603.15	397.07	7,156.78

Source : BRH/Direction de la caisse et du réseau

XII.4 SERVICES A L'ETAT

XII.4.1.BANQUIER DE L'ETAT

IMPRESSION DE CHEQUES

La BRH maintient son objectif de se préserver de la contrefaçon. Les standards de qualité sont respectés et le délai de livraison des commandes est maintenu à deux jours au plus tard.

Au cours de l'exercice, 318 516 chèques ont été imprimés, un volume en baisse par rapport à l'exercice 2004-2005 au cours duquel 432 562 chèques ont été produits à l'intention des clients de toutes les catégories réunies. Les détails mensuels sont étalés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 55- Chèques imprimés en 2008

Exercice Fiscal	Quantité
Octobre 07	24,140.00
Novembre 07	27,300.00
Décembre 07	52,740.00
Janvier 08	44,190.00
Février 08	54,310.00
Mars 08	18,440.00
Avril 08	43,370.00
Mai 08	31,606.00
Juin 08	42,126.00
Juillet 08	29,320.00
Août 08	42,690.00
Septembre 08	22,330.00
Total	432,562.00

Source : BRH-DCR/Comptes Courants

CERTIFICATION DE CHÈQUES

La certification d'un chèque consiste à prélever la valeur au compte du demandeur au moment même de la mise en circulation du document. Cette opération se fait sur demande de l'émetteur moyennant paiement de frais fixes indépendamment de la valeur nominale du chèque. Une nuance à retenir toutefois, les frais fixes en Gourdes diffèrent de ceux en Dollars Américains). En 2007-2008 un total de 8 657 chèques d'une valeur de 2 028,09 MG a été certifié alors qu'en devises américaines 352 chèques ont été certifiés équivalant à 5,62 millions de dollars EU.

Tableau 56- Chèques certifiés en 2008

Année 2007-2008	Quantité	Chèques certifiés gourdes Montant en MG	Quantité	Chèques certifiés dollars Montant en USD
Octobre 2007	1013,00	276,83	35,00	523 880,90
Novembre 2007	812,00	111,41	29,00	394,506.62
Décembre 2007	767,00	162,26	28,00	430,517.16
Janvier 2008	710,00	315,68	15,00	343,581.45
Février 2008	586,00	120,48	12,00	370,154.19
Mars 2008	529,00	160,19	36,00	299,102.97
Avril 2008	693,00	237,14	28,00	661,654.53
Mai 2008	594,00	258,79	29,00	546,550.75
Juin 2008	576,00	22,16	38,00	613,097.57
Juillet 2008	907,00	192,69	38,00	582,967.08
Août 2008	629,00	18,39	25,00	441,406.67
Septembre 2008	841,00	152,07	39,00	417,501.56
Total	8657,00	2028,09	352,00	5,624,921.45

Source : BRH-DCR / Comptes Courants

Le circuit bancaire est de plus en plus utilisé par le secteur étatique en témoigne l'extension du montant des virements reçus des organismes et institutions prévus par la Loi Organique créant la BRH. Le nombre des ordres de virement a augmenté d'environ 18 % au cours de cet exercice. Le tableau suivant présente une ventilation mensuelle par devises des différents ordres de virement traités.

Tableau 57- Ordres de virement en 2008

	Opération en Gourdes		Opération en Dollars ÉU	
	Nombre	(Montant millions de Gourdes)	Nombre	(Montant milliers de dollars USD)
Octobre 07	330	442,37	91	7,199.70
Novembre 07	321	396,42	153	6,907.69
Décembre 07	308	278,77	89	4,992.80
Janvier 08	246	455,12	124	4,035.19
Février 08	293	214,04	76	4,560.68
Mars 08	343	317,39	50	2,964.82
Avril 08	462	1,922,65	307	9,746.72
Mai 08	208	257,28	297	9,435.88
Juin 08	222	241,06	241	3,224.92
Juillet 08	372	413,98	247	9,374.12
Août 08	295	160,59	237	4,287.20
Septembre 08	310	470,49	155	5,390.54
Total	3710	5,570,16	2067	72,120.26

Source : BRH-DCR/Comptes Courants

Tableau 58- Évolution des soldes (Institutions Financières - en millions d'unités monétaires)

Comptes	Octobre 2007	Décembre 2007	Évolution
Clearing Gdes.	12.194,94	12.642,19	447,25
Clearing USD.	177,54	181,67	4,13
Spécial FDI Gdes.	7,31	7,31	0,00
Comptes	Janvier 2008	Mars 2008	Évolution
Clearing Gdes.	12.642,19	12.736,39	94,20
Clearing USD.	181,67	171,11	-10,56
Spécial FDI Gdes.	7,31	7,31	0,00
Comptes	Avril 2008	Juin 2008	Évolution
Clearing Gdes.	12.736,39	16.158,25	3.421,86
Clearing USD.	177,11	180,97	9,86
Spécial FDI Gdes.	7,31	7,31	0,00
Comptes	Juillet 2008	Septembre 2008	Évolution
Clearing Gdes.	16.158,25	13.469,31	-2.688,94
Clearing USD.	180,97	221,02	40,05
Spécial FDI Gdes.	7,31	7,31	0,00

BRH-DCR / Comptes Courants

TRAITEMENT DES DEPOTS

La BRH a collecté au cours de cet exercice 13 363 dépôts pour le compte des différents organismes publics éligibles. Les détails relatifs au nombre de dépôts captés sur une base mensuelle sont présentés dans le tableau ci-après :

Tableau 59- Les dépôts collectés en 2008

	Nombre	Montant (millions de Gourdes)	Nombre	Montant (millions de USD)
Octobre 07	1114	1.651,54	84	12,13
Novembre 07	995	768,99	70	2,67
Décembre 07	1045	1.318,55	85	32,45
Janvier 08	1112	1.176,10	95	6,04
Février 08	950	798,67	78	3,71
Mars 08	1074	1.094,25	73	4,98
Avril 08	961	1.486,91	79	4,20
Mai 08	1075	1.747,08	82	3,78
Juin 08	1020	1.181,94	102	5,48
Juillet 08	1128	995,93	98	4,91
Août 08	857	1.110,26	61	3,58
Septembre 08	1031	1.004,95	94	5,32
Total	12362	14.335,17	1001	89,25

5. TRAITEMENT DES CHEQUES

Les chèques émis sur comptes courants, encaissés et payés par la Direction de la Caisse et du Réseau ont atteint un nombre de 443 435, toute catégorie confondue. Les détails mensuels se trouvent dans le tableau suivant :

Tableau 60- Chèques encaissés et payés pour le compte du Trésor Public en 2008

	Nombre de chèques	Montant (millions de Gourdes)	Nombre de chèques	Montant (millions de Gourdes)
Octobre 07	30738	2.224,48	769	16,34
Novembre 07	32538	2.006,10	653	16,11
Décembre 07	50975	2.213,50	619	20,69
Janvier 08	37082	1.697,44	645	14,02
Février 08	32492	1.508,52	541	14,92
Mars 08	38379	1.900,24	541	14,90
Avril 08	28515	1.900,00	1520	81,68
Mai 08	36702	2.074,89	676	13,67
Juin 08	39467	1.827,99	717	20,82
Juillet 08	37545	2.023,38	734	50,66
Août 08	30657	1.488,88	511	14,25
Septembre 08	30834	1.560,78	585	13,68
Total	425924	22,426.20	8511	291,74

Source : BRH-DCR/Comptes Courants

XII.4.2. CAISSIER DE L'ETAT

La BRH, par l'entremise des ses guichets internes et externes, a traité, pour l'exercice fiscal 2007-2008, 334 427 bordereaux, avis de cotisation et reçus de caisse. Elle a encaissé pour le compte du Trésor Public, des recettes globales d'un montant de 26 851,7 MG (Réf.: tableau I, Recettes Globales; tableau II, Nombres de Bordereaux / Direction du Contrôle du Crédit / Service Opérations Fiscales).

Le Service des guichets a, par ailleurs, honoré 195 297 chèques émis par le gouvernement d'une valeur de 10 418,64 MG, soit 1 098,46 MG de plus que l'année précédente.

Tableau 61- Chèques du Trésor Public honorés aux guichets en 2008

	Nombre de chèques	Montant (millions de Gourdes)
Octobre	13 857	1 012 753 711,54
Novembre	16 178	600 682 140,28
Décembre	22 798	1 122 745 648,22
Janvier	17 803	848 482 192,83
Février	14 657	527 927 128,74
Mars	15 353	780 259 713,40
Avril	14 206	563 165 485,37
Mai	17 272	986 682 442,67
Juin	14 268	785 238 568,50
Juillet	17 627	977 012 525,35
Août	11 955	1 377 712 973,18
Septembre	19 323	835 978 394,76
Total	195 297	10 418 640 924,84

Source : BRH-DCR/Comptes Courants

XIII- SITUATION DU SUPPORT D'INFORMATION ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE LA BRH

XIII.1. ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT ET D'ENTRETIEN

XIII.1.1 SYSTÈME D'INFORMATIONS FINANCIÈRES - DÉVELOPPEMENT

Le module Risque du « Système d'Informations Financières » (SIF) a été développé au cours de l'exercice 2007-2008. Prévu au départ pour cette année, sa mise en production a été repoussée au début de l'exercice 2008-2009 à cause de changements majeurs survenus lors du développement de cette application. Une présentation de l'application a été faite aux banques au cours du mois de juillet et suite à cette dernière, des changements ont encore été introduits pour satisfaire de nouveaux besoins des utilisateurs. A la fin de l'exercice fiscal, la documentation relative à la conception et à l'implémentation du module Risques de l'application SIF est la phase finale. La mise en production du module est prévue pour le premier semestre de l'exercice 2008-2009.

XIII.1.2 SYSTÈME D'INFORMATIONS FINANCIÈRES - ENTRETIEN

Des mises à jour ont été effectuées pour corriger des « bugs » au niveau des différents modules en production de l'application de SIF.

XIII.1.2.1 MODULE CHANGE

Une mise à jour du module Change de l'application SIF a été effectuée pour corriger un « bug » qui empêchait aux banques de soumettre des modifications mensuelles pour différentes devises.

XIII.1.2.2 MODULE INCIDENTS DE PAIEMENT

Au cours de l'année, plusieurs cas de clients saisis en double dans le système (module Incident de Paiements) ont été détectés. Les chèques saisis sur le compte du client qui est identifié comme le vrai sont maintenus et les autres identifiés comme double ont été éliminés.

XIII.1.3 SYSTEME DE PAIEMENT INTERBANCAIRE HAITIEN (SPIH)

Le rôle du Système de Paiements Interbancaires Haïtien (SPIH) est d'exécuter des paiements interbancaires en Gourdes et en Dollars américains de façon finale et irrévocable, durant les heures ouvrables avec des fonds déposés sur les comptes de règlement des institutions financières à la BRH. Le SPIH est le seul système disponible pour l'exécution des paiements entre les institutions financières par voie électronique. C'est un système de règlement de montants bruts en temps réel, c'est-à-dire, tous les paiements sont réglés individuellement sur les comptes des participants, sur une base bilatérale, débitant le compte de l'institution émettant l'instruction de paiement et créditant celui de l'institution bénéficiaire.

Les principaux objectifs du SPIH sont de réduire les risques de crédit et de liquidité, d'accélérer le processus de paiements, de faciliter la gestion de la liquidité, de réduire les risques systémiques tout en respectant les normes établies par le Comité sur les Systèmes de Paiement et de Règlement de la Banque des Règlements Internationaux (BRI). Suite aux mises en place techniques et administratives, la Direction Information et Technologie (DIT) a été autorisée à procéder à la mise en production de l'application SPIH en date du 1er octobre 2007.

XIII.1.4 BUREAU DE CRÉDIT

Le suivi du développement (hors-maison) de l'application BCNH a continué durant l'exercice 2007-2008. Suite aux rapports de test effectué par notre équipe, plusieurs mises à jour ont été appliquées au système. La dernière mise à jour de Turbo System date du 29 septembre 2008. Les Banques et les institutions financières utiliseront cette application pour transmettre au bureau de crédit les informations de crédit de leurs clients.

XIII.1.5 RAPPORTS RÉSERVES INTERNATIONALES NETTES (RIN)

Une mise à jour importante de cette application a été faite pour corriger une erreur qui s'était produite au moment de changer d'exercice. Il a fallu attendre la fermeture de l'exercice en cours dans Coda pour pouvoir générer des rapports pour la période du mois d'octobre de l'exercice qui s'ouvre. Cette application recueille les données de la base de données comptables CODA, du SIF et de la caisse de la BRH pour produire le rapport automatique, appelé à remplacer le rapport existant dont les données sont saisies manuellement. La mise en production est prévue pour le début de l'exercice 2008-2009.

XIII.1.6 CRÉDIT-DIRECT

Le Projet Crédit-Direct vise à systématiser le paiement des fonctionnaires de l'état grâce à des virements bancaires directement à leurs comptes bancaires existant pour leur éviter de faire la queue aux guichets de la BRH ou attendre le délai de compensation quand ils déposent leurs chèques dans une banque commerciale.

L'application « Crédit-Direct » a été développée durant la période d'avril à juin 2008. Suite à des périodes de test, sa mise en production a été effective en juillet 2008, avec le premier paiement effectué le 24 juillet 2008 pour environ 1 000 fonctionnaires de l'état. Le MEF se prépare à payer tous les fonctionnaires via ce système et remplacer ainsi l'émission mensuelle de 70 000 chèques. L'implémentation du projet Crédit-Direct a nécessité de nouvelles configurations et des mises en place sur les applications existantes GCC et SPIH.

XIII.1.7 SWIFT

XIII.1.7.1 VERSION ACCTUALISÉE 5.4 A 6.0

Le logiciel SWIFT a été mis à jour avec la version 6.0. Ces travaux ont été réalisés par le Service Production de la DIT accompagné du consultant Rodriguez Ysmael de BCG Panama. Certains correctifs nécessaires à la conformité ont été installés.

XIII.1.7.2 MIGRATION SWIFTNET PHASE 2

Dans le cadre du projet Swiftnet phase 2, une série de recommandations nous a été communiquée par Swift en vue de passer à la deuxième étape du projet à la migration du système PKE vers RMA. Cependant, pour pouvoir utiliser le système RMA, certaines configurations ont été faites au niveau de l'application Swift sur le serveur SWIFTNET 2. Selon les recommandations du Service Bureau de Panama (BCG), cette opération a été menée de concert par la BRH, SWIFT Support et PANAMA.

XIII.1.7.3 MIGRATION PHASE FINALE

Une mise à jour du patch 6.0.50 a été effectuée sur le serveur et sur tous les postes clients accédant au serveur SWIFT. Au niveau du serveur, le « Message Syntax Table 0805 » a été installé puis paramétré. SWIFT a planifié d'achever la migration au 31 décembre 2008 pour tous ses participants.

XIII.1.8 REQUÊTES DE MISE A JOUR DE L'APPLICATION GRH

Au cours de l'exercice 2007-2008, le service « Recherche et Développement » a travaillé principalement sur des requêtes de mise à jour de l'application GRH qui gère les ressources humaines.

MISE À JOUR PRÊTS ET REMBOURSEMENT AUX EMPLOYÉS

Après l'octroi (en retard) de sursis du mois d'avril, une simulation a été faite sur le module « prêts » de GRH, prenant en compte différents types de prêts, différentes périodes de remboursement et avec une variation du taux d'intérêts. Commencé au début du mois de mai, ce travail a été finalisé en Juin 2008.

De plus, le service vient d'entamer le développement du module « Contrôle de présence ». Le codage de ce module se poursuit et les tests sont prévus au mois de novembre 2008.

XIII.1.9 ASSURANCE QUALITE LOGICIEL (AQL)

Pour répondre aux normes ISO de la sécurité des applications, un « Manuel d'Assurance Qualité Logiciel » a été rédigé en conformité à la norme ISO 90003 par le cadre compétent du Service. Ce manuel donne un ensemble de lignes directrices pour l'application de l'ISO 9001 :2000 (Systèmes de management de la qualité) aux logiciels informatiques. Conformément aux recommandations de l'ISO 90003 « qui identifient les éléments qu'il convient de traiter, de façon indépendante de la technologie, de l'enchaînement des activités et de la structure organisationnelle de l'organisme », le Manuel établit des procédures et donne des lignes directrices à suivre par les Services concernés de la Direction Information et Technologie (DIT) de la Banque de la République d'Haïti (BRH) pour l'acquisition, le développement, l'exploitation et la maintenance des logiciels et des prestations de support associées.

XIII.1.10 INSPECTION DES BANQUES (VOLET INFORMATIQUE)

Des cadres de la DIT ont accompagné les inspecteurs de la Supervision tout au cours de l'exercice 2007-2008 pour les aider à évaluer le risque informatique au niveau des Banques. Le travail de planification incluant le calendrier et le cadre d'intervention s'est défini au niveau du Service Administration et Sécurité.

Au cours de ce dit exercice, plusieurs contrôles ont été effectués. Les rencontres avec les responsables informatiques des différentes institutions de la place, l'examen des contrôles mis en place, les visites de site ont permis à la BRH d'émettre certaines recommandations. Pour l'exercice 2008-2009, le cadre d'inspection articulera ses actions autour de l'analyse des structures mises en place par ces institutions en vue d'assurer le suivi des recommandations émises antérieurement.

XII.1.11 WORKFLOW

Un travail de recherche pour retrouver un logiciel de gestion des processus métiers pour la BRH a été présenté, décrivant au moins trois logiciels permettant d'accomplir cette tâche. La prochaine phase consistera à tester les logiciels identifiés pour faire un choix définitif.

XIII.1.12 PORTAIL WEB BRH

Cette application en développement permettra aux institutions de l'état, et principalement au Ministère de l'Économie et des finances de consulter l'état de leurs comptes gérés par la BRH. Le module « Consultation des Comptes » a été priorisé, parmi d'autres fonctionnalités que doit offrir cette application. On dispose pour le mois d'octobre en cours un prototype avancé. La planification en cours prévoit une mise en production au premier trimestre de l'exercice 2008-2009.

XIII.1.13 SENSIBILISATION A LA SECURITE

La sensibilisation à la sécurité informatique de tout le personnel de la BRH s'est réalisée en deux phases :

La première phase s'est déroulée du 5 mai au 16 juin 2008. Elle a porté sur des séances de Présentation en PowerPoint destinées à tous les utilisateurs des systèmes d'information de la Banque à Port-au-Prince et au Cap-Haïtien. Il s'agissait de les conscientiser sur les risques actuels et les amener à avoir des comportements sécuritaires routiniers, ce dans le but ultime de mieux protéger la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité de l'information véhiculée dans les systèmes d'information de la BRH. 474 utilisateurs ont été visés par ce programme. 407 sont venus participer aux 33 séances de présentations qui ont eu lieu à Port-au-Prince et au Cap-Haïtien. Parmi ces utilisateurs se trouvaient 29 Directeurs et Assistants-Directeurs. Cela représente un taux de participation de 86%. Un sondage pré-sensibilisation sur les connaissances en sécurité informatique a été lancé au départ afin de mieux cerner les besoins en la matière. 209 utilisateurs y ont pris part et la compilation nous a permis d'adapter nos présentations jour après jour en fonction de l'assistance.

La deuxième phase du programme débutera sous peu au cours du mois de novembre 2008. L'objectif est de conserver la conscientisation par des actions soutenues étalées au fil des mois jusqu'au début de la prochaine campagne de sensibilisation.

XIII.1.14 COMMISSION DE LICENCES

Une commission interne à la DIT a été formée avec pour objectif de travailler sur des propositions en vue de régulariser le problème de licences posé à la BRH et s'assurer qu'à l'avenir tous les logiciels sont d'utilisation légale. Formée au début du mois d'août, la commission a présenté à la Direction Information et Technologie son rapport préliminaire à la mi-septembre. Le rapport final est attendu d'ici le début du mois de novembre 2008.

XIII.1.15 RÉSEAU TELEMATIQUE FINANCIER

On doit signaler principalement l'entrée sur notre système VSATs de 20 nouvelles stations distantes pour desservir les succursales de la DGI (10), du MEF (8) et de l'AGD (2). Ceci a nécessité de la part de l'équipe réseau du temps pour assister les installateurs des antennes, visiter les sites des antennes pour la validation des installations. Pour rendre opérationnel de façon optimale la station terrienne principale à PAP (HUB siège social) et pour remettre en service la station terrienne secondaire (HUB à Boutilliers), les problèmes relatifs à ces stations furent inventoriés et des contacts furent initiés avec des représentants de Gilat pour obtenir une offre de service pour la réparation des équipements.

XIII.1.16 CENTRE DE TECHNOLOGIE

Le Centre de Technologie est terminé, sa mise en service est en cours. Le câblage informatique du centre est complété, les équipements de réseau sont installés et configurés, des armoires sont disposées à la salle informatique pour recevoir les différents serveurs. En attendant l'établissement d'une liaison à haut débit entre le siège social et le centre de technologie, une liaison par satellite est disponible. Un utilisateur à Boutilliers peut accéder pour le moment aux ressources de la BRH via cette liaison VSAT.

XIII.2. GESTION DES ÉQUIPEMENTS ÉLECTROMÉCANIQUES

XIII.2.1 INTRODUCTION

Le Service Electrotechnique (ET), Service relevant de la Direction Information et technologie est chargé de gérer, d'opérer et d'assurer l'entretien des équipements électromécaniques de la BRH. Il planifie l'évolution de ces derniers et propose à la Direction de nouveaux projets visant à l'amélioration du service fourni par la DIT à la Banque entière.

Au cours de l'exercice 2007-2008, avec un effectif à Port-au-Prince de 11 employés, il s'est montré à la hauteur de sa tâche, en effectuant les opérations d'entretien et le suivi des projets entrepris par la Banque dans lesquels il est impliqué. Avec les moyens dont il dispose et en utilisant au maximum les ressources de la Banque, il a pu remplir son rôle primordial, à savoir : assurer la disponibilité de l'énergie électrique, assurer le bon fonctionnement des systèmes de climatisation afin de rendre agréable l'environnement de travail des employés de la Banque.

XIII.2.2 PARC DES EQUIPEMENTS GÉRÉS PAR L'ELECTRONIQUE

Le tableau suivant présente les différents équipements placés sous la responsabilité du Service ET à Port-au-Prince, conformément à sa définition de tâches.

Tableau 62- Equipements placés sous la responsabilité du service ET

Equipement	Quantité	Localisation
Groupe électrogène	4	3 à P-au-P, 1 à Boutilliers
UPS	3	2 à P-au-P, 1 à Boutilliers
Climatiseurs	81	Siège central, guichets externes, Boutilliers
Refroidisseur de liquide (chiller)	4	Siège central
Ventilo-convecteur	96	Siège central
Centrale de traitement d'air	4	Siège central
Broyeur	1	Siège central
Compteur de billets	3	Siège central
Ensacheuse pièces de monnaie	2	Siège central
Photocopieuse	25	Siège central
Ascenseur	4	Siège central

Source : BRH/ BRH / Direction de la caisse et du réseau

XIII.2.3 CHAMP D'ACTION DU SERVICE ÉLECTROTECHNIQUE

Dans la limite des ressources dont il dispose, le Service a assuré directement l'entretien périodique des groupes électrogènes ; l'entretien et la réparation des climatiseurs, des chillers et équipements connexes, du broyeur, des compteurs de billets et des ensacheuses. Il planifie avec les contractants les interventions sur les photocopieuses, les ascenseurs, les UPS, ainsi que les travaux de réparation des groupes électrogènes. Par ailleurs, chaque fois qu'il est sollicité par l'équipe de la succursale du Cap, le Service ET intervient pour des travaux de réparation lors des pannes des équipements électromécaniques (chiller, groupes électrogènes, ensacheuses, compteur de billets,...).

XIII.2.4 ACTIVITES DU SERVICE ÉLECTROTECHNIQUE

XIII.2.4.1 PRODUCTION D'ÉNERGIE

XIII.2.4.1.1 AU SIEGE CENTRAL

Les techniciens du Service ET ont effectué régulièrement l'entretien périodique (après 250 heures de marche) des groupes, en remplaçant les consommables fournis par le fournisseur. Ce dernier a été sollicité pour certaines réparations et les opérations d'entretien après 5 000 heures de marche des groupes.

XIII.2.4.1.2 A BOUTILLIERS

Le Service a supervisé l'achèvement des travaux d'installation électrique réalisés par l'entreprise EEE. Le projet d'acquisition du groupe de 230 kW a été réalisé avec l'installation du groupe fourni par l'entreprise Valerio Canez, suite à une consultation de fournisseurs dont le dossier a été préparé par le Service ET, sur l'initiative de la DIT.

XIII.2.4.1.3 AU CAP-HAÏTIEN

Des techniciens du Service dépêchés sur place, ont démarré les travaux de réparation du groupe No 2. Le moteur est désassemblé et certaines pièces ont été commandées ou envoyées à des ateliers de mécanique en préparation d'une révision du moteur par les techniciens du Service. Le travail de réparation est en cours.

XIII.2.4.2. ALIMENTATION DES CHARGES CRITIQUES

XIII.2.4.2.1 AU SIEGE CENTRAL

Le projet d'acquisition d'un système UPS redondant a été réalisé. L'entreprise Power Tech, attributaire du marché a fourni et installé un système redondant de 120 kVA. Le Service a supervisé les travaux, lesquels ont été exécutés suivant les spécifications du cahier de charges préparé par le Service. La mise en marche a eu lieu le 6 avril 2008, en alimentant uniquement les charges du nouveau bâtiment. Le 27 mai, le Service a procédé au branchement des charges de l'ancien bâtiment et mis l'ancien UPS à l'arrêt.

XIII.2.4.2.2 AU CAP-HAÏTIEN

Dans le cadre du projet d'acquisition des nouveaux UPS, la Power Tech a installé un système redondant de 40 kVA à la succursale du Cap, suivant le cahier des charges préparé par le Service ET. La mise en marche a eu lieu le 9 juin 2008.

XIII.2.4.3 CLIMATISATION

Dans la mesure de ses capacités, le Service ET a assuré les opérations routinières de maintenance. Sur les recommandations du Service, une correspondance a été adressée à l'EDH, pour attirer son attention sur la mauvaise qualité de l'énergie électrique, laquelle a causé de nombreuses pannes de compresseurs des climatiseurs de l'ancien bâtiment et d'un chiller du nouveau bâtiment.

XIII.2.4.3.1 A PORT-AU-PRINCE

L'achat d'un compresseur pour l'un des chillers du nouveau bâtiment, a été effectué. Cette acquisition est très importante car elle permettra de rétablir la pleine capacité du système de climatisation.

En ce qui concerne le projet d'extension du Retrait, suite à l'annulation du processus d'appel d'offres, le dossier de climatisation est relancé sur la base d'une exécution des travaux en régie. Le Service a établi la liste des équipements nécessaires, le processus d'acquisition est en cours.

Suite à la rupture d'une borne électrique causée par les fréquentes perturbations du réseau public d'électricité, le compresseur opérationnel du chiller No 3 est tombé en panne le 25 juin 2008. Le Service ET est intervenu et a effectué les réparations électriques et mécaniques nécessaires en utilisant uniquement ses propres ressources.

XIII.2.4.3.2 AU CAP-HAÏTIEN

Suite à une panne de climatisation à la succursale du Cap, le Service a intervenu et a pu remettre le système en marche. Les réparations qui ont nécessité le remplacement de certaines pièces et le vidange de tout le système, ont été menées à bien par les techniciens du Service.

XIII.2.4.4 BROYEUR

Les opérations de maintenance préventive ont été régulièrement menées par nos techniciens, de sorte que les opérations de broyage se soient déroulées sans qu'une panne majeure n'ait été enregistrée.

XIII.2.4.5 DIVERS

XIII.2.4.5.1 INVERSEUR AUTOMATIQUE

Le coût de remplacement des interrupteurs, jugé trop élevé, nous a fait opter pour le remplacement de l'inverseur. Un nouvel appareil est acquis, sur la base des spécifications techniques définies par le Service.

XIII.2.4.5.2 ENTRETIEN DES ASCENSEURS

L'entretien des ascenseurs fut assuré par la compagnie dominicaine SETEC sans la signature d'un contrat. Le Service a relevé une détérioration de la qualité du service offert, comparativement aux années précédentes. Le Service en a fait part à la DIT par le truchement de laquelle le responsable de la SETEC a été informé afin que des mesures correctives soient prises.

XIV- LES RESSOURCES HUMAINES DE LA BRH EN 2008 MOUVEMENT ET REPARTITION DE L'EFFECTIF

Au terme de l'exercice fiscal 2007-2008, l'effectif des employés au service de la BRH, toutes catégories confondues, se chiffre à 755 employés, comparé à l'exercice précédent qui accusait un effectif de 751 employés.

Tableau 63- Répartition de l'effectif des employés au service de la BRH

Categorie	Effectif au 30 / 09 / 2007	Diminution de l'effectif exercice 2007 - 2008	Augmentation de l'effectif exercice 2007 - 2008	Effectif au 30 / 09 / 2008
Conseil	5	0	0	5
Direction	234	10	1	225
Exécution	247	10	30	267
Support	211	3	3	211
Contractuels	40	6	4	38
Stagiaire	14	13	8	9
Total	751	-42	+46	755

Source : BRH / Administration / SRH

Les motifs justifiant le flux des employés sont consignés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 64- Mouvements du personnel de la BRH en 2008

Evènements	Nombre
Décès	2
Cessation de Contrat	6
Démission	6
Nouveaux Contrats	4
Mise à la Retraite	2
Disponibilité	17
Transferts	22
Intégrations	34
Promotions	11
Renouvellements de Contrats	25
Changement de Statut	1
Ajustements de Salaire	0
Détachement	2
Amendements de Contrats	0
Sanctions	21
Révocations	5

Source : BRH / Administration / SRH

XIV.1- VENTILATION DES EMPLOYÉS ACTIFS ET RÉGULIERS

Hormis le Conseil d'Administration dont le mandat est de 3 ans et les contractuels dont la durée du contrat est limitée, la ventilation des employés actifs et réguliers en fonction de leur ancienneté en 2008 se présente comme suit:

Tableau 65- Ventilation des Employés actifs et réguliers

0 à 5 ans de service	278 employés, soit 39,0 %
6 à 10 ans de service	159 employés, soit 22,3 %
11 à 15 ans de service	44 employés, soit 6,2 %
16 à 20 ans de service	73 employés, soit 10,3 %
21 à 25 ans de service	61 employés, soit 8,6 %
26 à 30 ans de service	85 employés, soit 11,9 %
31 à 36 ans de service	12 employés, soit 1,7 %

Source : BRH / Administration / SRH

PROMOTIONS ET AJUSTEMENTS

Au cours de l'exercice 2007-2008, un pourcentage relativement faible des ressources humaines a bénéficié de promotion (1,54 %).

Tableau 66- Rotation du personnel de la BRH en 2008

Direction	Promotion	Ajustement de salaire	Total événements
Administration	2	0	2
Affaires Internationales	1	0	1
Affaires Juridiques	0	0	0
Bureau du Gouverneur	0	0	0
Direction Générale	1	0	0
Caisse	0	0	0
Contrôle de Crédit	0	0	0
Information et Technologie	2	0	2
Monnaie et Analyse Economique	0	0	0
Supervision	5	0	5
I.F.B.C	0	0	0
U.O.M	0	0	0
DIGCP	0	0	0
BUREAU DU F.M.I	0	0	0
U.G.B	0	0	0
Direction Financière	0	0	1
U.A.I.	0	0	0
U.M.N.	0	0	0
U.S.T.	0	0	0
Total	11	0	11

Source: BRH / Administration / SRH

XIV.2 – FORMATION DU PERSONNEL

Tableau 67- Répartition des participants aux formations par Direction

Direction	Nombre de cadres par Direction	Pourcentage
Direction Administrative	15	12%
Direction des Affaires Internationales	20	16%
Direction des Affaires Juridiques	7	6%
Direction de la Caisse et Réseau	20	16%
Direction du Contrôle de Crédit	13	10%
Direction de l'Inspection Générale des Caisses Populaires	7	6%
Direction Financière	10	8%
Direction de l'Information de Technologie	12	10%
Institut de Formation de la Banque Centrale	2	2%
Direction de la Monnaie et Analyse Economique	4	3%
Unité du Musée Numismatique	1	1%
Direction de la Supervision	7	6%
Unité Audit Interne	4	3%
Unité de la Gestion des Bâtiments	0	0%
Unité Organisation et Méthodes	3	2%
Unité Sécurité et Transport	1	1%
Total	126	100%

Source : BRH / Administration / SRH

N.B.: Les cas des employés en disponibilité pour une formation courte ou longue en Haïti ou à l'étranger n'ont pas été pris en compte dans ce tableau.

Graphique 40: Nombre de participants par direction

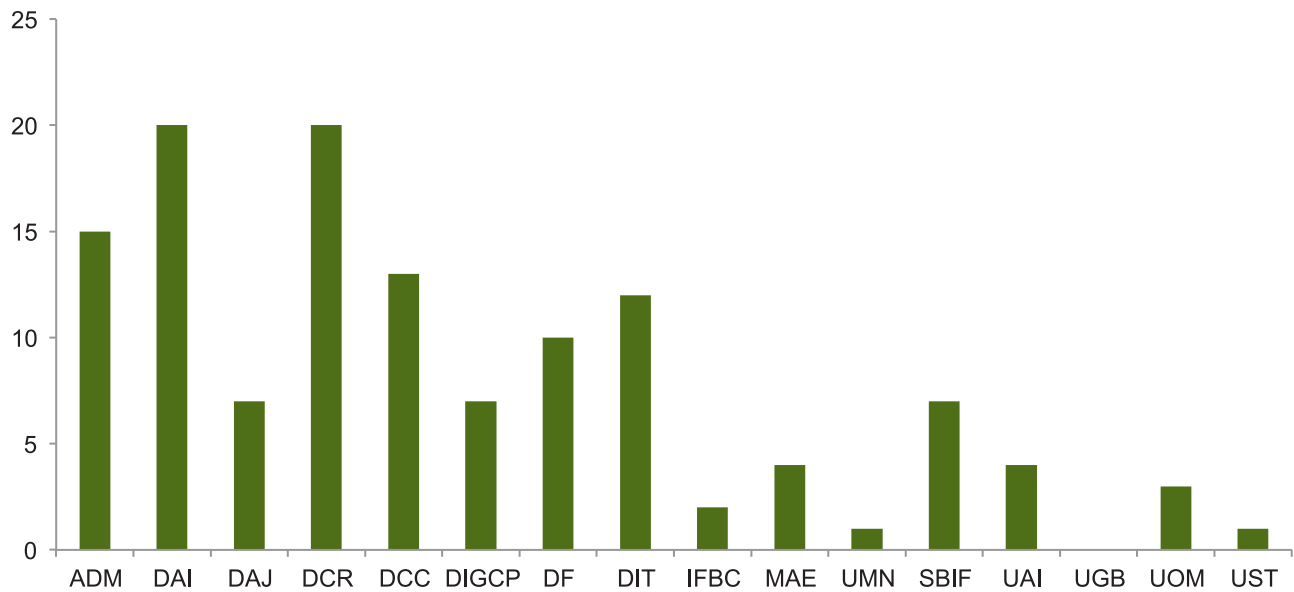


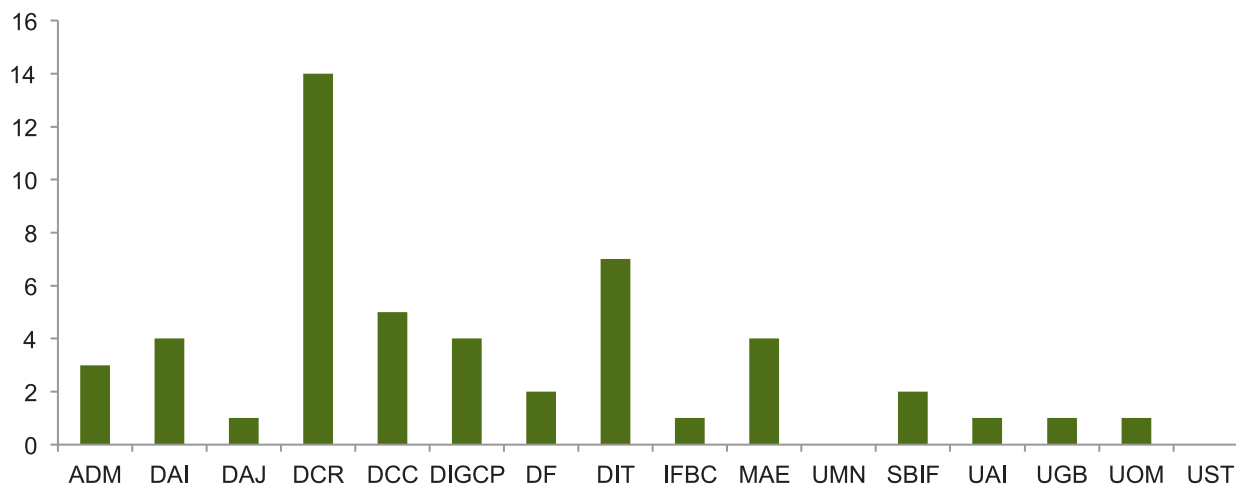
Tableau 68 : Répartition des stagiaires par direction

Direction	Nombre de cadres par Direction	Pourcentage
Direction Administrative	3	6%
Direction des Affaires Internationales	4	8%
Direction des Affaires Juridiques	1	2%
Direction de la Caisse et Réseau	14	28%
Direction du Contrôle de Crédit	5	10%
Direction de l'Inspection Générale des Caisses Populaires	4	8%
Direction Financière	2	4%
Direction de l'Information de Technologie	7	14%
Institut de Formation de la Banque Centrale	1	2%
Direction de la Monnaie et Analyse Economique	4	8%
Unité du Musée Numismatique	0	0%
Direction de la Supervision	2	4%
Unité Audit Interne	1	2%
Unité de la Gestion des Bâtiments	1	2%
Unité Organisation et Méthodes	1	2%
Unité Sécurité et Transport	0	0%
Total	50	100%

Source : BRH / Administration / SRH

N.B.: Les cas des employés en disponibilité pour une formation courte ou longue en Haïti ou à l'étranger n'ont pas été pris en compte dans ce tableau.

Graphique 41- Répartition des Stagiaires dans les différentes directions de la BRH



XIV.3- GESTION DU PARC IMMOBILIER DE LA BRH

Dans le souci constant de mieux loger son personnel et son matériel, la Banque de la République d'Haïti a consenti des investissements dans le domaine des infrastructures physiques en vue de répondre à son obligation de créer un environnement fonctionnel, moderne et agréable pour l'amélioration du rendement de ses cadres.

Tableau 69- Unité de Gestion des Bâtiments-Dépenses de l'exercice 2007-2008

Projet	Montant (Gdes)
Guichets mobiles	805 303,46
Guichet externe (Douane de l'Aéroport)	123 931,81
Réaménagement Unité Médicale	81 190,45
Extension Comptes Courants	192 013,29
Sécurisation antenne parabolique	240 778,50
Agrandissement Retrait	383 693,92
Aménagement cubicules	57 282,80
Interventions au nouveau bâtiment	5 046 584,20
Interventions aux autres bâtiments	1 649 277,64
Centre de Technologie (Boutilliers)	4 946 920,71
Bureaux rez-de-chaussée la Madeleine	1 135 894,70
Total	14 662 871,48

Source : Unité de Gestion des bâtiments

Ainsi des débours ont été effectués à travers différents projets qui ont totalisé la somme de 14 662 871,48 gourdes répartie comme suit:

GUICHETS MOBILES

En vue de décongestionner le hall des guichets de la Caisse (rue Pavée) et desservir un plus grand nombre de clients pendant les périodes de forte affluence, il a été installé neuf (9) guichets mobiles (guichets supplémentaires) et des bureaux provisoires à utilisation ponctuelle à l'espace du rez-de-chaussée du bâtiment la Madeleine. Les coûts pour l'aménagement de ces guichets sont de 805 303,46 gourdes.

GUICHET EXTERNE (DOUANE DE L'AEROPORT)

Datant de plus de dix (10) ans, le bâtiment logeant le guichet externe de la BRH (Douane de l'Aéroport) nécessitait une réparation vu son état et qu'aucune intervention majeure n'a été entreprise au niveau du corps de l'édifice au cours des années précédentes. C'est ainsi que des travaux relatifs à l'étanchéité du toit, la révision du système sanitaire et le revêtement de peinture ont été réalisés durant l'exercice et les dépenses encourues ont totalisé 123 931,81 gourdes.

REAMENAGEMENT UNITE MEDICALE

L'Unité Médicale reçoit chaque jour un flot d'employés. Il a fallu réhabiliter les locaux abritant cette unité dont les travaux consistaient en la reprise des cloisonnements en bois, du mobilier de stockage et le revêtement de peinture pour donner un nouvel aspect à cet espace. Les débours sont de l'ordre de 81 190,45 gourdes.

EXTENSION COMPTES COURANTS

L'espace de l'ancien salon d'accueil (donnant sur la rue du Magasin de l'Etat) inutilisé depuis le transfert de certaines directions au nouveau bâtiment a été récupéré pour l'agrandissement du service des Comptes Courants afin de mieux loger le responsable et les cadres, rendre l'espace disponible pour les équipements et le matériel de stockage. Les travaux réalisés pour cette extension sont: abattage de murs, maçonnerie, changement de portes, fabrication de placards, reprise plafond etc. Les coûts encourus s'élèvent à 192 013,29 gourdes.

SECURISATION ANTENNE PARABOLIQUE

Dans le but de renforcer la sécurité des équipements et matériels de la banque, il a été décidé de construire une clôture autour de la base de l'antenne parabolique. Les travaux nécessaires consistaient en la construction d'un périmètre de sécurité avec des murs en blocs et cyclone fence autour de l'antenne elle-même et l'élévation d'un mur de clôture sur la rue Pavée en ajoutant des barbelés au sommet. Les dépenses s'élèvent à 240 778,50 gourdes.

AGRANDISSEMENT RETRAIT (EXTENSION DE LA CAISSE)

La réalisation du projet Agrandissement Retrait devra résoudre les problèmes créés par les opérations grandissantes de la Caisse, tels un espace adéquat pour recevoir convenablement les représentants des banques commerciales lors des opérations de retraits et de dépôts. Le volet de la climatisation et celui de l'ameublement devront être pris en compte pour sa finalisation. Les débours pour l'exercice sont de 383 693,92 gourdes.

AMENAGEMENT DE CUBICULES

En vue d'améliorer les conditions de sécurité et la productivité dans l'opération de comptage au service du Retrait, il a été conçu le projet d'agrandir l'aire de comptage des billets avec la fabrication de cabines individuelles devant permettre à chaque utilisateur d'avoir un espace approprié fermé pour les opérations en question. Ce projet est en cours de réalisation. Le montant des dépenses se chiffre à 57 282,80 gourdes.

INTERVENTIONS AU NOUVEL IMMEUBLE

Diverses interventions ont eu lieu au nouvel immeuble. Elles incluent l'acquisition de matériels de remplacement tels que différents types d'ampoules utilisés au bâtiment, serrures, matériels sanitaires et autres. Les dépenses effectuées concernent également le coût pour le nettoyage de l'immeuble, l'achat d'outils, de meubles, la location d'échafaudage, etc. Les débours de l'exercice se chiffrent à 5 046 584,20 gourdes.

AUTRES BATIMENTS

Les autres bâtiments incluant la succursale du Cap Haïtien ont pu bénéficier également de certaines interventions de façon à les maintenir en bon état de fonctionnement, de veiller à leur propreté et améliorer les conditions de travail des cadres. Le coût pour ces interventions est de 1 649 277,64 gourdes.

CENTRE DE TECHNOLOGIE

Le Centre de Technologie à Boutilliers est équipé d'une salle de conférence, d'une salle de serveurs répondant aux normes internationales, d'une salle multimédia, d'une aire de stationnement sur deux (2) niveaux, d'une antenne pour l'infrastructure V-Sat. Il est complètement terminé. La construction de ce centre permettra à la BRH, en cas de force majeure, de continuer ses activités par la reprise immédiate des opérations informatisées au cas où le siège central deviendrait non opérationnel. Les dépenses pour l'exercice 2007-2008 s'élèvent à 4 946 920,71 gourdes.

BUREAUX REZ-DE-CHAUSSEE DE LA MADELEINE

Cet espace a été aménagé à partir du mois d'août 2007 pour abriter des bureaux. Ce projet a pris fin en mars 2008. Les dépenses encourues pour l'exercice s'élèvent à 1 135 894,70 gourdes.

ETATS FINANCIERS & ANNEXE JURIDIQUE



Mérové-Pierre - Cabinet d'Experts-Comptables

P.O. Box 13270, Delmas
Port-au-Prince
Haïti

7, rue Lechaud
Bourdon, Port-au-Prince
Haïti

Téléphone (509) 245-6537
(509) 260-2843/44/45
Fax (509) 245-1078
email : mmerove@mpahaiti.com
merovepierre@hainet.net

Rapport des vérificateurs indépendants

Conseil d'Administration
Banque de la République d'Haïti:

Nous avons vérifié les états financiers de la Banque de la République d'Haïti comprenant le bilan au 30 septembre 2008 et les états des résultats, des résultats étendus, de l'évolution du capital et des comptes de réserves, et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date, ainsi que les principales conventions comptables et autres notes explicatives.

Responsabilité de la Direction vis-à-vis des états financiers

La Direction est responsable de la préparation et de la fidélité de ces états financiers conformément à la loi organique du 17 août 1979 régissant la Banque Centrale et suivant la méthode de comptabilité d'exercice. Cette responsabilité inclut: la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne pertinent à la préparation et à la présentation fiable d'états financiers exempts d'inexactitudes importantes, imputables à des fraudes ou erreurs; le choix et l'application de principes comptables appropriés; et la détermination d'estimations comptables vraisemblables dans les circonstances.

Responsabilité des Vérificateurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur la base de notre vérification. Nous avons effectué notre vérification selon les Normes Internationales d'Audit. Ces normes exigent que nous nous conformions aux normes de déontologie en vigueur et que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers.

Une vérification implique la mise en œuvre de procédures en vue d'obtenir des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information présentés dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement des vérificateurs, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des inexactitudes importantes imputables à des fraudes ou erreurs. En procédant à l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération la structure de contrôle interne pertinente à la préparation et à la présentation fiable d'états financiers afin d'utiliser des procédés de vérification appropriés dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'entreprise. Une vérification comprend également l'appréciation du caractère approprié des principes comptables utilisés et la vraisemblance des estimations comptables faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.



Mérové-Pierre - Cabinet d'Experts-Comptables,
a partnership established
under Haitian law, is a correspondent firm of



Restrictions

Les opérations de Télécommunications d'Haïti S.A.M. (Téléco), filiale de la BRH, ne sont pas consolidées dans les états financiers ci-joints, parce que les informations financières de cette filiale ne sont pas fiables. Le placement à la Téléco est reflété à la valeur de consolidation et la quote-part de la BRH dans l'actif net de la Téléco a été enregistrée sur la base des états financiers internes non vérifiés de la Téléco, net d'une provision estimée par la Direction (**note 15**). Si les comptes de la Téléco avaient été consolidés, plusieurs postes des états financiers ci-joints ainsi que l'information fournie par voie de notes auraient été différents et nous n'avons pas pu déterminer l'impact sur les postes des états financiers.

La Banque de la République d'Haïti participe à un fonds de régime de retraite pour ses employés, tel qu'expliqué à la **note 25**. De plus, la Banque constitue des provisions supplémentaires à titre de primes de séparation pour les employés qui partent à la retraite. Il n'y a pas eu d'évaluation actuarielle récente de ces fonds. Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer le surplus ou le passif actuariel ainsi que l'amortissement y relatif. De plus, les charges ont été comptabilisées sur une base de caisse et non sur la base des obligations actuarielles.

Opinion

À notre avis, à l'exception du fait que les comptes de la Téléco ne sont pas consolidés dans les états financiers ci-joints, comme le mentionne le deuxième paragraphe précédent, et à l'exception de l'effet de redressements que nous aurions pu juger nécessaires, si nous avions obtenu une évaluation actuarielle dont il est question au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la BRH aux 30 septembre 2008, ainsi que les résultats de son exploitation et ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, selon les normes décrites à la **note 2 (a)**, conformément aux dispositions de la loi du 17 août 1979 régissant la Banque Centrale.

Nous avons effectué notre vérification dans le but d'exprimer une opinion sur les états financiers de base de la BRH pris dans leur ensemble. L'information supplémentaire aux **annexes 1 à 4** est présentée à des fins d'analyse additionnelle et ne représente pas une exigence des états financiers de base. L'objectif de cette information est de présenter des états financiers proformas conformément aux Normes Internationales d'Information Financière, comme si la BRH avait appliqué ces normes au cours des exercices 2008 et 2007. L'information présentée aux **annexes 1 à 4** ne constitue pas des états financiers complets en accord avec les Normes Internationales d'Information Financière.



Événements postérieurs à la date du bilan

Sans modifier la portée de l'opinion exprimée ci-dessus, nous informons les lecteurs que le 12 janvier 2010, un séisme d'une forte intensité a frappé Haïti. Les conséquences financières de ce séisme sur la situation et les résultats de la Banque ne sont pas comptabilisées parce que le séisme est survenu après la fin de l'exercice terminé le 30 septembre 2008. Tel que décrit à la **note 29** aux états financiers, une évaluation des dommages et pertes causés par ce séisme est en cours et l'impact financier sera reflété dans les résultats de l'exercice terminé le 30 septembre 2010.

Tel que décrit à la **note 15**, le 29 avril 2010, une société étrangère a conclu un accord de partenariat avec la BRH pour moderniser les structures de la Téléco, dont la BRH est l'actionnaire majoritaire. L'impact de cette transaction sera reflété dans les états financiers de la BRH pour l'exercice 2010.

Meior-Pierre - Cabinet D'Experts Comptables

Port-au-Prince, le 30 juin 2010

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Bilans
30 septembre 2008 et 2007
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)

	Notes	2008	2007
ACTIF			
LIQUIDITÉS			
Avoirs en devises	5	G 10,869,250	4,952,160
PLACEMENTS			
Placements étrangers	6	17,115,515	14,619,961
Disponibilités en DTS	7	293,496	278,586
Effets escomptés	8	180,000	-
Avoirs en or	9	45,956	35,344
		17,634,967	14,933,891
PARTICIPATIONS DANS LES ORGANISMES			
FINANCIERS INTERNATIONAUX	10	7,089,123	6,453,592
PRÊTS ET AVANCES			
Crédits à l'État Haïtien	11	20,149,729	19,187,913
Prêts et avances au personnel et aux autres institutions	12	2,409,501	1,884,567
Prêts et avances aux banques créatrices de monnaie et aux institutions financières non bancaires	13	278,000	320,473
		22,837,230	21,392,953
IMMOBILISATIONS			
Immobilisations, au coût	14	2,688,896	2,515,686
Moins amortissement cumulé		(685,913)	(546,466)
		2,002,983	1,969,220
AUTRES			
Placement à la Téléco	15	1,923,380	1,923,380
Autres éléments d'actif	16	904,332	917,540
		2,827,712	2,840,920
		G 63,261,265	52,542,736

Voir les notes aux états financiers

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Bilans (suite)
30 septembre 2008 et 2007
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)

	Notes	2008	2007
PASSIF, CAPITAL ET RÉSERVES			
BILLETS ET MONNAIE EN CIRCULATION	17 G	14,687,653	13,024,090
ENGAGEMENTS EN DEVISES	18	9,108,070	6,781,966
CONTRIBUTIONS ET ENGAGEMENTS ENVERS LES ORGANISMES FINANCIERS INTERNATIONAUX		1911,997,508	9,108,174
ENGAGEMENTS EN MONNAIE LOCALE			
Engagements envers les banques créatrices de monnaie et les institutions financières non bancaires	20	23,101,356	20,866,816
Engagements envers les autres institutions	21	620,647	736,169
Autres éléments du passif	22	<u>1,608,282</u>	<u>529,175</u>
		25,330,285	22,132,160
CAPITAL ET RÉSERVES			
Capital		50,000	50,000
Réserve de réévaluation		3,853,697	2,883,663
Réserves spéciales		(2,132,058)	(2,303,311)
Réserve de réévaluations -terrains et immeubles	14	769,487	769,487
Réserve légale		74,453	74,453
(Moins) plus-values non réalisées sur placements disponibles à la vente	6	<u>(477,830)</u>	<u>22,054</u>
		2,137,749	1,496,346
	G	63,261,265	52,542,736

Voir les notes aux états financiers

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
États des Résultats
Exercices terminés les 30 septembre 2008 et 2007
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)

	Notes	2008	2007
REVENUS D'OPÉRATIONS:			
Produits des placements, prêts et avances à l'État Haïtien	G	841,660	841,947
Produits des opérations avec l'étranger:			
Intérêts		1,066,035	833,574
Gains (pertes) sur ventes de placements disponibles à la vente		17,957	(5,101)
Produits des opérations de crédit		148,392	101,829
Autres produits	23	<u>124,645</u>	<u>86,037</u>
		2,198,689	1,858,286
DÉPENSES D'OPÉRATIONS			
Intérêts débiteurs et frais financiers		593,831	1,203,843
Moins-value sur placement Socabank	7	-	(403,728)
Coûts de fabrication des billets et des pièces de monnaie		<u>140,544</u>	<u>282,063</u>
		734,375	1,082,178
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		1,464,314	776,108
DÉPENSES ADMINISTRATIVES			
Rémunérations et charges sociales	24	874,204	814,574
Dépenses administratives		318,338	248,589
Dotation aux amortissements	14	131,235	150,836
Dépenses relatives à la gestion des actifs		32,921	38,615
Dons		8,741	22,900
Autres dépenses	14	<u>4,098</u>	<u>-</u>
		1,369,537	1,275,514
REVENU (DÉFICIT) NET DE L'EXERCICE	G	94,777	(499,406)

Voir les notes aux états financiers

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
États des résultats étendus
Exercices terminés les 30 septembre 2008 et 2007
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)

		2008	2007
Revenu (déficit) net de l'exercice	G	94,777	(499,406)
Autres éléments des résultats étendus:			
Réserve de réévaluation de change		970,034	(335,351)
(Moins) plus-values non réalisées sur placements		<u>(499,884)</u>	<u>30,518</u>
Total		470,150	(304,833)
Résultat étendus de l'exercice	G	564,927	(804,239)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
États de l'Évolution du Capital et des Comptes de Réserves
Exercices terminés les 30 septembre 2008 et 2007
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)

	G	Capital	Réévaluation de change	Réserves spéciales	Réserve de réévaluation- terrains et immeubles	Réserve légal	(Moins) plus- values non réalisées sur placements	Total
Solde au 30 septembre 2006	G	50,000	3,219,014	(1,788,343)	769,487	74,453	(8,464)	2,316,147
Résultats étendus de l'exercice:								
Déficit de l'exercice	-	-	-	(499,406)	-	-	-	(499,406)
Autres éléments de résultats étendus :								
Réserve de réévaluation de change	-	-	(335,351)	-	-	-	-	(335,351)
Plus-value non réalisée sur placements	-	-	-	-	-	-	30,518	30,518
Total	-	-	(335,351)	(499,406)	-	-	30,518	(804,239)
Variation des comptes de réserve:								
Effet de change du DTS	-	-	-	(15,562)	-	-	-	(15,562)
Total	-	-	(335,351)	(514,968)	-	-	30,518	(819,801)
Solde au 30 septembre 2007		50,000	2,883,663	(2,303,311)	769,487	74,453	22,054	1,496,346
Résultats étendus de l'exercice:								
Revenu net de l'exercice	-	-	-	94,777	-	-	-	94,777
Autres éléments de résultats étendus :								
Réserve de réévaluation de change	-	-	970,034	-	-	-	-	970,034
Moins-value non réalisée sur placements	-	-	-	-	-	-	(499,884)	(499,884)
Total	-	-	970,034	94,777	-	-	(499,884)	564,927
Variation des comptes de réserve:								
Effet de change du DTS	-	-	-	76,476	-	-	-	76,476
Total	-	-	970,034	171,253	-	-	(499,884)	641,403
Solde au 30 septembre 2008	G	50,000	3,853,697	(2,132,058)	769,487	74,453	(477,830)	2,137,749

Voir les notes aux états financiers

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
États des Flux de Trésorerie
Exercices terminés les 30 septembre 2008 et 2007
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)

	Notes	2008	2007
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Revenu (déficit) net de l'exercice	G	94,777	(499,406)
Éléments de conciliation du revenu (déficit) net de l'exercice aux liquidités résultant des activités d'exploitation:			
Dotation aux amortissements	14	131,235	150,836
Perte sur dispositions d'immobilisations		-	(1,390)
Provision pour pertes sur prêts	12, 13	95,244	9,000
Effet de change résultant de la réévaluation de la participation dans les organismes financiers internationaux		410,979	(120,741)
Changements dans les éléments d'actif et de passif résultant des activités d'exploitation:			
(Augmentation) diminution des prêts et avances, net		(1,539,521)	1,446,308
Billets et monnaie en circulation		1,663,563	100,984
Engagements en devises		2,326,104	384,805
Contributions et engagements envers les organismes financiers internationaux		2,889,334	491,114
Engagements envers les banques créatrices de monnaie		2,234,540	2,884,942
Engagements envers les autres institutions		(115,522)	409,318
Changements dans les autres éléments d'actif, de passif et de réserves		<u>1,066,793</u>	<u>61,943</u>
Liquidités provenant des activités d'exploitation		9,257,526	5,317,713
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Augmentation des placements étrangers		(2,995,438)	(5,800,594)
(Augmentation) diminution des placements locaux		(180,000)	1,500,000
Acquisitions d'immobilisations	14	(164,998)	(33,319)
Ventes d'immobilisations		<u>-</u>	<u>1,390</u>
Liquidités utilisées dans des activités d'investissement		(3,340,436)	(4,332,523)
Augmentation nette des liquidités		5,917,090	985,190
Liquidités au début de l'exercice		<u>4,952,160</u>	<u>3,966,970</u>
Liquidités à la fin de l'exercice	G	10,869,250	4,952,160

Voir les notes aux états financiers

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers
30 septembre 2007 et 2006

(1) ORGANISATION

La Banque de la République d'Haïti (BRH) est une institution dont le capital appartient à l'État et qui remplit le rôle de Banque Centrale. Son organisation est régie par la Loi du 17 août 1979. Le siège social de la BRH est situé à la Rue du Magasin de l'État.

Les responsabilités fondamentales de la Banque Centrale sont de fixer les lois et règlements régissant le système bancaire et financier du pays; de définir la politique monétaire du pays; de garder et d'administrer les réserves externes de l'État Haïtien; et d'agir comme agent financier et fiscal de l'État Haïtien pour ses opérations de caisse et de crédit.

La Banque de la République d'Haïti est seule habilitée à émettre les billets et monnaie reçus comme monnaie légale sur le territoire d'Haïti.

Le Conseil d'Administration de la BRH est aussi celui de la Banque Populaire Haïtienne, appartenant à l'État, et du Fonds de Développement Industriel, une société créée par l'État, destinée à fournir un financement à moyen et long terme aux secteurs productifs de l'économie. En fonction de la Loi du 17 août 1979, le Gouverneur de la BRH est le Président du Conseil d'Administration de la Téléco dont la BRH détient 97% des actions.

(2) BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

(a) Cadre de préparation des états financiers

Les états financiers de la BRH ont été préparés conformément aux dispositions de la loi organique du 17 août 1979 régissant la Banque Centrale et suivant la méthode de comptabilité d'exercice. Certains articles de la loi du 17 août diffèrent des Normes Internationales de Présentation de l'Information Financière (IFRS), notamment les principales normes suivantes:

- La documentation et l'évaluation de pertes de valeur sur les créances arriérées de l'État Haïtien: la BRH ne provisionne pas ces dettes souveraines, sans échéances, à moins de désaccords spécifiques.
- La comptabilisation, à la réserve de réévaluation à l'actif net plutôt qu'aux résultats de l'exercice, des gains et pertes de change résultant de la réévaluation des avoirs et engagements de la BRH en devises.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(2) BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS (SUITE)

(a) Cadre de préparation des états financiers (suite)

- La non-consolidation de la Téléco.
- La présentation du crédit au Gouvernement, net des comptes de dépôts du Gouvernement.
- La non-comptabilisation d'engagements de garantie à la BNC et à recevoir du Ministère des Finances.
- Des divulgations relatives à la valeur au coût des immobilisations présentées au coût réévalué.
- Le traitement du fonds de retraite et autres bénéfices post-emploi.

(b) Base d'évaluation

À l'exception des placements étrangers reflétés à leur juste valeur et des immeubles reflétés au coût réévalué, les états financiers ont été préparés selon la convention du coût historique.

(c) Monnaie de présentation

Les états financiers sont présentés en Gourde haïtienne qui est la monnaie nationale d'Haïti.

(d) Estimations et jugements

Lors de la préparation de ces états financiers, la Direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui affectent l'application des normes comptables et les montants des éléments d'actif et de passif déclarés et la présentation de l'actif et du passif éventuels à la date des états financiers ainsi que les résultats de l'exercice. Les résultats actuels peuvent être différents de ces estimations.

Les estimations comptables et hypothèses sont revues périodiquement. L'effet de révisions d'estimations comptables est imputé à l'exercice au cours duquel ces révisions ont lieu ainsi qu'aux exercices futurs affectés. En particulier, l'information au sujet des principales estimations dans l'application des normes comptables ayant un effet sur l'évaluation des montants reconnus aux états financiers est incluse dans les notes suivantes:

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(2) BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS (SUITE)

(d) Estimations et jugements (suite)

Note 12 Évaluation de la provision pour pertes sur prêts et avances au personnel et aux autres institutions

La Direction établit une provision pour pertes sur prêts en fin d'exercice qui représente une estimation de la perte de valeur réelle sur le portefeuille de prêts à cette date. Cette provision est établie en prenant en considération les éléments probants spécifiques tels que les arriérés de remboursement, la valeur des garanties, les possibilités de recouvrement futur, et la situation économique de l'emprunteur qui ont un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés d'un prêt spécifique ou d'un groupe de prêts avec un risque similaire. Cette provision tient aussi compte de l'expérience et du jugement de la Direction. La provision pour pertes sur prêts ainsi déterminée est comptabilisée comme charge de l'exercice et représente la différence entre la provision pour pertes sur prêts au bilan du début et de la fin de l'exercice, nette des radiations et des récupérations.

Aucune provision n'a été établie pour les créances arriérées de l'État ou des entités gouvernementales et de services publics car de l'avis de la Direction, ces créances sont récupérables.

Note 14 Immobilisations

L'amortissement des immobilisations est calculé sur la base de l'estimation de la durée de vie utile des immobilisations.

Note 25 Fonds de retraite et primes de séparation

La dépense annuelle pour le fond de retraite et primes de séparation est établie en fonction d'un taux de contribution fixé par la Direction.

Tout changement dans ces estimations aura un impact sur l'évaluation de ces montants d'actifs et des dépenses.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(3) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les principales conventions comptables décrites ci-dessous ont été appliqués de manière constante à tous les exercices présentés dans les états financiers ci-joints.

(a) Conversion des comptes exprimés en devises

Les éléments d'actif et de passif exprimés en devises sont convertis en gourdes haïtiennes au taux de change prévalant à la date du bilan. Les comptes détenus avec le FMI ont été convertis aux taux officiels du DTS par rapport à la gourde prévalant à la date du bilan.

Les transactions effectuées en monnaies étrangères sont converties au taux de change du marché à la date de la transaction.

Les gains et pertes de change résultant de ces conversions sont inscrits à la réserve de réévaluation (**note 3 h**), tel que prescrit par la loi, à l'exception des éléments dont les fluctuations de change sont supportées par l'État Haïtien et qui sont inscrits aux crédits à l'État Haïtien. Les comptes relatifs au FMI sont les principaux éléments dont les gains ou pertes de change sont supportés par l'État Haïtien (**note 11**).

Les taux de change du dollar US aux 30 septembre 2008 et 2007 étaient de 39.9535 et 36.3813 gourdes haïtiennes pour un dollar US, respectivement. Les taux de change du DTS étaient de 0.016072935 et 0.017657565 DTS pour une gourde haïtienne aux 30 septembre 2008 et 2007, tel que publié par le FMI.

(b) Instruments financiers

i) Classifications des instruments financiers

La Direction détermine la classification des instruments financiers à leur date d'acquisition en tenant compte des objectifs d'investissement. Les instruments financiers sont classifiés à prêts et avances, placements gardés à maturité et placements disponibles à la vente.

Les prêts et avances aux employés sont des instruments financiers non dérivés, à paiement fixe et non cotés sur un marché financier. Ces prêts et avances sont enregistrés aux états financiers à leur date d'acquisition. Les placements étrangers gardés à échéance sont des instruments non dérivés à paiement fixe et déterminable, et à maturité fixe que la Banque a l'intention et la capacité de garder à maturité. D'autres instruments financiers non dérivés détenus par la Banque sont classifiés disponibles à la vente.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(3) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

(b) Instruments financiers (suite)

ii) Évaluation des instruments financiers

Les instruments financiers sont évalués initialement au coût incluant les coûts de transaction.

Suite à leur acquisition, les placements disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur.

Les actifs et passifs financiers non dérivés ainsi que les prêts et avances sont évalués au coût.

Sur la base des critères d'évaluation ci-dessus, les instruments financiers détenus par la BRH sont évalués comme suit:

1) Liquidités

Les liquidités comprennent les valeurs d'encaisse et d'autres instruments liquides qui peuvent être facilement convertis en liquidités sans avis préalable et qui ont une maturité de trois mois ou moins à compter de leur date d'acquisition. Elles sont reflétées au coût.

2) Placements étrangers

Les placements étrangers en devises sont composés principalement de bons du Trésor des États-Unis, d'obligations de sociétés, de comptes en marché monétaire et de valeurs mobilières qui sont reflétés à leur juste valeur.

Les profits et pertes non réalisés sur les placements disponibles à la vente sont comptabilisés dans un compte séparé au niveau du capital et des réserves jusqu'à leur réalisation. Les profits et pertes non réalisées sur les valeurs mobilières sont enregistrées aux résultats de l'exercice. Lorsqu'on dispose de ces placements, les profits et pertes cumulés préalablement aux réserves sont virés aux résultats nets de l'exercice.

Moins-value sur placements

Une moins-value reflétant une baisse de valeur permanente sur un placement temporaire a été enregistrée à l'état des résultats en 2006. Étant donné que cette valeur sera remboursée par l'État Haïtien cette moins-value a été renversée en 2007.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(3) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

(b) Instruments financiers (suite)

ii) Évaluation des instruments financiers (suite)

3) Avoirs en or

L'or est valorisé au cours en vigueur à la date du bilan. Les gains et les pertes résultant de cette valorisation sont inscrits à la réserve de réévaluation (**note 3 h**). Les cours en vigueur aux 30 septembre 2008 et 2007 étaient de US\$ 880 et de US\$ 743 par once d'or. Le stock d'or n'est pas porteur d'intérêts. L'avoir en or fait partie des réserves nettes de change en accord avec l'article 52 de la loi organique de la BRH.

4) Prêts et avances

Les crédits à l'État Haïtien représentent un financement au Secteur Public ainsi que les prêts et avances en comptes courants au Gouvernement, aux collectivités locales et aux entreprises publiques. Ils sont évalués au coût. Les bons du Trésor Haïtien qui n'ont pas un prix coté et dont la valeur marchande ne peut être déterminée ainsi que les dépôts non porteurs d'intérêts sont évalués au coût. La BRH n'enregistre pas de perte de valeur sur les crédits à l'État Haïtien et aux entreprises publiques à moins de désaccords spécifiques.

Les revenus d'intérêts sur ces prêts, avances et placements sont comptabilisés sur une base de d'exercice.

Les prêts et avances aux employés sont évalués au coût, net d'une provision pour pertes de valeur lorsque nécessaire.

5) Provisions

Une provision est établie au bilan lorsque la Banque a une obligation légale résultant d'événements passés, qu'il est probable que des ressources économiques seront utilisées pour solder cette obligation, et qu'une estimation vraisemblable du montant de l'obligation peut être établie.

6) Autres éléments d'actif

Les autres éléments d'actif sont évalués au coût.

7) Autres éléments de passif

Les autres éléments de passif incluant les provisions sont évalués au coût.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(3) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

(b) Instruments financiers (suite)

ii) Évaluation des instruments financiers (suite)

Décomptabilisation

Un actif financier est décomptabilisé lorsque la Banque perd le contrôle sur les droits contractuels qui y sont inhérents. Ceci survient lorsque les droits sont réalisés, expirés ou abandonnés. Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation y relative est soldée. Les placements disponibles à la vente sont décomptabilisés à la date où la Banque s'engage à vendre l'instrument. Les prêts et avances à recevoir sont décomptabilisés lorsqu'ils sont transférés à un tiers.

Évaluation de juste valeur

La juste valeur des instruments financiers classifiés disponibles à la vente est basée sur les prix cotés sur le marché boursier à la date du bilan, sans déduction des coûts de transaction.

(c) Participations, contributions et engagements dans les organismes financiers internationaux

Conformément à l'article 2, alinéa 10, et l'article 61, alinéa 2 de la Loi du 17 août 1979, la BRH enregistre dans ses livres les participations de la République d'Haïti dans les différents organismes internationaux. Le Gouvernement Haïtien a souscrit au capital de différents organismes financiers internationaux. Les montants payés à titre de capital sont reflétés comme des contributions, et les montants non encore versés sont reflétés comme des engagements (**note 19**). Ces transactions sont gérées par la BRH à titre de fiduciaire et sont réévaluées aux taux de change de la fin de l'exercice. L'effet de change résultant de la réévaluation des actifs et passifs de l'État Haïtien est enregistré au crédit à l'État Haïtien.

(d) Placement à Télécommunications d'Haïti SAM (TÉLÉCO)

La BRH détient 97% des actions de la Téléco et le Gouverneur de la BRH est le président du Conseil d'Administration de cette institution. Les états financiers de la Téléco ne sont pas consolidés avec ceux de la BRH étant donné que les états financiers de la Téléco ne sont pas fiables.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(3) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

(d) Placement à Télécommunications d'Haïti SAM (TÉLÉCO) (suite)

Ce placement est maintenu à la valeur de consolidation qui consiste à comptabiliser l'investissement à la valeur d'acquisition en y ajoutant sa quote-part des résultats enregistrés par l'entité émettrice et en y déduisant sa quote-part des dividendes déclarés ou versés, net d'une provision substantielle estimée par la Direction (**note 15**). Tel que reflété à la **note 15**, en avril 2010, une société étrangère a souscrit à 60% du capital de la Téléco.

(e) Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées au coût, à l'exception des immeubles qui, à la fin de l'exercice terminé le 30 septembre 2006, ont été réévalués à leur juste valeur. La juste valeur des immeubles a été déterminée à partir d'évaluations effectuées par des experts indépendants en immobilier. Les valeurs nettes aux livres ont été ajustées à cette juste valeur. L'effet de réévaluation a été comptabilisé au poste de réserve de réévaluation (les moins-values constatées ont été enregistrées à l'état des résultats).

À l'exception des terrains, des constructions en cours et des aménagements, les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée estimative de leur vie utile. Les aménagements sont amortis sur la durée des contrats de bail selon la méthode d'amortissement linéaire.

Les dépenses importantes d'amélioration et de reconditionnement sont capitalisées, alors que les frais d'entretien et de réparation sont imputés aux dépenses.

Les taux d'amortissement en vigueur pour les principales catégories d'immobilisations sont comme suit:

Immeubles	5%
Matériel et mobilier du bureau	20% à 25%
Matériel informatique	20%
Équipements	20%
Matériel roulant	25%
Aménagements	20%
Installations	20%
Logiciels informatiques	100%

La méthode d'amortissement, la durée de vie et la valeur résiduelle des immobilisations sont revues périodiquement.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(3) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

(f) Frais d'impression des billets et de pièces de monnaie

Les frais d'impression des billets sont enregistrés à la dépense au moment de la mise en circulation de la monnaie. Les coûts des stocks de billets commandés et non encore mis en circulation sont inscrits aux autres actifs. À partir de l'exercice 2008, les coûts d'impressions de pièces de monnaie sont inscrits aux autres actifs et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée estimative de leur vie utile de 20 ans. Ces frais étaient jusqu'au 30 septembre 2008 amortis au moment de leur mise en circulation. La Direction estime que la nouvelle méthode d'amortissement reflète mieux le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs liés à cet actif. Ce changement d'estimation a résulté en une augmentation du revenu net de G 11,5 millions pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008. L'effet sur les exercices futurs ne peut être déterminé.

(g) Billets et monnaie en circulation

Le montant des billets et monnaie figurant au passif du bilan de la BRH correspond aux billets et pièces de monnaie en circulation, détenus par l'ensemble des agents économiques reflété à leur valeur nominale.

(h) Réserve de réévaluation

L'article 56 de la loi organique de la BRH précise que les gains et les pertes, qui résultent de la réévaluation des avoirs et des engagements de la BRH détenus en devises ou en or, doivent être comptabilisés à un compte dénommé "Réserve de réévaluation" présenté au bilan au niveau du Capital et Réserves.

(i) Réserve de réévaluation – terrains et immeubles

La plus-value résultant de la réévaluation des immeubles est reflétée au poste de réserve de réévaluation-terrains et immeubles. Le solde de ce poste sera viré à la réserve spéciale quand les immeubles seront décomptabilisés. Toute moins-value résultant de la réévaluation est enregistrée directement comme une dépense à l'état des résultats à moins qu'elle ne soit relative à une plus-value existante pour un même immeuble déjà réévalué. Le cas échéant, cette moins-value sera affectée préalablement au poste de réserve de réévaluation-terrains et immeubles.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(3) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

(j) Impôts et taxes

Conformément à l'article 63 de la loi régissant la Banque Centrale, la BRH est exonérée du paiement des droits et taxes de l'État ou des communes dans l'exécution de toutes opérations qui lui sont propres.

(k) Distribution des profits nets

Selon l'article 59 de la loi régissant la BRH, les résultats nets doivent être distribués de la manière suivante: 25% au Trésor Public, 10% à la réserve légale et le solde à des réserves spéciales destinées aux fins d'investissements, de placements, d'agrandissement et autres, tel que fixé par le Conseil d'Administration. En 2008, le Conseil d'Administration a décidé de ne pas effectuer de distribution à l'État en vue d'éponger les pertes antérieures et de constituer les réserves nécessaires à la recapitalisation de la BRH, tel que prévu dans le cadre d'accords avec les partenaires internationaux.

(l) Opérations avec l'État Haïtien

La Loi du 17 août 1979 régissant la BRH mentionne à l'article 2 alinéa 10, que cette dernière exerce toutes les activités de banquier, d'agent financier et fiscal de l'État Haïtien.

Certains postes figurant au bilan de la BRH sont en fait des opérations de l'État Haïtien. Il s'agit notamment des participations, contributions et effets à payer aux organismes internationaux (**notes 10 et 19**).

Les autres dettes de l'État garanties par la BRH sont gérées en postes hors bilan du fait qu'elles ne deviennent une obligation qu'en cas de défaut de l'État Haïtien (**note 27**).

(m) Fonds de retraite

La BRH a institué un fonds de retraite à cotisations déterminées qui est alimenté par des contributions de la BRH et des cotisations des employés.

Suite à une résolution du Conseil de la BRH en 1993, les bénéfices du fonds de retraite sont payés, à partir de cette date, en fonction des contributions fixées par le Conseil.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

Notes aux États Financiers

(3) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

(n) Juste valeur

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normale.

La juste valeur des placements étrangers et locaux est à peu près équivalente à la valeur marchande telle que divulguée à la **note 6**. Ces valeurs ont été déterminées comme décrites à la **note 3(b)**.

(4) GESTION DES RISQUES

Les instruments financiers détenus par la Banque à la date du bilan sont: les liquidités, les placements, les prêts et avances, certains éléments d'autres actifs, les dépôts et autres obligations à vue, l'allocation en DTS, et des éléments d'autres passifs.

Parmi les risques financiers que la Banque doit gérer, on retrouve principalement les risques de liquidités, de crédit et de marché incluant les risques de taux d'intérêts et de change.

A) RISQUE DE LIQUIDITÉS

Le risque de liquidités surviendrait si la BRH n'arrivait pas à convertir, à approximativement leur valeur marchande, ses placements en espèces ou si elle n'arrivait pas à disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses obligations. Une gestion prudente des risques de liquidités sous-entend le maintien de liquidités ou d'équivalent de liquidités suffisantes et/ou l'utilisation rationnelle de politiques de financement.

La BRH comme toute Banque Centrale n'a pas de risques financiers réels en relation à ses obligations en monnaie locale. Les obligations de la BRH ne l'exposent pas à des risques importants de liquidités vu qu'elle n'a généralement pas de créances importantes envers des fournisseurs étrangers. La BRH doit également maintenir suffisamment de réserves liquides en dollars US pour permettre, à titre de fiduciaire, le règlement des obligations de l'État à leur date d'échéance. La BRH gère ce risque à travers:

- Un processus budgétaire permettant de suivre les échéances des créances étrangères du gouvernement.
- Le maintien d'un portefeuille de placements facilement négociable.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(4) GESTION DES RISQUES (SUITE)

A) RISQUE DE LIQUIDITÉS (SUITE)

Le profil de maturité des passifs financiers de la Banque, par tranche d'échéance, était comme suit aux 30 septembre 2008 et 2007:

30 septembre 2008

En milliers de gourdes	Courants	0-3 mois	3 mois -1 an	Total
Engagements en devises (notes 18)	G 9,108,070	-	-	9,108,070
Engagement envers les banques créatrices de monnaie et les institutions financières non bancaires (note 20)	13,500,356	9,353,000	248,000	23,101,356
Engagements envers les autres institutions (note 21)	620,647	-	-	620,647
Autres éléments de passif	496,105	1,112,177	-	1,608,282
	G 23,725,178	10,465,177	248,000	34,438,355

30 septembre 2007

En milliers de gourdes	Courants	0-3 mois	3 mois -1 an	Total
Engagements en devises (notes 18)	G 6,781,966	-	-	6,781,966
Engagement envers les banques créatrices de monnaie et les institutions financières non bancaires (note 20)	11,853,523	9,013,293	-	20,866,816
Engagements envers les autres institutions (note 21)	736,169	-	-	736,169
Autres éléments de passif	529,175	-	-	529,175
	G 19,900,833	9,013,293	-	28,914,126

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(4) GESTION DES RISQUES (SUITE)

B) RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit résulte de l'incapacité d'un emprunteur de s'acquitter de ses obligations financières ou contractuelles envers la Banque.

Ce risque concerne les principaux actifs financiers suivants:

En milliers de gourdes	2008	2007
Liquidités :		
Encaisse	G 77,408	482,625
Dépôts à des banques étrangères	10,560,487	4,309,572
Effets de compensation	<u>231,355</u>	<u>159,963</u>
	<u>10,869,250</u>	<u>4,952,160</u>
Placements:		
Effets escomptés	180,000	-
Placements à l'étranger	<u>17,454,967</u>	<u>14,933,891</u>
	<u>17,634,967</u>	<u>14,933,891</u>
Crédit:		
Prêts, net (notes 11, 12 et 13)	<u>22,837,230</u>	<u>21,392,953</u>
Autres éléments d'actif:		
Avances aux fournisseurs	239,048	234,346
Effets collectés à recevoir – BNC (note 16)	75,673	95,121
Autres comptes à recevoir	37,564	37,795
Intérêts à recevoir - BNC	17,254	8,590
Autres actifs	<u>524</u>	<u>524</u>
	<u>370,063</u>	<u>376,376</u>
	G 51,711,510	41,655,380

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(4) GESTION DES RISQUES (SUITE)

B) RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

i) Liquidités

Les liquidités sont maintenues dans des institutions financières importantes que la Banque considère financièrement solides. La viabilité de ces institutions est revue périodiquement.

ii) Placements

Le risque de crédit relatif aux placements survient lorsqu'un titre de placement perd de sa valeur en raison de résultats financiers défavorables, réels ou anticipés, de la société émettrice. Pour gérer ce risque, la BRH a mis en place des politiques et procédures qui définissent la nature et la qualité des titres de placements dans lesquels elle investit.

Les principaux paramètres de la politique de la BRH sont les suivants:

- Investir dans des titres de créances négociables bien cotés, facilement disponibles et à risques faibles.
- Fixer des critères de maturité maximale.
- Diversifier le portefeuille en différents instruments tout en limitant l'exposition maximale permise par type de sécurité ou par émetteur.

Les placements de la Banque Centrale rencontrent les objectifs de sécurité liés à la gestion des avoirs en devises.

iii) Crédit

Le portefeuille de crédit de la Banque Centrale est constitué en majeure partie par les crédits au Gouvernement. La BRH en tant que banquier de l'État n'est pas exposée à des risques significatifs de par ses crédits à l'État et aux entités gouvernementales.

iv) Autres éléments d'actif

La Banque considère comme faible le risque de crédit sur les autres actifs financiers.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(4) GESTION DES RISQUES (SUITE)

B) RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

v) Répartition des risques financiers

La répartition par secteur géographique sur la base de localisation du risque ultime des actifs financiers de la Banque est comme suit:

En milliers de gourdes	2008	2007
Liquidités:		
Haiti	G 308,763	642,588
États-Unis	9,103,948	3,968,207
France	1,340,849	242,665
Panama	115,690	98,700
	<u>10,869,250</u>	<u>4,952,160</u>
Placements:		
Haiti	180,000	-
États-Unis	17,388,880	14,925,280
Panama	66,087	8,611
	<u>17,634,967</u>	<u>14,933,891</u>
Crédit:		
Haïti	<u>22,837,230</u>	<u>21,392,953</u>
Autres actifs:		
Haïti	370,063	376,376
Total des actifs financiers	G 51,711,510	41,655,380

C) RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est celui que des changements de prix résultant des variations de taux de change ou de taux d'intérêts affecterait les résultats de la Banque ou la valeur des instruments financiers qu'elle détient. La gestion des risques de marché vise à contrôler l'exposition aux risques de marché dans une limite acceptable tout en optimisant le rendement financier.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(4) GESTION DES RISQUES (SUITE)

C) RISQUE DE MARCHÉ (SUITE)

i) Risque de taux d'intérêts

La gestion des risques de taux d'intérêts à la BRH est conditionnée par les objectifs en matière de politique monétaire. Le portefeuille de prêts de la BRH est constitué principalement de crédits au Gouvernement dont les taux d'intérêts ne sont pas des taux commerciaux. Les taux de rémunération des Bons BRH sont ajustés régulièrement.

Le profil d'intérêts sur les principaux instruments financiers porteurs d'intérêts était comme suit:

En milliers de gourdes	2009	2008
Taux d'intérêts fixes:		
Actifs financiers:		
Crédits à l'État Haïtien	G 20,149,729	19,187,913
Prêts et avances	<u>2,200,821</u>	<u>1,772,006</u>
	22,350,550	20,959,919
Passifs financiers:		
Emprunt BID 990/SF-HA	<u>24,361</u>	<u>21,962</u>
Actif net	22,326,189	20,936,919
Taux d'intérêts variables:		
Actifs financiers :		
Dépôts à l'étranger	10,560,487	4,309,572
Placements étrangers	<u>17,115,515</u>	<u>14,619,961</u>
	<u>27,676,002</u>	<u>18,929,533</u>
Passifs financiers		
Bons BRH	<u>9,601,000</u>	<u>9,013,293</u>
Actif net	18,075,002	9,916,240

N'ayant pas de passifs financiers d'importance à taux fixes, la BRH n'a aucun risque de taux d'intérêts.

(ii) Risque de change

Le risque de change découle de la variation de la valeur d'actifs et de passifs libellés en devises étrangères, exprimée en gourdes, due aux fluctuations des taux de change. En vertu de l'article 56 de la loi organique de la BRH, les gains et pertes qui résultent de la réévaluation des avoirs et des engagements de la BRH détenus en devises ou en or sont comptabilisés à la Réserve de Réévaluation.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(4) GESTION DES RISQUES (SUITE)

C) RISQUE DE MARCHÉ (SUITE)

(ii) Risque de change (suite)

Le tableau ci-dessous présente la répartition des actifs et passifs financiers de la Banque aux 30 septembre :

30 septembre 2008

En milliers de gourdes	Gourdes	Dollars convertis	Autres devises	Total
Liquidités	G -	9,528,401	1,340,849	10,869,250
Placements	180,000	17,161,471	293,496	17,634,967
Prêts et avances	31,490,409	(8,617,095)	(36,084)	22,837,230
Autres actifs	<u>131,015</u>	<u>239,048</u>	<u>-</u>	<u>370,063</u>
Total des actifs financiers	31,801,424	18,311,825	1,598,261	51,711,510
Engagement en devises (note 18)	-	9,065,917	42,153	9,108,070
Engagements envers les banques créatrices de monnaie et les institutions non bancaires (note 20)	23,101,356	-	-	23,101,356
Engagements envers les autres institutions (note 21)	620,647	-	-	620,647
Autres passifs	<u>1,491,037</u>	<u>117,245</u>	<u>-</u>	<u>1,608,282</u>
Total des passifs financiers	25,213,040	9,183,162	42,153	34,438,355
Actif net	G 6,588,384	9,128,663	1,556,108	17,273,155

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(4) GESTION DES RISQUES (SUITE)

C) RISQUE DE MARCHÉ (SUITE)

(ii) Risque de change (suite)

30 septembre 2007

En milliers de gourdes	Gourdes	Dollars convertis	Autres devises	Total
Liquidités	G -	4,709,495	242,665	4,952,160
Placements	-	14,655,305	278,586	14,933,891
Crédit	21,551,153	(125,988)	(32,212)	21,392,953
Autres actifs	<u>142,030</u>	<u>234,346</u>	<u>-</u>	<u>376,376</u>
Total des actifs financiers	21,693,183	19,473,158	489,039	41,655,380
Engagement en devises (note 18)	-	6,727,682	54,284	6,781,966
Engagements envers les banques créatrices de monnaie et les institutions non bancaires (note 20)	20,866,816	-	-	20,866,816
Engagements envers les autres institutions (note 21)	736,169	-	-	736,169
Autres passifs	<u>419,658</u>	<u>109,517</u>	<u>-</u>	<u>529,175</u>
Total des passifs financiers	22,022,643	6,837,199	54,284	28,914,126
Actif net	G (329,460)	12,635,959	434,755	12,741,254

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(5) AVOIRS EN DEVISES

Les avoirs en devises sont composés de:

En milliers de gourdes		2008	2007
Encaisse en dollars US	G	302,903	624,734
Dépôts à vue à l'étranger - dollars US		10,560,487	4,309,572
Effets en transit		5,860	17,854
	G	10,869,250	4,952,160

Les dépôts à vue sont composés de fonds en dollars placés à un jour, rémunérés à des taux de rendement moyen de 2.68% et de 3.72% en 2008 et 2007, respectivement.

(6) PLACEMENTS ÉTRANGERS

Les placements étrangers sont répartis comme suit:

En milliers de gourdes		2008	2007
Placements disponibles à la vente (a)	G	16,397,519	14,611,350
Valeurs mobilières:			
Banco Latino Americano de Exportaciones (Bladex)		66,087	8,611
		16,463,606	14,619,961
Placements monétaires (b):			
Citibank		651,909	-
	G	17,115,515	14,619,961

(a) Les placements en devises disponibles à la vente sont répartis comme suit:

En milliers de gourdes		2008	2007
Valeurs mobilières:			
Coût	G	9,456	8,611
Juste valeur (2008)		66,087	8,611
Comptes en marché monétaire:			
Coût	G	697,651	502,999
Juste valeur	G	698,701	503,123

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(6) PLACEMENTS ÉTRANGERS (SUITE)

En milliers de gourdes	2008	2007
Bons du Trésor des États-Unis:		
Coût	G 12,223,186	10,807,456
Juste valeur	12,131,352	10,832,993
Échéance		10 ans
Autres obligations de sociétés:		
Coût	G 4,011,143	3,278,841
Juste valeur	3,567,466	3,275,234
Échéance	-	3 ans
Valeur totale des placements:		
Coût	G 16,941,436	14,597,907
Juste valeur	16,463,606	14,619,961
Plus (moins) - valeurs non réalisées sur placements détenus pour revente	G (477,830)	22,054

- a) Les taux de rendement moyen des comptes en marché monétaire sont de 2.71% en 2008, et de 5.02% en 2007.

Les taux de rendement moyen des bons du Trésor des États-Unis et autres obligations sont de 2.49% en 2008 et de 5.86% en 2007.

- b) Les placements monétaires sont des placements au jour le jour et à faible risque rémunérés à taux variables. Le taux moyen de rendement en 2008 est de 2.17%.

(7) DISPONIBILITÉS EN DROITS DE TIRAGES SPÉCIAUX (DTS)

Ce compte représente les avoirs en compte courant, exprimés en DTS, au Fonds Monétaire International (FMI). Aux 30 septembre 2008 et 2007, les Droits de Tirages Spéciaux étaient respectivement de 4,717,345 DTS et 4,919,151 DTS.

(8) EFFETS ESCOMPTÉS

Les effets escomptés sont constitués de bons BRH de la Citibank pris en pension. Ce placement est de cinq jours et rémunéré à un taux fixe de 17%.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(9) AVOIRS EN OR

Les avoirs en or sont valorisés à leur juste valeur telle que publiée au Commodity Exchange Inc. aux 30 septembre 2008 et 2007, et se présentent comme suit:

En milliers de gourdes	2008		2007	
	<u>Onces</u>	<u>Valeur</u>	<u>Onces</u>	<u>Valeur</u>
Federal Reserve Bank of New York	1,308	45,956	1,308	35,344

Ces réserves détenues à la Federal Reserve Bank of New York ne portent pas d'intérêts.

(10) PARTICIPATIONS DANS LES ORGANISMES FINANCIERS INTERNATIONAUX

Les participations dans les organismes financiers internationaux se présentent comme suit:

En milliers de gourdes		2008	2007
Fonds Monétaire International (FMI) (a)	G	<u>5,095,523</u>	<u>4,638,238</u>
Autres organismes internationaux:			
Banque Interaméricaine de Développement (BID)		1,599,864	1,456,821
Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)		276,305	251,601
Association Internationale de Développement (IDA)		40,549	36,924
Société Interaméricaine d'Investissement (SII)		37,556	34,198
Société Internationale de Financement (IFC)		32,842	29,905
Agence de Garantie des Investissements Multilatéraux (MIGA)		<u>6,484</u>	<u>5,905</u>
		<u>1,993,600</u>	<u>1,815,354</u>
	G	<u>7,089,123</u>	<u>6,453,592</u>

(a) La participation de l'État Haïtien au FMI est de 81,900,000 DTS aux 30 septembre 2008 et 2007.

(11) CRÉDITS À L'ÉTAT HAÏTIEN

En milliers de gourdes		2008	2007
Prêts et avances –selon accord (a)	G	6,736,545	6,736,545
Placements en monnaie locale (b)		1,217,101	1,217,101
Déficit du Trésor Public (c)		10,357,850	9,609,434
Effet de change – FMI (note 3 a)		1,425,630	1,214,005
Compte à recevoir (d)		403,728	403,728
Obligations réseau routier		<u>8,875</u>	<u>7,100</u>
	G	<u>20,149,729</u>	<u>19,187,913</u>

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(11) CRÉDITS À L'ÉTAT HAÏTIEN (SUITE)

- (a) Un accord a été signé entre l'État Haïtien et la BRH le 20 décembre 1996 reconnaissant les créances du Gouvernement envers la BRH et prévoyant le versement d'un montant mensuel par le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) à titre d'intérêts sur ces créances. Par amendement daté du 24 mai 2005, le montant des intérêts mensuels à verser par le MEF s'élevait respectivement à G 70 millions en 2008 et 2007. Le taux de rendement moyen sur les crédits à l'État Haïtien est de 4.05% et 4.29% pour les exercices 2008 et 2007, respectivement.

Au 30 septembre 2007, douze mois d'intérêts payés d'avance totalisant G 840 millions sont reflétés au crédit à l'État Haïtien (11c).

À l'exception des bons, obligations et titres du Trésor; les crédits à l'État Haïtien n'ont pas d'échéance fixe.

- (b) Les placements en monnaie locale sont composés de:

En milliers de gourdes	2008	2007
Bons du Trésor	G 1,165,101	1,165,101
Obligations et titres	<u>52,000</u>	<u>52,000</u>
	G 1,217,101	1,217,101

Au 30 septembre 2008 et 2007, les Bons du Trésor et les obligations et titres portent intérêts à des taux allant de 1.0% à 7.5%, et de 1.0% à 5.0%, l'an. Leurs dates d'échéance vont de 1996 à 2008. Les bons et obligations sont arrivés à échéance mais n'ont pas été honorés. Des intérêts courus et impayés sur ces placements ont été capitalisés aux prêts et avances à l'État Haïtien.

En milliers de gourdes	2008	2007
Bons du Trésor:		
À échoir	G -	7,601
Échus	<u>1,165,101</u>	<u>1,157,500</u>
	<u>1,165,101</u>	<u>1,165,101</u>
Obligations et titres:		
Échus	<u>52,000</u>	<u>52,000</u>
	G 1,217,101	1,217,101

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(11) CRÉDITS À L'ÉTAT HAÏTIEN (SUITE)

- (c) La BRH tient les comptes courants du Trésor Public. Ces comptes ne portent pas d'intérêts et se présentent comme suit:

En milliers de gourdes	2008	2007
Exercice courant:		
Recettes publiques - Trésor Public	G (26,079,558)	(22,686,089)
Fonds de financement - Trésor Public	5,778,152	8,258,117
Dépenses de fonctionnement - Trésor Public	23,826,935	18,821,327
Déficit - Exercice courant	3,525,529	4,393,355
Déficit - Exercices antérieurs	20,855,803	16,476,386
Déficit brut à la fin de l'exercice	24,381,332	20,869,741
Dépôts du Gouvernement Central	(13,148,929)	(9,679,331)
Intérêts payés d'avance (a)	-	(840,000)
Autres comptes du Trésor Public	(874,553)	(740,976)
	G 10,357,850	9,609,434

- (d) Au 30 septembre 2007, la BRH avait enregistré une moins-value de G 403,728M représentant le prix d'acquisition des 8,074,551 actions de la Socabank acquises au prix unitaire de G 50, alors que la valeur comptable de l'action étant négative, soit (G 326) par action à cette date. Le 11 octobre 2007, l'État Haïtien à travers le Ministère de l'Économie et des Finances s'est engagé à rembourser à la BRH, sur présentation, G 951,995M incluant G 403,728M représentant cette moins-value et G 548,267M représentant une garantie de la BRH à la BNC.

(12) PRÊTS ET AVANCES AU PERSONNEL ET AUX AUTRES INSTITUTIONS

Les prêts et avances au personnel et aux autres institutions sont:

En milliers de gourdes	2008	2007
Employés, net	G 1,652,571	1,463,388
Entreprises publiques:		
Téléco (a)	731,205	395,860
EDH (b)	25,725	25,319
	756,930	421,179
	G 2,409,501	1,884,567

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(12) PRÊTS ET AVANCES AU PERSONNEL ET AUX AUTRES INSTITUTIONS (SUITE)

Aux 30 septembre 2008 et 2007, les prêts aux employés portent intérêts de 4% à 6% l'an et sont ainsi répartis:

En milliers de gourdes		2008	2007
Prêts aux employés, brut	G	1,742,273	1,541,228
Provision		<u>(89,702)</u>	<u>(77,840)</u>
	G	1,652,571	1,463,388

La provision sur les prêts aux employés a ainsi évolué au cours de l'exercice:

En milliers de gourdes		2008	2007
Provision au début de l'exercice	G	77,840	68,840
Dotation de l'exercice		<u>11,862</u>	<u>9,000</u>
Provision à la fin de l'exercice	G	89,702	77,840

a) Les montants à recevoir de la Téléco sont ainsi composés:

En milliers de gourdes		2008	2007
Avances de fonds	G	461,934	275,065
Avances pour réseau télématique		182,955	87,241
Découverts en comptes courants		83,120	25,207
Intérêts à recevoir		<u>3,196</u>	<u>8,347</u>
	G	731,205	395,860

Une avance de fonds de G 270 millions consentie en juin 2007 porte intérêts au taux de 8 % et est remboursable sur 42 mois incluant une période de grâce de 6 mois; les intérêts seront capitalisés durant la période de grâce. Une avance de fonds de US\$ 220,000 consentie à la Téléco en janvier 2006 porte intérêts au taux de 8% et est remboursable sur trois ans. Cette avance est remboursée suivant les accords.

Ces avances pour le réseau télématique ne portent pas intérêts et n'ont pas d'échéance fixe.

Les découverts en comptes courants portent intérêts aux taux de 10% 2008 et 2007.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(12) PRÊTS ET AVANCES AU PERSONNEL ET AUX AUTRES INSTITUTIONS (SUITE)

b) Les montants à recevoir de l'EDH sont ainsi composés:

En milliers de gourdes		2008	2007
Lettres de crédit et lettres de garanties			
en faveur de SOGENER	G	21,175	21,175
Avances		<u>4,550</u>	<u>4,144</u>
	G	25,725	25,319

En vertu d'un accord conclu entre l'État Haïtien, SOGENER et l'EDH pour la production d'énergie électrique dans plusieurs villes du pays, la BRH a honoré des lettres de crédit en faveur de la firme SOGENER. Ces valeurs n'ont pas été remboursées à date.

(13) PRÊTS ET AVANCES AUX BANQUES CRÉATRICES DE MONNAIE ET AUX INSTITUTIONS FINANCIÈRES NON BANCAIRES

Les prêts et avances aux banques créatrices de monnaie et aux institutions financières non bancaires sont:

En milliers de gourdes		2008	2007
Avances à la BNC (a)	G	278,000	278,000
Avances à la SHEC (b)		83,383	40,494
Perte de valeurs sur avances à la SHEC		(83,383)	-
Prêts aux institutions financières monétaires non bancaires		<u>-</u>	<u>1,979</u>
	G	278,000	320,473

a) Une avance de G 275 millions octroyée à la Banque Nationale de Crédit au cours de l'exercice 2007 porte intérêts au taux de 8% et est remboursable dans un délai de trois ans à partir du 1^{er} mars 2007.

Une avance de G 3 millions à la Banque Nationale de Crédit bénéficie d'un moratoire sur le paiement des intérêts et le remboursement du principal.

b) SHEC est une institution financière en faillite.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(14) IMMOBILISATIONS

Les immobilisations ont ainsi évolué au cours de l'exercice:

Coût

En milliers de gourdes		Solde au 30/09/07	Acquisitions	Transferts	Régularisations	Solde au 30/09/08
Terrains	G	277,308	-	-	(2,935)	274,373
Terrains et immeubles		1,335,983	-	-	(4,891)	1,331,092
Matériel et mobilier de bureau		71,725	1,686	(54,319)	-	19,092
Matériel informatique		41,252	133,990	(28,014)	(155)	147,073
Équipements		220,137	10,763	(93,216)	(65)	137,619
Matériel roulant		21,109	8,981	(947)	-	29,143
Aménagements		27,567	188	(2,343)	-	25,412
Installations		16,518	811	(496)	-	16,833
Logiciels informatiques		690	199	(690)	-	199
Biens complètement amortis		245,850	-	183,838	-	429,688
		2,258,139	156,618	3,813	(8,046)	2,410,524
Constructions en cours		257,547	9,085	(3,813)	15,553	278,372
	G	2,515,686	165,703	-	7,507	2,688,896

L'amortissement cumulé a ainsi évolué au cours de l'exercice:

Amortissement cumulé

En milliers de gourdes		Solde au 30/09/07	Amortissement	Transferts	Régularisations	Solde au 30/09/08
Immeubles	G	66,779	58,601	-	8,212	133,592
Matériel et mobilier de bureau		53,091	10,821	(54,384)	-	9,528
Matériel informatique		31,415	7,906	(28,480)	-	10,841
Équipements		115,196	37,570	(93,467)	-	59,299
Matériel roulant		12,738	7,115	(947)	-	18,906
Aménagements		13,024	5,228	(5,374)	-	12,878
Installations		8,198	3,345	(496)	-	11,047
Logiciels informatiques		175	649	(690)	-	134
Biens complètement amortis		245,850	-	183,838	-	429,688
	G	546,466	131,235	-	8,212	685,913
	G	1,969,220				2,002,983

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(14) IMMOBILISATIONS (SUITE)

Au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 2006, la BRH a procédé à la réévaluation des terrains et immeubles qu'elle détenait. Il en est résulté un surplus de réévaluation net de G 769,487, comme suit:

		<u>Valeur marchande</u>	<u>Valeur comptable</u>	<u>Surplus de réévaluation</u>
<u>En milliers de gourdes</u>				
Terrains et immeubles	G	<u>1,427,163</u>	<u>657,676</u>	<u>769,487</u>

(15) PLACEMENT À LA TÉLÉCO

Le placement à la Téléco se présente comme suit, à la valeur de consolidation:

<u>En milliers de gourdes</u>		<u>2008</u>	<u>2007</u>
Valeur au coût d'acquisition	G	13,600	13,600
Quote-part des profits antérieurs, net de la provision (a)		<u>1,909,780</u>	<u>1,909,780</u>
Solde à la fin de l'exercice	G	<u>1,923,380</u>	<u>1,923,380</u>

- (a) La quote-part de la BRH dans les résultats et l'actif net de la Téléco a été enregistrée sur la base d'états financiers internes non vérifiés, soumis par la Téléco jusqu'en 2000. À partir de l'exercice 2001, la direction de la BRH, sur base de son évaluation de la fiabilité des informations financières disponibles sur la Téléco, a enregistré une provision de 100% sur sa quote-part des résultats nets de la Téléco.

Le 29 avril 2010, un accord de partenariat a été signé entre la Banque de la République d'Haïti, actionnaire majoritaire de la Téléco et Viettel Incorporation, qui a souscrit 60% du capital social de la Téléco pour un montant de US\$ 59 millions. Viettel Corporation est l'attributaire de l'appel d'offres lancé en vue de moderniser la Téléco. Cet accord s'est concrétisé au sein d'une nouvelle compagnie de Télécommunications, la National Telecom S.A. (NATCOM) qui va continuer à maintenir et exploiter le réseau de télécommunications et les activités de la Téléco.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(16) AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

Les autres éléments d'actif sont:

En milliers de gourdes		2008	2007
Stocks de billets neufs et pièces de monnaie	G	294,684	309,785
Avances aux fournisseurs		239,048	234,346
Intérêts payés d'avance - Bons BRH		100,634	100,110
Effets collectés à recevoir - BNC		75,673	95,121
Autres frais payés d'avance		73,075	67,732
Autres comptes à recevoir		37,564	37,795
Dépôt à terme - Fonds CERA (BNDAL) (note 22)		12,000	12,000
Autres		<u>71,654</u>	<u>60,651</u>
	G	904,332	917,540

(17) BILLETS ET MONNAIE EN CIRCULATION

Les billets et monnaie en circulation sont:

En milliers de gourdes		2008	2007
Billets et monnaie émis	G	15,474,485	14,789,162
Moins: Billets et monnaie hors circulation		<u>(786,832)</u>	<u>(1,765,072)</u>
	G	14,687,653	13,024,090

L'émission autorisée représente la garantie que donne la BRH pour les billets et monnaie émis à date. Les billets et monnaie hors circulation représentent les montants détenus par la BRH dans son caveau à ces dates. Au cours de l'exercice 2008, G 1 milliard a été émis par la BRH.

(18) ENGAGEMENTS EN DEVISES

Les engagements en devises se présentent comme suit:

En milliers de gourdes		2008	2007
Banques créatrices de monnaie (a)	G	8,830,272	6,561,478
Dépôts des entreprises publiques		163,846	118,120
Institutions financières non bancaires		9,187	6,025
Autres		<u>104,765</u>	<u>96,343</u>
	G	9,108,070	6,781,966

- (a) Les engagements des banques créatrices de monnaie représentent surtout des réserves statutaires en devises requises par la BRH. Ces réserves ne portent pas d'intérêts.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(19) CONTRIBUTIONS ET ENGAGEMENTS ENVERS LES ORGANISMES FINANCIERS INTERNATIONAUX

Les contributions et engagements envers les organismes financiers internationaux se présentent comme suit:

En milliers de gourdes	2008	2007
Fonds Monétaire International (FMI) (a)	G 5,091,416	<u>4,634,502</u>
Autres organismes internationaux:		
Banque Interaméricaine de Développement (BID)	1,599,864	1,456,821
Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)	276,305	251,601
Association Internationale de Développement (IDA)	40,549	36,924
Société Interaméricaine d'Investissement (SII)	37,556	34,198
Société Internationale de Financement (IFC)	32,842	29,905
Agence de Garantie des Investissements Multilatéraux (MIGA)	<u>6,484</u>	<u>5,905</u>
	1,993,600	<u>1,815,354</u>
Dépôts des organismes internationaux	702,212	613,560
Prêt – FMI au Gouvernement de la République d'Haïti	4,185,919	2,021,796
Emprunt - BID 990/SF - HA (b)	<u>24,361</u>	<u>22,962</u>
	G 11,997,508	9,108,174

(a) Les contributions et engagements envers le Fonds Monétaire International (FMI) incluent des engagements relatifs à des opérations de l'État Haïtien et de la BRH.

(b) Le 20 janvier 1997, la BRH a signé un contrat de prêt no. 990/SF - HA avec la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Dans le cadre de ce contrat, la BID a financé à concurrence de US\$ 2,495,000 l'exécution du Programme de Renforcement Institutionnel de la BRH évalué à la contre-valeur de US\$ 2,745,000 par la BID. Ce prêt porte intérêts aux taux de 1% l'an jusqu'au 20 janvier 2007 et, ensuite, de 2% l'an au-delà de cette date sur les soldes dus. Les intérêts, ont été capitalisés au financement pendant la période moratoire de 10 ans.

Ce prêt est remboursable en 60 tranches semestrielles consécutives du capital et intérêts dont la première a été versée le 20 juillet 2007 et la dernière est prévue le 20 janvier 2037.

Le 20 septembre 2002, sur requête du Ministère de l'Économie et des Finances et de la BRH, la partie non décaissée du financement a été annulée.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(20) ENGAGEMENTS ENVERS LES BANQUES CRÉATRICES DE MONNAIE ET LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES NON BANCAIRES

Les engagements en monnaie locale envers les banques créatrices de monnaie et les institutions financières non bancaires se présentent comme suit:

En milliers de gourdes		2008	2007
Banques créatrices de monnaie (a)	G	13,478,645	11,765,384
Bons BRH (b)		9,601,000	9,013,293
Institutions financières non bancaires		21,711	88,139
	G	23,101,356	20,866,816

(a) Les engagements des banques créatrices de monnaie sont surtout des réserves statutaires en monnaie locale requises par la BRH. Ces réserves ne portent pas d'intérêts.

(a) La répartition par tranche d'échéance des bons BRH sont comme suit:

En milliers de gourdes		2008	2007
Échéance de 7 jours	G	145,000	-
Échéance de 28 jours		4,000	-
Échéance de 91 jours		9,204,000	9,013,293
Échéance de 182 jours		248,000	-
	G	9,601,000	9,013,293

La rémunération moyenne est de 6.37% et 7.05% pour les exercices 2008 et 2007, respectivement.

(21) ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES INSTITUTIONS

Les engagements envers les autres institutions sont les suivants:

En milliers de gourdes		2008	2007
Dépôts des entreprises publiques	G	331,122	487,160
Dépôts des collectivités locales		208,198	203,559
Chèques certifiés émis en monnaie locale		63,542	35,623
Divers		17,785	9,827
	G	620,647	736,169

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(22) AUTRES ÉLÉMENTS DU PASSIF

Les autres éléments du passif se présentent comme suit:

En milliers de gourdes	2008	2007
Engagements fonds de garantie – lettres de crédit	G 1,112,177	-
Dépôts de garantie - lettres de crédit	100,973	91,945
Obligations envers les employés (a)	98,485	88,478
Fonds immobilisés	88,815	64,463
Chèques de direction et certifiés - BRH	79,713	143,990
Dépôts-employés et autres comptes du personnel	49,672	32,375
Fournisseurs à payer	23,505	52,804
Contrepartie - dépôt à terme (BNDAL) (note 16)	12,000	12,000
Dépôts de cautionnement	6,352	5,720
Fonds détenus pour tiers (b)	4,448	5,322
Autres comptes à payer	32,142	32,078
	G 1,608,282	529,175

a) Obligations envers les employés

Aux 30 septembre les obligations envers les employés sont comme suit:

En milliers de gourdes	2008	2007
Provision pour boni	G 46,985	42,166
Primes de séparation	35,527	27,646
Autres charges sociales	15,973	18,666
	G 98,485	88,478

b) Fonds détenus pour tiers

Dans le cadre du Décret du 14 novembre 1980 réglementant le fonctionnement des banques et des activités bancaires sur le territoire de la République D'Haïti, la BRH gère la liquidation de la Banque Nationale de Développement Agricole et Industriel (BNDAL). À ce titre, elle comptabilise à son bilan un passif lié à la collection des obligations de tiers envers la BNDAL. De même, la BRH effectue certains débours pour compte de la BNDAL dans le cadre de cette gestion. Selon la politique de la Banque, ces débours sont débités directement aux obligations collectées pour le compte de la BNDAL.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(22) AUTRES ÉLÉMENTS DU PASSIF (SUITE)

b) Fonds détenus pour tiers (suite)

Aux 30 septembre 2008 et 2007, les soldes des transactions enregistrées dans le cadre de la gestion de la liquidation de la BNDAL sont comme suit:

En milliers de gourdes	2008	2007
Autres éléments d'actif:		
Dépôt à terme détenu pour BNDAL	G 12,000	12,000
Autres éléments du passif:		
Contrepartie - dépôt à terme BNDAL	(12,000)	(12,000)
Valeurs collectées pour compte BNDAL, net	4,448	5,322
	G 4,448	5,322

(23) AUTRES PRODUITS

Les autres produits comprennent surtout les commissions provenant des opérations bancaires et des pénalités imposées dans le cadre des activités de surveillance du système financier.

(24) RÉMUNÉRATIONS ET CHARGES SOCIALES

Le nombre d'employés au 30 septembre 2008 et 2007 était respectivement de 750 et de 746. Les rémunérations et charges sociales du personnel sont comme suit:

En milliers de gourdes	2008	2007
Salaires	G 557,274	506,669
Bénéfices sociaux	207,725	196,747
Contributions - Fonds de Retraite (a)	34,056	27,772
Formation	33,531	39,052
Primes de séparation	27,513	38,225
Autres	14,105	6,109
	G 874,204	814,574

a) Contributions – Fonds de Retraite

Les contributions au fonds de retraite sont déposées dans un compte à la BNC.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(25) FONDS DE RETRAITE

La Banque de la République d'Haïti participe conjointement avec la Banque Nationale de Crédit (BNC) et la Banque Populaire Haïtienne (BPH) à un fonds de retraite contributif à prestations déterminées de type de salaires de fin de carrière dont bénéficient ses salariés. La participation de la Banque s'effectue à un taux de contribution fixe de 10% du salaire mensuel brut et s'élève à G 34,056M et G 27,772M respectivement pour les exercices 2008 et 2007. Il n'y a pas eu d'évaluation actuarielle récente de ce fonds de régime de retraite.

En sus de la dépense annuelle versée au fonds de retraite, la BRH a encouru des charges totalisant G 27,513M en 2008 et G 38,225M en 2007 à titre de primes de séparation payées à des employés qui ont terminé leur emploi conformément aux politiques de la Banque. Ces primes sont enregistrées lorsque l'obligation est connue, au départ des employés.

(26) TRANSACTIONS APPARENTÉES

Les transactions apparentées de la BRH sont essentiellement constituées des prêts hypothécaires et avances faites aux membres du Conseil d'Administration. Au 30 septembre 2008 et 2007, les soldes des transactions effectuées avec les membres du Conseil d'Administration sont comme suit:

En milliers de gourdes		2008	2007
Prêts hypothécaires	G	18,646	8,885
Avances sur salaires		<u>4,502</u>	<u>13,199</u>
	G	23,148	22,084

(27) ENGAGEMENTS ET PASSIF ÉVENTUEL

- a) Au 30 septembre 2008 et 2007, les lettres de garantie et de crédit émises par la BRH en faveur de sociétés commerciales s'élèvent à environ G 1,164,467M et G 382,773M, respectivement. Les lettres de crédit ont été émises sur demande du Ministère de l'Économie et des Finances et garantissent des créances de l'État Haïtien et de certaines entreprises publiques envers des sociétés.
- b) En vertu d'un Protocole d'Accord datant du 5 décembre 2006 entre la BRH et la BNC, dans le cadre du rachat des actifs et passifs de Socabank par la BNC, la BRH s'est engagée à supporter 50% des fonds propres négatifs de Socabank au 30 septembre 2006 s'élevant à G 1.3 milliard. Après un apport en capital de G 225 millions par la BRH au 14 novembre 2006, ces fonds propres ont été ajustés à G 1.1 milliard. Cette garantie est constituée sous la forme d'une lettre de garantie pour un montant de G 548 millions couvrant une portion du portefeuille contaminé de la Socabank.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(27) ENGAGEMENTS ET PASSIF ÉVENTUEL (SUITE)

Le 11 octobre 2007, l'État Haïtien à travers Le Ministère de l'Économie et des Finances a signé en faveur de la BRH un billet à ordre de G 951,955M par lequel elle entend rembourser à la BRH, à présentation, les valeurs avancées pour compte de l'État Haïtien relatif à la Socabank incluant G 548,267M, représentant la garantie de la BRH envers la BNC ainsi que la moins-value sur le placement enregistrée en 2006. Cette garantie de la BRH envers la BNC n'est pas comptabilisée.

- c) Au 30 septembre 2008, la BRH traite de certaines affaires en instance de litige par ou contre quelques tiers. Selon l'évaluation des faits à jours, de l'avis de conseillers juridiques, les positions prises par la BRH sont bien fondées. On ne prévoit pas qu'un règlement éventuel des poursuites soit d'importance à la situation financière de la BRH.

(28) POSTES HORS BILAN

Les postes hors bilan comprennent:

En milliers de gourdes	2008	2007
Prêts BID à l'État Haïtien garantis par la BRH	G 6,085,067	3,075,024

(29) ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

En date du 12 janvier 2010, un séisme de forte intensité a frappé Haïti, principalement la zone de Port-au-Prince, occasionnant des dommages considérables à une multitude d'entreprises en Haïti. Pour sa part, la BRH a subi des pertes en ressources humaines et des dommages importants sur certains immeubles et équipements. La Direction de la Banque s'est mobilisée pour gérer les priorités et a mis en place un ensemble de moyens pour reprendre les opérations.

La Direction procède présentement à l'inventaire des dommages et procédera dans les délais requis à l'évaluation globale des pertes et à la préparation et soumission des réclamations d'assurance.

À la date d'émission de ces états financiers, aucune évaluation des conséquences financières de ce séisme n'est disponible; elles seront comptabilisées en 2010, une fois qu'elles auront été déterminées.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Bilans – Proformas
30 septembre 2008 et 2007
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)
(Non vérifiés)

	Notes	2008	2007
ACTIF			
LIQUIDITÉS			
Avoirs en devises	5	G 10,869,250	4,952,160
PLACEMENTS			
Placements étrangers	6	17,115,515	14,619,961
Disponibilité en DTS	7	293,496	278,586
Effets escomptés	8	180,000	-
Avoirs en or	9	45,956	35,344
		17,634,967	14,933,891
PARTICIPATIONS DANS LES ORGANISMES			
FINANCIERS INTERNATIONAUX	10	7,089,123	6,453,592
PRÊTS ET AVANCES			
Crédits à l'État Haïtien	11	20,568,531	19,575,693
Prêts et avances au personnel et aux autres institutions	12	2,409,501	1,884,567
Prêts et avances aux banques créatrices de monnaie et aux institutions financières non bancaires	13	278,000	320,473
		23,256,032	21,780,733
IMMOBILISATIONS			
Immobilisations, au coût	14	2,688,896	2,515,686
Moins amortissement cumulé		(685,913)	(546,466)
		2,002,983	1,969,220
AUTRES			
Placement à la Téléco	15	1,923,380	1,923,380
Autres éléments d'actif	16	904,332	917,540
		2,827,712	2,840,920
		G 63,680,067	52,930,516

Voir les notes aux états financiers

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Bilans - Proformas (suite)
30 septembre 2008 et 2007
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)
(Non vérifiés)

	Notes	2008	2007
PASSIF, CAPITAL ET RÉSERVES			
BILLETS ET MONNAIE EN CIRCULATION	17 G	14,687,653	13,024,090
ENGAGEMENTS EN DEVISES	18	9,108,070	6,781,966
CONTRIBUTIONS ET ENGAGEMENTS ENVERS LES ORGANISMES FINANCIERS INTERNATIONAUX	19	11,997,508	9,108,174
ENGAGEMENTS EN MONNAIE LOCALE			
Engagements envers les banques créatrices de monnaie et les institutions financières non bancaires	20	23,520,158	21,254,596
Engagements envers les autres institutions	21	620,647	736,169
Autres éléments du passif	22	<u>1,608,282</u>	<u>529,175</u>
		25,749,087	22,519,940
CAPITAL ET RÉSERVES			
Capital		50,000	50,000
Réserve spéciale		1,721,639	580,352
Réserve de réévaluation – terrains et immeubles		769,487	769,487
Réserve légale		74,453	74,453
Plus (moins) - values non réalisées sur placements disponibles à la vente	6	<u>(477,830)</u>	<u>22,054</u>
		2,137,749	1,496,346
	G	63,680,067	52,930,516

Voir les notes aux états financiers

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
États des Résultats – Proformas
Exercices terminés les 30 septembre 2008 et 2007
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)
(Non vérifiés)

	Notes	2008	2007
REVENUS D'OPÉRATIONS:			
Produits des placements, prêts et avances à l'État Haïtien	G	841,660	841,947
Produits des opérations avec l'étranger:			
Intérêts		1,066,035	833,574
Gain (pertes) sur ventes de placements disponibles à la vente		17,957	(5,101)
Gain de change, net		970,034	(335,351)
Produits des opérations de crédit		148,392	101,829
Autres produits	23	<u>124,645</u>	<u>86,037</u>
		3,168,723	1,522,935
DÉPENSES D'OPÉRATIONS			
Intérêts débiteurs et frais financiers		593,831	1,203,843
Moins-value sur placement Socabank		-	(403,728)
Coûts de fabrication des billets et des pièces de monnaie		<u>140,544</u>	<u>282,063</u>
		734,375	1,082,178
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		2,434,348	440,757
DÉPENSES ADMINISTRATIVES			
Rémunérations et charges sociales	24	874,204	814,574
Dépenses administratives		318,338	248,589
Dotation aux amortissements	14	131,235	150,836
Dépenses relatives à la gestion des actifs		32,921	38,615
Dons		8,741	22,900
Autres dépenses	14	<u>4,098</u>	<u>-</u>
		1,369,537	1,275,514
REVENU (DÉFICIT) NET DE L'EXERCICE	G	1,064,811	(834,757)

Voir les notes aux états financiers

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
États des résultats étendus - Profomas
Exercices terminés les 30 septembre 2008 et 2007
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)
(Non vérifiés)

	2008	2007
Revenu (perte) net de l'exercice	G 1,064,811	(834,757)
Autres éléments des résultats étendus:		
(Moins) plus-values non réalisées sur placements	<u>(499,884)</u>	<u>30,518</u>
Total	<u>(499,884)</u>	<u>30,518</u>
Résultat étendus de l'exercice	G 564,927	(804,239)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
États de l'Évolution du Capital et des Comptes de Réserves - Proformas
Exercices terminés les 30 septembre 2008 et 2007
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)

	G	Capital	Réserves spéciales	Réserve de réévaluation- terrains et immeubles	Réserve légitime	(Moins) plus- values non réalisées sur placements	Total
Solde au 30 septembre 2006	50,000		1,430,671	769,487	74,453	(8,464)	2,316,147
Résultats étendus de l'exercice:							
Déficit de l'exercice	-		(834,757)	-	-	-	(834,757)
Autres éléments de résultats étendus :							
Plus-value non réalisée sur placements	-		-	-	-	30,518	30,518
Total			(834,757)	-	-	30,518	(804,239)
Variation des comptes de réserve:							
Effet de change du DTS	-		(15,562)	-	-	-	(15,562)
Total			(850,319)	-	-	30,518	(819,801)
Solde au 30 septembre 2007	50,000		580,352	769,487	74,453	22,054	1,496,346
Résultats étendus de l'exercice:							
Revenu net de l'exercice	-		1,064,811	-	-	-	1,064,811
Autres éléments de résultats étendus :							
Moins-value non réalisée sur placements	-		-	-	-	(499,884)	(499,884)
Total			1,064,811	-	-	(499,884)	564,927
Variation des comptes de réserve:							
Effet de change du DTS	-		76,476	-	-	-	76,476
Total			1,141,287	-	-	(499,884)	641,403
Solde au 30 septembre 2008	G 50,000		1,721,639	769,487	74,453	(477,830)	2,137,749

Voir les notes aux états financiers

LISTE DES CIRCULAIRES

Date de parution	Objet	Date d'entrée en vigueur
21 novembre 2007	Circulaire 81-4 en matière de gestion du risque de change	3 décembre 2007
25 janvier 2008	Lettre circulaire 1 en matière de gestion du risque de change et des réserves obligatoires	
26 février 2008	Lettre circulaire 2 en matière de gestion du risque de change et des réserves obligatoires	
18 mars 2008	Circulaire 86-12-H relative aux réserves obligatoires sur les passifs libellés en monnaies étrangères	1er avril 2008
10 juin 2008	Circulaire 86-12-I relative aux réserves obligatoires sur les passifs libellés en monnaies étrangères	16 juin 2008
25 juillet 2008	Circulaire 86-12-J relative aux réserves obligatoires sur les passifs libellés en monnaies étrangères	30 juillet 2008
2 septembre 2008	Circulaire 1 sur la gestion des liquidités des coopératives d'épargne et de crédit	16 septembre 2008
2 septembre 2008	Circulaire 2 sur la gestion des placements des coopératives d'épargne et de crédit	16 septembre 2008
2 septembre 2008	Circulaire 3 sur la gestion des risques de crédit	16 septembre 2008
2 septembre 2008	Circulaire 4 sur la capitalisation des coopératives d'épargne et de crédit	16 septembre 2008
2 septembre 2008	Circulaire 5 sur le contrôle interne des coopératives d'épargne et de crédit	16 septembre 2008
2 septembre 2008	Circulaire 6 sur la vérification externe des coopératives d'épargne et de crédit	16 septembre 2008
2 septembre 2008	Circulaire 7 sur la transmission des états financiers, le rapport d'activités des coopératives d'épargne et de crédit et les statistiques générales	16 septembre 2008
2 septembre 2008	Circulaire 8 sur l'ouverture des succursales ou points de service	16 septembre 2008
2 septembre 2008	Circulaire 9 sur la Charte comptable	16 septembre 2008

ANNEXE JURIDIQUE

Conseils d'Administration

BANQUE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI (BNRH)

Moniteur # 84 du 25 septembre 1947

Arrêté du 25 septembre 1947 nommant pour 5 ans à partir du 1er octobre 1947 :

Gaston Margron
C.E. Van Waterschoodt
Emmanuel Thézan *
Christian Aimé *
A.M. Herres

Moniteur # 27 du 21 mars 1949

Arrêté du 21 mars 1949 nommant M. Victor M. Coicou*, membre du Conseil d'Administration de la Banque Nationale de la République d'Haïti pour une durée finissant le 30 septembre 1952 afin de combler la vacance produite par la mise à la retraite de M. Chs. Van Waterschoodt.

Moniteur # 22 du 4 mars 1952

Arrêté du 3 mars 1952 nommant M. Arsène E. Magloire Membre du Conseil d'Administration de la BNRH pour une durée finissant le 30 septembre 1952 afin de combler la vacance produite par le décès de M. Gaston Margron.

Moniteur # 93 du 29 septembre 1952

Arrêté du 29 septembre 1952 nommant pour 5 ans à partir du 1er octobre 1952 :

Christian F. Aimé *
Arthur M. Herres
Victor M. Coicou *
Arsène E. Magloire
J. Frédéric Magny *

Moniteur # 23 du 11 mars 1957

Arrêté du 11 mars 1957 nommant pour 5 ans à partir du 11 mars 1957 :

Silvère Pilié *
Maurice Télémaque *
François Auguste *
Jean Méhu
Robert Bonhomme

Moniteur # 114 du 17 octobre 1957

Arrêté nommant M. Benjamin Prophète, Membre du Conseil d'Administration de la Banque Nationale de la République d'Haïti en remplacement de M. Robert Bonhomme, démissionnaire.

Moniteur # 2 du 4 janvier 1958

Arrêté du 31 décembre 1957 nommant pour 5 ans :

Maurice Télémaque *

Antonio André *

François Auguste *

Marcel Vaval

Jean Pierre Mompont

Moniteur # 8 du 23 janvier 1960

Arrêté du 23 janvier 1960 nommant pour 5 ans :

Antonio André *

Joseph Chatelain *

Louis Smith *

Vilfort Beauvoir

Lebert Jean Pierre

Moniteur # 113 du 27 novembre 1960

Arrêté du 26 novembre 1960 nommant pour 5 ans :

Antonio André*

Vilfort Beauvoir

François Murat *

Noé Fourcand

Jean Magloire

Moniteur # 110 du 26 novembre 1965

Arrêté du 26 novembre 1965 nommant pour 5 ans :

Antonio André *, Président et Directeur Général

Vilfort Beauvoir, Vice-Président et Directeur

François Murat *, Membre et Directeur Commercial

Noé Fourcand, Membre

Jean Magloire, Membre

Moniteur # 82 du 5 Octobre 1970

Arrêté du 4 octobre 1970 nommant pour 5 ans :

Antonio André *

Léon Mirambeau

René Adrien *

Noé Fourcand

Jean Magloire

Moniteur # 75 du 30 octobre 1975

Arrêté du 3 octobre 1970 nommant pour 5 ans :

François Murat *
Adrien Bonnefil *
Franck Bouchereau *
Léon Mirambeau
Donasson Alphonse

Moniteur # 69-A du 9 septembre 1976

Arrêté du 8 septembre 1976 nommant pour 5 ans :

Antonio André *, Président-Directeur Général
Adrien Bonnefil *
Franck Bouchereau *
Donasson Alphonse
Léon Mirambeau

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

Moniteur # 76-B du 27 septembre 1979

Arrêté du 26 septembre 1979 nommant pour 3 ans :

Antonio André, Gouverneur *
Edouard Racine, Gouverneur Adjoint *
René Lafontant, Directeur Général *
Lameck Georges, Membre *
Allan Nolté, Membre *

Moniteur # 42 du 21 juillet 1980

Arrêté du 18 juillet 1980 nommant pour 3 ans :

Gérard Martineau, Gouverneur *
Raoul Berret, Gouverneur Adjoint
René Lafontant, Directeur Général *
Lameck Georges, Membre *
Allan Nolté, Membre *

Moniteur # 12 du 8 février 1982

Arrêté du 8 février 1982 nommant pour 3 ans :

Marcel Léger, Gouverneur *
Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *
Jean Claude Sanon, Directeur Général *
Lameck Georges, Membre *
Bonivert Claude, Membre *

Moniteur # 51 du 14 juillet 1982

Arrêté du 12 juillet 1982 nommant pour 3 ans :

Antonio André, Gouverneur *

Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

Lameck Georges, Membre *

Bonivert Claude, Membre *

Moniteur # 87-A du 16 décembre 1982

Arrêté du 14 décembre 1982 nommant pour 3 ans :

Antonio André, Gouverneur *

Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

Lameck Georges, Membre *

André Josaphat, Membre *

Moniteur # 26 du 18 Avril 1983

Arrêté du 6 avril 1983 nommant pour 3 ans :

Allan Nolté, Gouverneur *

Ludner Ulysse, Vice-Gouverneur *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

André Josaphat, Membre *

Stanley Théard, Membre

Moniteur # 70 du 6 octobre 1983

Arrêté du 31 août 1983 nommant pour 3 ans :

Allan Nolté, Gouverneur *

Ludner Ulysse, Vice-Gouverneur *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

André Josaphat, Membre *

Gérard Pierre-Louis, Membre

Moniteur # 43 du 20 juin 1985

Arrêté du 11 juin 1985 nommant pour 3 ans :

Jean Claude Sanon, Gouverneur *

Jacques Joubert, Gouverneur Adjoint *

Félix Gaston, Directeur Général *

Stanley Théard, Membre

Bonivert Claude, Membre *

Moniteur # 19 du 27 février 1986

Arrêté du 27 février 1986 nommant pour 3 ans :

Onill Millet, Gouverneur *

Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *

Sully Belancourt, Directeur Général *

Joseph Lagroue, Membre *

Guy A. Douyon, Membre

Moniteur # 57 du 30 juin 1988

Arrêté du 23 juin 1988 nommant :

Hubert Cameau *, Membre du Conseil d'Administration en remplacement de Guy A. Douyon, démissionnaire.

Moniteur # 71-A du 11 août 1988

Arrêté du 3 août 1988 nommant :

Joseph Lagroue *, Directeur Général en remplacement de Sully Belancourt, démissionnaire et

M. Gérard Noël *, Membre.

Moniteur # 85-A du 29 septembre 1988

Arrêté du 26 septembre 1988 nommant pour 3 ans :

Ernest Ricot, Gouverneur

Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *

Eddy V. Etienne, Directeur Général *

Yvon Guirand, Membre

Ernst Nicolas, Membre *

Moniteur # 48 du 26 juin 1989

Arrêté du 22 juin 1989 nommant pour 3 ans :

Jacques Vilgrain, Gouverneur

Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *

Charles Beaulieu, Directeur Général *

Fritz Viala, Membre

Fritz Laurenceau, Membre *

Moniteur # 30 du 29 mars 1990

Arrêté du 26 mars 1990 nommant Serge Pothel, Gouverneur

Moniteur # 68-A du 6 août 1990

Arrêté du 3 août 1990 nommant :

Charles Beaulieu, Gouverneur *

Fritz Laurenceau, Gouverneur Adjoint *

Joachim Noel, Directeur Général *

Fritz Viala, Membre

René Durand, Membre *

Moniteur # 28-A du 1er avril 1991

Arrêté du 21 mars 1991 nommant :

Roger Pérodin, Gouverneur *
Dumas Benjamin, Gouverneur Adjoint *
Monique Ph. Thébaud, Directeur Général *
Marie Thérèse O. Narcisse, Membre *
Venel Joseph, Membre *

Moniteur # 94-A du 2 décembre 1991

Arrêté du 25 novembre 1991

Bonivert Claude, Gouverneur *
Fritzner Beauzile, Vice Président *
Monique Ph. Thébaud, Directeur Général *
Marie Thérèse O. Narcisse, Membre *
Serge Pérodin, Membre *

Moniteur d'octobre 1994

Arrêté d'Octobre 1994 nommant la Commission Provisoire de Gestion de la Banque de la République d'Haiti :

Roger Pérodin, Président *
Bonivert Claude, Membre *
Monique Ph. Thébaud, Membre *
Venel Joseph, Membre *
Dumas Benjamin, Membre *

Moniteur # 99 du 15 décembre 1994

Arrêté du 8 décembre 1994 nommant :

Leslie Delatour, Gouverneur
Fred Joseph, Vice-Gouverneur
Roland Pierre, Directeur Général
Venel Joseph, Membre *
Henry Cassion, Membre

Moniteur # 9 du 31 janvier 1996

Arrêté du 16 janvier 1996 nommant :

Fritz Jean, Gouverneur Adjoint en remplacement de Fred Joseph.

Moniteur # 12 du 12 février 1998

Arrêté du 9 février 1998 nommant :

Fritz Jean, Gouverneur
Roland Pierre, Gouverneur Adjoint
Henry Cassion, Directeur Général
Venel Joseph, Membre *
Max Etienne, Membre *

Moniteur # 71 du 30 août 2001

Arrêté du 16 août 2001 nommant:

Venel Joseph, Gouverneur*
Hancy Pierre-Louis, Gouverneur Adjoint*
Réginald Mondésir, Directeur Général
Gladys Péan, Membre
Yvon Guirand, Membre

Moniteur # 22 du 27 avril 2004

Arrêté du 31 mars 2004 nommant:

Raymond Magloire, Gouverneur
Philippe W. Lahens, Gouverneur Adjoint
Charles Castel, Directeur Général*
Rémy Montas, Membre
Georges Henry Fils, Membre

Moniteur # 86 du 30 septembre 2007

Arrêté du 20 septembre 2007 nommant:

Charles Castel, Gouverneur
Philippe W. Lahens, Gouverneur Adjoint
Marc Hébert Ignace, Directeur Général*
Rémy Montas, Membre
Fritz Duroseau, Membre

ANNEXE

STATISTIQUE

Tableau I.1

Produit intérieur brut par branche d'activité économique (en millions de gourdes de 1986-87)										
	2000	2001	2002	2003	2004 ^{1/}	2005 ^{2/}	2006 ^{2/}	2007 ^{3/}	2008 ^{3/}	
Secteur primaire										
Agriculture, sylviculture, élevage et pêche	3,437.4	3,469.1	3,340.3	3,348.1	3,187.4	3,269.4	3,326.0	3,414.0	3,220.0	
Industries extractives	3,423.8	3,455.4	3,326.3	3,334.0	3,174.0	3,255.5	3,311.0	3,399.0	3,204.0	
	13.6	13.7	13.9	14.1	13.4	13.8	15.0	15.0	16.0	
Secteur secondaire										
Industries manufacturières	2,005.9	1,990.9	2,016.8	2,041.5	1,996.8	2,045.8	2,080.0	2,118.0	2,166.0	
Electricité, gaz et eau	982.1	983.3	998.8	1,003.5	977.8	993.8	1,017.0	1,030.0	1,029.0	
Bâtiments et travaux publics	82.0	59.8	61.0	63.0	70.0	75.0	58.0	57.0	52.0	
	941.7	947.9	957.0	975.0	949.0	977.0	1,005.0	1,031.0	1,085.0	
Secteur tertiaire										
Commerce, Restaurants et hôtels	6,675.0	6,621.1	6,691.2	6,704.7	6,449.5	6,533.0	6,712.0	6,998.0	7,286.0	
Transport et communications	3,397.9	3,409.8	3,509.0	3,530.0	3,305.0	3,350.0	3,451.0	3,661.0	3,868.0	
Autres services marchands	748.3	764.6	762.6	774.7	781.4	806.0	842.0	910.0	967.0	
Services non marchands	1,566.4	1,555.7	1,531.5	1,535.1	1,522.4	1,542.0	1,573.0	1,602.0	1,653.0	
Branche fictive*	1,421.7	1,385.4	1,400.2	1,380.4	1,335.8	1,358.0	1,379.0	1,443.0	1,514.0	
	-459.3	-494.4	-512.1	-515.5	-495.0	-523.0	-533.0	-618.0	-716.0	
Valeur ajoutée brute totale	12,118.3	12,081.2	12,048.2	12,094.3	11,633.8	11,848.2	12,118.0	12,530.0	12,672.0	
Impôts moins subventions sur les produits	1,019.7	919.7	920.0	921.0	924.0	934.0	961.0	1,000.0	1,029.0	
Produit intérieur brut	13,138.0	13,000.8	12,968.2	13,015.3	12,557.8	12,782.2	13,079.0	13,530.0	13,701.0	

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.1a

Contribution à la valeur ajoutée du PIB réel (en pourcentage)										
	2000	2001	2002	2003	2004 ^{1/}	2005 ^{2/}	2006 ^{2/}	2007 ^{3/}	2008 ^{3/}	
Secteur primaire	26.2	26.7	25.8	25.7	25.4	25.6	25.4	25.2	23.5	
Agriculture, sylviculture, élevage et pêche	26.1	26.6	25.7	25.6	25.3	25.5	25.3	25.1	23.4	
Industries extractives	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	
Secteur secondaire	15.3	15.3	15.6	15.7	15.9	16.0	15.9	15.7	15.8	
Industries manufacturières	7.5	7.6	7.7	7.7	7.8	7.8	7.8	7.6	7.5	
Electricité, gaz et eau	0.6	0.5	0.5	0.5	0.6	0.6	0.4	0.4	0.4	
Bâtiments et travaux publics	7.2	7.3	7.4	7.5	7.6	7.6	7.7	7.6	7.9	
Secteur tertiaire	50.8	50.9	51.6	51.5	51.4	51.1	51.3	51.7	53.2	
Commerce, Restaurants et hôtels	25.9	26.2	27.1	27.1	26.3	26.2	26.4	27.1	28.2	
Transport et communications	5.7	5.9	5.9	6.0	6.2	6.3	6.4	6.7	7.1	
Autres services marchands	11.9	12.0	11.8	11.8	12.1	12.1	12.0	11.8	12.1	
Services non marchands	10.8	10.7	10.8	10.6	10.6	10.6	10.5	10.7	11.1	
Branche fictive*	-3.5	-3.8	-3.9	-4.0	-3.9	-4.1	-4.1	-4.6	-5.2	
Valeur ajoutée brute totale	92.2	92.9	92.9	92.9	92.6	92.7	92.7	92.6	92.5	
Impôts moins subventions sur les produits	7.8	7.1	7.1	7.1	7.4	7.3	7.3	7.4	7.5	
Produit intérieur brut	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

*/ Il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de la «production imputée de services bancaires» (SCN 1993)

Tableau I.1b

Taux de croissance du PIB réel (en pourcentage)										
	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004^{1/}</u>	<u>2005^{2/}</u>	<u>2006^{2/}</u>	<u>2007^{3/}</u>	<u>2008^{3/}</u>	
Secteur primaire										
Agriculture, sylviculture, élevage et pêche	-3.6	0.9	-3.7	0.2	-4.8	2.6	1.7	2.6	-5.7	
Industries extractives	-3.6	0.9	-3.7	0.2	-4.8	2.6	1.7	2.7	-5.7	
	0.5	0.3	1.7	1.3	-4.6	3.0	8.3	0.0	6.7	
Secteur secondaire										
Industries manufacturières	3.0	-0.7	1.3	1.2	-2.2	2.5	1.7	1.8	2.3	
Electricité, gaz et eau	-0.5	0.1	1.6	0.5	-2.6	1.6	2.3	1.3	-0.1	
Bâtiments et travaux publics	-9.2	-27.1	2.1	3.2	11.2	7.1	-22.7	-1.7	-8.8	
	8.3	0.6	1.0	1.9	-2.7	3.0	2.9	2.6	5.2	
Secteur tertiaire										
Commerce, Restaurants et hôtels	2.4	-0.8	1.1	0.2	-3.8	1.3	2.7	4.3	4.1	
Transport et communications	4.5	0.3	2.9	0.6	-6.4	1.4	3.0	6.1	5.7	
Autres services marchands	12.5	2.2	-0.3	1.6	0.9	3.2	4.5	8.1	6.3	
Services non marchands	4.4	-0.7	-1.6	0.2	-0.8	1.3	2.0	1.8	3.2	
Services non marchands	-1.6	-2.6	1.1	-1.4	-3.2	1.7	1.5	4.6	4.9	
Branche fictive*	33.9	7.6	3.6	0.7	-4.0	5.7	1.9	15.9	15.9	
Valeur ajoutée brute totale	0.7	-0.3	-0.3	0.4	-3.8	1.8	2.3	3.4	1.1	
Impôts moins subventions sur les produits	2.7	-9.8	0.0	0.1	0.3	1.1	2.9	4.1	2.9	
Produit intérieur brut	0.9	-1.0	-0.3	0.4	-3.5	1.8	2.3	3.4	1.3	

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

*/ II s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de la «production imputée de services bancaires» (SCN 1993)

Tableau I.2

Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes à prix courants)									
	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004^{1/}</u>	<u>2005^{2/}</u>	<u>2006^{2/}</u>	<u>2007^{3/}</u>	<u>2008^{3/}</u>
PIB									
Importations	77,580.1	85,700.0	94,028.0	119,758.0	140,387.0	168,034.0	200,456.0	229,466.0	281,751.0
	25,922.7	30,973.0	33,851.0	57,317.0	61,365.0	72,155.0	88,531.0	86,715.0	103,764.0
Ressources									
	103,502.8	116,673.0	127,879.0	177,075.0	201,752.0	240,189.0	288,987.0	316,181.0	385,515.0
Consommation									
Investissement	72,446.2	83,921.4	92,906.0	121,371.0	143,138.0	170,688.0	202,309.0	223,302.0	281,974.0
Exportations	21,207.7	22,157.7	23,570.0	36,758.0	38,386.0	46,072.0	57,861.0	63,646.0	72,281.0
	9,848.9	10,593.9	11,403.0	18,946.0	20,228.0	23,429.0	28,817.0	29,233.0	31,260.0
Emplois									
	103,502.8	116,673.0	127,879.0	177,075.0	201,752.0	240,189.0	288,987.0	316,181.0	385,515.0

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.2a

Structure du PIB nominal (en millions de gourdes à prix courants)									
	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004^{1/}</u>	<u>2005^{2/}</u>	<u>2006^{2/}</u>	<u>2007^{3/}</u>	<u>2008^{3/}</u>
PIB	77,580.1	85,700.0	94,028.0	119,758.0	140,387.0	168,034.0	200,456.0	229,466.0	281,751.0
Demande intérieure	93,653.9	106,079.1	116,476.0	158,129.0	181,524.0	216,760.0	260,170.0	286,948.0	354,255.0
Consommation	72,446.2	83,921.4	92,906.0	121,371.0	143,138.0	170,688.0	202,309.0	223,302.0	281,974.0
Investissement	21,207.7	22,157.7	23,570.0	36,758.0	38,386.0	46,072.0	57,861.0	63,646.0	72,281.0
Solde extérieur	-16,073.8	-20,379.1	-22,448.0	-38,371.0	-41,137.0	-48,726.0	-59,714.0	-57,482.0	-72,504.0
Exportations	9,848.9	10,593.9	11,403.0	18,946.0	20,228.0	23,429.0	28,817.0	29,233.0	31,260.0
Importations	25,922.7	30,973.0	33,851.0	57,317.0	61,365.0	72,155.0	88,531.0	86,715.0	103,764.0

Source : IHSI; BRH

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.3

Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes de 1986/87)									
	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004^{1/}</u>	<u>2005^{2/}</u>	<u>2006^{2/}</u>	<u>2007^{3/}</u>	<u>2008^{3/}</u>
PIB	13138.0	13000.8	12968.1	13014.2	12557.0	12783.0	13079.0	13529.0	13701.0
Importations	15248.8	14931.5	14757.2	15225.6	15063.0	16062.0	16365.0	16301.0	16983.0
Ressources	28386.8	27932.4	27725.4	28239.8	27620.0	28845.0	29444.0	29830.0	30684.0
Consommation	21107.0	20770.8	20514.0	20691.0	19921.0	21082.0	21345.0	21558.0	22224.0
Investissement	4334.9	4280.8	4390.0	4526.0	4381.0	4444.0	4541.0	4667.0	4739.0
Exportations	2945.0	2880.8	2821.4	3022.8	3318.0	3319.0	3558.0	3605.0	3721.0
Emplois	28386.8	27932.4	27725.4	28239.8	27620.0	28845.0	29444.0	29830.0	30684.0

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.3a

Structure du PIB réel (en millions de gourdes de 1986/87)									
	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004^{1/}</u>	<u>2005^{2/}</u>	<u>2006^{2/}</u>	<u>2007^{3/}</u>	<u>2008^{3/}</u>
PIB	13138	13001	12968	13014	12557	12783	13079	13529	13701
Demande intérieure	25442	25052	24904	25217	24302	25526	25886	26225	26963
Consommation	21107	20771	20514	20691	19921	21082	21345	21558	22224
Investissement	4335	4281	4390	4526	4381	4444	4541	4667	4739
Solde extérieur	-12304	-12051	-11936	-12203	-11745	-12743	-12807	-12696	-13262
Exportations	2945	2881	2821	3023	3318	3319	3558	3605	3721
Importations	15249	14932	14757	15226	15063	16062	16365	16301	16983

Source : IHSI; BRH

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.3b

Compte du produit intérieur brut (variations en pourcentage)										
	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004^{1/}</u>	<u>2005^{2/}</u>	<u>2006^{2/}</u>	<u>2007^{3/}</u>	<u>2008^{3/}</u>	
PIB	0.9	-1.0	-0.3	0.4	-3.5	1.8	2.3	3.4	1.3	
Importations	29.3	-2.1	-1.2	3.2	-1.1	6.6	1.9	-0.4	4.2	
Ressources	14.4	-1.6	-0.7	1.9	-2.2	4.4	2.1	1.3	2.9	
Consommation	14.8	-1.6	-1.2	0.9	-3.7	5.8	1.2	1.0	3.1	
Investissement	18.3	-1.2	2.6	3.1	-3.2	1.4	2.2	2.8	1.5	
Exportations	6.3	-2.2	-2.1	7.1	9.8	0.0	7.2	1.3	3.2	
Emplois	14.4	-1.6	-0.7	1.9	-2.2	4.4	2.1	1.3	2.9	

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.3c

Structure de la croissance du PIB réel (variations en pourcentage)										
	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004^{1/}</u>	<u>2005^{2/}</u>	<u>2006^{2/}</u>	<u>2007^{3/}</u>	<u>2008^{3/}</u>	
PIB	0.9	- 1.0	- 0.3	0.4	- 3.5	1.8	2.3	3.4	1.3	
Demande intérieure	15.4	- 1.5	- 0.6	1.3	- 3.6	5.0	1.4	1.3	2.8	
Consommation	14.8	- 1.6	- 1.2	0.9	- 3.7	5.8	1.2	1.0	3.1	
Investissement	18.3	- 1.2	2.6	3.1	- 3.2	1.4	2.2	2.8	1.5	
Solde extérieur	36.3	- 2.1	- 1.0	2.2	- 3.8	8.5	0.5	- 0.9	4.5	
Exportations	6.3	- 2.2	- 2.1	7.1	9.8	0.0	7.2	1.3	3.2	
Importations	29.3	- 2.1	- 1.2	3.2	- 1.1	6.6	1.9	- 0.4	4.2	

Source : IHSI; BRH

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.3d

Contribution à la croissance du PIB réel (en pourcentage)									
	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004^{1/}</u>	<u>2005^{2/}</u>	<u>2006^{2/}</u>	<u>2007^{3/}</u>	<u>2008^{3/}</u>
PIB	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Demande intérieure	193.7	192.7	192.0	193.8	193.5	199.7	197.9	193.8	196.8
Consommation	160.7	159.8	158.2	159.0	158.6	164.9	163.2	159.3	162.2
Investissement	33.0	32.9	33.9	34.8	34.9	34.8	34.7	34.5	34.6
Solde extérieur	- 93.7	- 92.7	- 92.0	- 93.8	- 93.5	- 99.7	- 97.9	- 93.8	- 96.8
Exportations	22.4	22.2	21.8	23.2	26.4	26.0	27.2	26.6	27.2
Importations	116.1	114.9	113.8	117.0	120.0	125.7	125.1	120.5	124.0

Source : IHSI; BRH

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

Tableau I.4

Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays Août 2004=100													
	Pondération	Oct. 07	Nov. 07	Déc. 07	Janv. 08	Fév. 08	Mars 08	Avr. 08	Mai 08	Juin 08	Juil. 08	Août 08	Sept. 08
Indice général	100.00%	143.5	145.3	146.8	149.0	151.4	158.2	159.9	160.7	162.3	165.0	166.5	170.9
Alimentation, boisson et tabac	50.35%	145.0	147.2	149.4	152.9	157.0	167.7	169.7	170.5	172.3	174.7	176.8	182.4
Habillement, tissus et chaussures	6.86%	138.5	139.3	140.6	141.6	143.4	144.8	145.7	146.8	148.9	149.3	150.2	153.7
Loyer du logement, énergie, eau	11.05%	158.1	160.2	161.2	162.8	163.5	169.1	170.5	171.4	173.2	174.1	174.4	177.5
Aménagement et entretien du logement	4.70%	147.3	148.2	149.2	150.0	151.2	154.1	157.5	158.6	160.1	161.2	162.6	165.4
Santé	2.90%	140.3	140.5	142.7	142.7	142.8	144.8	145.5	150.1	151.8	155.7	155.8	157.0
Transport	13.74%	128.2	130.2	131.1	131.8	131.9	135.1	135.9	136.4	136.9	145.2	145.8	147.6
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	5.84%	159.7	159.7	159.8	160.0	160.1	160.3	161.2	161.3	161.4	161.7	165.6	171.3
Autres biens et services	4.56%	123.2	123.3	124.1	125.3	125.9	126.3	128.1	129.8	131.8	132.4	133.3	137.5

Source : IHSI

Tableau I.4a

Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays						
Août 2004=100						
	Pondération	<u>Sept. 04</u>	<u>Sept. 05</u>	<u>Sept. 06</u>	<u>Sept. 07</u>	<u>Sept. 08</u>
Indice général	100.00%	102.4	117.6	132.2	142.6	170.9
Alimentation, boisson et tabac	50.35%	101.8	118.2	133.9	143.9	182.4
Habillement, tissus et chaussures	6.86%	102.8	111.1	126.5	138.0	153.7
Loyer du logement, énergie, eau	11.05%	101.2	114.8	136.3	157.2	177.5
Aménagement et entretien du logement	4.70%	101.2	118.8	130.2	146.4	165.4
Santé	2.90%	100.1	114.4	126.4	140.2	157.0
Transport	13.74%	103.5	122.4	127.1	126.9	147.6
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	5.84%	108.2	121.0	144.9	159.6	171.3
Autres biens et services	4.56%	103.2	110.8	116.2	122.9	137.5

Source : IHSI

Tableau I.5

Taux d'inflation (variation de l'IPC en pourcentage, août 2004=100)												
	Oct. 07		Nov. 07		Déc. 07		Janv. 08		Fév. 08		Mars 08	
	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel
Indice général	0.6	8.1	1.3	9.2	1.0	10.0	1.5	11.0	1.6	11.9	4.5	16.3
Alimentation, boisson et tabac	0.8	7.6	1.5	8.8	1.5	9.9	2.3	11.8	2.7	13.0	6.8	20.4
Habillement, tissus et chaussures	0.4	9.1	0.6	9.3	0.9	10.2	0.7	10.3	1.3	10.4	1.0	11.2
Loyer du logement, énergie, eau	0.6	13.8	1.3	14.4	0.6	14.7	1.0	15.2	0.4	14.8	3.4	17.2
Aménagement et entretien du logement	0.6	12.1	0.6	11.9	0.7	11.2	0.5	10.7	0.8	10.8	1.9	11.7
Santé	0.1	10.6	0.1	10.7	1.6	9.7	0.0	9.5	0.1	8.3	1.4	9.6
Transport	1.0	4.0	1.6	6.9	0.7	7.5	0.5	8.4	0.1	10.0	2.4	11.7
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	0.1	7.7	0.0	7.6	0.1	7.6	0.1	7.6	0.1	7.7	0.1	7.8
Autres biens et services	0.2	5.8	0.1	5.7	0.6	6.3	1.0	6.9	0.5	7.3	0.3	7.7

Tableau I.5 (suite)

Taux d'inflation (variation de l'IPC en pourcentage, août 2004=100)												
	Avr. 08		Mai 08		Juin 08		Juil. 08		Août 08		Sept. 08	
	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel
Indice général	1.1	16.5	0.5	15.6	1.0	15.8	1.7	18.3	0.9	18.8	2.6	19.8
Alimentation, boisson et tabac	1.2	20.8	0.5	20.3	1.1	21.5	1.4	24.4	1.2	25.5	3.2	26.8
Habillage, tissus et chaussures	0.6	11.3	0.8	11.0	1.4	12.0	0.3	10.8	0.6	11.0	2.3	11.4
Loyer du logement, énergie, eau	0.8	16.9	0.5	15.2	1.1	14.1	0.5	13.1	0.2	13.1	1.8	12.9
Aménagement et entretien du logement	2.2	13.7	0.7	12.7	0.9	13.1	0.7	12.2	0.9	12.2	1.7	13.0
Santé	0.5	10.0	3.2	12.7	1.1	12.4	2.6	12.5	0.1	11.4	0.8	12.0
Transport	0.6	10.5	0.4	7.1	0.4	3.7	6.1	13.6	0.4	14.0	1.2	16.3
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	0.6	8.0	0.1	8.0	0.1	7.5	0.2	7.2	2.4	10.0	3.4	7.3
Autres biens et services	1.4	8.2	1.3	9.6	1.5	10.7	0.5	10.3	0.7	9.1	3.2	11.9

Sources : IHSI, BRH

Tableau I.5a

Taux d'inflation (variation de l'IPC en glissement annuel, en pourcentage, août 2004=100)							
	Pondération	Sept. 04	Sept. 05	Sept. 06	Sept. 07	Sept. 08	
Indice général	100.00%	21.7	14.8	12.4	7.9	19.8	
Alimentation, boisson et tabac	50.35%	23.7	16.1	13.3	7.5	26.8	
Habillement, tissus et chaussures	6.86%	19.7	8.1	13.9	9.1	11.4	
Loyer du logement, énergie, eau	11.05%	12.1	13.4	18.7	15.3	12.9	
Aménagement et entretien du logement	4.70%	14.4	17.3	9.6	12.4	13.0	
Santé	2.90%	15.0	14.3	10.5	10.9	12.0	
Transport	13.74%	33.7	18.2	3.8	-0.2	16.3	
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	5.84%	11.2	11.8	19.8	10.1	7.3	
Autres biens et services	4.56%	26.0	7.4	4.9	5.8	11.9	

Source : IHSI

Tableau I.6

Taux de change à Port-au-Prince (gourdes/dollar EU)												
	Oct. 07	Nov. 07	Déc. 07	Janv. 08	Fév. 08	Mars 08	Avr. 08	Mai 08	Juin 08	Juil. 08	Août 08	Sept. 08
Marché informel ^{1/}												
À l'achat	36.0583	36.6972	36.8570	37.1333	37.4635	38.1369	38.4191	38.5601	39.1706	39.6318	39.7546	39.9135
À la vente	36.8265	37.2637	37.5622	37.6530	37.9991	38.6751	39.0361	39.1475	39.6770	40.1264	40.2437	40.3183
Marché bancaire ^{1/}												
À l'achat	36.3613	36.8566	37.1811	37.3036	37.7287	38.4762	38.4762	38.8113	39.3651	39.7277	39.9599	40.0769
À la vente	36.8474	37.3347	37.6353	37.7592	38.1461	38.8459	38.8459	39.1864	39.7448	40.0796	40.2706	40.3387
Taux de référence												
Moyen	36.2160	36.7643	37.0585	37.1911	37.6004	38.2881	38.6153	38.6801	39.2399	39.6695	39.8556	40.0095
Fin de période	36.8168	37.2693	37.6189	37.6977	38.0663	38.7031	39.0954	39.1242	39.6802	40.0847	40.2521	40.3394

Source : BRH.

^{1/} moyenne arithmétique de la période.

Tableau I.7

Composantes et contreparties de l'agrégat M3
(en millions de gourdes)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Composantes										
Agrégat M3	18,824.56	22,049.89	30,188.94	31,753.37	37,228.74	52,027.89	56,760.96	68,289.71	75,278.45	78,850.59
Agrégat M2	14,332.39	16,350.88	19,367.81	21,027.93	23,462.63	30,345.39	34,508.80	38,838.64	42,879.24	44,730.94
Agrégat M1	6,143.54	7,209.97	8,627.87	9,303.35	11,237.29	14,158.94	15,906.06	18,999.06	19,561.53	21,261.57
Monnaie en circulation	3,516.24	3,989.85	5,283.69	5,632.50	6,652.36	8,442.66	8,685.16	10,546.58	11,158.59	11,570.40
Dépôts à vue	2,627.30	3,220.12	3,344.18	3,670.85	4,584.93	5,716.28	7,220.89	8,452.48	8,402.94	9,691.17
Quasi-monnaie	8,188.85	9,140.91	10,739.94	11,724.59	12,225.34	16,186.45	18,602.75	19,839.58	23,317.70	23,469.37
Dépôts d'épargne	4,955.50	5,531.33	6,295.47	6,532.90	7,468.85	9,930.77	10,629.86	12,510.64	13,443.85	13,997.24
Dépôts à terme et autres	3,233.35	3,609.58	4,444.47	5,191.69	4,756.49	6,255.68	7,972.89	7,328.94	9,873.85	9,472.13
Dépôts en dollars EU	4,492.17	5,699.01	10,821.13	10,725.43	13,766.11	21,682.50	22,252.16	29,451.07	32,399.21	34,119.65
Dépôts à vue	1,205.29	1,292.88	2,520.54	2,651.62	4,076.30	6,119.13	6,620.71	9,179.76	10,317.76	10,820.00
Dépôts d'épargne	1,516.37	2,136.11	3,601.15	3,501.69	4,588.44	7,045.22	7,452.99	9,832.82	10,295.64	11,071.21
Dépôts à terme et autres	1,770.51	2,270.02	4,699.44	4,572.12	5,101.37	8,518.16	8,178.46	10,438.49	11,785.81	12,228.44
Contreparties										
Réserves nettes de change du système bancaire	5,115.12	5,497.45	9,635.22	8,353.79	8,420.57	13,476.33	12,683.10	18,485.57	23,616.88	28,106.42
Avoirs extérieurs du système bancaire	6,978.80	7,692.68	13,059.57	11,437.84	11,884.54	17,952.76	17,371.92	23,938.15	28,963.34	34,305.71
Engagements extérieurs du système bancaire	1,863.68	2,195.23	3,424.36	3,084.05	3,463.96	4,476.43	4,688.82	5,452.58	5,336.46	6,199.29
Réserve nettes de change BRH	3,281.41	3,695.45	4,881.20	4,490.85	4,013.65	5,274.02	6,564.00	8,081.80	10,893.13	16,848.81
Avoirs extérieurs BRH	4,931.34	5,576.89	7,710.91	7,064.01	6,762.06	8,688.71	9,453.41	11,997.58	15,161.18	21,678.33
Engagements extérieurs BRH	1,649.94	1,881.44	2,829.71	2,573.16	2,748.40	3,414.69	2,889.41	3,915.78	4,268.05	4,829.52
Réserves de change banques commerciales	1,833.71	1,802.00	4,754.01	3,862.94	4,406.92	8,202.31	6,119.10	10,403.77	12,723.75	11,257.61
Avoirs extérieurs banques commerciales	2,047.45	2,115.79	5,348.66	4,373.83	5,122.48	9,264.05	7,918.51	11,940.57	13,792.16	12,627.38
Engagements extérieurs banques commerciales	213.74	313.79	594.65	510.89	715.56	1,061.74	1,799.41	1,536.80	1,068.41	1,369.77
Crédit intérieur net	14,856.55	17,337.94	22,889.02	24,662.93	29,521.10	37,677.43	41,941.57	46,641.11	47,174.55	48,314.35
Crédit au secteur public	5,752.83	7,416.86	9,275.99	12,078.55	15,074.58	18,415.06	20,939.64	21,171.02	20,155.85	18,368.15
Crédit à l'État	5,901.18	7,451.97	9,484.82	12,111.79	15,064.42	18,323.07	21,242.75	21,192.96	20,607.81	18,946.89
Crédit aux collectivités locales	-17.05	-41.03	-22.21	-41.80	-31.23	-14.16	-57.18	-61.19	-244.58	-397.25
Crédit aux entreprises publiques	-131.30	5.92	-186.62	8.56	41.39	106.15	-245.93	-102.14	-207.38	-181.49
Crédit au secteur privé	9,103.72	9,921.08	13,613.02	12,584.38	14,446.52	19,282.37	21,001.93	25,470.09	27,018.70	29,946.20
Autres postes nets 1/	-1,147.11	-785.49	-2,335.29	-1,263.36	-712.94	874.13	2,136.29	3,163.03	4,487.01	2,429.82

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Ce poste regroupe les « créances interbancaires », « comptes de capital » et « autres postes non classés ».

Tableau I.8

La base monétaire et ses sources (en millions de gourdes)											
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Base monétaire											
Monnaie en circulation	9,290.71	11,299.91	14,118.27	16,447.92	19,277.75	26,337.64	30,981.60	33,574.20	38,537.20	42,887.50	49,460.25
	3,516.24	3,989.85	5,283.69	5,632.50	6,652.36	8,442.66	8,685.20	10,546.60	11,158.60	11,570.40	13,030.00
Réserves des banques	5,532.35	7,029.28	8,465.22	10,467.54	12,122.68	17,604.34	21,252.80	22,093.30	25,979.30	28,934.00	33,793.25
Réserves/dépôts des banques	3,100.64	3,029.47	6,063.05	5,114.01	5,289.08	7,857.95	16,150.10	14,716.30	16,342.40	18,324.90	22,308.92
Encaisses des banques et autres	802.71	894.81	1,101.17	2,576.53	3,680.60	5,303.39	1,557.60	1,876.00	1,827.90	1,595.80	1,883.33
Bons BRH émis	1,629.00	3,105.00	1,301.00	2,777.00	3,153.00	4,443.00	3,545.10	5,501.00	7,809.00	9,013.30	9,601.00
Autres Dépôts	242.12	280.78	369.36	347.88	502.71	290.65	1,043.60	934.30	1,399.30	2,383.10	2,637.00
Dépôts des collectivités locales	22.34	43.28	23.33	41.80	31.23	14.16	57.20	61.20	110.20	204.20	208.65
Dépôts des entreprises publiques	174.31	102.93	202.11	188.08	359.44	137.79	338.80	267.20	368.60	645.60	575.00
Dépôts du secteur privé	20.47	25.11	72.24	51.60	65.03	102.86	139.80	139.20	187.60	186.90	174.35
Dépôts des autres institutions bancaires (AIB)	3.07	3.07	3.07	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts des inst. financières non bancaires (IFNB)	21.93	106.39	68.61	66.40	47.01	35.84	507.80	466.70	732.90	1,346.40	1,679.00
Sources	9,290.71	11,299.91	14,118.27	16,447.92	19,277.75	26,337.64	30,981.60	33,574.20	38,537.20	42,887.50	49,460.25
Avoirs extérieurs nets	3,281.41	3,695.45	4,881.20	4,490.85	4,013.65	5,274.02	6,564.00	8,081.80	10,893.13	16,848.81	21,035.49
Avoirs extérieurs BRH	4,931.34	5,576.89	7,710.91	7,064.01	6,762.06	8,688.71	9,453.41	11,997.58	15,161.18	21,678.33	30,319.52
Engagements extérieurs BRH	-1,649.94	-1,881.44	-2,829.71	-2,573.16	-2,748.40	-3,414.69	-2,889.41	-3,915.78	-4,268.05	-4,829.52	-9,284.03
Créances nettes sur le secteur public	6,460.11	7,811.65	9,717.37	12,379.57	15,522.56	19,039.24	21,896.10	21,872.90	21,568.70	20,454.80	20,630.99
Créances nettes sur le gouvernement central	6,409.14	7,700.55	9,700.77	12,180.25	15,101.20	18,661.99	21,578.90	21,721.80	21,393.80	20,050.30	19,913.97
Créances nettes sur les Organismes autonomes							0.00	-141.40	-129.90	-136.10	-158.76
Créances sur les collectivités locales	5.47	2.25	1.11	0.00	-	-	-	-	-	-	-
Créances sur les entreprises publiques	45.50	108.85	15.49	199.32	421.36	377.24	317.20	292.50	304.80	540.60	875.78
Créances sur institutions financières monétaires	179.32	161.73	1,122.38	89.99	81.12	1,011.22	63.00	142.30	2,025.10	538.40	783.30
Autres postes nets 1/	-630.13	-368.93	-1,602.68	-512.49	-339.58	1,013.17	2,458.50	3,477.20	4,050.27	5,045.49	7,010.47

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Ce poste regroupe les comptes «capital» et «autres postes non classés».

Tableau I.9

Bilan de la BRH (en millions de gourdes)		1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Avoirs extérieurs nets		2,749.51	3,281.41	3,695.45	4,881.20	4,490.85	4,013.65	5,274.02	6,564.00	8,081.80	10,893.13	16,848.81
Avoirs extérieurs		4,503.62	4,931.34	5,576.89	7,710.91	7,064.01	6,762.06	8,688.71	9,453.41	11,997.58	15,161.18	21,678.33
Engagements extérieurs		-1,754.11	-1,649.94	-1,881.44	-2,829.71	-2,573.16	-2,748.40	-3,414.69	-2,889.41	-3,915.78	-4,268.05	-4,829.52
Avoirs Intérieurs nets		4,792.76	5,767.18	7,323.69	8,867.71	11,609.20	14,761.39	20,772.98	23,373.93	24,558.09	26,244.70	23,655.55
Créances nettes sur l'État		5,817.83	6,409.14	7,700.55	9,700.77	12,180.25	15,101.20	18,661.99	21,578.94	21,721.79	21,393.83	20,050.35
Créances internes		7,333.10	7,924.73	9,572.85	11,139.04	13,342.07	16,374.10	20,169.80	24,800.38	25,297.65	24,927.17	29,308.16
Dépôts du gouvernement.		-1,515.27	-1,515.60	-1,872.29	-1,438.26	-1,161.81	-1,272.90	-1,507.81	-3,221.44	-3,575.86	-3,533.34	-9,257.81
Créances nettes sur collectivités locales		-11.09	-16.87	-41.03	-22.21	-41.80	-31.23	-14.16	-57.18	-61.19	-110.17	-204.18
Créances internes		9.01	5.47	2.25	1.11	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts des collectivités locales		-19.34	-21.62	-43.28	-23.33	-41.80	-31.23	-14.16	-57.18	-61.19	-110.17	-204.18
Créances nettes sur les entreprises publiques		-129.41	-128.81	5.92	-186.62	11.24	61.92	239.46	-21.63	25.34	-63.82	-104.99
Créances internes		49.47	45.50	108.85	15.49	199.32	421.36	377.24	317.21	292.52	304.79	540.59
Dépôts des entreprises publiques		-178.88	-174.31	-102.93	-202.11	-188.08	-359.44	-137.79	-338.84	-267.18	-368.61	-645.58
Créances nettes sur les particuliers		137.77	219.09	263.13	271.30	380.51	420.48	542.19	763.26	935.76	1,050.43	1,354.73
Créances sur les institutions financières monétaires		32.78	179.32	161.73	1,122.38	89.99	81.12	1,011.22	62.95	142.28	2,025.08	538.36
Créances nettes sur autres institutions bancaires		0.00	-3.07	-3.07	-3.07	-	-	-	-	-	-	-
Créances nettes sur les institutions financières non banc.		-2.69	-1.45	-92.02	-56.14	-55.91	-38.99	-29.85	-504.49	-466.26	-732.88	-1,311.37
Comptes de capital		-1,201.46	-1,243.82	-1,295.81	-4,605.00	-4,104.66	-4,262.24	-3,745.47	-2,472.76	-2,061.37	-1,004.06	-30.89
Autres postes non classés		149.02	353.64	624.29	2,646.29	3,149.58	3,429.14	4,107.60	4,024.84	4,462.74	3,816.21	3,499.64
Actif = Passif		7,542.27	9,048.59	11,019.14	13,748.91	16,100.05	18,775.04	26,046.99	29,937.93	32,639.89	37,137.83	40,504.36
Engagements envers inst. financières monétaires		4,187.56	5,532.35	7,029.28	8,465.22	10,467.54	12,122.68	17,604.34	21,252.77	22,093.31	25,979.23	28,933.96
Dépôts Gdes des institutions financières monétaires		2,477.53	3,100.64	3,029.47	6,063.05	5,114.01	5,289.08	7,857.95	11,594.66	9,543.46	10,185.42	11,763.40
Encaisses des institutions financières monétaires		627.53	709.98	734.58	836.14	859.60	1,241.55	1,659.98	1,557.58	1,875.97	1,827.65	1,595.80
Autres Engagements env. inst. financières monétaires		0.31	0.33	-	-	-	0.06	0.01	0.01	-	0.21	-
Dépôts devises des institutions financières monétaires		128.19	92.40	160.23	265.03	1,716.93	2,438.99	3,643.40	4,555.40	5,172.88	6,156.95	6,561.47
Bons BRH émis		954.00	1,629.00	3,105.00	1,301.00	2,777.00	3,153.00	4,443.00	3,545.12	5,501.00	7,809.00	9,013.29
Engagements envers secteur privé		3,354.71	3,516.24	3,989.86	5,283.69	5,632.51	6,652.36	8,442.66	8,685.16	10,546.58	11,158.60	11,570.40
Monnaie fiduciaire en circulation		3,354.71	3,516.24	3,989.86	5,283.69	5,632.51	6,652.36	8,442.66	8,685.16	10,546.58	11,158.60	11,570.40
Monnaie hors BRH		3,982.24	4,226.22	4,724.44	6,119.83	6,492.11	7,893.91	10,102.64	10,242.74	12,422.55	12,986.25	13,166.20
Encaisses des institutions financières monétaires		-627.53	-709.98	-734.58	-836.14	-859.60	-1,241.55	-1,659.98	-1,557.58	-1,875.97	-1,827.65	-1,595.80
Allocations de DTS 1/		316.95	316.45	322.00	503.69	450.09	538.04	823.02	-740.90	-854.54	-791.26	-775.70

Source : Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Suite à une révision méthodologique, les Allocations DTS figurent au compte Capital en sept 97.

Tableau I.10

Bilan consolidé des banques commerciales 1/ (en millions de gourdes)												
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Avoirs extérieurs nets	1,815.41	1,833.71	1,909.80	4,754.01	3,862.94	4,406.92	8,202.31	6,119.10	10,403.77	12,723.75	11,257.61	18,075.41
Réserves	4,098.94	5,412.23	6,874.36	8,497.41	10,646.77	12,078.30	17,568.89	21,047.16	21,887.67	25,552.78	28,481.17	33,518.06
Dépôts à la Banque Centrale	2,517.41	3,073.25	3,034.78	6,360.27	7,010.18	7,683.75	11,465.91	15,945.82	14,484.61	15,916.13	17,872.04	22,041.92
Encaisses en monnaie nationale	627.53	709.98	734.58	836.14	859.60	1,241.55	1,659.98	1,557.57	1,875.96	1,827.65	1,595.84	1,883.14
Bons BRH	954.00	1,629.00	3,105.00	1,301.00	2,777.00	3,153.00	4,443.00	3,543.77	5,527.10	7,809.00	9,013.29	9,593.00
Portefeuille de crédit	7,628.80	8,906.78	9,819.77	13,511.04	12,322.19	28,404.57	18,720.18	20,238.66	24,534.33	25,953.35	28,404.57	35,753.71
Crédit au secteur public	6.54	6.54	169.32	169.32	114.32	-	-	-	-	172.69	-	-
Crédit au secteur privé	7,622.26	8,900.24	9,650.45	13,341.72	12,207.87	28,404.57	18,720.18	20,238.66	24,534.33	25,780.66	28,404.57	35,753.71
Comptes de capital	-1,299.61	-1,636.76	-1,755.80	-2,356.53	-2,786.58	-8,612.65	-4,083.68	-4,402.62	-5,067.98	-6,670.77	-8,612.65	-9,160.79
Autres postes non classés	3,853.81	1,074.85	1,889.35	1,523.50	2,412.75	-5,430.96	4,364.72	5,698.05	6,568.00	7,591.49	9,218.66	9,109.22
Total actif	16,097.35	15,590.82	18,737.48	25,929.44	26,458.08	30,846.18	44,772.42	48,700.35	58,325.79	65,150.60	68,749.36	87,295.61
Engagements envers la BRH	71.02	39.34	35.25	498.39	32.02	3.00	628.00	3.00	3.00	3.00	278.00	278.00
Engagements envers Inst. Fin. Non-Bancaires	231.40	-324.19	116.48	140.52	119.71	150.17	86.97	61.07	64.14	108.60	141.13	104.56
Engagements envers le secteur privé	15,358.57	15,358.48	18,167.85	24,905.25	26,120.89	30,576.40	43,585.23	48,075.79	57,743.73	63,932.25	67,093.30	79,549.65
Dépôts en gourdes	10,866.40	10,866.31	12,442.65	14,084.12	15,395.46	16,810.28	21,902.73	25,823.63	28,292.05	31,533.04	32,973.64	37,050.01
Dépôts en dollars	4,492.17	4,492.17	5,725.20	10,821.13	10,725.43	13,766.12	21,682.50	22,252.16	29,451.68	32,399.21	34,119.66	42,499.64
Engagements envers le secteur public	436.36	517.18	417.90	385.27	185.46	116.62	472.22	560.49	514.92	1,106.75	1,236.93	7,363.40
Total passif	16,097.35	15,590.82	18,737.48	25,929.44	26,458.08	30,846.18	44,772.42	48,700.35	58,325.79	65,150.60	68,749.36	87,295.61

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).
1/Y compris Capital Bank en 1996 et SOGEBEL en 1997.

Tableau I.11

Bilan consolidé des banques commerciales (en millions de gourdes)													
	<u>Sept. 07</u>	<u>Oct. 07</u>	<u>Nov. 07</u>	<u>Déc. 07</u>	<u>Janv. 08</u>	<u>Fév. 08</u>	<u>Mars 08</u>	<u>Avril 08</u>	<u>Mai 08</u>	<u>Juin 08</u>	<u>Juill. 08</u>	<u>Août 08</u>	
Avoirs extérieurs nets	11,257.61	10,676.06	10,780.35	12,256.98	12,347.31	13,157.29	14,036.49	15,238.40	16,503.40	18,016.43	18,252.72	18,824.88	·
Réserves	28,481.17	29,116.94	28,816.99	27,583.33	29,992.96	28,926.92	29,290.00	29,843.80	31,153.54	31,652.15	33,466.46	34,585.50	;
Dépôts à la BRH	17,872.04	18,582.02	18,328.26	17,250.27	18,344.36	17,904.64	18,520.05	19,994.84	20,732.64	23,189.23	22,947.54	23,684.34	;
Encaisses en monnaie nationale	1,595.84	1,310.68	1,424.44	1,448.75	2,030.30	1,736.78	1,838.45	1,702.96	1,597.05	1,593.93	1,582.92	1,630.16	;
Bons BRH	9,013.29	9,224.24	9,064.30	8,884.30	9,618.30	9,285.50	8,931.50	8,146.00	8,823.85	6,869.00	8,936.00	9,271.00	;
Portefeuille de crédit	28,404.57	28,777.47	29,844.17	29,721.31	30,163.25	30,361.69	31,359.77	31,886.18	32,566.83	34,185.12	34,565.77	34,955.36	;
Crédit au secteur public	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	;
Crédit au secteur privé	28,404.57	28,777.47	29,844.17	29,721.31	30,163.25	30,361.69	31,359.77	31,886.18	32,566.83	34,185.12	34,565.77	34,955.36	;
Comptes de capital	-8,612.65	-8,670.07	-8,774.75	-8,796.65	-8,742.96	-8,497.05	-8,491.58	-8,277.65	-8,420.74	-8,526.46	-8,864.22	-8,971.97	;
Autres postes non classés	9,219.66	8,633.08	8,925.69	9,285.36	8,599.18	8,927.02	8,763.87	8,849.13	8,542.57	8,714.11	8,784.79	9,112.39	;
Total actif	68,750.37	68,533.47	69,592.45	70,050.32	72,359.74	72,875.88	74,958.54	77,539.87	80,345.60	84,041.36	86,205.52	88,506.16	;
Engagements envers la BRH	278.00	278.00	278.00	278.00	278.00	328.00	278.00	278.00	278.00	278.00	278.00	278.00	;
Engagements envers Inst. Fin. Non-Banc.	142.13	140.49	143.11	152.16	101.61	101.45	101.54	106.59	103.90	153.36	107.49	104.10	;
Engagements envers le secteur privé	67,093.31	66,809.24	67,767.35	68,258.86	70,967.11	71,401.14	73,452.81	74,019.54	75,908.27	77,510.71	78,568.06	79,602.46	;
Dépôts en gourdes	32,973.64	33,571.87	33,800.46	33,408.36	35,287.51	34,975.62	35,631.22	36,255.84	37,105.73	37,022.07	37,495.71	37,983.23	;
Dépôts en dollars	34,119.67	33,237.36	33,966.89	34,850.50	35,679.59	36,425.52	37,821.59	37,763.70	38,802.53	40,488.64	41,072.35	41,619.22	;
Engagements envers le secteur public	1,236.93	1,305.74	1,404.00	1,361.30	1,013.02	1,045.29	1,126.20	3,135.74	4,055.44	6,099.29	7,251.97	8,521.60	;
Total passif	68,750.37	68,533.47	69,592.45	70,050.32	72,359.74	72,875.88	74,958.54	77,539.87	80,345.60	84,041.36	86,205.52	88,506.16	;

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

Tableau I.12

Résumé des Opérations Financières de l'Administration Centrale 1/
(en millions de gourdes)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Recettes Totales	6,169.60	6,332.20	7,721.70	10,502.20	12,473.90	16,252.90	19,912.49	23,667.08	26,961.75
Recettes Courantes	6,149.40	6,324.20	7,720.70	10,502.20	12,473.90	16,252.90	19,912.49	23,667.08	26,961.75
Recettes internes	4,294.10	4,561.30	5,561.30	7,414.10	8,778.00	10,901.30	13,144.70	15,656.91	18,025.51
Dont: Impôt sur le revenu et les bénéfices	1,263.20	1,246.00	1,583.90	3,161.00	2,779.20	3,796.90	4,083.70	4,361.16	5,111.12
Taxe sur le chiffre d'affaires	1,736.80	2,050.80	2,417.20	834.30	3,458.20	4,038.30	5,893.80	6,844.00	8,206.74
Droits d'accises	255.20	278.20	534.30	2,769.00	1,231.70	1,246.10	1,278.20	1,784.45	1,284.09
Recettes douanières	1,526.30	1,772.90	2,070.40	2,768.70	3,527.60	4,437.80	6,240.56	6,923.90	7,917.12
Dont: Droits de douanes	735.30	902.20	1,022.80	1,055.70	1,767.00	2,324.70	3,274.50	3,527.40	4,058.00
Frais de vérification	520.00	650.10	778.00	319.40	1,464.30	1,769.00	2,578.00	2,788.10	3,181.85
Autres recettes 2/	329.00	47.20	89.00	319.40	168.30	913.80	527.23	1,086.27	1,019.12
Transferts des Entreprises Publiques	20.20	8.00	1.00	-	-	-	-	-	-
Dépenses Totales	8,140.70	8,589.00	10,376.70	14,392.90	16,838.30	19,247.30	21,203.80	28,471.45	30,346.07
Dépenses Courantes	6,310.70	7,011.00	8,468.70	10,465.20	12,910.60	17,220.30	19,366.80	22,428.45	27,019.07
Dépenses sur biens et services	5,257.20	6,044.60	7,611.50	9,283.90	11,321.10	13,860.70	14,665.20	20,314.42	24,662.64
Traitements et salaires	3,415.40	3,343.20	3,482.90	3,688.90	4,142.60	5,853.00	6,871.20	8,830.82	12,855.63
Autres achats de biens et services	1,841.80	2,701.40	4,128.60	5,595.00	7,178.50	8,007.70	7,794.00	11,483.60	11,807.01
Paiements d'intérêts	376.90	227.80	126.50	522.10	930.30	1,607.90	2,318.90	750.78	730.21
Dette interne	140.00	-	-	123.90	480.00	400.00	1,540.00	-	-
Dette externe	236.90	227.80	126.50	398.20	450.30	1,207.90	778.90	750.78	730.21
Subventions et transferts courants	401.50	438.50	494.40	398.20	398.20	1,322.60	1,840.40	1,363.24	1,626.22
Autres dépenses	275.10	300.10	236.30	261.00	261.00	429.10	542.30	-	-
Dont: Dépenses exercices antérieurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses d'investissement	1,830.00	1,578.00	1,908.00	3,927.70	3,927.70	2,027.00	1,837.00	6,043.00	3,327.00
Financées sur fonds locaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde Courant	-161.30	-686.80	-748.00	37.00	-436.70	-967.40	545.69	1,238.63	-57.32
Ajustement	-282.90	182.80	34.40	4,922.20	-2,601.90	-3,684.80	-2,681.42	-5,837.55	-5,189.02
Solde Global	-1,688.20	-2,439.60	-2,689.40	-8,812.90	-1,762.50	690.40	1,390.10	1,033.19	1,804.70
Financement Total	1,688.20	2,439.60	2,689.40	8,812.90	1,762.50	-690.40	-1,390.10	-1,033.19	-1,804.70
Financement Externe	-192.30	60.20	-164.50	5,403.40	-948.90	-587.50	-828.60	252.81	-781.09
Dons externes au comptant	197.20	369.80	112.70	170.80	21.00	2,140.60	766.50	1,235.70	361.10
Prêts nets	41.80	-309.60	-277.20	5,232.60	-969.90	-2,728.10	-1,595.10	-982.89	-1,142.19
Tirages	41.80	50.00	101.00	1,890.70	-	-	-	-	-
Amortissement	-431.30	-359.60	-378.20	3,341.90	-969.90	-2,728.10	-1,595.10	-982.89	-1,142.19
Financement Interne	1,880.50	2,379.40	2,853.90	3,409.50	2,711.40	-102.90	-561.50	-1,286.00	-1,023.61
Système bancaire	1,880.50	2,379.40	2,853.90	3,409.50	2,688.90	-84.20	-560.60	-1,274.80	-1,023.61
Dont: Autorités monétaires(BRH)	1,988.30	2,317.10	2,891.50	3,669.30	2,820.10	-21.20	-344.00	-949.00	-665.74
Autres sources	222.00	609.00	497.00	-	22.50	-18.70	-0.90	-11.20	-
Dont arriérés de paiements	222.00	609.00	497.00	-	22.50	-	-	-	-
Pour mémoire : (en pourcentage du PIB)									
Recettes courantes	7.93	7.38	8.21	8.77	8.89	9.67	9.93	10.31	9.57
Dépenses courantes	8.13	8.18	9.01	8.74	9.20	10.25	9.66	9.77	9.59
Dépenses d'investissement	2.36	1.84	2.03	3.28	2.80	1.21	0.92	2.63	1.18
Solde courant	-0.21	-0.80	-0.80	0.03	2.80	-0.58	0.27	-0.02	-0.02
Solde global	-2.18	-2.85	-2.86	-7.36	-1.26	0.41	0.69	0.45	0.64
Dons	0.25	0.43	0.12	0.14	0.01	1.27	0.38	0.54	0.13
Prêts (bruts)	0.05	0.06	0.11	1.58	-	-	-	-	-
Financement externe	-0.25	0.07	-0.17	4.51	-0.68	-0.35	-0.41	0.11	-0.28
Financement BRH	2.56	2.70	3.08	3.06	2.01	-0.01	-0.17	-0.41	-0.24
PIB nominal	77,580.00	85,700.00	94,028.00	119,758.00	140,387.00	168,034.00	200,456.00	229,466.00	281,751.00

Sources : BRH, MEF

1/ Opérations du Budget de Fonctionnement de l'Administration Centrale, enregistrées sur la base des encaissements et des décaissements.

2/ Cette rubrique regroupe les recettes non identifiées au niveau des recettes internes et douanières ainsi que les recouvrements de dette.

1/ Base : encaissements-décaissements

2/ Ce poste permet de rétablir l'équilibre entre la balance globale et le financement.

Tableau 1.13

Résumé des opérations financières des administrations publiques ^{1/} (en millions de gourdes)

	1er trimestre 2008				2e trimestre 2008				3e trimestre 2008				4e trimestre 2008				Sept. 07 - Sept. 08
	Oct. 07	Nov. 07	Déc. 07	Janv. 08	Fév. 08	Mars 08	Avr. 08	Mai 08	Juin 08	juil. 08	Août 08	Sept. 08	Oct. 08	Nov. 08	Déc. 08	Janv. 09	
Recettes s totales (incluant les dons)	2 295,19	1 993,49	2 591,66	2 444,28	2 517,82	2 379,43	2 016,57	2 429,69	1 816,87	2 024,87	2 287,96	2 525,02	2 525,02	2 732,85	2 980,12	3 232,85	
Recettes s totales	2 192,79	1 993,49	2 332,96	2 444,28	2 517,82	2 379,43	2 016,57	2 429,69	1 816,87	2 024,87	2 287,96	2 525,02	2 525,02	2 691,75	2 980,12	3 232,85	
Recettes courantes	2 192,79	1 993,49	2 332,96	2 444,28	2 517,82	2 379,43	2 016,57	2 429,69	1 816,87	2 024,87	2 287,96	2 525,02	2 525,02	2 691,75	2 980,12	3 232,85	
Recettes internes	1 603,61	1 304,07	1 597,99	1 641,96	1 744,29	1 504,58	1 275,61	1 665,67	1 251,27	1 363,84	1 600,76	1 471,87	1 471,87	1 802,51	2 052,51	2 302,51	
Recettes douanières	575,74	661,29	710,43	743,07	732,90	775,70	677,55	744,39	503,01	549,11	556,91	687,03	687,03	7 917,12	8 917,12	9 917,12	
Recettes non classées ^{1/}	13,44	28,14	24,54	59,26	40,64	99,15	63,41	19,62	62,59	111,92	130,29	366,13	366,13	1 019,12	1 019,12	1 019,12	
Transferts des entreprises publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Dépenses totales s	2 755,76	1 876,40	2 754,16	3 183,71	1 529,46	2 120,50	2 204,62	2 539,34	2 420,18	2 909,11	3 240,24	2 812,58	2 812,58	3 046,07	3 346,07	3 646,07	
Dépenses courantes	2 753,76	1 663,40	1 544,16	1 808,71	1 311,46	1 811,50	2 204,62	2 539,34	2 420,18	2 909,11	3 240,24	2 812,58	2 812,58	2 701,07	2 901,07	3 101,07	
Dépenses sur biens et services	2 452,38	1 456,77	1 411,34	1 500,13	1 153,61	1 635,05	2 045,74	2 325,48	2 225,12	2 653,34	3 091,72	2 711,94	2 711,94	2 462,64	2 662,64	2 862,64	
Traitements et salaires	893,58	734,77	1 327,84	1 238,63	808,01	967,70	811,03	1 252,28	1 006,33	1 122,36	1 508,65	1 184,44	1 184,44	1 285,63	1 485,63	1 685,63	
Dépenses de fonctionn. / Achats de b & s	1 558,80	722,00	83,50	261,50	345,60	667,35	1 234,71	1 073,20	1 218,79	1 530,99	1 583,07	1 527,50	1 527,50	1 807,01	2 007,01	2 207,01	
Paielements d'intérêts	41,40	80,60	48,00	84,40	47,10	33,20	64,60	87,80	75,00	94,75	52,46	20,90	20,90	730,21	730,21	730,21	
Subventions	259,98	126,03	84,82	224,18	110,75	143,25	94,29	126,05	120,06	161,02	96,06	79,74	79,74	1 626,22	1 626,22	1 626,22	
Autres dépenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Dépenses d'investissement	2,00	213,00	1 210,00	1 375,00	218,00	309,00	-	-	-	-	-	-	-	3 327,00	3 327,00	3 327,00	
Solde courant	-560,97	330,09	788,81	635,57	1 206,36	567,93	-188,06	-109,65	-603,31	-884,25	-952,29	-287,56	-287,56	-57,32	-57,32	-57,32	
Ajustement ^{2/}	169,27	-51,31	-1 632,51	839,48	390,43	-348,72	309,52	-910,05	225,35	-1 096,32	-683,71	-2 400,46	-2 400,46	-5 189,02	-5 189,02	-5 189,02	
Solde global ^{3/}	-732,24	168,40	1211,32	-1578,90	597,93	607,65	-497,58	800,40	-828,66	212,07	-268,58	2112,90	2112,90	1 804,70	1 804,70	1 804,70	
Financement total	732,2	-168,4	-1211,3	1578,9	-597,9	-607,6	497,6	-800,4	828,7	-212,1	268,6	-2112,9	-2112,9	-1 804,70	-1 804,70	-1 804,70	
Financement externe	0,20	-126,50	175,70	-47,26	-57,90	-74,80	-41,70	-41,40	-112,15	-203,84	-140,24	-111,20	-111,20	-781,09	-781,09	-781,09	
Dons externes au comptant	102,40	-	258,70	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	361,10	361,10	361,10	
Prêts concessionnels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres Prêts	-102,20	-126,50	-83,00	-47,26	-57,90	-74,80	-41,70	-41,40	-112,15	-203,84	-140,24	-111,20	-111,20	-1 142,19	-1 142,19	-1 142,19	
Amortissements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Financement interne	732,04	-41,90	-1 387,02	1 626,16	-540,03	-532,85	539,28	-759,00	940,81	-8,23	408,82	-2 001,70	-2 001,70	-1 023,61	-1 023,61	-1 023,61	
Financement BRH ^{4/}	740,29	26,94	-1 390,57	1 508,43	-509,93	-440,43	606,67	-745,58	896,58	265,86	377,70	-2 001,70	-2 001,70	-665,74	-665,74	-665,74	
Financement BNC	-8,25	-68,84	3,55	117,73	-30,09	-92,41	-67,39	-13,42	44,24	-274,09	31,12	-	-	-357,87	-357,87	-357,87	
Autres sources ^{5/}	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

Sources : Direction du Contrôle du Crédit, BRH; Ministère de l'Économie et des Finances.

1/ Base : encaissements-décaissements.

2/ Le poste «ajustement» permet de rétablir l'équilibre comptable entre la balance globale et le financement

3/ Le solde global est déterminé à partir des opérations considérées comme les moyens de son financement

4/ Exclut les comptes STABEX, PL-480, Farine Canada et Don Japonais.

5/ Incluant les dépôts du gouvernement dans les banques commerciales publiques et privées

Résumé de la Balance des Paiements d'Haïti En millions de Dollars É.U. (sauf indication contraire)							
	2003	2004	2005	2006	2007 (P)	2008 (P)	
A. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES							
Biens et services							
Crédit	-946.48	-1,040.82	-1,249.89	-1,440.61	-1,511.68	-2,037.98	
Débit	470.51	505.68	600.91	695.22	779.75	832.96	
	-1,416.99	-1,546.50	-1,850.80	-2,135.83	-2,291.43	-2,870.94	
Biens							
Crédit	-782.20	-833.00	-853.06	-1,056.31	-1,095.98	-1,617.01	
Débit	333.83	373.35	455.45	491.89	522.08	490.19	
	-1,116.03	-1,210.47	-1,308.51	-1,548.20	-1,618.06	-2,107.20	
Services							
Crédit	-164.28	-203.71	-396.63	-384.30	-415.70	-420.97	
Débit	136.68	132.33	145.46	203.33	257.67	342.77	
	-300.96	-336.03	-542.09	-587.63	-673.37	-763.74	
Revenus							
Crédit	-14.28	-11.92	-37.11	6.63	3.40	11.59	
Débit	-14.28	-11.92	-37.11	18.69	24.96	30.25	
				-12.06	-21.56	-18.66	
Transferts courants							
Crédit:							
Dons officiels	916.65	992.99	1,289.89	1,360.80	1,517.51	1,710.93	
Transferts privés	948.00	1,031.54	1,349.58	1,436.32	1,613.92	1,828.01	
	137.00	100.00	363.42	373.45	391.83	458.25	
Débit	-31.35	-38.55	-59.69	1062.87	1222.09	1369.76	
				-75.52	-96.41	-117.08	
B. COMPTE DE CAPITAL							
Crédit	-	-	-	-	-	-	
Débit	-	-	-	-	-	-	
C. COMPTE D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES							
Investissements directs	-48.46	13.23	-11.32	137.01	134.75	261.32	
Autres Investissements	13.80	5.90	26.00	160.00	74.50	29.80	
Administrations publiques	-62.26	7.33	-37.32	-22.99	60.25	231.52	
	22.12	-14.24	35.31	37.97	49.33	322.09	
Secteur bancaire (net)	-48.78	23.05	-69.75	-83.46	14.44	-141.04	
Secteur non bancaire (net)	-40.00	-5.00	-6.00	19.80	-2.00	43.00	
Autres avoirs et engagements (nets)	4.40	3.52	3.12	2.70	-1.52	7.47	
D. ERREURS ET OMISSIONS NETTES							
BALANCE GLOBALE (A+B+C+D)	84.38	81.93	58.73	29.94	15.16	152.33	
E. FINANCEMENT							
Avoirs de réserve 1/	8.19	-35.41	-50.50	-93.77	-159.15	-98.19	
Utilisation des crédits et prêts du FMI	25.15	-50.01	-21.92	-108.73	-208.25	-170.51	
Autres Engagements 2/	-14.87	-6.70	8.06	12.45	22.88	51.08	
Variation des arriérés de paiement 3/	0.87	3.91	-0.93	0.81	0.71	-0.75	
Remise de dette	-2.96	17.39	-35.71	1.70	-45.02	0.00	
Redéchaînement obtenu	-	-	-	-	32.35	18.77	
	-	-	-	-	38.19	3.22	
Pour mémoire							
Assistance externe	144.25	79.06	406.79	423.87	464.14	831.42	
Dons officiels 4/	137.00	100.00	363.42	373.45	391.93	458.25	
Prêts nets	7.25	-20.94	43.37	50.42	72.21	373.17	
En pourcentage du PIB							
Compte de transactions courantes (incluant dons officiels)	-1.50	-1.69	0.99	-1.51	-0.01	-4.61	
Compte de transactions courantes (hors dons officiels)	-6.15	-4.43	-3.36	-9.23	-5.93	-10.41	
Exportations de biens et services	15.99	14.33	13.94	14.37	11.78	11.37	
Importations de biens et services	-48.14	-43.89	-42.96	-44.16	-34.71	-38.95	
Balance globale	-0.28	1.01	1.17	1.94	2.41	1.38	

Sources : Banque de la République d'Haïti (BRH)

Banque des Règlements Internationaux (BRI)

(P) : Données provisoires

1/ Variation des avoirs de réserve bruts

Le signe (-) signifie une augmentation

2/ Engagements à court terme envers les Organisations financières internationales

3/ Sans signe = accumulation; (-) = remboursement

4/ Transferts publics (appellation de anciennes éditions du Manuel de BDP)

Tableau I.15

Position extérieure globale d'Haïti 1/
(En Millions de Dollars É.U.)

	2004	2005	2006	2007(P)	2008(P)
AVOIRS	464.48	568.75	932.71	1,170.07	1,383.96
Investissements directs haïtiens à l'étranger					
Autres investissements	335.54	426.22	704.37	701.57	902.52
Secteur bancaire	219.80	277.41	352.47	348.39	509.61
Secteur non bancaire	61.00	94.00	299.00	303.00	343.00
Autres avoirs	54.74	54.81	52.90	50.18	49.91
Avoirs de réserve nets des autorités monétaires	128.94	142.53	228.34	468.50	481.44
ENGAGEMENTS	1,828.06	1,592.77	1,868.75	2,089.86	2,532.70
Investissements directs étrangers en Haïti	124.46	150.46	311.06	385.56	415.36
Autres investissements	1,703.60	1,442.31	1,557.69	1,704.30	2,117.34
Dette publique externe	1,316.30	1,336.30	1,419.25	1,541.02	1,852.36
Secteur bancaire	48.80	35.70	27.30	37.65	57.15
Secteur non bancaire	338.00	70.00	111.00	125.00	200.00
Autres engagements	0.50	0.31	0.14	0.63	7.83
POSITION EXTÉRIEURE NETTE	-1,363.58	-1,024.02	-936.04	-919.79	-1,148.74

Sources: BRH/DAI-Service économie internationale

Banque des Règlements Internationaux (BRI)

(P): Données provisoires

1/ La position est calculée au terme de l'exercice se terminant le 30 Septembre

Tableau I.16

 Exportations d'Haïti par produits
 (En Millions de Dollars E.U.)

Période	Café	Cacao	Huiles essentielles	Pite et Ficelles	Mangues	Autres produits Primaires	Langoustes	Petite Industrie	Articles manufacturés, 1/	Autres produits industriels	Ajustements pour évaluation	Total 2/	Ajustements pour classification	Total Export. 3/ (FOB)
2004														
2004	3,39	5,85	5,86	0,95	6,63	5,28	3,12	4,66	124,84	6,76	13,87	178,09	195,26	373,35
2005	3,78	6,91	7,15	1,18	8,92	2,30	3,82	5,69	154,62	6,23	16,82	213,61	241,84	455,45
2006	5,93	4,47	10,62	8,81	1,37	1,37	3,45	1,69	169,66	5,71	18,16	226,53	265,36	491,89
2007 (P)	2,00	6,17	13,12	-	7,93	0,89	4,36	4,78	180,57	0,91	18,90	239,64	282,45	522,09
2008 (P)	3,49	7,27	18,01	0,00	10,00	0,87	5,17	2,59	165,09	1,24	18,29	232,02	258,18	490,20
2004														
2004	0,44	1,79	0,71	0,23	0,61	1,23	0,78	1,05	31,22	1,83	3,20	43,36	48,84	91,10
2005	1,79	1,20	2,47	0,23	0,20	1,62	0,78	1,10	25,02	1,98	2,87	38,54	39,11	77,65
2006	1,14	2,50	1,38	0,33	5,11	1,13	0,76	1,20	32,06	1,05	3,94	50,70	50,14	99,05
2007 (P)	0,91	1,02	1,30	0,16	0,71	1,30	0,80	1,35	36,54	1,75	3,90	49,84	57,17	106,07
2008 (P)	0,22	1,20	1,19	0,14	0,14	1,19	1,26	1,28	36,48	2,20	3,83	48,58	57,06	105,65
2004	1,55	0,73	2,01	0,52	0,81	1,04	1,06	1,46	35,23	1,80	3,93	49,84	55,10	104,12
2005	1,56	2,80	1,02	0,36	5,00	0,07	0,91	1,60	42,95	1,05	4,91	62,22	67,18	128,41
2006	0,45	2,18	2,93	0,16	2,97	0,05	0,59	1,36	39,95	1,18	4,44	56,25	62,49	118,10
2007 (P)	1,40	0,81	0,65	0,14	0,14	0,50	1,04	1,66	42,24	0,19	4,09	51,82	66,07	117,89
2008 (P)	2,94	0,55	3,46	0,18	0,23	0,32	0,69	1,21	36,46	0,19	3,89	49,41	57,02	106,43
2004	0,85	2,51	3,09	0,20	6,25	0,28	0,65	1,45	43,65	0,38	5,02	63,68	68,27	131,95
2005	0,74	0,61	3,42	0,35	2,19	0,27	1,07	1,39	47,32	0,17	5,16	61,61	74,01	135,62
2006	0,15	2,07	1,15	-	0,24	0,24	1,14	1,22	48,88	0,30	4,74	60,13	76,44	136,57
2007 (P)	0,69	0,94	3,89	-	0,58	0,10	1,03	1,16	42,85	0,18	4,40	55,80	67,03	122,83
2008 (P)	0,67	2,29	4,01	-	6,71	0,27	0,99	1,06	44,11	0,26	5,17	65,57	69,01	134,58
2004	0,49	0,87	4,07	-	0,40	0,28	1,20	1,34	44,73	0,17	4,59	58,14	69,97	128,11
2005	0,42	1,32	4,07	0,00	0,24	0,34	1,50	0,70	45,42	0,27	4,64	58,92	71,02	129,94
2006	1,73	1,54	6,30	0,00	0,87	0,22	1,10	0,46	29,19	0,30	3,58	45,29	45,65	90,94
2007 (P)	1,11	3,81	4,49	0,00	6,89	0,15	1,18	0,65	41,56	0,36	5,15	65,35	64,99	130,34
2008 (P)	0,23	0,60	3,15	0,00	2,00	0,16	1,39	0,78	48,92	0,31	4,92	62,46	76,52	138,98
2004														
2004	0,13	0,49	1,37	-	0,02	0,06	0,41	0,26	16,90	0,11	1,69	21,44	26,43	47,87
2005	0,09	0,64	0,93	-	0,04	0,17	0,59	0,22	14,75	0,03	1,49	18,95	23,06	42,01
2006	0,20	0,19	1,77	-	0,18	0,11	0,50	0,22	13,77	0,13	1,46	18,53	21,53	40,06
2007 (P)	0,45	0,23	1,89	-	0,48	0,10	0,39	0,11	6,76	0,08	1,07	11,39	10,57	21,96
2008 (P)	0,65	1,13	3,04	-	0,20	0,11	0,35	0,15	10,18	0,14	1,37	17,32	15,92	33,24
2004	0,63	0,18	1,37	-	0,19	0,01	0,36	0,20	12,25	0,08	1,31	16,58	19,16	35,74
2005	0,44	1,50	1,54	-	3,10	0,06	0,38	0,20	12,98	0,15	1,74	22,09	20,30	42,39
2006	0,50	1,39	1,98	-	1,92	0,04	0,41	0,22	13,87	0,09	1,75	22,17	21,69	43,86
2007 (P)	0,17	0,92	0,97	-	1,87	0,05	0,39	0,23	14,71	0,12	1,66	21,09	23,00	44,09
2008 (P)	0,23	0,33	1,40	-	1,52	0,05	0,44	0,29	17,93	0,12	1,91	24,22	28,05	52,27
2004	0,00	0,23	1,33	-	0,40	0,07	0,54	0,21	13,59	0,12	1,41	17,90	21,26	39,16
2005	0,00	0,04	0,42	-	0,08	0,04	0,41	0,28	17,40	0,07	1,60	20,34	27,21	47,55

Sources : AGD, MCI - Sites Internet; Dpt du Commerce américain et Stat-Can - Base de données OCDE

1/ Produits des industries d'assemblage

2/ Exportations totales tenant compte de la valeur ajoutée des industries d'assemblage.

3/ Exportations brutes.

Tableau I.17

Exportations aux U.S.A (F.O.B)
A base de Matières premières locales
(En milliers de Dollars É.U)

Période	Articles manufact. en cuir	Articles manufact. en bois Bois pour meubles	Vêtements & autres ouvrages, Produits textiles	Accessoires Couverture	Objets de collection Travaux d'art Antiquités	Balais Ficelles	Art. déclarés & non déclarés	Autres: Art. en verre & en céram.	Sous-total	Marchandises retournées	Total
2004	1,967.05	112.26	1,895.63	4.66	0.00	613.14	29.72	150.19	4,772.64	-143.18	4,629.46
2005	2,126.01	112.72	2,298.70	9.97	0.00	1,231.59	56.62	35.29	5,870.90	(176.13)	5,694.77
2006	2,256.69	116.44	2,603.09	0.00	0.00	781.89	65.74	48.16	5,872.01	(176.16)	5,695.85
2007 (P)	2,073.17	53.04	2,768.40	0.00	0.00	0.28	2.54	20.97	4,918.39	-147.55	4,770.84
2008 (P)	0.35	99.23	2,528.71	4.80	0.00	0.78	2.34	31.23	2,667.45	-80.02	2,587.42
2004	447.89	21.46	476.09	1.57	0.00	71.40	2.63	75.10	1,096.14	(32.88)	1,063.26
1er Trimestre	439.70	32.21	377.56	1.81	0.00	169.13	4.55	49.35	1,074.32	(32.23)	1,042.10
2e Trimestre	467.03	19.33	486.16	1.27	0.00	208.19	6.11	15.04	1,203.13	(36.09)	1,167.04
3e Trimestre	612.42	39.26	555.81	0.00	0.00	164.42	16.43	10.70	1,399.04	(41.97)	1,357.07
4e Trimestre	571.89	14.72	558.00	0.00	0.00	156.08	12.64	5.50	1,318.83	(39.56)	1,279.27
2005	396.61	15.36	535.09	0.00	0.00	535.72	13.05	12.09	1,507.92	(45.24)	1,462.68
1er Trimestre	545.09	43.38	649.80	9.97	0.00	375.37	14.50	7.00	1,645.11	(49.35)	1,595.76
2e Trimestre	612.42	39.26	555.81	0.00	0.00	164.42	16.43	10.70	1,399.04	(41.97)	1,357.07
3e Trimestre	719.65	49.62	647.46	0.00	0.00	288.49	0.00	6.08	1,711.30	(51.34)	1,659.96
4e Trimestre	318.79	14.26	562.00	0.00	0.00	328.69	20.64	0.00	1,244.38	(37.33)	1,207.05
2006	575.95	29.84	669.08	0.00	0.00	164.71	33.24	24.28	1,497.10	(44.91)	1,452.19
1er Trimestre	642.30	22.72	724.55	0.00	0.00	0.00	11.86	17.80	1,419.23	(42.56)	1,376.65
2e Trimestre	489.92	13.79	749.77	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	1,253.48	-37.60	1,215.88
3e Trimestre	535.30	0.00	657.23	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	1,192.53	-35.78	1,156.75
4e Trimestre	387.80	15.75	675.49	0.00	0.00	0.28	2.54	11.70	1,093.56	-32.81	1,060.75
2007 (P)	660.15	23.50	685.91	0.00	0.00	0.00	0.00	9.27	1,378.82	-41.36	1,337.46
1er Trimestre	0.00	16.87	695.94	0.00	0.00	0.00	0.00	2.25	715.06	-21.45	693.61
2e Trimestre	0.35	18.00	445.93	4.80	0.00	0.00	0.00	7.06	476.14	-14.28	461.86
3e Trimestre	0.00	30.34	636.93	0.00	0.00	0.00	2.34	4.00	673.61	-20.21	653.40
4e Trimestre	0.00	34.02	749.91	0.00	0.00	0.78	0.00	17.92	802.64	-24.08	778.56
2008 (P)	0.00	6.90	259.49	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	266.39	(7.99)	258.40
1er Trimestre	0.00	0.00	225.07	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	225.07	(6.75)	218.32
2e Trimestre	0.00	9.97	211.38	0.00	0.00	0.00	0.00	2.25	223.60	(6.71)	216.89
3e Trimestre	0.35	2.15	103.43	4.80	0.00	0.00	0.00	0.00	110.73	(3.32)	107.41
4e Trimestre	0.00	3.34	155.62	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	158.96	(4.77)	154.19
2008 (P)	0.00	12.51	186.88	0.00	0.00	0.00	0.00	7.06	206.45	(6.19)	200.26
1er Trimestre	0.00	8.55	198.76	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	207.31	(6.22)	201.09
2e Trimestre	0.00	9.74	212.76	0.00	0.00	0.00	0.00	4.00	226.50	(6.80)	219.71
3e Trimestre	0.00	12.05	225.41	0.00	0.00	0.00	2.34	0.00	239.80	(7.19)	232.61
4e Trimestre	0.00	14.16	274.47	0.00	0.00	0.78	0.00	13.16	302.57	(9.08)	293.49
2009 (P)	0.00	6.10	208.24	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	214.35	(6.43)	207.92
1er Trimestre	0.00	13.76	267.20	0.00	0.00	0.00	0.00	4.76	285.72	(8.57)	277.15

Sources : Banque de la République d'Haïti(BRH) -Département du Commerce des Etats-Unis d'Amérique

(P) Données provisoires

Tableau I.18

Exportations des industries d'assemblage aux U.S.A (F.O.B)

A base de matières premières importées

(En milliers de dollars É.U.)

Période	Tulles Dentelles Rubans Ouvrages Brodés	Appareils (1) & Matériels électriques & électroniques	Machinerie & Accessoires	Art. de voyage Sacs à main (Bijouterie)	Vêtements & Art. pour vêtements	Chaussures	Ornements Jouets & Articles de sport	Art. manuf. en caoutchouc et en plastique	Autres Appareils optiques à enregistrer et à reproduire les sons	Total
2004	289.72	12,359.43	0.00	98.93	314,453.33	0.00	4,133.02	102.05	2.25	331,438.74
2005	408.71	6951.31	0.00	67.90	392,792.12	2.68	1,647.58	351.23	33.45	402,254.98
2006	308.70	1,439.27	6.00	250.74	431,504.04	2.52	497.00	142.87	33.85	434,184.99
2007 (P)	368.13	3,164.11	11.25	591.31	458,626.92	0.28	406.30	141.88	60.84	463,371.02
2008 (P)	239.67	2,669.97	0.00	2,429.91	418,924.10	0.30	548.03	119.14	181.46	425,112.58
2004	88.72	3,820.00	0.00	65.83	78,903.93	0.00	946.16	0.30	0.00	83,824.94
1er Trimestre	49.24	2,466.00	0.00	29.14	62,927.24	0.00	1,101.92	0.00	0.00	66,573.53
2e Trimestre	82.83	3,224.00	0.00	2.48	80,541.07	0.00	1,350.96	6.81	2.25	85,210.40
3e Trimestre	68.93	2,849.43	0.00	1.48	92,081.09	0.00	733.99	94.94	0.00	95,829.86
2005	172.08	2,037.89	0.00	4.87	92,934.50	0.00	457.12	142.11	0.00	95,748.57
1er Trimestre	88.65	1,706.59	0.00	9.02	89,129.48	0.00	472.24	102.23	19.91	91,528.12
2e Trimestre	50.61	2,289.42	0.00	14.20	109,426.40	0.00	377.90	60.72	8.74	112,207.99
3e Trimestre	97.37	937.41	0.00	39.81	101,301.74	2.68	340.32	46.17	4.80	102,770.30
2006	98.39	345.26	0.00	44.34	107,261.97	2.26	142.39	42.00	24.00	107,960.61
1er Trimestre	59.09	290.06	0.00	65.40	93,104.57	0.00	103.87	33.66	0.00	93,656.65
2e Trimestre	64.39	409.83	0.00	52.99	111,102.77	0.26	133.79	37.86	4.20	111,806.09
3e Trimestre	86.83	394.12	6.00	88.01	120,034.73	0.00	116.95	29.35	5.65	120,761.64
2007 (P)	123.06	671.16	11.25	48.82	124,211.78	0.00	67.84	17.42	4.58	125,155.91
1er Trimestre	89.60	867.16	0.00	111.58	108,879.30	0.00	101.39	24.15	0.00	110,073.18
2e Trimestre	71.81	880.85	0.00	183.85	111,904.70	0.28	129.33	60.09	23.26	113,254.17
3e Trimestre	83.66	744.94	0.00	247.06	113,631.14	0.00	107.74	40.22	33.00	114,887.76
2008 (P)	89.57	571.34	0.00	752.38	115,294.20	0.00	182.28	33.12	36.30	116,959.19
1er Trimestre	42.17	749.05	0.00	518.63	73,876.59	0.00	119.47	17.11	45.42	75,368.44
2e Trimestre	44.38	753.81	0.00	610.04	105,516.63	0.00	161.11	33.72	43.99	107,163.68
3e Trimestre	63.55	595.77	0.00	548.86	124,236.68	0.30	85.17	35.19	55.75	125,621.27
2008 (P)	34.71	152.97	0.00	219.91	42,988.92	0.00	18.54	7.76	8.81	43,431.62
Octobre	34.77	196.00	0.00	314.02	37,286.74	0.00	142.97	7.68	17.59	37,990.77
Novembre	20.09	222.37	0.00	218.45	35,018.54	0.00	20.77	17.68	9.90	35,527.80
Décembre	22.91	182.55	0.00	176.34	17,135.00	0.00	31.18	8.80	18.55	17,575.33
Janvier	15.92	262.92	0.00	185.73	25,781.84	0.00	56.39	7.92	13.33	26,324.05
Février	3.34	303.58	0.00	156.56	30,959.75	0.00	31.90	13.54	13.54	31,469.06
Mars	19.13	319.25	0.00	397.15	32,927.25	0.00	65.40	16.16	10.00	33,754.34
Avril	23.25	243.81	0.00	7.10	35,246.79	0.00	46.89	8.68	9.90	35,586.42
Mai	2.00	190.75	0.00	205.79	37,342.59	0.00	48.82	24.09	24.09	37,822.92
Juin	3.65	225.29	0.00	367.54	45,471.07	0.00	54.15	11.06	26.21	46,158.97
Juillet	34.25	202.36	0.00	7.48	34,499.12	0.30	16.67	16.37	16.17	34,792.72
Août	25.65	168.12	0.00	173.84	44,266.49	0.00	14.35	7.76	13.37	44,669.58
Septembre										

Sources : Banque de la République d'Haïti(BRH) -Département du Commerce des Etats-Unis d'Amérique

(P) : Données provisoires

(1) : Cette rubrique regroupe: les équipements de distribution, les récepteurs de radio et accessoires, les appareils électriques et accessoires, les circuits électroniques, les Transformateurs et Interrupteurs.

Tableau I.19

Importations totales d'Haïti par catégories de produits.

(En Millions de Dollars E.U.)

Période	Produits		Boissons & Tabacs		Matières brutes non comestibles		Combustibles		Huiles & Graisses		Produits Chimiques		Articles manufacturés		Machines & matériels de Transport		Articles manufacturés divers		Articles divers		Total (C.I.F)		Ajustements 1/		Total (FOB)	
	Alimentaires	Tabacs				comestibles	Minéraux						manufacturés	Transport			divers	n.d.a.								
2004	355.84	21.92	19.34	217.97	22.48	49.75	251.20	173.22	86.64	103.25	1,301.61	91.14	1,210.47													
	330.73	20.23	15.12	313.55	11.49	60.51	241.81	156.61	134.34	122.61	1,407.00	98.49	1,308.51													
	373.62	21.33	19.39	397.13	19.22	65.36	249.97	245.75	127.55	145.44	1,664.75	116.52	1,548.22													
	369.79	21.15	17.09	405.97	17.96	72.63	276.28	224.84	169.74	164.42	1,739.87	121.79	1,618.08													
	616.87	25.36	15.93	602.21	63.39	80.00	227.73	187.74	220.84	225.73	2,265.80	158.61	2,107.20													
2004	91.78	6.40	5.17	39.14	6.96	12.78	63.06	43.70	19.72	23.19	311.89	21.83	290.06													
	55.37	4.52	3.65	41.73	3.47	10.25	59.27	21.08	17.71	36.69	253.74	17.76	235.98													
	119.60	4.88	5.78	61.27	6.31	12.20	68.33	40.82	24.26	22.99	366.45	25.65	340.80													
	89.09	6.12	4.74	75.83	5.74	14.52	60.54	67.62	24.95	20.38	369.53	25.90	343.63													
2005	83.49	5.08	4.32	58.28	3.55	14.95	56.37	55.40	28.34	42.58	352.36	24.67	327.69													
	82.09	4.92	4.28	77.63	3.67	14.06	61.94	41.84	33.85	24.70	348.98	24.43	324.55													
	85.02	4.76	2.88	77.82	2.18	11.57	61.07	31.34	37.09	31.46	345.19	24.16	321.03													
	80.13	5.47	3.64	99.82	2.09	19.93	62.43	28.03	35.06	23.87	360.47	25.23	335.24													
2006	97.33	4.30	5.45	78.54	5.35	17.66	68.02	42.90	32.82	41.90	394.26	27.59	366.66													
	92.75	5.13	4.48	93.75	3.95	12.14	61.97	43.69	34.85	39.99	392.70	27.49	365.21													
	98.96	5.41	4.99	106.30	6.46	17.24	66.28	76.42	29.37	39.62	451.05	31.57	419.48													
	84.58	6.49	4.47	118.54	3.46	18.32	53.70	82.74	30.51	23.93	426.74	29.87	396.87													
2007 (P)	79.73	5.53	3.55	58.9	1.5	10.75	80.95	75.41	42.01	41.04	399.37	27.96	371.41													
	118.09	5.68	5.71	85.26	7.66	25.1	65.25	59.26	34.06	42.9	448.97	31.43	417.54													
	94.84	4.57	2.47	131.55	3.86	19.01	60.29	45.25	36.78	35.84	434.46	30.41	404.05													
	77.13	5.37	5.36	130.26	4.94	17.77	69.79	44.92	56.89	44.64	457.07	31.99	425.08													
2008 (P)	104.37	5.85	4.48	135.33	15.71	16.11	57.27	57.55	87.15	31.70	515.52	36.09	479.44													
	136.46	6.32	3.65	136.37	7.55	21.70	59.78	36.00	61.00	49.04	517.87	36.25	481.62													
	134.74	6.79	3.67	170.95	22.37	18.45	55.99	55.48	46.61	51.23	566.28	39.64	526.64													
	241.30	6.40	4.13	159.56	17.76	23.74	54.69	38.71	26.08	93.76	666.13	46.63	619.50													
2008 (P)	44.86	2.42	2.01	44.19	8.51	6.09	15.59	29.95	25.22	7.13	185.97	13.02	172.95													
	35.33	1.64	0.70	29.19	7.20	5.02	19.26	14.18	48.34	13.32	174.18	12.19	161.98													
	24.18	1.79	1.77	61.96	0.00	5.00	22.42	13.42	13.59	11.25	155.38	10.88	144.50													
	29.02	1.72	0.77	28.88	1.96	9.02	23.00	15.29	24.26	10.51	144.43	10.11	134.32													
	58.26	2.55	0.97	53.07	5.58	5.42	17.07	8.16	25.75	11.63	188.46	13.19	175.27													
	49.18	2.05	1.91	54.42	0.01	7.26	19.71	12.55	10.99	26.90	184.98	12.95	172.03													
	54.50	3.42	1.21	29.25	2.13	7.66	18.47	22.15	12.15	12.93	163.87	11.47	152.40													
	43.79	1.49	0.88	39.62	3.23	4.75	19.63	14.52	15.36	26.36	169.63	11.87	157.76													
	36.45	1.88	1.58	102.08	17.01	6.04	17.89	18.81	19.10	11.94	232.78	16.29	216.49													
	59.90	2.50	1.48	53.77	4.11	6.79	22.58	12.44	10.42	33.78	207.77	15.54	193.23													
	81.24	1.73	1.43	69.91	8.87	9.16	24.62	16.28	10.26	16.11	239.61	16.77	222.84													
	100.16	2.17	1.22	35.88	4.78	7.79	7.49	9.99	5.40	43.87	218.75	15.31	203.44													

Sources : AGD - Sites Internet: Dpt du Commerce américain et Stat-Can

(P): Données provisoires

1/ Ajustement pour Assurances et Fret

Tableau I.20

Importations de produits pétroliers (En Milliers de Barils et en Milliers de Dollars É.U.)																
Période	GAZOLINE		KÉROSÈNE		GASOIL		FUEL OIL (MAZOUT)		LUBRIFIANTS & AUTRES		BITUME		GAZ DE PÉTROLE LIQUEFIE		TOTAL	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur
2004																
1er Trimestre	848.15	42,286.84	709.67	32,604.47	2,283.61	99,674.46	107.42	3,569.60	21.70	3,304.70	29.00	1,404.10	51.20	2,429.20	4,050.75	185,273.38
2005																
1er Trimestre	801.89	52,002.56	593.18	40,124.28	2,441.88	162,396.51	144.73	6,485.18	18.60	3,181.88	16.94	984.55	50.00	2,421.20	4,047.39	266,520.61
2006																
1er Trimestre	768.61	64,459.50	586.07	49,376.75	2,559.05	208,736.15	120.93	6,669.63	17.69	3,003.78	29.44	2,205.98	54.37	3,121.73	4,136.16	337,573.52
2007 (P)																
1er Trimestre	859.14	73,585.40	608.04	51,459.70	2,543.70	204,598.10	164.35	9,722.63	6.06	1,249.80	-	-	76.81	4,441.70	4,258.10	345,057.33
2008 (P)																
1er Trimestre	787.62	93,471.23	496.11	66,127.53	2,639.80	346,674.58	58.05	4,537.62	20.06	2,237.66	-	28,453.00	158.90	12,533.36	4,160.54	554,034.98
2004																
1er Trimestre	212.30	8,387.30	138.00	5,379.60	478.90	17,786.80	30.72	1,006.00	1.90	285.70	-	-	11.90	403.00	873.72	33,248.40
2005																
1er Trimestre	185.50	8,797.20	169.80	7,312.10	391.90	16,052.90	53.90	1,803.80	6.10	795.60	-	-	19.50	723.80	826.70	35,485.40
2006																
1er Trimestre	207.65	11,616.14	195.97	8,873.67	705.41	30,491.96	-	-	4.60	691.70	-	-	0.80	410.20	1,114.43	52,083.68
2007 (P)																
1er Trimestre	242.70	13,486.20	205.90	11,039.10	707.40	35,342.80	22.80	759.80	9.10	1,531.70	29.00	1,404.10	19.00	892.20	1,235.90	64,455.90
2008																
1er Trimestre	172.41	9,131.00	165.68	10,109.10	457.33	26,891.80	57.14	2,086.00	4.55	795.40	-	-	10.60	523.80	867.71	49,537.10
2009																
1er Trimestre	237.06	14,223.55	172.34	10,837.45	650.48	39,050.42	19.83	1,075.55	5.70	964.80	-	-	19.40	909.70	1,084.98	65,985.92
2010																
1er Trimestre	172.72	11,319.20	106.95	7,428.30	636.70	41,835.50	67.76	3,323.63	4.75	730.08	16.94	984.55	11.40	531.30	1,017.22	66,152.56
2011																
1er Trimestre	219.70	17,328.81	148.21	11,749.43	697.37	54,618.79	-	-	3.60	691.60	-	-	8.60	456.40	1,077.48	84,845.03
2012																
1er Trimestre	149.85	10,562.92	116.30	9,315.92	515.85	41,399.66	20.29	950.15	17.69	3,003.78	14.44	847.68	12.10	679.70	846.52	66,759.81
2013																
1er Trimestre	235.32	18,002.40	192.11	15,246.40	585.72	44,045.60	32.30	1,798.60	-	-	-	-	11.47	601.53	1,056.92	79,694.53
2014																
1er Trimestre	188.40	17,768.27	128.82	11,573.10	705.86	59,933.98	9.34	521.48	-	-	-	-	9.80	560.90	1,042.22	90,357.73
2015																
1er Trimestre	195.04	18,125.91	148.84	13,241.33	751.62	63,356.91	59.00	3,399.40	-	-	15.00	1,358.30	21.00	1,279.60	1,190.50	100,761.45
2016																
1er Trimestre	169.78	12,413.4	118.4	9,275.7	365.05	26,795.5	19.12	1,025.66	0	0	0	0	10.2	551.4	682.55	50,061.66
2017																
1er Trimestre	236.9	17,225.3	168.63	12,663.4	576.01	40,452.9	19.83	1,075.55	3.29	471	0	0	10.8	574	1,015.46	72,462.15
2018																
1er Trimestre	216.64	21,518.4	133.56	11,803.5	824.76	67,872.4	125.4	7,621.42	2.77	778.8	0	0	38.8	2,222.1	1,341.93	118,166.62
2019																
1er Trimestre	235.82	22,428.3	187.45	17,717.1	777.88	69,477.3	0	0	0	0	0	0	17.01	1,094.2	1,218.16	110,716.9
2020 (P)																
1er Trimestre	197.50	19,996.15	126.38	14,013.96	610.76	64,354.03	17.63	1,385.85	1.17	396.36	-	21,212.00	42.60	3,148.56	996.04	124,506.91
2021																
1er Trimestre	235.80	24,633.99	153.67	17,582.28	686.94	74,652.96	40.42	3,151.77	-	-	-	1,636.00	49.30	3,798.80	1,166.13	125,455.80
2022																
1er Trimestre	185.25	25,472.70	125.17	20,115.20	665.75	105,939.00	-	-	1.74	429.90	-	2,643.00	32.30	2,676.60	1,010.21	157,276.40
2023																
1er Trimestre	169.07	23,368.39	90.89	14,416.09	676.35	101,728.59	-	-	17.15	1,411.40	-	2,962.00	34.70	2,909.40	988.16	146,795.87
2024																
1er Trimestre	40.23	3,772.91	35.34	3,569.94	221.72	21,172.74	17.63	1,385.85	0.29	185.60	-	9,954.00	9.50	613.90	324.71	40,654.94
2025																
1er Trimestre	65.75	7,054.62	32.20	3,725.53	129.36	14,235.21	-	-	-	-	-	339.00	19.10	1,497.90	246.41	26,852.26
2026																
1er Trimestre	91.52	9,168.62	58.84	6,718.49	259.68	28,946.08	-	-	0.88	210.76	-	10,919.00	14.00	1,036.76	424.92	56,999.71
2027																
1er Trimestre	42.59	4,443.00	31.38	3,526.05	149.99	16,347.68	-	-	-	-	-	314.00	24.90	1,940.60	248.86	26,571.33
2028																
1er Trimestre	96.59	10,286.78	56.44	6,574.75	283.62	31,058.71	-	-	-	-	-	481.00	6.00	419.40	442.65	48,820.64
2029																
1er Trimestre	96.62	9,904.21	65.85	7,481.48	253.33	27,246.57	40.42	3,151.77	-	-	-	841.00	18.40	1,438.80	474.62	50,063.83
2030																
1er Trimestre	50.23	6,124.90	33.47	4,950.20	97.28	13,449.70	-	-	1.74	429.90	-	1,341.00	8.50	611.50	191.22	26,907.20
2031																
1er Trimestre	48.43	6,708.20	33.51	5,417.50	145.15	22,428.30	-	-	-	-	-	610.00	14.80	1,289.40	241.89	36,453.40
2032																
1er Trimestre	86.59	12,639.60	58.19	9,747.50	423.32	70,061.00	-	-	-	-	-	692.00	9.00	775.70	577.10	93,915.80
2033																
1er Trimestre	55.30	8,214.70	26.10	4,586.10	196.94	33,780.20	-	-	-	-	-	2,082.00	8.70	805.40	287.04	49,468.40
2034																
1er Trimestre	69.16	9,292.10	36.79	5,647.69	318.88	46,901.89	-	-	0.90	168.90	-	880.00	17.20	1,425.10	442.93	64,315.68
2035																
1er Trimestre	44.61	5,861.59	28.00	4,182.30	160.53	21,046.50	-	-	16.25	1,242.50	-	-	8.80	678.90	258.19	33,011.79

(P) : Données provisoires
- : Données non disponibles
1 baril = 42 gallons

Tableau II.1

CHIFFRES CLÉS DU BILAN PAR BANQUE (En milliers de gourdes)

	BICH	BNC	BPH	BUH	CAPITALBK**	PROMOBK	SOCABK	SOGEBK	UNBNK	SOUS-TOTAL	BHD***	SOCABL****	SOGEBL	SOUS-TOTAL	CBNA	SCOTIA	SOUS-TOTAL	TOTAL
AU 30 SEPTEMBRE 2008																		
Actif	-	20 925,554.2	1 360,100.0	3 056,311.5	4 660,117.0	-	-	30 664,076.2	29 627,866.3	90,304,015.2	-	-	3,343,957.9	3,343,957.9	3,650,525.0	3,003,051.0	6,653,576.0	100,301,549.1
Bons B.R.H.	-	2 422,000.0	11 000.0	30 000.0	225,000.0	-	-	2 844,000.0	3 403,000.0	8,935,000.0	-	-	234,000.0	234,000.0	157,000.0	70,743.0	227,743.0	9,396,743.0
Prêts	-	4 136,506.0	448,238.1	1 105,633.1	1 772,660.0	-	-	6 661,810.8	7 963,563.4	24,108,501.4	-	-	1 420,510.3	1 420,510.3	1 934,326.0	1 718,438.0	3,651,764.0	26,180,775.7
Dépôts	-	17 629,903.9	1 065,624.1	2 538,787.8	3 969,965.0	-	-	27 011,743.6	24 644,633.0	76,822,054.4	-	-	2,826,743.6	2,826,743.6	2 904,787.0	2 171,073.0	5,075,860.0	84,724,658.0
Avoir des Actionnaires	-	1 270,833.4	95,788.1	(7,241.2)	385,318.0	-	-	1 634,465.8	2,363,262.0	5,742,426.1	-	-	314,259.5	314,259.5	269,174.0	185,371.0	454,545.0	6,511,230.6
AU 30 SEPTEMBRE 2007																		
Actif	-	13 106,547.0	1 163,496.9	2 993,108.0	4 046,101.0	-	-	26 122,344.7	23 331,297.9	70,782,885.5	-	-	2,725,778.5	2,725,778.5	3,811,121.0	2,444,472.0	6,255,593.0	79,764,257.0
Bons B.R.H.	-	2 945,111.0	197,886.5	108,351.0	246,030.0	-	-	2,570,636.0	2,529,628.9	8,597,645.4	-	-	-	-	410,737.0	-	410,737.0	9,008,380.4
Prêts	-	2 265,854.0	314,029.0	1 072,127.0	1 211,201.0	-	-	6 866,892.0	6,316,122.8	18,650,225.8	-	-	1 087,415.2	1 087,415.2	1 905,449.0	1,521,486.0	3,426,935.0	22,564,576.0
Dépôts	-	9 900,391.0	919,393.0	2 742,008.0	3,361,137.0	-	-	23 011,401.9	19,972,497.4	59,907,616.3	-	-	1,974,051.8	1,974,051.8	2,315,684.0	1,833,311.0	4,148,995.0	66,030,665.1
Avoir des Actionnaires	-	1 118,806.0	91,752.2	7,241.0	342,607.0	-	-	1,338,847.0	2,003,077.2	4,903,333.4	-	-	283,333.0	283,333.0	235,445.0	166,385.0	401,830.0	5,588,496.4
AU 30 SEPTEMBRE 2006																		
Actif	-	7 443,255.0	999,674.7	2 916,534.0	3,671,737.0	-	5 053,835.3	22,975,095.9	21,486,579.7	64,546,611.6	-	-	2,285,659.8	2,285,659.8	3,630,386.0	2,056,548.0	5,686,936.0	72,519,407.4
Bons B.R.H.	-	2 882,673.0	106,717.4	246,000.0	197,717.0	-	500,000.0	2,469,568.7	1,142,322.4	7,644,988.5	-	-	-	-	38,506.0	-	38,506.0	7,683,506.5
Prêts	-	1 016,752.0	391,650.4	790,133.0	1,286,324.0	-	1,549,747.8	6,035,762.6	5,767,457.4	16,807,817.2	-	-	935,772.2	935,772.2	1,679,725.0	1,063,282.0	2,742,997.0	20,486,580.4
Dépôts	-	5 448,270.0	755,964.9	2,632,640.6	3,122,181.0	-	3,952,830.1	20,415,538.2	18,515,310.0	54,840,334.8	-	-	1,730,196.2	1,730,196.2	2,972,950.0	1,767,692.0	4,740,691.0	61,311,222.0
Avoir des Actionnaires	-	998,322.0	67,550.2	47,306.3	310,911.0	-	(890,775.6)	1,143,523.9	1,597,928.2	3,212,766.0	-	-	255,337.6	255,337.6	217,260.0	155,006.0	372,266.0	3,840,369.6
AU 30 SEPTEMBRE 2005																		
Actif	8,484.0	6,041,192.0	1,106,106.1	2,641,655.5	3,235,307.0	3,169,586.0	6,043,235.3	18,070,229.0	17,733,020.6	59,074,417.5	-	337,069.1	2,179,760.8	2,516,229.9	3,175,190.0	2,044,208.0	5,219,398.0	66,810,645.4
Bons B.R.H.	-	2,538,000.0	123,000.0	70,000.0	120,000.0	-	51,100.0	1,665,000.0	900,000.0	5,467,100.0	-	-	-	-	-	60,000.0	60,000.0	5,527,100.0
Prêts	2,005.0	689,795.0	380,246.9	774,389.0	1,242,531.0	1,304,346.0	2,796,805.3	4,765,310.4	5,151,318.0	17,276,746.6	-	211,248.8	910,753.0	1,122,001.8	1,555,316.0	789,954.0	2,325,273.0	20,724,021.4
Dépôts	2,985.7	4,436,196.0	739,099.6	2,273,130.6	2,771,545.0	2,697,142.0	5,629,001.4	16,597,877.5	15,528,987.0	50,675,964.8	-	232,058.1	1,615,183.9	1,847,242.0	2,406,910.0	1,841,033.0	4,247,943.0	56,771,149.8
Avoir des Actionnaires	4,625.6	563,796.0	63,969.9	63,302.2	200,745.0	95,599.0	64,832.3	617,290.5	1,113,673.4	2,807,833.9	-	29,019.4	179,932.4	208,951.8	197,212.0	82,084.0	279,296.0	3,296,061.7
AU 30 SEPTEMBRE 2004																		
Actif	8,560.2	4,568,188.0	1,122,242.1	2,298,149.9	2,771,701.0	3,062,335.0	6,499,326.8	14,881,848.9	13,623,997.5	48,856,449.4	-	281,208.1	2,381,014.7	2,662,233.8	2,490,193.0	1,843,415.0	4,333,608.0	55,852,281.2
Bons B.R.H.	-	1,374,000.0	51,320.0	100,000.0	52,000.0	-	112,000.0	1,054,000.0	740,400.0	3,483,720.0	-	-	-	-	83,055.0	-	83,055.0	3,566,775.0
Prêts	1,937.9	393,128.0	281,881.7	674,827.0	1,104,546.0	1,582,893.0	3,148,231.0	3,544,843.8	3,952,677.8	14,684,766.2	-	107,719.6	640,513.6	748,233.2	980,586.0	748,690.0	1,709,288.0	17,142,287.4
Dépôts	3,011.0	3,367,265.0	762,993.8	1,911,535.7	2,363,334.0	2,564,321.0	5,811,713.1	13,600,670.2	12,118,976.0	42,903,218.8	-	236,507.8	1,981,082.1	2,217,589.9	1,634,250.0	1,637,383.0	3,271,633.0	47,992,442.7
Avoir des Actionnaires	5,099.2	500,526.0	40,117.3	90,404.7	189,431.0	170,099.0	307,780.6	590,187.1	616,175.9	2,519,820.8	-	20,352.9	151,252.2	171,005.1	194,950.0	77,038.0	271,997.0	2,963,422.9

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La BIOC et sa filiale, la BMH, ont été acquises par la Sogebank en octobre 1998. En juin 1999, les opérations de ces deux entités ont été fusionnées avec celles de la Sogebank.

** La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir banque commerciale en mars 1999.

*** La BHD, une banque d'épargne et de Logement, a démarré ses opérations en novembre 1999. Elle fut dissaisie en février 2002.

**** La Socabel a démarré ses opérations en novembre 2001.

Tableau II.2

CHIFFRES CLÉS DES RÉSULTATS PAR BANQUE (En milliers de gourdes)

	BICH	BNC	BPH	BUH	CAPITALBK**	PROMOBK	SOCABK	SOGEBK	UNIBNK	SOUS-TOTAL	BHD***	SOCABI****	SOGEBL	SOUS-TOTAL	CBNA	SCOTIA	SOUS-TOTAL	TOTAL
2008 (oct. 07 - sept. 08)																		
Revenus nets d'intérêt	-	742.581,5	94.498,1	300.694,3	330.235,0	-	-	1.256.925,1	1.202.972,1	3.927.906,1	-	-	219.520,6	219.520,6	296.632,0	292.334,0	586.966,0	4.736.392,7
Autres revenus	-	281.638,5	57.816,9	96.967,5	167.161,0	-	-	1.016.492,2	941.374,3	2.561.450,4	-	-	19.597,9	19.597,9	96.727,0	71.498,0	168.225,0	2.749.273,3
Dot. à la prov. pr créances dout.	-	20.000,0	8.192,8	48.217,8	15.259,0	-	-	80.678,7	(58.666,0)	113.682,3	-	-	5.442,8	5.442,8	(12.416,0)	9.317,2	(3.100,8)	116.024,3
Frais d'exploitation	-	682.866,0	107.949,4	347.498,9	385.376,0	-	-	1.453.962,1	1.284.724,3	4.262.375,7	-	-	79.963,1	79.963,1	186.832,0	175.069,0	361.901,0	4.704.239,8
Bénéfice net (Perte nette)	-	146.027,4	13.157,8	(32.079,1)	59.762,0	-	-	329.448,9	530.826,7	1.047.133,7	-	-	52.784,3	52.784,3	112.825,0	97.233,3	210.058,3	1.309.976,3
2007 (oct. 06 - sept. 07)																		
Revenus nets d'intérêt	-	618.536,8	76.404,5	213.192,4	292.207,0	-	55.917,5	943.320,2	828.557,7	3.028.236,1	-	-	126.800,3	126.800,3	242.313,0	245.932,0	488.245,0	3.643.281,4
Autres revenus	-	184.575,0	76.807,5	97.456,1	138.183,0	-	17.244,6	724.431,9	786.885,7	2.025.883,8	-	-	17.450,6	17.450,6	84.218,0	46.286,0	130.504,0	2.173.538,4
Dot. à la prov. pr créances dout.	-	4.500,0	14.801,2	33.826,2	22.144,0	-	-	34.893,4	50,0	110.204,8	-	-	5.897,2	5.897,2	(63.514,0)	(14.096,0)	(77.610,0)	38.482,0
Frais d'exploitation	-	583.134,0	111.531,5	322.415,8	358.038,0	-	60.282,7	1.283.292,3	1.099.150,1	3.817.844,4	-	-	71.404,5	71.404,5	183.488,0	174.247,0	357.735,0	4.246.983,9
Bénéfice net (Perte nette)	-	215.477,8	26.879,3	(31.915,3)	50.308,0	-	12.879,4	266.069,9	411.804,6	971.903,7	-	-	46.880,2	46.880,2	154.691,0	104.021,2	258.712,2	1.279.096,1
2006 (oct. 05 - sept. 06)																		
Revenus nets d'intérêt	386,2	608.770,0	77.559,9	210.086,8	284.803,0	46.744,0	141.704,7	864.987,4	763.320,1	2.978.152,1	-	5.866,3	123.454,3	129.320,6	233.358,0	186.696,0	420.044,0	3.527.516,7
Autres revenus	365,8	139.299,0	46.266,7	121.575,5	117.698,0	73.556,0	203.050,4	547.680,8	663.626,6	1.913.038,8	-	2.178,1	16.948,9	18.127,0	95.399,0	65.654,0	161.053,0	2.093.218,8
Dot. à la prov. pr créances dout.	-	7.257,0	15.075,9	23.617,0	11.391,0	(33.107,0)	-	32.341,4	-	56.575,3	-	42.319,8	21.646,3	63.966,1	38.426,0	8.005,6	46.431,6	166.973,0
Frais d'exploitation	1.353,3	395.635,0	88.380,5	329.280,0	336.896,0	184.425,0	250.722,1	1.059.283,1	919.645,3	3.565.620,3	-	22.640,9	65.421,3	88.082,2	170.393,0	147.544,0	317.937,0	3.971.619,5
Bénéfice net (Perte nette)	(581,3)	345.177,0	20.370,2	(14.878,1)	34.014,0	(21.712,0)	94.033,0	261.328,6	380.494,6	1.088.246,0	-	(56.916,3)	38.937,4	(17.978,9)	67.893,0	71.171,6	139.064,6	1.218.331,7
2005 (oct. 04 - sept. 05)																		
Revenus nets d'intérêt	517,8	248.943,0	52.076,4	177.545,3	217.568,0	111.643,0	212.487,5	590.131,5	465.340,9	2.076.253,4	-	19.742,0	97.865,8	117.607,8	168.614,0	155.399,0	324.013,0	2.517.874,2
Autres revenus	1.227,6	148.423,0	47.766,0	104.106,5	88.466,0	68.509,0	94.625,2	432.741,9	685.031,2	1.650.893,4	-	6.595,6	21.340,9	27.938,5	75.130,0	36.287,0	111.417,0	1.790.246,9
Dot. à la prov. pr créances dout.	-	-	9.250,2	25.151,0	9.035,0	10.090,0	47.376,1	100.189,0	90.959,7	291.687,0	-	3.600,0	7.183,6	10.783,6	(18.000,0)	14.039,0	(3.961,0)	296.509,6
Frais d'exploitation	1.982,6	294.904,4	71.325,6	274.952,7	281.442,0	233.297,0	336.082,2	824.801,5	745.352,4	3.064.520,4	-	23.785,7	59.231,3	83.017,0	172.847,0	149.587,0	322.434,0	3.469.971,4
Bénéfice net (Perte nette)	(237,2)	102.456,6	19.266,6	(11.963,1)	15.157,0	(63.235,0)	(77.175,6)	96.962,7	206.675,0	287.879,0	-	(1.048,1)	36.230,7	35.182,6	62.436,0	13.300,3	75.736,3	398.797,9
2004 (oct. 03 - sept. 04)																		
Revenus nets d'intérêt	536,9	383.296,0	71.882,4	180.240,2	182.372,0	182.234,0	223.972,6	673.814,6	436.693,1	2.355.021,8	-	4.616,8	94.670,6	99.287,4	181.640,0	116.007,0	297.647,0	2.751.956,2
Autres revenus	653,6	82.700,0	54.704,5	61.137,5	80.077,0	101.969,0	110.459,4	351.963,0	409.834,8	1.253.618,8	-	11.929,4	18.226,9	30.156,3	64.764,0	45.618,0	110.382,0	1.394.057,1
Dot. à la prov. pr créances dout.	-	6.000,0	50.908,8	13.500,0	5.207,0	21.432,0	4.500,0	99.999,9	37.862,9	239.410,6	-	5.000,0	6.573,5	11.573,5	18.148,0	17.737,0	35.886,0	286.870,1
Frais d'exploitation	1.534,7	376.936,0	73.623,4	221.803,0	238.359,0	241.303,0	284.615,6	787.559,4	731.475,8	2.957.209,9	-	25.140,6	52.176,9	77.317,5	143.530,0	115.096,0	258.626,0	3.293.153,4
Bénéfice net (Perte nette)	(344,2)	93.060,0	2.034,7	10.448,5	18.883,0	14.024,0	37.386,4	110.624,7	67.422,6	353.719,7	-	(13.594,4)	37.163,7	23.569,3	56.296,0	17.586,0	75.885,0	453.174,0

Source: BR/Direction de la Supervision du Système Bancaire

** La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de Logement, a modifié ses statuts pour devenir banque commerciale en mars 1999.

*** La BHD, une banque d'Épargne et de Logement, a démarré ses opérations en novembre 1999. Elle fut dissaisie en février 2002.

**** La Socabai a démarré ses opérations en novembre 2001.

Tableau II.3

RATIOS FINANCIERS PAR BANQUE

RATIOS DE STRUCTURE FINANCIÈRE ET DE QUALITÉ DE L'ACTIF

STRUCTURE FINANCIÈRE		BICH	BNC	BPH	BUH	CAPITALBKC**	PROMOBK	SOCABK	SOGEBK	UNIBNK	SOUS-TOTAL	BHD***	SOCABL****	SOGEBL	SOUS-TOTAL	CBNA	SCOTIA	SOUS-TOTAL	TOTAL
Avoirs des actionnaires en % de l'actif		-	6,07%	7,04%	-0,24%	8,23%	-	-	5,33%	7,98%	6,36%	-	-	9,40%	9,40%	7,37%	6,17%	6,83%	6,49%
Au 30 septembre 2008		-	6,07%	7,04%	-0,24%	8,23%	-	-	5,33%	7,98%	6,36%	-	-	9,40%	9,40%	7,37%	6,17%	6,83%	6,49%
Au 30 septembre 2007		-	8,54%	7,75%	0,24%	8,47%	-	-	5,15%	8,59%	6,93%	-	-	10,39%	10,39%	6,16%	6,81%	6,42%	7,01%
Au 30 septembre 2006		-	12,58%	6,76%	1,62%	8,47%	-	-17,63%	4,98%	7,44%	4,98%	-	-	11,17%	11,17%	5,98%	7,54%	6,55%	5,30%
Au 30 septembre 2005		54,52%	9,46%	5,78%	2,40%	6,20%	3,02%	1,07%	3,42%	6,28%	4,83%	-	8,61%	8,25%	8,30%	6,21%	4,02%	5,35%	5,01%
Au 30 septembre 2004		59,57%	10,91%	3,93%	3,93%	7,20%	5,55%	4,74%	3,97%	4,52%	5,16%	-	7,24%	6,35%	6,45%	7,83%	4,18%	6,28%	5,31%
Dépôts en % de l'actif		-	84,25%	79,82%	92,49%	83,53%	-	-	88,12%	83,18%	85,39%	-	-	75,92%	75,92%	79,57%	72,30%	76,29%	84,47%
Au 30 septembre 2008		-	84,25%	79,82%	92,49%	83,53%	-	-	88,12%	83,18%	85,39%	-	-	75,92%	75,92%	79,57%	72,30%	76,29%	84,47%
Au 30 septembre 2007		-	75,54%	77,68%	91,64%	83,07%	-	-	88,08%	85,60%	84,64%	-	-	10,39%	10,39%	6,18%	6,81%	6,42%	7,01%
Au 30 septembre 2006		-	73,20%	75,59%	90,27%	85,03%	-	78,21%	88,85%	86,17%	84,96%	-	-	75,69%	75,69%	81,89%	85,95%	83,36%	84,54%
Au 30 septembre 2005		35,19%	73,37%	66,80%	86,05%	85,66%	85,09%	92,84%	91,85%	87,57%	87,26%	-	68,85%	74,10%	73,40%	75,80%	90,06%	81,39%	86,26%
Au 30 septembre 2004		35,17%	73,39%	67,93%	83,18%	85,27%	83,74%	89,42%	91,39%	88,95%	87,25%	-	84,10%	83,20%	83,30%	65,63%	88,82%	75,49%	85,93%
QUALITÉ DE L'ACTIF																			
Prêts improductifs bruts en % des prêts bruts		-	35,75%	54,11%	13,93%	0,88%	-	-	2,75%	0,33%	10,41%	-	-	6,50%	6,50%	-	12,51%	5,99%	9,69%
Au 30 septembre 2008		-	35,75%	54,11%	13,93%	0,88%	-	-	2,75%	0,33%	10,41%	-	-	6,50%	6,50%	-	12,51%	5,99%	9,69%
Au 30 septembre 2007		-	51,42%	34,00%	9,30%	1,36%	-	-	1,96%	0,16%	11,33%	-	-	4,68%	4,68%	-	8,97%	4,04%	9,98%
Au 30 septembre 2006		-	6,79%	26,88%	11,32%	1,22%	-	57,41%	6,06%	1,00%	12,30%	-	-	8,52%	8,52%	-	11,65%	4,57%	11,14%
Au 30 septembre 2005		-	9,06%	28,08%	12,19%	1,61%	14,06%	52,26%	5,99%	1,16%	13,38%	-	8,78%	10,80%	10,25%	-	17,29%	5,99%	12,38%
Au 30 septembre 2004		-	16,11%	18,07%	14,52%	1,34%	9,52%	5,04%	7,65%	1,04%	5,99%	-	3,43%	11,35%	10,19%	0,99%	31,21%	14,37%	7,02%
Provision pour créances douteuses en % des prêts improductifs bruts		-	60,20%	57,35%	82,50%	83,14%	-	-	125,72%	136,57%	68,17%	-	-	56,36%	56,36%	-	36,86%	49,26%	66,38%
Au 30 septembre 2008		-	60,20%	57,35%	82,50%	83,14%	-	-	125,72%	136,57%	68,17%	-	-	56,36%	56,36%	-	36,86%	49,26%	66,38%
Au 30 septembre 2007		-	70,26%	104,46%	79,87%	175,15%	-	-	199,64%	861,73%	85,57%	-	-	99,62%	99,62%	-	51,56%	79,79%	85,54%
Au 30 septembre 2006		-	107,29%	107,92%	72,70%	204,45%	-	72,83%	106,68%	237,82%	86,99%	-	-	67,90%	67,90%	-	65,58%	143,07%	89,32%
Au 30 septembre 2005		-	138,33%	97,24%	47,09%	138,23%	52,29%	11,10%	105,62%	322,10%	46,08%	-	63,31%	45,33%	48,25%	-	58,09%	98,40%	49,09%
Au 30 septembre 2004		-	148,40%	166,12%	50,14%	151,53%	59,96%	74,01%	86,14%	321,61%	99,02%	-	320,36%	49,10%	57,59%	708,36%	28,09%	54,21%	87,09%
Prêts improductifs nets en % de l'avoir des actionnaires		-	47,31%	156,59%	-420,77%	0,69%	-	-	-3,90%	-0,41%	14,97%	-	-	13,31%	13,31%	-10,39%	76,80%	25,17%	15,60%
Au 30 septembre 2008		-	47,31%	156,59%	-420,77%	0,69%	-	-	-3,90%	-0,41%	14,97%	-	-	13,31%	13,31%	-10,39%	76,80%	25,17%	15,60%
Au 30 septembre 2007		-	48,44%	-8,05%	299,23%	-3,89%	-	-	-10,44%	-3,87%	6,66%	-	-	0,07%	0,07%	-17,15%	41,66%	7,20%	6,37%
Au 30 septembre 2006		-	-0,58%	-17,38%	56,26%	-5,28%	-	-46,64%	-2,28%	-5,08%	9,38%	-	-	10,63%	10,63%	-47,82%	29,78%	-15,51%	7,05%
Au 30 septembre 2005		-	-6,05%	6,01%	83,71%	-3,90%	98,76%	2120,14%	-2,77%	-12,37%	47,29%	-	24,83%	30,81%	29,98%	-31,33%	75,56%	0,08%	42,19%
Au 30 septembre 2004		-	-8,05%	-119,90%	56,30%	-3,90%	37,64%	13,90%	6,82%	-15,32%	-0,64%	-	-23,13%	25,90%	20,01%	-31,90%	239,04%	44,84%	5,58%

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La BICD et sa filiale, la BMH, ont été acquises par la Sogebank en octobre 1998. En juin 1999, les opérations de ces deux entités ont été fusionnées avec celles de la Sogebank.

** La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

*** La BHD, une banque d'épargne et de logement, a démarré ses opérations en novembre 1999. Elle fut déclassée en février 2002.

**** La Socabel, une banque d'épargne et de logement, a démarré ses opérations en novembre 2001.

Tableau II.4

RATIOS FINANCIERS PAR BANQUE

RATIOS DE RENTABILITÉ

RENTABILITÉ	BICH	BNC	BPH	BUH	CAPITALBK**	PROMOBK	SOCABK	SOGEBK	UNIBNK	SOUS-TOTAL	BHD***	SOCABL****	SOGEBL	SOUS-TOTAL	CBNA	SCOTIA	SOUS-TOTAL	TOTAL
ROA (rendement de l'actif)																		
2008 (oct. 07 - sept. 2008)	-	0,86%	1,03%	-1,06%	1,37%	-	-	1,16%	2,00%	1,30%	-	-	1,74%	1,74%	3,02%	3,57%	3,25%	1,45%
2007 (oct. 06 - sept. 2007)	-	2,10%	2,46%	-1,08%	1,30%	-	-	1,17%	1,84%	1,44%	-	-	1,95%	1,95%	4,16%	4,62%	4,33%	1,68%
2006 (oct. 05 - sept. 2006)	-	5,12%	1,93%	-0,54%	0,86%	-1,37%	1,69%	1,27%	1,94%	1,79%	-	-33,77%	1,74%	-0,75%	2,00%	3,47%	2,55%	1,76%
2005 (oct. 04 - sept. 2005)	-2,78%	1,93%	1,73%	-0,48%	0,50%	-2,06%	-1,23%	0,59%	1,32%	0,54%	-	-0,28%	1,59%	1,32%	2,20%	0,68%	1,59%	0,66%
2004 (oct. 03 - sept. 2004)	-3,75%	2,11%	0,19%	0,46%	0,72%	0,45%	0,61%	0,79%	0,52%	0,76%	-	-5,11%	1,80%	1,01%	2,39%	0,96%	1,78%	0,85%
ROE (rendement de l'avoir des actionn.)																		
2008 (oct. 07 - sept. 2008)	-	12,22%	14,03%	-32079100,00%	16,42%	-	-	22,16%	24,11%	19,67%	-	-	17,67%	17,67%	44,72%	55,28%	49,06%	21,65%
2007 (oct. 06 - sept. 2007)	-	20,96%	33,75%	-117,02%	15,40%	-	-	23,05%	22,87%	23,94%	-	-	18,15%	18,15%	68,34%	64,73%	66,84%	27,13%
2006 (oct. 05 - sept. 2006)	-	45,41%	30,98%	-26,90%	13,30%	-	-22,77%	29,66%	28,06%	36,48%	-	-	17,86%	-7,74%	32,76%	60,04%	42,69%	34,17%
2005 (oct. 04 - sept. 2005)	-4,88%	16,88%	37,02%	-16,40%	7,62%	-50,00%	-41,42%	16,06%	23,90%	10,85%	-	-3,79%	21,88%	18,21%	31,84%	16,72%	27,48%	12,77%
2004 (oct. 03 - sept. 2004)	-6,53%	20,47%	4,47%	12,30%	9,72%	8,46%	12,75%	18,43%	11,49%	14,55%	-	-100,35%	26,81%	15,49%	31,81%	22,07%	28,88%	15,92%
Revenu nets d'intérêt																		
en % des revenus d'intérêt																		
2008 (oct. 07 - sept. 2008)	-	76,39%	75,65%	84,11%	88,79%	-	-	72,87%	78,32%	77,47%	-	-	62,92%	62,92%	80,77%	84,57%	82,65%	77,44%
2007 (oct. 06 - sept. 2007)	-	76,39%	74,54%	81,37%	82,58%	-	-	63,61%	63,39%	68,73%	-	-	59,76%	59,76%	68,14%	85,02%	75,71%	69,22%
2006 (oct. 05 - sept. 2006)	-	90,02%	78,35%	87,01%	83,69%	-	51,18%	65,94%	67,06%	71,82%	-	-	63,48%	61,57%	72,62%	91,12%	78,82%	72,24%
2005 (oct. 04 - sept. 2005)	95,52%	86,38%	66,12%	90,17%	88,54%	68,10%	45,86%	71,43%	69,42%	70,77%	-	59,27%	64,62%	64,62%	80,13%	88,29%	83,84%	71,83%
2004 (oct. 03 - sept. 2004)	87,92%	79,43%	61,02%	78,60%	65,22%	57,19%	36,56%	55,10%	47,28%	55,90%	-	17,35%	35,91%	35,91%	64,81%	59,80%	62,33%	56,25%
Rendement moyen des prêts																		
2008 (oct. 07 - sept. 2008)	-	11,09%	13,71%	24,08%	19,12%	-	-	10,23%	11,54%	12,20%	-	-	12,46%	12,46%	14,26%	16,79%	15,44%	12,64%
2007 (oct. 06 - sept. 2007)	-	12,01%	16,75%	22,86%	22,59%	-	-	13,06%	13,10%	13,53%	-	-	13,53%	13,53%	16,32%	20,40%	18,34%	14,23%
2006 (oct. 05 - sept. 2006)	-	15,08%	15,07%	24,34%	20,54%	-	9,28%	12,51%	13,55%	13,56%	-	-	13,21%	12,54%	17,57%	17,78%	17,71%	14,01%
2005 (oct. 04 - sept. 2005)	27,50%	17,49%	15,85%	23,45%	18,69%	10,28%	14,35%	12,17%	10,88%	13,38%	-	15,30%	13,67%	13,95%	15,37%	19,58%	17,00%	13,78%
2004 (oct. 03 - sept. 2004)	33,19%	20,07%	22,89%	25,37%	21,90%	19,45%	19,95%	18,48%	18,31%	19,57%	-	19,04%	15,63%	16,26%	22,24%	24,07%	22,96%	18,81%
Rémunération moyenne des dépôts																		
2008 (oct. 07 - sept. 2008)	-	1,27%	2,30%	1,72%	1,02%	-	-	1,36%	1,17%	1,29%	-	-	3,61%	3,61%	2,19%	2,25%	2,22%	1,42%
2007 (oct. 06 - sept. 2007)	-	1,37%	2,87%	1,28%	1,75%	-	2,82%	2,41%	2,20%	2,21%	-	-	4,25%	4,51%	3,27%	1,01%	2,36%	2,30%
2006 (oct. 05 - sept. 2006)	0,81%	1,01%	3,65%	0,91%	1,10%	1,98%	4,39%	1,56%	1,48%	1,84%	-	5,79%	2,96%	3,30%	2,07%	1,19%	1,66%	1,86%
2005 (oct. 04 - sept. 2005)	2,11%	3,22%	5,67%	2,74%	4,44%	5,22%	7,18%	4,32%	4,19%	4,60%	-	10,46%	10,11%	10,15%	6,24%	4,97%	5,59%	4,90%
Dépenses d'exploitation en % du produit net bancaire																		
(marge nette d'intérêt + autres revenus)																		
2008 (oct. 07 - sept. 2008)	-	80,44%	83,49%	99,32%	83,71%	-	-	75,24%	68,21%	76,05%	-	-	50,70%	50,70%	55,55%	54,93%	55,25%	73,31%
2007 (oct. 06 - sept. 2007)	-	72,61%	72,80%	103,79%	83,17%	-	-	76,95%	68,04%	75,54%	-	-	49,50%	49,50%	56,19%	59,63%	57,82%	73,01%
2006 (oct. 05 - sept. 2006)	-	52,89%	71,37%	99,29%	88,12%	-	72,72%	74,98%	64,45%	72,90%	-	-	46,60%	59,32%	51,83%	58,47%	54,71%	70,66%
2005 (oct. 04 - sept. 2005)	113,59%	74,22%	71,44%	97,62%	92,09%	129,50%	109,43%	80,64%	65,94%	82,22%	-	90,31%	49,69%	57,04%	70,91%	78,04%	74,05%	80,54%
2004 (oct. 03 - sept. 2004)	128,91%	79,19%	58,17%	88,23%	90,82%	84,91%	85,10%	76,78%	86,41%	81,95%	-	151,94%	46,22%	59,73%	58,25%	71,21%	63,38%	79,43%
Productivité par employés (000)																		
2008 (oct. 07 - sept. 2008)	-	1,188,09	979,55	954,68	1,477,96	-	-	1,601,67	1,781,93	1,978,69	-	-	2,696,83	2,696,83	7,731,10	3,390,56	4,763,75	1,609,91
2007 (oct. 06 - sept. 2007)	-	1,340,75	1,215,97	853,43	1,459,29	-	-	1,413,35	1,729,60	1,353,28	-	-	2,487,08	2,487,08	7,022,17	3,012,56	4,311,84	1,489,20
2006 (oct. 05 - sept. 2006)	-	2,253,22	1,019,15	824,98	1,339,06	-	688,13	1,323,97	1,733,71	1,346,51	-	-	2,552,79	1,953,26	7,070,04	2,601,44	4,049,46	1,462,78
2005 (oct. 04 - sept. 2005)	193,93	1,235,97	849,72	677,05	1,039,16	928,62	642,50	1,165,94	1,473,76	1,077,21	-	1,097,40	2,073,16	1,785,82	5,241,81	2,165,94	3,225,41	1,153,75
2004 (oct. 03 - sept. 2004)	125,32	1,693,94	1,016,60	676,48	961,35	1,487,97	922,57	1,235,16	1,162,02	1,155,66	-	716,40	1,897,44	1,560,01	5,187,45	1,983,13	3,163,08	1,233,38

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La BHD et sa filiale, la BNH, ont été acquises par la Sogebank en octobre 1998. En juin 1999, les opérations de ces deux entités ont été fusionnées avec celles de la Sogebank.

** La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

*** La BHD, une banque d'épargne et de logement, a démarré ses opérations en novembre 1998. Elle fut dissaisie en février 2002.

**** La Socabel, une banque d'épargne et de logement, a démarré ses opérations en novembre 2001.

Tableau II.5

SYSTÈME BANCAIRE

SOMMAIRE FINANCIER DÉTAILLÉ AU 30 SEPTEMBRE 2008

BILAN PAR BANQUE (DEVISES ET GOURDES)

(en milliers de gourdes)

	BICH	BNC	BPH	BUH	CAPITALBK	SOCBKB	UNIBNK	SOUS-TOTAL	SOCBBL	SOUS-TOTAL	CBNA	SCOTIA	SOUS-TOTAL	SYSTEME
ACTIF														
Disponibilités	-	3,358,892.9	93,524.7	268,453.8	206,849.0	645,735.0	697,709.2	5,271,197.6	17,511.8	17,511.8	33,559.0	75,597.0	109,156.0	5,397,865.4
Encaisse	-	3,852,540.1	383,041.5	510,537.8	1,046,792.0	7,288,345.8	7,454,641.8	20,535,899.0	250,235.8	250,235.8	724,769.0	727,267.0	1,452,036.0	22,238,170.8
Avais à la BRH	-	128,434.1	67,107.8	159,578.5	256,596.0	1,266,730.3	1,825,344.4	3,703,791.1	5,548.9	5,548.9	539,486.0	326,344.0	865,840.0	4,575,190.0
Avais à l'étranger	-	-	-	180,535.1	45,613.0	26,401.8	44,677.4	297,227.3	1,423,822.2	1,423,822.2	-	-	-	1,721,049.5
Avais dans les banques locales	-	334,845.0	13,688.6	25,937.0	121,774.0	418,210.4	361,968.6	1,276,223.6	18,809.6	18,809.6	264,706.0	26,598.0	291,304.0	1,586,337.2
Autres liquidités	-	7,674,512.1	557,362.6	1,145,072.2	1,677,624.0	9,645,426.3	10,384,341.4	31,084,338.6	1,715,928.3	1,715,928.3	1,562,530.0	1,155,886.0	2,718,336.0	35,518,602.9
Bons B.R.H.	-	2,422,000.0	234,000.0	157,000.0	225,000.0	3,403,000.0	2,844,000.0	9,285,000.0	11,000.0	11,000.0	70,743.0	30,000.0	100,743.0	9,396,743.0
Autres Placements	-	4,317,982.0	19,751.3	121,746.0	701,390.0	6,041,110.9	6,337,070.9	17,538,991.1	31,617.5	31,617.5	-	-	-	17,570,608.6
Portefeuille net	-	4,136,506.0	448,238.1	1,105,633.1	1,772,590.0	8,681,810.8	7,963,553.4	24,106,501.4	1,420,510.3	1,420,510.3	1,933,326.0	1,718,438.0	3,651,764.0	29,180,775.7
Immobilisations	-	985,148.6	43,668.3	380,777.5	192,836.0	1,325,181.3	1,126,255.6	4,033,845.3	126,083.6	126,083.6	25,436.0	81,312.0	106,746.0	4,266,676.9
Autres actifs	-	1,409,435.5	57,081.7	145,932.7	110,737.0	1,557,546.9	972,695.0	4,253,338.8	38,818.2	38,818.2	58,490.0	17,495.0	75,985.0	4,368,142.0
PASSIF	-	20,925,554.2	1,360,100.0	3,056,311.5	4,680,117.0	30,654,076.2	29,627,856.3	90,304,015.2	3,343,957.9	3,343,957.9	3,650,525.0	3,003,051.0	6,653,576.0	100,301,549.1
Dépôts	-	9,127,032.8	321,331.7	555,474.2	1,608,630.0	8,990,880.0	9,187,196.5	29,790,627.2	329,137.8	329,137.8	1,640,012.0	841,667.0	2,481,679.0	32,801,444.0
À vue	-	5,284,904.9	242,920.3	1,449,855.3	1,101,916.0	10,981,586.2	10,899,606.6	29,960,791.3	291,191.0	291,191.0	220,480.0	807,338.0	1,027,818.0	31,279,800.3
Épargne	-	3,217,692.2	521,372.1	821,414.1	1,198,819.0	7,041,289.4	4,557,654.9	17,358,591.7	1,918,459.0	1,918,459.0	1,044,296.0	522,660.0	1,566,365.0	20,843,413.7
À terme	-	17,629,900.9	1,085,624.1	2,826,743.6	3,909,365.0	27,013,743.6	24,644,633.0	77,110,010.2	2,538,787.8	2,538,787.8	2,904,787.0	2,171,073.0	5,075,860.0	84,724,658.0
Obligations à vue	-	278,000.0	-	-	-	-	-	278,000.0	-	-	245,292.0	-	245,292.0	523,292.0
Banques locales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques à l'étranger	-	968,720.7	121,107.3	100,527.0	258,577.0	823,868.1	451,739.9	2,724,540.0	56,855.1	56,855.1	134,983.0	102,962.0	237,945.0	3,019,340.1
Autres	-	1,246,720.7	121,107.3	100,527.0	258,577.0	823,868.1	451,739.9	3,002,540.0	56,855.1	56,855.1	380,275.0	102,962.0	483,237.0	3,542,632.1
Obligations à terme	-	-	-	-	-	10,024.6	-	10,024.6	419,511.8	419,511.8	-	85,000.0	85,000.0	514,536.4
Banques locales	-	-	-	-	-	-	-	599,302.5	-	-	-	-	-	599,302.5
Banque à l'étranger	-	755,377.8	20,331.4	7,863.5	41,882.0	214,533.9	240,263.7	1,280,052.3	13,081.1	13,081.1	59,006.0	68,565.0	127,572.0	1,420,705.4
Autres	-	755,377.8	20,331.4	7,863.5	41,882.0	224,558.5	839,566.2	1,889,378.4	432,592.9	432,592.9	59,006.0	153,565.0	212,572.0	2,534,544.3
Autres passifs	-	22,721.4	37,248.1	128,418.6	85,175.0	957,440.2	1,326,652.0	2,559,659.5	1,482.5	1,482.5	37,283.0	390,075.0	427,362.0	2,988,484.0
	-	19,654,720.8	1,264,311.9	3,063,552.7	4,294,799.0	29,019,010.4	27,264,594.3	84,561,539.1	3,029,698.3	3,029,698.3	3,381,351.0	2,817,660.0	6,199,031.0	93,190,318.4
AVOIR DES ACTIONNAIRES														
Capital versé	-	500,000.0	5,000.0	95,137.5	89,876.0	510,000.0	400,796.5	1,600,770.0	126,000.0	126,000.0	103,837.0	94,372.0	198,209.0	1,924,979.0
Reserves	-	65,620.8	5,300.0	25,900.2	80,377.0	520,279.4	263,029.3	960,506.7	68,396.3	68,396.3	51,919.0	35,832.0	87,751.0	1,116,654.0
Surplus d'apport	-	47,122.8	14,325.0	66,388.8	588.0	286.3	369,285.8	496,996.7	-	-	-	-	-	486,996.7
BNR	-	689,089.8	71,163.1	(194,867.7)	214,477.0	603,900.1	1,331,190.4	2,684,152.7	119,863.2	119,863.2	113,418.0	55,167.0	168,585.0	2,972,600.9
	-	1,270,833.4	95,788.1	(7,241.2)	365,318.0	1,634,465.8	2,363,252.0	5,742,426.1	314,259.5	314,259.5	285,174.0	185,371.0	454,545.0	6,511,230.6
Hors-bilan	-	20,925,554.2	1,360,100.0	3,056,311.5	4,680,117.0	30,654,076.2	29,627,856.3	90,304,015.2	3,343,957.8	3,343,957.8	3,650,525.0	3,003,051.0	6,653,576.0	100,301,549.0
Effets à l'encaissement	-	-	-	-	-	94,571.2	88.2	94,659.4	-	-	-	-	-	94,659.4
Credit documentaire	-	205,944.0	-	-	-	552,089.9	629,009.7	1,387,043.6	-	-	177,156.0	-	177,156.0	1,564,199.6
Autres	-	64,411.1	188,864.0	44,653.1	-	1,983,927.9	762,801.2	3,044,687.3	294,040.3	294,040.3	357,044.0	42,911.0	399,955.0	3,738,682.6
Portefeuille brut	-	5,271,023.5	649,925.6	1,249,429.5	1,785,625.0	8,993,299.0	7,990,993.8	25,949,300.4	1,474,519.0	1,474,519.0	1,961,296.0	1,801,541.0	3,762,836.0	31,186,655.4
Provisions pour créances douteuses	-	1,134,517.5	201,691.5	143,596.5	13,065.0	311,488.2	38,440.4	1,840,799.1	54,008.7	54,008.7	27,998.0	83,103.0	111,072.0	2,005,879.8
Portefeuille de crédit improductif	-	1,884,515.4	351,686.9	174,065.0	15,715.0	247,758.0	26,652.0	2,700,422.3	95,826.3	95,826.3	-	225,460.0	225,460.0	3,021,708.6

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

** La Sociabel, une banque d'épargne et de logement, a démarré ses opérations en novembre 2001.

LISTE DES SIGLES

AGD	Administration Générale des Douanes
BID	Banque Interaméricaine de Développement
BRH	Banque de la République d'Haïti
BRI	Banque des Règlements Internationaux
DGI	Direction Générale des Impôts
DID	Développement International Desjardins
DIGCP	Direction de l'Inspection Générale des Caisses Populaire
DTS	Droits de Tirage Spéciaux
ED'H	Électricité d'Haïti
ÉU	États-Unis d'Amérique
FED	Réserve Fédérale Américaine
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FDI	Fonds de Développement industrielle
IFBC	Institut de Formation de la Banque Centrale
IPC	Indice des Prix à la Consommation
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MUSD	Million de dollar américain
MG	Millions de Gourdes
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OEA	Organisation des Etats Américains
OFATMA	Office d'Assurance-Accidents du Travail, Maladie et Marternité
ONG	Organisations Non Gouvernementales
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PIB	Produit Intérieur Brut
PNB	Produit Net Bancaire
TCA	Taxe sur le Chiffre d'Affaires
UAI	Unité audit Interne
UGCF	Unité de Gestion et de Contrôle Fiscal
UGB	Unité de Gestion des Bâtiments
UMN	Unité du Musée Numismatique
UOM	Unité Organisation et Methode
USAID	l'Agence Américaine pour le Développement International
UST	Unité de Sécurité et Transport

Dépôt légal: 4^e trimestre 2009
No.09-10-696
Bibliothèque Nationale d'Haïti

Conception et Mise en page :
UOM / Unité Graphique et Publication de la
Photo de couverture: Clovis-Alexandre Desvarieux
Pour: CLOPIX

Banque de la République d'Haïti
Achevé d'imprimer: Décembre 2011
Imprimeur : Protech Inc.
Verdun (Québec), Canada

Pour toutes informations, s'adresser à :

Banque de la République d'Haïti
Direction Monnaie et Analyse Économique
Port-au-Prince, Haïti
Boîte postale : (BP) 1570
Téléphone : 2299-1200 / 2299-1251
Télécopieur : (Fax) 2299-1149
Internet : <http://www.brh.net>
E-mail : brh_mae@brh.net
ISSN 0257 4349

